

Marcello Tari

Autonomie !

Italie, les années 1970

La fabrique
éditions

Marcello Tarì

Autonomie !

Italie, les années 1970

La fabrique
éditions

Avec le soutien du



Marcello Tarì

Autonomie !
Italie, les années 1970

Traduit de l'italien
par Étienne Dobenesque

La fabrique
éditions

Chapitre I

Césure : le parti de Mirafiori, le déclin des groupes, les journées d'avril (1973-1975)

La Trilatérale et l'« excès de démocratie » – Le dispositif de la crise – Contre-insurrection mondiale – L'usine Fiat de Turin : un paradigme de la lutte ouvrière – De la lutte économique à la lutte politique, de l'usine à la société – Le Parti invisible de Mirafiori – Le coup d'État au Chili, le compromis historique en Italie – Les « groupes » : l'extrême gauche italienne de l'après-1968 – Potere Operaio et le parti de l'insurrection – La crise des groupes, l'Autonomie – Rupture et continuité : langage, comportements, formes de vie – L'Autonomie n'est pas une organisation – Les collectifs autonomes romains de la via dei Volsci – L'antifascisme militant – La question « militaire » – Occupations, autoréductions, expropriations – L'Autonomie dans le Sud – La métropole milanaise – Rosso, « journal dans le mouvement » – Brigade rosse et Autonomie – L'« usine diffuse » et l'« ouvrier social » – La critique de la politique – Les trois journées de Milan

Crise !

Qu'y a-t-il à perdre quand il n'y a pas de lendemain ?
« "Chaos" und "Vernunft" », Radikal, décembre 1980.

En 1973, à New York, le banquier David Rockefeller fondait la Commission Trilatérale, un cercle de réflexion réunissant des industriels, des financiers, des politiciens, des journalistes et des professeurs de l'Occident capitaliste, avec pour ambition d'orienter les politiques mondiales. Son premier rapport s'intitule *The Crisis of Democracy : Report on the Governability of Democracies* et il est signé, entre autres, par Samuel Huntington, surtout connu pour le best-seller mondial plus récent dans lequel il théorise un inévitable choc des civilisations.

Ce qui préoccupait les têtes d'œuf du capitalisme états-unien, c'était l'ingouvernabilité croissante des sociétés occidentales, assaillies ces années-là par une conflictualité ouvrière organique mais aussi par une multitude de Noirs, de femmes, d'étudiants, de fous, de minorités sexuelles et autres ; le rapport concluait logiquement qu'il fallait mettre fin d'urgence à un désordre qui résultait d'ailleurs, selon eux, d'un excès de démocratie. Crise de la démocratie signifiait naturellement crise du commandement et crise des profits.

Les années 1970 avaient bouleversé partout les lignes de production et de reproduction de la société capitaliste. En Occident, l'utopie sociale-démocrate d'un capitalisme ambitieux, utilisant le principe d'une régulation des conflits sociaux imposée d'en haut pour relancer la croissance et la consommation, avait eu un effet boomerang. Au lieu de coopérer et de s'intégrer docilement dans le gouvernement infini du monde, ces ouvriers et ces jeunes se montraient hostiles, improductifs et révélaient une disposition irraisonnée à l'affrontement direct avec les institutions. Une chose était sûre pour la Trilatérale : l'ennemi principal n'était plus extérieur, au-delà du Rideau de fer, dans l'Est socialiste, mais *intérieur*. Le directeur de la Trilatérale, Zbigniew Brzezinski, deviendra d'ailleurs le conseiller à la sécurité nationale des États-Unis dans l'administration de Jimmy Carter. Et la préface à l'édition italienne du rapport sur la « crise de la démocratie » sera signée par le patron de Fiat, Gianni Agnelli.

Le commandement capitaliste mondial naviguait alors entre la défaite imminente au Vietnam, les insurrections métropolitaines, la guerre au Moyen-Orient, la conflictualité ouvrière, la destruction de la famille traditionnelle, la désaffection de masse pour toute organisation institutionnelle « démocratique ». Cette soi-disant crise de la démocratie n'était que l'émergence sauvage de ce que Nicola Massimo De Feo, un des théoriciens italiens de l'Autonomie, a appelé « l'autonomie du négatif », qui « fait exploser la potentialité subversive des comportements individuels et sociaux » contre l'identité de crise et de croissance poursuivie incessamment par le capital (*L'autonomia del negativo tra rivoluzione politica e rivoluzione sociale*, Manduria/Bari/Rome, Lacaïta, 1992).

La « crise » est un dispositif épistémologique à effet immédiat utilisé par le commandement capitaliste dans les moments de forte tension sociale pour produire les conditions de sa reproductibilité, et dont les journalistes et les intellectuels se servent volontiers pour éviter de

nommer *autre chose* : il faut donc chaque fois réapprendre à lire entre les lignes de tout le fatras médiatique qui se trouve répertorié sous ce mot passe-partout. De fait, une fois prononcé, le mot « crise » pénètre partout et agit comme la justification solennelle préalable à toutes les mesures économiques et politiques odieuses qui broient la vie des gens. Toute « crise » doit être suivie d'une « reprise » qui, à son tour, sert à préparer la prochaine crise : la continuité de la domination capitaliste est garantie par la gestion de la discontinuité représentée par la « crise » du rapport social sur lequel elle est établie. C'est ainsi que dans les années 1970 en Italie, on parlait de l'État-crise, comme de la figure du commandement qui avait succédé à l'État-plan.

Interrogé précisément sur la crise pétrolière du milieu des années 1970, Michel Foucault disait que l'utilisation du mot « crise », martelé à chaque tournant capitaliste, marquait avant tout l'incapacité des intellectuels à comprendre le présent et que s'il avait une force journalistique incontestable, sa nullité théorique et stratégique était tout aussi certaine. D'autre part, il ne serait que trop facile de démontrer comment le capitalisme est *toujours* en état de « crise », et c'est pourtant à partir d'un mécanisme linguistico-performatif, travaillant l'inconscient collectif tout autant que sa base matérielle, que le capital procède de temps en temps à sa propre restructuration qui, avant d'être liée à on ne sait quel subterfuge technologique, est avant tout la réinstauration d'un rapport de forces qui se joue directement dans le corps de chacun et, à l'échelle de l'ensemble de la population, travaille l'imaginaire, codifie le langage et les comportements individuels. Le problème n'est pas la crise économique ou morale mais la guerre, dit en substance Foucault. Par « crise », il faut donc entendre chaque fois la relation changeante entre des forces antagonistes, la possibilité de renverser un rapport ou même de le détruire : « la politique est la continuation de la guerre par d'autres moyens », concluait Foucault en renversant le fameux axiome de Clausewitz. Souvent, derrière le nom de « crise » se dissimule donc un maillage dense d'affrontements, de guérillas, de sabotages, d'existences incompatibles formant une armée invisible qui ronge la domination. Mais « crise » est aussi le nom que la domination donne à la réaction organisée, à la guerre donc, contre les formes de vie en sécession avec le capital. L'ambiguïté ne peut être levée que par l'ouverture d'un conflit profond et radical sur le « politique » (ou si l'on préfère, sur le « pouvoir ») comme cela fut le cas dans les années 1970, singulièrement en Italie. On peut aussi penser à ce qui s'est passé au cours de ces trois dernières années de « crise » mondiale en Europe, de la Grèce à la France et à l'Espagne, mais aussi à ce qui *ne se passe pas* dans les autres pays européens.

Le seul choix qui s'offrait au commandement capitaliste dans le paysage du début des années 1970 était en effet celui d'une guerre globale de contre-insurrection : faire payer la crise économique aux ouvriers, vaincre la guérilla rampante, repousser les minorités dans leurs retranchements, détruire physiquement les militants révolutionnaires, renfermer les Noirs et les pauvres dans les ghettos, décharger tout le poids de la croissance sur les pays du tiers-monde, anéantir le désir de révolution partout où il se manifestait. Il faut bien avoir en tête cette donnée historique : *l'autonomie italienne est un mouvement révolutionnaire qui naît dans un contexte d'attaque capitaliste, au sein d'un processus de contre-insurrection mondiale, et le fait que pendant quelques années, dans l'un des pays les plus industrialisés du monde, elle soit parvenue à renverser cette donnée est l'une des raisons de son actualité comme de la fascination qu'elle continue à exercer sur les nouvelles générations.*

En février 1973, en effet, les États-Unis procèdent à une nouvelle dévaluation drastique du dollar, après l'abandon de l'étalon-or décidé par Nixon en 1971. C'est un véritable acte de guerre et le début d'une nouvelle ère du capitalisme dans laquelle, à bien des égards, nous vivons encore : la spéculation financière sur les marchés mondiaux, l'accaparement des matières

premières, la fragmentation extrême du travail, la domination de et par la communication sont les leviers qui ont permis aux seigneurs du monde de faire repartir l'accumulation du profit et du pouvoir, en réinventant au passage une nouvelle forme d'individualisme et de « production et de souci de soi » qui modèlera ce que Giorgio Agamben a appelé la « petite bourgeoisie planétaire ». Dès lors, « crises » et « reprises » se succèdent régulièrement, jusqu'à aujourd'hui où la crise ne présume même plus d'une vraie reprise mais seulement de son approfondissement nihiliste.

La contre-attaque capitaliste avait commencé, et nous y sommes toujours : « Nous entrons dans un âge de surdéterminations – physiques et sauvages – un *break-down* de la croissance qui déplaçait tous les horizons. *Civil Warre*, pour le dire avec le vieux Hobbes. [...] La critique de l'économie politique ne pouvait que se faire critique du commandement. » (Toni Negri, *Pipeline. Lettere da Rebibbia*, Turin, Einaudi, 1983, rééd. Rome, DeriveApprodi, 2009.)

Mais toute relation de pouvoir, écrit encore Foucault, est « action sur une action ». Lorsque, cette même année, les pays producteurs de pétrole adhérents de l'OPEP prennent la décision *politique* – comme un acte de guerre envers les puissances qui ont soutenu Israël pendant la guerre du Kippour – de diminuer sensiblement l'extraction et l'exportation du brut, le prix du pétrole est multiplié par cinq, le coût de l'essence grimpe en flèche, la « crise » s'aggrave. C'est aussi l'époque où la résistance palestinienne passe à l'offensive jusque dans les capitales européennes et où le keffieh devient un signe distinctif pour les jeunes révolutionnaires du monde entier. Pour le modèle de développement de l'Occident, qui se fondait sur une croissance infinie, une production infinie et une consommation infinie, le choc pétrolier marquait le début d'un déclin infini. La guerre civile mondiale prenait des contours toujours plus nets en même temps qu'inédits. Par ailleurs, de nombreux économistes font précisément remonter à cette date de 1973 le début de ce qu'on a appelé la mondialisation néolibérale, avec son cortège de guerre, d'économie verte et de persécution des formes de vie révolutionnaires ou simplement *différentes*. L'état d'exception permanent dans lequel nous vivons faisait alors ses premiers pas militaires.

En Italie, en 1973, la lire se dévalue à toute vitesse, les importations de biens de consommation sont bloquées, les prix des produits grimpent vertigineusement. Au cours des luttes ouvrières et sociales des années précédentes, tandis que la productivité baissait sérieusement, les salaires n'avaient cessé d'augmenter – signe de la force politique accumulée par la classe ouvrière italienne – mais d'un jour à l'autre, à cause des mesures économiques du gouvernement, les salaires réels deviennent insignifiants. Et avec la « récession » se profilent les licenciements de masse dans toutes les grandes usines et un avenir désespéré pour les jeunes générations. Il est bien évident que la dévaluation de la lire et la politique économique globale de l'État sont destinées à permettre une reprise des profits du capital mais pour y parvenir, les patrons devaient commencer par opérer une restauration du commandement et rétablir le rapport de forces en leur faveur après les grandes luttes des années 1960. Une des règles de la contre-insurrection est que sans une préalable « conquête des esprits » dans la population, il est impossible de vaincre l'ennemi qui se « cache » en son sein. En Italie, face à un prolétariat pour le moins récalcitrant, le choix fut celui de conquérir les esprits par un terrorisme politico-étatique qui n'hésita pas à commettre des massacres aveugles en utilisant les bombes des fascistes : on parlait de « stratégie de la tension ». L'ennemi intérieur semblait alors étendu à la population dans son ensemble, entraînée par la révolte prolétarienne qui mettait à dure épreuve la gouvernementalité du pays. Terreur et compromis social, telle fut la formule italienne de la restauration du pouvoir capitaliste.

Les journaux commençaient à prêcher ce qu'on n'appelait pas encore l'*austerity*, la politique des « sacrifices », une sorte de « décroissance » d'État pour le dire en termes plus modernes – mesures économiques et politiques que gouvernement et syndicats formaliseront en 1976, avec la collaboration décisive du parti communiste – en tentant de faire croire que la « crise » serait surmontée par la bonne volonté des citoyens, en prenant peut-être une douche au lieu d'un bain, en allumant moins de lumières à la maison et en enfourchant tous nos bicyclettes le dimanche. Plus de travail et moins de salaire, plus d'exploitation et moins de consommation, interdiction des grèves et retour à l'ordre dans les écoles, voilà en quoi consistait en substance l'opération. Je me rappelle encore cette fausse allégresse des dimanches où les seules voitures qui pouvaient circuler étaient celles de la police : pour ces familles de travailleurs dont c'était le seul jour de liberté, cela signifiait passer tout leur temps devant la télévision ou errer à pied dans un quartier désert, fugacement réveillé de temps en temps par le passage d'une bicyclette. C'est pourquoi aussi la rhétorique petite-bourgeoise hypocrite sur la nécessité de diminuer la consommation, de revenir à la vie « simple » des années 1950, du « *small is beautiful* », n'a jamais pris chez les prolétaires qui à chaque niaiserie anticonsumériste répondaient effrontément par un sonore « rien à foutre ! »

Adriano Celentano, célèbre chanteur de variétés, chantait – mensonge impudent – « *Chi non lavora non fa l'amore* » (« Qui ne travaille pas ne fait pas l'amour »), modernisant le vieil adage réactionnaire, « qui ne travaille pas ne mange pas ». Bien entendu, les sacrifices les plus durs étaient demandés aux ouvriers – mais aussi aux femmes et aux jeunes – et pour cela le rôle pacificateur des partis de gauche et des syndicats était essentiel. Ils firent tout leur possible pour conclure la partie à la hâte mais, malheureusement pour eux, ils se trouvèrent confrontés au mouvement révolutionnaire européen le plus fort de l'après-guerre et à l'intérieur de celui-ci, aux insurgés les plus arrogants, violents et intelligents qu'on ait jamais vus dans la rue : les autonomes.

Pendant ce temps, à Naples et dans une grande partie de l'Italie méridionale, sévissait une mystérieuse épidémie de choléra qui entraîna la mise en quarantaine de régions entières sous le contrôle de l'armée. Les fours à pain napolitains sont pris d'assaut par des centaines de prolétaires, les conflits sociaux dans les usines italiennes font un bond et l'insubordination se fait sentir jusque dans le secteur des services. Dans les écoles et les universités, on passe de la lutte contre l'autoritarisme à ce que les collectifs étudiants autonomes naissants définissent comme une *extranéité* à l'institution. L'affrontement s'annonce total : mais si le désir capitaliste de domination est total, le désir de libération procède différemment, par séparation et prolifération. Le refus du travail, l'extranéité hostile à l'institution, la violence diffuse, l'ingouvernabilité des services publics, sont désormais la ligne de conduite de masse que devront affronter les patrons et l'État.

Face à la demande de sacrifices au nom de l'« intérêt général », prêchée par le gouvernement et la gauche institutionnelle pour remédier à la « crise », autonomie signifiera alors : féroce intérêt particulier, « égoïsme prolétarien » et que tout le reste s'écroule.

C'est au milieu de tout cela que naît ce qu'on appellera bientôt « le parti de Mirafiori ».

Extranéité ouvrière

Pour lutter contre le capital, la classe ouvrière doit lutter contre elle-même en tant que capital.
Mario Tronti, Ouvriers et Capital.

Depuis la fin des années 1960, le rapport entre les travailleurs et le patronat, à l'usine Fiat de Turin et de façon plus générale dans les usines italiennes, était extrêmement tendu, jusqu'à atteindre un point de rupture irréversible en 1973. Le constructeur automobile essayait péniblement de continuer à jouer son rôle dans la politique contre-insurrectionnelle : mutations énergiques d'ouvriers, robotisation rampante, licenciements en chaîne, décentralisation de la production, collaboration avec les syndicats pour contrôler et contenir l'insubordination ouvrière.

L'objectif explicite de la direction était de détruire l'organisation *politique* de l'ouvrier égalitaire – inventée par l'ouvrier masse au cours de la décennie précédente –, c'est-à-dire de détruire ses forces et de briser le « contrôle ouvrier » sur l'organisation du travail qui avait été imposé par la lutte dans l'usine. Mais face à l'impossibilité de parvenir rapidement à ce résultat, les stratèges du capital choisirent de contourner l'obstacle en attaquant la « composition technique » de la classe par un évidement progressif des fonctions de la grande usine pour en investir le territoire dans sa totalité. Il s'agissait de parvenir ainsi à un niveau d'exploitation et de contrôle intégral tant en fragmentant la production en une myriade de petites entreprises qu'en rendant le territoire lui-même directement productif par l'introduction brutale de la logique de valorisation capitaliste dans la vie même, dans tous les secteurs de la société ; un modèle de production qui ne parvint à sa pleine réalisation que dans les années 1980, au lendemain précisément de la défaite des mouvements autonomes. Le rôle des syndicats fut de tarir l'autonomie des ouvriers par un usage bureaucratique des conseils d'usine et de toutes les autres structures de contrôle dont disposaient les ouvriers, en somme un bridage des forces à travers lequel ils cherchèrent à absorber et à dévier les élans insurrectionnels puissants issus des usines. Bien entendu, le rôle de l'État dans ce bouleversement devait être central, et il le fut en effet. La conséquence fut une accélération de l'approfondissement des thématiques les plus étroitement « politiques » du Mouvement, ce qui, pour le dire concrètement, ne signifiait rien moins qu'un affrontement direct avec les appareils de gouvernement à tous les niveaux et par tous les moyens.

Il faut bien avoir à l'esprit que l'usine Fiat de Turin, qui était alors la plus grande usine d'Europe avec près de 150 000 employés, était le prisme à travers lequel se concevaient toutes les autres formes de production et de lutte dans le pays. La victoire ou la défaite chez Fiat avait donc une signification stratégique. Mais à l'époque, pour celui qui luttait dans l'usine et au-dehors, le véritable enjeu n'était pas la « convention collective nationale » ni même, malgré les déclarations dans ce sens, des augmentations de salaires égales pour tous, qui avaient pourtant été le mot d'ordre de l'Automne chaud [*Autunno caldo*, l'automne 1969, période de grèves ouvrières et étudiantes et d'occupations d'usines massives dans toute l'Italie, NDT], encore moins la conquête de meilleures conditions de travail, mais bien la possibilité ou l'impossibilité de maintenir ouverte et d'élargir toujours un peu plus la porte étroite par laquelle une révolution

contre le travail, qui se définissait de plus en plus comme une révolution contre l'État, aurait pu continuer à s'affirmer. De nombreux ouvriers révolutionnaires pensèrent que lutter à cette époque signifiait résister, c'est-à-dire ne pas laisser le patron restructurer la production et s'efforcer de maintenir son propre pouvoir à l'intérieur de l'usine, ce qui revenait à se lancer dans une lutte défensive, éventuellement armée, qui les confirmait dans leur identité ouvrière rigide. Les luttes qui se déployaient en Italie présageaient en revanche à la fois le refus ouvrier de se reproduire en tant que force de travail disponible, c'est-à-dire en tant que capital, et la diffusion du conflit en dehors des usines. Et il y avait cette découverte toujours renouvelée que l'État n'était pas une figure neutre, « au-dessus des partis », mais bien un acteur fondamental du développement capitaliste. La lutte d'usine dans les années 1970 ne peut donc plus se configurer comme une lutte exclusivement économique et elle finit par se projeter sur la lutte sociale et politique : *lutte contre la production et contre le commandement d'entreprise, pour se nier en tant que classe ouvrière et se lancer à l'attaque du pouvoir étatique.*

En Italie, l'usine était sur le déclin, c'était l'aube de la métropole diffuse ; ce qui ne signifiait nullement la fin du conflit ouvrier mais que celui-ci se répandait très rapidement dans toute la société, imprégnant chaque lutte spécifique de son savant mélange d'auto organisation, d'imagination et de force. Toutes les positions, institutionnelles et/ou armées, qui insistèrent en revanche sur le maintien du pouvoir ouvrier à l'intérieur de l'usine furent perdantes à moyen terme. D'autre part, toutes les formes d'organisation développées dans le mouvement ouvrier finirent subsumées sous le paradigme de la gouvernementalité.

Arrivant peut-être un peu trop tard, au seuil de 1977, et poussée par le Mouvement, l'Autonomie ouvrière organisée demeurera quelque temps suspendue à cette alternative, essayant de développer plus pleinement le choix de la lutte métropolitaine déployée et d'imaginer d'autres solutions au conflit ouvrier tandis que, de fait, la générosité militante de la résistance ouvrière ne pourra sauver ni la classe ni l'usine. Mais, conjuguée aux comportements autonomes, la rigidité ouvrière conduira à l'invention de toute une série de techniques de lutte, de sabotage, d'antiproduction, de guérilla interne, et produira une situation d'ingouvernabilité sans précédent dans les usines (voir à ce sujet la monographie d'Emilio Mentasti, *La « Garde rouge » raconte. Histoire du Comité ouvrier de la Magneti Marelli (Milan, 1975-1978)*, Paris, Les nuits rouges, 2009). Le « long mois de mai italien » se refermera donc sans surprise en 1980, lorsque Fiat, après avoir mis à la porte les militants les plus combattifs, grâce à la capitulation sans condition des syndicats et du PCI, parviendra à licencier des milliers d'employés, soit toute la génération qui avait porté les luttes des années précédentes, en lui opposant symboliquement la force de blocage de la petite bourgeoisie avec la fameuse marche des 40 000 cadres à Turin. La défaite de la classe ouvrière fut ainsi consommée comme sa destruction politique et même humaine. Dès lors, ce sera le début d'une nouvelle ère que Paolo Virno, ancien militant de l'Autonomie devenu par la suite l'un des plus brillants théoriciens de ce qu'on appellera le postopéraïsme, définira comme celle du « cynisme, de la peur, de l'opportunisme ». Le ciel de plomb des années 1980 remplaça le ciel rouge feu des années 1970 et la porte étroite sembla se refermer à jamais. Mais revenons à 1973.

À l'automne, Fiat a recours à la *Cassa Integrazione* [la « Caisse d'intégration » est un dispositif légal instauré après la Seconde Guerre mondiale permettant aux entreprises de mettre une partie de leurs salariés au chômage technique, intégral ou partiel, pendant un certain temps, l'État se chargeant de leur indemnisation, NDT] et essaye de virer les ouvriers les plus engagés dans le conflit, mais les luttes contractuelles commencent à gagner du terrain dans les ateliers et deviennent peu à peu de plus en plus offensives, jusqu'à l'explosion de mars : « toutes les formes

de lutte sont mises en œuvre : de l'absentéisme aux sabotages, de la punition des chefs à la persécution des fascistes, de la fermeture des lignes aux défilés violents, du blocage des produits finis à la grève à outrance et à l'occupation militaire des usines » (A. Negri, « Appendice 4 » de « Partito operaio contro il lavoro » in Coll., *Crisi e organizzazione operaia*, Milan, Feltrinelli, 1974).

D'ailleurs, au cours du mois de mars, sentant la colère ouvrière monter, les syndicats commencent à lancer des grèves tournantes de quelques heures, qui ne font aucun mal au patron et créent seulement chez les ouvriers un désagréable sentiment de frustration. Les choses doivent changer, et vite. Dans le numéro d'avril de *Rosso* (« Rouge »), qui est alors encore le « bimensuel du Groupe Gramsci » de Milan, les ouvriers des ateliers de Mirafiori racontent que tout commence le jour où ils font une assemblée sans les « bonzes » du syndicat. Les ouvriers s'assoient aux grandes tables de la cantine et découvrent en se parlant qu'ils sont tous d'accord pour juger absolument insuffisante la forme de lutte défendue par le conseil d'usine. Mais ils découvrent aussi, grâce aux plus jeunes d'entre eux, qu'il y a d'autres manières d'être ensemble : des manières non bureaucratisées, plus vivantes, plus belles, et qui rendent plus forts. Ils décident de changer de système. Comme en 1969, on commence à voir des défilés dans les ateliers des usines mais, cette fois, il y a de jeunes ouvriers à leur tête, le visage masqué par un foulard rouge, qui punissent les chefs, les gardiens, les jaunes et les indics, cassent les machines, sabotent les produits finis. Au conseil d'usine suivant, ils arrivent en cortège et les délégués syndicaux craignent sérieusement de se faire écraser : les ouvriers interrompent le conseil et se contentent de dire « ça suffit ». Le 23 mars, lors d'une énième grève avec défilé dans l'usine, ils préparent le plan d'attaque : blocage de la sortie des marchandises, piquets à l'entrée de l'usine, équipes mobiles d'ouvriers qui contrôlent les ateliers. Cela commence le 26 par un blocage d'une heure, mais le lendemain l'affaire prend une tournure beaucoup plus sérieuse, la rumeur se répand dans les ateliers, dans les réfectoires, partout. Ils s'emparent des vélos des chefs et des jaunes et organisent les tours aux différentes portes, des sentinelles rouges font le guet sur le mur d'enceinte de l'usine, les téléphones des gardiens sont saisis et utilisés pour échanger des informations en temps réel. De fétiche adoré par les inventeurs les plus divers de « consciences extérieures » au prolétariat, l'organisation de la lutte devient ce qui naît dans le moment de l'action, *dans* l'action même. L'occupation de Mirafiori ne devra rien à personne, ni aux syndicats, ni au PCI, ni aux groupes extraparlimentaires : tous furent pris par surprise et ne purent que se demander comment une telle organisation de la lutte, aussi invisible fût-elle, n'avait pas été prévue ou perçue dans son ampleur par leurs stratèges.

Rien à voir avec un quelconque spontanéisme, c'était la réflexivité pratique et *indélégable* des rebelles qui créait et déterminait de manière immanente leur propre pouvoir dans l'usine, non pour qu'elle fonctionne mieux mais pour la détruire en tant qu'agrégat d'exploitation et de domination, de souffrance et de nocivité. Les délégués du PCI et des syndicats commencèrent à comprendre ce qui était en train de se passer et ils cherchèrent à discréditer ceux qui portaient les luttes en lançant les qualificatifs habituels : « aventuristes », « provocateurs ». Mais c'était trop tard, les fonctionnaires de l'antirévolution n'avaient plus qu'à se replier à la cantine pour jouer aux cartes. Le 28 mars, une grève autonome de huit heures est décrétée et le 29, le blocage est total, des drapeaux rouges flottent à toutes les portes de l'usine, employés et dirigeants sont repoussés par les piquets et les blocages commencent même à s'étendre dangereusement au-delà de l'établissement, jusqu'aux carrefours voisins où les occupants demandent aux automobilistes un péage pour financer la caisse commune. L'occupation de Mirafiori déborde, le signal politique est clair : sortir des murs de l'usine, s'appropriier le territoire.

Pour l'heure, de jeunes ouvriers, un bandana rouge sur le front, parcourent les ateliers en hurlant des sons que personne ne comprend. Ils hurlent des mots qui n'ont *apparemment* pas de sens. Même le langage traditionnel des luttes ouvrières est ainsi saboté, mis en pièces et lancé contre le travail : sans le savoir, ils furent les premiers « Indiens métropolitains ». La réflexion et la pratique du langage qui seront celles de Radio Alice, la fameuse radio bolognaise qui a tant fasciné Félix Guattari, trouve ici l'une de ses origines. À la grille de l'usine, on accroche une pancarte : « Ici, c'est nous qui commandons ». Et si c'était cela, le fameux *pouvoir ouvrier* ?

Le blocage total durera « seulement » trois jours mais l'expérience marque un tournant radical dans les pratiques et l'imaginaire révolutionnaires italiens. Même pendant l'automne 1969 où l'usine avait connu un mouvement de lutte extrêmement dur, et victorieux, on n'était pas allé jusqu'à l'occupation et au blocage total.

Mais à Mirafiori, dans la plus grande usine d'Italie, et la plus avancée technologiquement, une organisation autonome des luttes avait déclenché une attaque gigantesque contre la production ; plus encore, c'étaient les contenus et les formes mêmes du conflit qui changeaient. Si lors des précédentes occupations de cette usine – en 1920, pendant les fameuses « Années rouges » (*Biennio Rosso*) et en 1945, dans l'atmosphère de la résistance antifasciste – les ouvriers avaient montré qu'ils étaient parfaitement capables de la faire fonctionner mieux que le patron, en 1973, personne ne travaillait et ceux qui luttait faisaient d'ailleurs bien attention à maintenir hors de l'usine ceux qui voulaient travailler (un jour seulement, les piquets laissèrent entrer les employés chargés de la paie...). Même les bus qui amenaient les ouvriers des campagnes à l'usine furent incendiés pendant la nuit. Les jeunes Apaches turinois avaient compris que pour donner de la consistance à la « grève », il fallait intervenir de façon destructrice sur le *flux* global de la production, ce qui signifiait intervenir aussi sur la circulation et sur la temporalité capitaliste qui s'étendaient le long des artères de la métropole. L'époque de l'éthique du travail, propre à l'ouvrier professionnel, était définitivement terminée : le refus du travail devenait un comportement de masse, il n'était plus une abstraction théorique, s'il le fut jamais, mais une pratique subversive immédiatement perceptible et quantifiable. De force passive, l'*extranéité ouvrière* aux machines, à la croissance et au travail, était devenue une puissante activité de subversion : *elle devenait autonomie*.

Les jeunes ouvriers, immigrés et fils d'immigrés du sud de l'Italie ou piémontais, qui avaient vécu les dernières années de révolte généralisée en dehors des organisations traditionnelles du mouvement ouvrier, n'avaient en eux aucune morale productiviste, aucune volonté d'améliorer ce qu'ils définissaient simplement comme un « travail de merde », aucune propension à la hiérarchie, qu'elle fût d'usine ou de parti : *ils ne voulaient plus être ouvriers*. Ils voulaient vivre, ils voulaient satisfaire leurs besoins, ils voulaient créer de nouvelles communautés. Il ne s'agissait plus de « libérer le travail » mais bien de « lutter *contre* le travail ». Un conflit dont la raison était moins dans la maturation de la traditionnelle « conscience de classe » que dans la soustraction matérielle que les jeunes ouvriers opéraient par rapport à tout ce qu'ils sentaient comme une négation de leur vie même : bloquer la production signifiait laisser libre cours aux flux du désir. C'étaient des gens, écrivait Bifo, « qui ne travaillent que le temps strictement nécessaire pour acheter leur billet pour le prochain voyage, qui vivent dans des maisons collectives, qui volent de la viande dans les supermarchés, qui ne veulent plus rien savoir du travail fastidieux, répétitif et socialement inutile de surcroît, auquel ils sont censés consacrer toute leur vie » (F. Berardi « Bifo », *La nefasta utopia di Potere Operaio. Lavoro tecnica movimento nel laboratorio politico del Sessantotto italiano*, Rome, DeriveApprodi, 1998). Le roman de Nanni Balestrini, *Nous voulons tout (Vogliamo tutto)*, Milan, Feltrinelli, 1971, Genève,

Entremonde, 2009), récit de l'éducation sentimentale d'un jeune ouvrier méridional de la Fiat pendant la lutte de 1969, vaut mieux que des dizaines d'essais sociologiques pour comprendre la physionomie de ces jeunes ouvriers sauvages.

L'absentéisme commença à se répandre, pour atteindre par moments des taux de 25 pour cent. Dans une période marquée par les débuts de la pratique diffuse de l'autoréduction, quoi de plus normal que de réduire unilatéralement son propre temps de travail ? Mais ce n'était pas encore assez. La conflictualité poussait de toute sa force contre les grilles de l'usine pour investir le territoire et rejoindre celle qui grandissait dans les quartiers, dans les écoles, dans les rues d'une métropole que le prolétariat commençait à percevoir comme franchement hostile, un territoire vaste et segmenté sur lequel s'étendait uniformément la restructuration capitaliste de la production et de la vie. Le problème du moment sera alors : comment lancer une attaque contre la métropole ? Comment créer des zones d'illégalité de masse au cœur du territoire ennemi ? Comment provoquer le blocage et le collapsus de cet énorme flux de marchandises, de signes, de commandement, que la métropole du capital fait circuler incessamment et qui *fait mourir* ? Le problème des théoriciens autonomes était de trouver un débouché politique et organisationnel tant pour les luttes ouvrières que pour les conflits sociaux qui enflaient dans les villes. Et comme toujours, la réponse est venue de la pratique, de la prolifération autonome des comportements subversifs, du spontanéisme organisé du prolétariat en libération. *La théorie vient toujours après*, malgré ce que disent les philosophes et les policiers.

C'est dans ce contexte que se produit le déplacement du paradigme des luttes autonomes, qui commencera à fonctionner comme une machine de guerre en prolifération : de l'autonomie des ouvriers à l'autonomie diffuse.

Le fait est que, le 9 avril, à Mirafiori, le patron cède à de nombreuses revendications et le nouveau contrat des métallurgistes est signé. Le gouvernement démissionne et les syndicats se disent satisfaits mais les ouvriers, *bizarrement*, continuent à approfondir leur séparation menaçante.

Pour l'heure, l'usine est aux mains des rebelles. Comme partout, dans beaucoup d'usines italiennes, une sorte de contre-économie commence à accompagner les contre-conduites des ouvriers. Un autonome qui travaillait à l'usine Alfa Romeo de Milan m'a parlé d'une cantine illégale, organisée par les autonomes à l'intérieur de l'usine, et que les dirigeants eux-mêmes aimaient bien fréquenter, puisqu'on y mangeait beaucoup mieux que dans la cantine officielle, sans parler de la convivialité qui y régnait. Dans la ville commencent à apparaître les « marchés rouges », où l'on peut acheter des articles à des prix beaucoup plus bas que ceux des circuits de distribution normaux, à quoi les autonomes ajoutent bientôt la pratique de l'appropriation directe des marchandises. Il en est de même pour l'occupation des maisons et des premiers lieux de réunion des jeunes, dans les villes comme dans les villages de province. C'était aussi cela l'extranéité, l'organisation autonome de la vie à partir des besoins les plus élémentaires, pas si élémentaires du reste : manger, habiter quelque part, faire l'amour, rire, fumer, se parler, profiter de la vie en somme, *gratuitement* et sur un « mode communiste ». Lutte pour le pouvoir ne voulait plus dire, comme chez les classiques, lutte pour s'emparer de la machine étatique mais extension des zones libérées où pouvait naître une forme de vie communiste : contre l'État, sans transitions socialistes, sans délégations à personne, sans renoncer à rien sur le plan de la satisfaction *commune* des besoins. En ce sens, malgré les efforts notables de beaucoup pour lui trouver une légitimité, au niveau de l'organisation des luttes métropolitaines il n'y avait pas de place pour le marxisme-léninisme.

La crise, la catastrophe, la vraie cette fois, c'était cette accumulation de négativité qui devenait

positivité de l'attaque, cette extranéité revendiquée à la production de marchandises, cette appropriation des espaces pour en bouleverser les temporalités et les usages, c'était ce refus violent des ouvriers de devenir force de travail qui s'étendait et devenait refus de masse de toute forme de domination et d'exploitation. C'était la crise du commandement social d'un côté, l'éruption d'une nouvelle forme de vie qui se cherche de l'autre.

Et c'était un bien étrange parti que celui de Mirafiori, sans secrétaires, sans fonctionnaires, peut-être même sans militants. Le « parti de Mirafiori », c'était la conscience de se faire partie contre le tout, la dissolution du travail salarié, les cris de colère qui deviennent actions de sabotage mais aussi la destruction de la représentation politique et le passage de la guerre de positions à la guérilla diffuse. Un parti de tous et sans parti, une nouvelle forme moléculaire d'amitié politique constituée contre l'ennemi de toujours, une organisation pour la désorganisation de la société capitaliste, une machine de guerre contre l'État. Le communisme maintenant ou jamais. *Mirafiori était désormais partout* et les autonomes furent les seuls à le comprendre et à en tirer les conséquences.

Pendant ce temps, l'année 1973 se consume avec le Chili d'Allende noyé dans le sang du coup d'État du 11 septembre, soutenu par les États-Unis de Kissinger, et le massacre des étudiants grecs à Athènes. Terrifié par l'image du palais de la Moneda bombardé par les militaires, le PCI ne voit pas d'autre issue que de lancer le mot d'ordre du « compromis historique » avec le parti des patrons, la Democrazia cristiana (DC). Une politique qui, comme l'a finement suggéré Lanfranco Caminiti, n'était pas seulement un acte de repli suscité par la peur du putsch réactionnaire mais une riposte très violente contre une partie de la base du parti qui, selon les termes de son secrétaire Enrico Berlinguer, était peut-être trop attirée par les « aventuristes » et voulait abandonner « le terrain démocratique et unitaire pour choisir une autre stratégie faite de fumisteries » (L. Caminiti, « *Qui comandiamo noi* ». *È l'autonomia operaia*, supplément à *Liberazione*, n° 4, 2007). Pour presque tous les autres militants communistes en revanche, les événements chiliens signifiaient qu'il fallait commencer à penser à armer le Mouvement.

À la différence des groupes issus des années 1960, l'internationalisme, notamment pour les autonomes, ne pouvait plus être synonyme de collectes et de comités de soutien aux luttes du tiers-monde mais de résistance et d'insurrection dans son propre pays, dans sa propre ville, dans son propre être. Sans oublier d'ajouter que « les Vietcongs gagnent parce qu'ils cognent dur ».

Sur le plan international, l'année se termine avec l'ETA qui, à Madrid, fait exploser la voiture de Carrero Blanco – amiral et pilier du régime franquiste en Espagne – en la faisant voler sur plus de vingt mètres.

Mais en Italie, pour l'Autonomie, les temps sont mûrs pour commencer à tisser la trame de la subversion qui, en 1977, mènera à l'explosion d'une véritable insurrection.

Discontinuité et recomposition

Par quel miracle d'intentions, par quelle affinité d'analyse, par quelle perception subtile du type d'organisation qui pouvait nous mener au communisme, nous étions tous, sans exception, génétiquement de l'Autonomie, il ne nous fut pas donné de le savoir. Teresa Zoni Zanetti, Rosso di Mària. L'educazione sentimentale di una bambina guerrigliera.

Au lendemain des années 1968-1969, on vit fleurir en Italie une myriade de petits partis et d'organisations d'extrême gauche qui cherchaient à recueillir et à canaliser l'énergie révolutionnaire qui s'était exprimée dans les universités et les usines. Après avoir montré un intérêt tactique pour le mouvement de 1968, le Parti communiste fait le choix de la cogestion de l'État et ferme peu à peu toute possibilité d'une relation avec les « extrémistes ». Même si beaucoup de ses militants de base continueront à avoir des rapports avec des groupes et des militants situés sur leur gauche, la présence du PCI dans le Mouvement sera toujours rare, marginale, jusqu'à ce qu'il finisse par s'imposer comme son principal ennemi. Certains secteurs du syndicalisme ouvrier chercheront à intercepter et à diriger la subversion dans l'usine mais ils seront renversés et finiront par devenir l'arme de délation la plus efficace à la disposition des patrons.

L'expérience des groupes post-1968 fut bel et bien une expérience de masse. De très nombreux jeunes virent dans les groupes une possibilité, pas tant d'« organiser l'avenir » ou d'apprendre à « faire de la politique », que de former des communautés électives, de créer les conditions d'une rupture avec la famille, avec le monde petit-bourgeois institué par le maudit enchaînement famille-église-école-travail et de là, d'entamer un parcours révolutionnaire. Si beaucoup se contentèrent de devenir des petits fonctionnaires de petits partis, singeant les pires postures du socialisme et du communisme, ils furent plus nombreux encore à chercher à révolutionner la vie « ici et maintenant ». Mais les élans les plus authentiques et les désirs les plus vrais furent noyés sous des tonnes d'idéologie, contraints dans des structures verticales sans autre justification que de réprimer toute « déviation » par rapport à la ligne censée porter les masses à la victoire ou, plus prosaïquement, à la ligne qui convenait le mieux aux dirigeants pour déployer leur ego démesuré. Seul peut-être le 1968 allemand fut préservé de cette couche de néo-autoritarisme groupusculaire. Le jugement peut sembler sévère mais, en effet, pendant le bref intervalle de leur présence sur la scène politique italienne, les groupes constituèrent davantage une limite qu'une possibilité et leur offre théorique, sauf rares exceptions, était franchement insipide. Essayez donc de lire aujourd'hui les documents de la plupart des formations d'extrême gauche de l'époque : ils sont pathétiquement illisibles. En réalité, comme certains autonomes le reconnaissent, si les groupes ont pu servir aux plus intelligents et généreux des camarades, c'est en leur apprenant quelques rudiments de techniques de combat, d'intervention politique, et surtout en leur permettant de rencontrer ceux qui allaient devenir leurs amis, leurs compagnons, leurs complices des années à venir. Bien sûr, les groupes continuèrent à exister quelques années – en 1977 encore, ils survivaient à leur mort clinique – mais ce qu'on commençait alors à appeler le Mouvement était infiniment plus grand, plus beau, plus fort que tous ces groupes réunis.

Au début des années 1970, une lutte d'hégémonie violente avait cours devant les grilles des usines et des lycées, opposant les léninistes cryptotrotskyistes d'Avanguardia Operaia (« Avant-garde ouvrière »), les opéraïstes-insurrectionnalistes de Potere Operaio (« Pouvoir ouvrier »), les opéraïstes-spontanéistes de Lotta Continua (« Lutte continue »), les marxistes-léninistes de diverses obédiences, les staliniens du Movimento Studentesco (« Mouvement étudiant »), les parabordiguistes de Lotta Comunista (« Lutte communiste »), les exclus du PCI d'*Il Manifesto* (« Le Manifeste ») et quantité d'autres sigles qui recouvraient surtout un vide de subjectivité. Il y avait aussi des différences générationnelles entre les membres des divers groupes. Il y avait d'un côté les militants plus âgés ayant connu les expériences politiques mineures des années 1960, qui s'étaient dissoutes à leur tour dans le mouvement de 1968 et l'Automne chaud de 1969. Parmi eux, il y avait ceux qui avaient participé à la revue *Quaderni Rossi* (« Cahiers rouges »), puis au journal de combat *Classe Operaia* (« Classe ouvrière ») et enfin à *La Classe* et à des avant-gardes ouvrières comme celle de l'Assemblea autonoma di Porto Marghera (« Assemblée autonome de Porto Marghera »), des opéraïstes en somme qui, contrairement à Mario Tronti qui avait pourtant écrit le livre fondamental de ce courant, *Ouvriers et Capital*, n'avaient pas voulu entrer ou retourner au PCI. Parmi eux, le plus célèbre est Antonio Negri, qui jouera un rôle important dans la définition théorique de la pratique autonome. Mais il y en avait d'autres, parfois beaucoup plus jeunes, comme Franco Berardi « Bifo », qui avait participé à la dernière de ces revues et qui sera l'une des intelligences qui compteront le plus dans le développement du mouvement des autonomies, tandis qu'à *Classe Operaia*, on trouvait aussi des gens comme Riccardo D'Este et Gianfranco Faina, conseillistes anarchisants de tendance plutôt néoluddiste. Tout ceci pour dire que l'opéraïsme des années 1960 ne fut lui-même jamais un bloc granitique, et les dissensions internes furent d'ailleurs si nombreuses et si importantes qu'elles en précipitèrent la fin en tant qu'hypothèse d'organisation unitaire. Il y avait donc là les groupuscules liés à la IV^e Internationale, assez présents en Italie. Puis il y avait les marxistes-léninistes, tournés vers l'Orient ; ils existaient déjà avant mais, dans la foulée de 1968, ils semblèrent connaître, pendant quelques années, un grand succès. C'est le cas en particulier de l'Unione dei Comunisti – Servire il popolo (« Union des communistes – Servir le peuple »), qui, au mépris du ridicule, tentait d'introduire en Italie un maoïsme littéral, aussi folklorique que nul en théorie comme dans ses mises en œuvre pratiques. Il y avait les anarchistes de la FAI (Federazione Anarchica Italiana, « Fédération anarchiste italienne ») puis, au fil des ans, d'autres comme l'ORA (Organizzazione Rivoluzionaria Anarchica, « Organisation révolutionnaire anarchiste », makhnoviste) et divers groupuscules qui, tout en restant toujours minoritaires, ont maintenu une présence constante dans le Mouvement. La Federazione dei comunisti libertari (« Fédération des communistes libertaires ») entra directement dans les structures de l'Autonomie. Enfin, il y avait les petits groupes du marxisme libertaire issus du situationnisme et du conseillisme de gauche, notamment Ludd – Consigli proletari (« Ludd – Conseils prolétariens ») et Comontismo, qui pour l'essentiel se dissoudront dans le magma du Mouvement et de l'aire de l'Autonomie et dont les influences resurgiront avec plus de force en 1977. Bien sûr, dès le début des années 1970, le petit groupe qui fonda les Brigate Rosse (BR, « Brigades rouges »), composé d'un mélange d'anciens militants du PCI, de formations marxistes-léninistes et de certaines structures de base du syndicalisme de gauche, était déjà actif dans les usines et ailleurs. Au début, il y eut diverses tentatives de « dialogue » entre l'Autonomie et les BR, notamment par l'intermédiaire de la revue *Controinformazione* (« Contre-information »), mais elles n'aboutirent à rien de concret.

Puis il y avait la « classe politique » issue des luttes étudiantes de 1968 et 1969. Ces groupes

furent surtout l'arène politique où les leaders des assemblées étudiantes de 1968 et leurs supporters purent continuer à exercer un « rôle social ». Des lieux dont le narcissisme, la compétition, l'idéologie, le machisme, loin d'être des phénomènes accessoires, définissaient l'essence même. Felix Guattari ne craignit d'ailleurs pas de qualifier de microfascisme cette mauvaise énergie qui circulait dans les groupes post-soixantehuitards. Le mouvement étudiant de l'Università Statale de Milan en fut la plus emblématique et triste figure.

Ce n'est pas un hasard si la plupart de ces leaders et de ces petits chefs se retrouvent aujourd'hui à un poste important dans la gestion gouvernementale de l'opinion publique ou dans une de ces entreprises « créatives » du néocapitalisme italien. Il y eut toutefois des exceptions parmi les leaders de 1968, comme Franco Piperno et Oreste Scalzone qui pour leur part, et ce n'est pas un hasard non plus, se sont jetés avec des milliers d'autres dans les eaux de l'Autonomie et du Mouvement. Il faut préciser toutefois que Piperno et Scalzone n'étaient pas simplement des leaders étudiants puisqu'ils avaient fait partie des jeunes et infidèles disciples de Tronti qui avaient animé avec le groupe de Negri, juste après 1968, l'hebdomadaire d'agitation ouvrière *La Classe*, autour duquel se condensèrent une grande partie des forces qui donnèrent ensuite naissance à Potere Operaio.

Mais l'ensemble des petits partis d'extrême gauche constituait encore un agrégat de petite bourgeoisie intellectuelle qui jouait à la révolution et, dès qu'il fut question de s'engager dans un processus révolutionnaire réel, comme toujours, la plupart battirent en retraite, horrifiés.

En définitive, les limites de ces groupes n'étaient ni extérieures ni contingentes, elles tenaient à leur essence même et à leur incapacité structurelle à interpréter tout ce qui se déployait de vital dans le Mouvement, perdus qu'ils étaient dans la célébration in-seize des liturgies de la III^e Internationale.

En 1973, l'occupation « militaire » de Mirafiori par les ouvriers autonomes et la reprise du conflit déployé sur tout l'horizon métropolitain sonna la fin de la récréation pour les groupes, y compris pour les plus intelligents d'entre eux, comme Potere Operaio et Lotta Continua, qui jouèrent en effet un rôle important dans la généalogie de l'Autonomie.

Potere Operaio, le groupe le plus intéressant pour le sujet qui nous occupe, pouvait être considéré comme dissous en juin de cette année-là, conformément à sa brève et intense histoire qui par certains aspects, évoque plus, pour le meilleur, celle d'une secte hérétique que d'un groupe d'extrême gauche classique. En réalité, Potere Operaio était déjà *au-delà* de l'opéraïsme et *dans* l'autonomie, malgré les apparences. C'est pourquoi la lutte de Mirafiori en 1973 et les mille foyers de subversion qui se répandaient dans le pays ne pouvaient que marquer la fin d'un projet de parti qui, bien qu'il ait profondément renouvelé le léninisme, n'avait pas réussi à trouver une forme d'organisation adéquate, du fait surtout de la mutation de son sujet de référence qui était jusque-là l'ouvrier masse des grandes usines. En réalité, le parti que les gens de PO avaient à l'esprit était bien loin de l'idée léniniste traditionnelle du parti : la centralisation qu'appelait le mot parti n'était pas tant un moyen de « prendre le pouvoir » que de garantir l'expansion des mouvements et leur solidité face à la contre-attaque patronale et étatique, et elle pouvait servir de temps en temps à coordonner des « échéances » à caractère insurrectionnel. Le parti était un élément *tactique* à côté du Mouvement qui était et demeurait l'élément *stratégique*. Il devait donc surtout se charger d'« écarter les obstacles » qui s'opposaient à l'élargissement des espaces de mouvement. Comme l'écrivit Lucio Castellano quelques années plus tard, le parti de l'insurrection « n'est pas la prise de pouvoir mais la rupture des digues » (in *Autonomia Operaia*, Rome, Savelli, 1980). C'est pourquoi la veine insurrectionnaliste de PO trouva tout

naturellement bien plus de force dans le magma tourbillonnaire de l'Autonomie qu'il n'aurait pu en accumuler en tant que petit groupe de militants professionnels. Sa plus grande contribution au cycle de lutte qui a suivi, si on laisse de côté les célèbres analyses sur l'État-crise, sur la composition de classe et sur le néo-capitalisme, est sans doute dans sa tendance au forçage délibéré du présent, en misant tout sur la force destructrice du conflit ouvrier à l'égard d'une organisation du travail qui, comme on l'a dit, changeait déjà de structure et de visage. Le problème que PO n'a pas réussi à résoudre fut bel et bien celui de son positionnement dans cette transformation.

Certains, présentant ce déplacement, tentèrent d'étendre le front des luttes de PO à l'échelle du territoire, vers la construction de « bases rouges » dans les quartiers populaires et en redirigeant l'intervention vers la *plèbe* et toutes ces figures sociales en voie de prolétarianisation comme les techniciens, et non plus vers le seul prolétariat des usines qui était jusque-là le point de référence exclusif. Mais les résistances étaient fortes et les assemblées autonomes ouvrières du Nord ne voulaient rien céder sur la « centralité ouvrière » des luttes. Et il y avait aussi, proprement dirimante, la question de la guerre. Si tous les groupes avaient leur service d'ordre qui leur permettait de mener des actions illégales, PO avait créé une structure plus ambitieuse, Lavoro Illegale (« Travail illégal »), qui devait se charger aussi de commencer à organiser les premiers stades de lutte armée en fonction des forces de l'organisation et de la complexité croissante du Mouvement. N'oublions pas que la première « jambisation » d'un chef d'atelier fut le fait des Romains de PO, à l'époque où les BR se contentaient encore de brûler les voitures [la jambisation était une pratique punitive ou d'intimidation consistant à tirer dans les jambes d'un ennemi, NDT]. La couverture d'un des numéros de son journal restera célèbre : « La démocratie est le fusil sur l'épaule des ouvriers. » Mais même sur ce point, sur le « comment » de la lutte armée, les différentes tendances du groupe ne surent pas se mettre d'accord.

Si, pendant la conférence d'organisation de PO en 1972, on parlait encore d'un passage « de l'autonomie à l'organisation », c'est-à-dire au « parti de l'insurrection » qui devait unifier les expériences de lutte en cours, un an après, il était évident pour beaucoup que le parcours devait être l'inverse exact. Dans le même temps, Negri affûtait les armes de la critique et injectait dans son opéraïsme une charge offensive qui ne tarda pas à ressurgir de façon hégémonique au sein de l'Autonomie organisée. La question à laquelle les militants de PO devaient répondre n'était pas simple en effet : d'un côté, « à gauche », il y avait ceux qui soutenaient que la lutte d'usine atteignait désormais ses limites et qu'il fallait donc s'équiper pour un affrontement politique plus large qui supposait un processus de centralisation et d'armement pour accompagner l'expansion du « contre-pouvoir » ; d'autres en revanche, « à droite », s'appuyant sur les expériences ouvrières autonomes, poussaient en direction de leur approfondissement « syndical » et insistaient sur la centralité du sujet ouvrier ; au centre, il y avait ceux qui, en s'alliant avec des assemblées autonomes d'usine et des cercles intellectuels et étudiants, misaient sur une expansion plus lente mais profonde de l'autonomie dans le social. Il y avait aussi la question des « autres autonomies » qui ne pouvaient se retrouver dans aucune de ces hypothèses. Les trois positions payaient probablement ainsi un retard aussi bien théorique que pratique par rapport aux dynamiques qui, dans le même temps, se déployaient sur le territoire et jusque dans les usines, comme le prouva la lutte de Mirafiori, et au sein desquelles émergea l'Autonomie. La conception même de l'autonomie en vigueur dans une bonne part de Potere Operaio était encore étroite, trop « economiciste », trop « ouvrière » en un sens. Enfin, la question de l'organisation de la « violence prolétarienne » était désormais sur le tapis, tant en raison du niveau de répression employé par l'État que parce que les premières formations clandestines de combattants

commençaient à passer à l'action. Au congrès de Rosolina, la question qui décida de la dissolution de fait du groupe se posa, selon Paolo Virno, dans les termes suivants : d'un côté, il y avait un groupe – dont Toni Negri était le représentant le plus prestigieux – qui croyait possible de « déléguer » aux formations clandestines émergentes, autrement dit aux Brigate rosse, les fonctions d'une avant-garde militante, tandis qu'eux-mêmes auraient pu se consacrer à l'extension de l'expérience des assemblées autonomes et construire une direction politique du Mouvement dans son ensemble ; de l'autre, il y avait le groupe qui se reconnaissait dans les positions de Franco Piperno, qui soutenait que le « comment » des BR était inapproprié car leurs prémisses théoriques étaient erronées, et que PO devait donc prendre en charge également, en théorie comme en pratique, la question militaire. Ils critiquaient durement les Brigate rosse pour leur ligne politique trop attachée selon eux aux mythes de la Résistance et au vieux mouvement ouvrier, une ligne qu'on pouvait définir, somme toute, comme un « réformisme armé ». Mais les deux hypothèses furent impraticables, parce que les BR refusèrent le rôle de « bras armé » soumis à une direction politique extérieure mais aussi et surtout, parce que les processus de lutte et de recomposition du Mouvement contraignirent bientôt les partisans de l'hypothèse de la construction du « parti de l'insurrection » eux-mêmes à prendre acte du fait qu'une option révolutionnaire de masse ne pouvait se développer que par l'organisation de l'autonomie ouvrière et prolétarienne. Après le congrès de Rosolina, qui eut lieu en juin 1973, quelques groupes locaux de Potere Operaio survécurent quelques mois mais son destin était scellé. Certains de ses membres rejoignirent les diverses tendances de l'Autonomie, d'autres les Brigate rosse, d'autres encore rentrèrent chez eux ou reprirent le travail.

L'histoire de PO et les motifs de sa dissolution sont complexes et mériteraient d'être traités séparément mais il faut bien comprendre que sa manière de forcer l'époque jusqu'au point de rupture, son insurrectionnalisme, son illégalisme, son antiétatisme, sa conception des *bases rouges*, sa façon à la fois sauvage et précise de produire de la théorie et sa confiance dans l'exercice de la force pour élargir toujours davantage les espaces de communisme constituaient un patrimoine qui restera bien présent dans la pratique autonome. Lotta Continua, en revanche, s'engagea dans une direction opposée qui la mena en quelques années à l'implosion, même si sa dissolution ne fut prononcée officiellement qu'en 1976. Entretemps, un très grand nombre de ses militants avaient rejoint les formations autonomes ou la lutte armée. Tout en pressentant la nécessité stratégique de l'autonomie, d'autres groupes, malgré une certaine solidité et une forte présence dans les milieux ouvriers, ne comprenaient rien au moment politique et aux besoins naissants. Il suffit de lire ce qu'écrivait *Avanguardia Operaia* en 1973 :

[...] l'Italie ne vit pas une période tumultueuse de crise sociale aiguë où des masses prolétaires toujours plus étendues se mettent en mouvement mais une période où la lutte de classe s'exprime encore essentiellement au niveau syndical, qui est un niveau arriéré ; les masses vivent leurs problèmes en termes de revendication immédiate et la tendance à se déplacer sur le terrain de la lutte politique qui se manifeste aujourd'hui dans les luttes contractuelles reste elle-même très hésitante. (In *Avanguardia Operaia*, « Les CUB : origine, développement et perspectives ».)

Une nouvelle génération de militants poussait désormais de tous côtés, opérant comme un facteur de désagrégation non seulement de la société, mais aussi des partis et des groupes de gauche qui avaient tenté jusque-là de gouverner l'insurrection en cours. On commet d'ailleurs souvent l'erreur de penser que l'Autonomie était dans la droite ligne de certains courants issus de 1968 et bien entendu de l'opéraïsme, notamment de Potere Operaio. Mario Tronti, le principal théoricien

de l'opéraïsme, a raison d'affirmer que cette hérésie communiste eut une existence très brève et prit fin en 1969, avant même la naissance des groupes et de l'Autonomie. En réalité, la nébuleuse autonome se condensa aussi autour de la contestation de ceux que les autonomes appelaient « les vieux tromblons » de 1968 et d'une rupture profonde avec toute la tradition du mouvement ouvrier. Il est certain que l'Autonomie maintiendra un lien fort avec l'opéraïsme et que la *méthode* d'interprétation des luttes qu'il avait inventée se fondera dans de nombreuses composantes autonomes, de même qu'on peut y relever, sur un mode plus ou moins mineur, d'autres influences comme le luxemburgisme, le conseillisme, le spartakisme, l'anarcho-syndicalisme, le dadaïsme, le situationnisme... Mais définir et *identifier* l'expérience autonome à partir d'un seul de ces filons est sans doute la pire erreur que l'on puisse commettre, d'abord en raison de la discontinuité que cette expérience incarne au niveau de la « subjectivité » et ensuite parce que cela ne rendrait pas justice à la richesse d'une aventure révolutionnaire dont la clef réside justement dans l'impossibilité de la ranger sagement dans une identité idéologique. Pour paraphraser Guattari, qui faisait la comparaison entre 1968 et 1936 en France, on peut dire qu'un révolutionnaire dans l'Italie de 1977, du point de vue du désir, est d'une *autre race* que son grand frère de mai 1968. Aucune continuité dans le changement ! Seuls ceux qui surent chaque fois plier, ouvrir et faire adhérer, douloureusement parfois, leur propre subjectivité aux processus de lutte qui se déterminaient réussirent à en traverser toutes les phases : « seul celui qui se laisse transformer par le mouvement, à la fin, est communiste » (Lauso Zagato, *Altroquando. Cella di isolamento e dintorni*, Milan, Milano Libri Edizioni, 1980).

Plus récemment, le même Tronti a dit quelque chose de très juste aussi : pour lui, le mouvement ouvrier – compris comme l'ensemble de ses institutions représentatives – a perdu au moment même où il *semblait* gagner, à la fin des années 1960, et il a perdu parce que la « démocratie réelle » gagnait, il a été battu parce qu'englobé dans la gouvernementalité capitaliste, anéanti parce que trop peu « extrémiste », et non le contraire, comme la vulgate voudrait le faire croire. C'est pourquoi le mouvement des autonomies et les ouvriers autonomes eux-mêmes se trouvèrent à un certain point dans l'obligation de se lancer dans une bataille *contre* le mouvement ouvrier. Dans les années 1970, le mot d'ordre *pouvoir ouvrier* et la notion même de *subjectivité ouvrière* signifiaient désormais tout autre chose que ce que continuaient à y entendre les opéraïstes « classiques », quelque chose et quelqu'un qui se définissaient « en dehors de sa relation avec le système de l'économie et de la politique » (Franco Berardi Bifo, *Le ciel est enfin tombé sur la terre*, Paris, Le Seuil, 1978). Le prolétariat avait détruit de ses propres mains toute possibilité d'une définition économiste ou sociologique de lui-même ; « classe ouvrière » était devenu, dans et par le Mouvement, seulement le nom commun de la production d'autonomie, le nom de la séparation hostile à l'égard de la société du capital, l'évocation puissante de la possibilité d'extinction tant de l'État que de l'identité issue du salariat. Le type de rapport que l'Autonomie entretenait avec l'opéraïsme et Potere Operaio peut alors se définir, en termes lukaciens, comme une « orthodoxie par la méthode » plutôt qu'une fidélité à une doctrine et à un sujet ; et la méthode, dans l'opéraïsme le plus radical, en mettant de côté les sociologismes, s'identifie à la forme de vie : devenir-prolétaires, vivre *avec* les prolétaires est l'article premier et inaliénable de la méthode de l'*enquête ouvrière* – l'un des instruments d'organisation autonome les plus formidables inventés par le communisme contemporain – qui fut développée par l'opéraïsme militant et continuera à en porter le sceau, y compris dans les expériences postérieures des divers courants autonomes. Et c'est très probablement ce qu'il reste de plus vivant de cette extraordinaire expérience communiste. Le deuxième article fondamental de la *méthode* est la *partialité du point de vue* : seule la partie connaît le tout et cette

connaissance unilatérale, partisane, est nécessairement opposée à la totalité. Enfin, l'opéraïsme radical est antiréformiste, toujours : sa politique n'est pas seulement une politique du conflit, c'est une politique irréductiblement révolutionnaire. À tous ceux qui aujourd'hui encore se tournent vers l'opéraïsme comme un modèle de pensée, le pliant souvent aux néoréformismes les plus hasardeux, il faudrait toujours rappeler ces trois conditions, minimales mais inaliénables, par lesquelles vit sa *spiritualité*.

Il faut souligner en revanche qu'il n'y eut aucune continuité *organisationnelle* entre PO et l'Autonomie, les plus convaincus d'une telle continuité étant d'ailleurs les juges qui ont instruit les procès contre les autonomes à la fin des années 1970 pour démontrer la réalité de leurs *propres* fantasmes, avec des directions uniques et éternelles, des secrétariats occultes et des petits soldats sous l'emprise du Grand Vieux (*Grande Vecchio*), où le Mouvement apparaissait comme le fruit du « complot » d'une poignée de professeurs d'université. Répondant à l'interrogatoire du juge d'instruction, Lucio Castellano, un autonome lié à la revue *Metropoli*, capturé avec des centaines d'autres camarades lors de l'enquête dite du « 7 avril » en 1979, expose cette vérité de façon fulgurante :

Votre motif premier est de réduire le mouvement de ces dernières années à quelque chose que vous puissiez comprendre, avec votre langage, de le réduire autrement dit à un complot. C'est pourquoi vous devez y trouver un « cerveau central », un « gouvernement de l'ombre ». Et ce n'est pas tout ; pour que vous puissiez « le comprendre » pleinement, pour qu'il soit crédible à vos yeux, ce « gouvernement » doit s'être formé dans les universités, tourner autour de quelques professeurs, être une « classe dirigeante » dans le sens où vous l'entendez [...]. Comprendre le terrorisme signifie pour vous en construire une image qui soit la plus proche possible du monde que vous connaissez, créer une série de potents et de courants unis hiérarchiquement et dirigés par les « professeurs ». Pour ma part, je sais que dans l'élargissement des espaces de pouvoir qui s'est produit, un grand nombre de personnes s'agitent de façon désordonnée, sans idées claires et sans buts unanimes, en faisant les choses les plus diverses et, parfois, la guerre, en mélangeant les rôles et les hiérarchies établies, en se risquant et en payant de leur personne dans la liberté nouvelle qu'ils ont conquise. Vous êtes convaincu que le monde est fait de maîtres et de serviteurs, et que ces derniers sont rarement en mesure de faire de réels dégâts : vous êtes convaincu que la question du pouvoir se pose toujours dans les termes shakespeariens d'une guerre entre consanguins. Ces choses que vous m'imputez font partie de votre culture, non de la mienne. Je nie avoir constitué l'organisation dont vous parlez non parce que j'ai peur de vous, M. Gallucci, mais parce que j'aurais peur d'une telle organisation. L'image que vous cherchez à donner de moi m'est odieuse. Vous ne nous envoyez pas en prison en tant que subversifs ou terroristes mais « en tant que dirigeants » de subversifs ou terroristes, avec ce clin d'œil complice et sévère dont vous pourriez gratifier votre fils en l'accompagnant au collège. Je ne fais pas partie de votre famille. (« Interrogatoire de Lucio Castellano devant le juge d'instruction », 12 juin 1979.)

La seule continuité évidente, plus que séculaire, repérable dans les flux du Mouvement était dans le désir de subversion, dans le devenir collectif d'un rapport au monde, dans le développement d'éducatives sentimentales toujours nouvelles, dans la réinvention quotidienne du communisme, mais tout ceci empruntait d'autres chemins, probablement inconnus de la haute théorie opéraïste, certainement interdits aux micropartis ridicules et *bien entendu*, totalement incompréhensibles pour les juges et les journalistes.

Des catégories forgées par l'opéraïsme comme le « refus du travail » restèrent solidement enracinées dans l'outillage théorico-pratique autonome mais elles furent pliées à d'autres compréhensions, à d'autres usages, à d'autres moyens et donc confrontées à d'autres concepts et figures que l'opéraïsme n'aurait pas pu atteindre, comme les femmes et le féminisme, les jeunes et la réappropriation de la vie, l'intellectualité de masse et la fin du salariat, l'homosexualité et la libération des affects, la « racaille » et l'explosion des périphéries urbaines et des autres minorités qui embrasaient chaque jour un peu plus la scène politique de cette décennie. La « recomposition » fut donc une des catégories fondamentales utilisées par l'autonomie, puisqu'il s'agissait d'organiser « une recomposition de classe tissée dans la trame des besoins prolétariens et *l'aire*, en tant que possibilité de la qualifier en termes d'expériences, d'hypothèses et de contradictions, en [sanctionnait] l'être mouvement » (G. Martignoni, S. Morandini, *Il diritto all'odio. dentro/fuori/ai bordi dell'area dell'autonomia*, Vérone, Bertani, 1977). Mais il s'agissait en même temps de mettre en œuvre une « décomposition » de la société comme de la classe, autrement dit une *sépar/action* des dispositifs de pouvoir que chaque « subjectivité » traçait à partir de son irréductible singularité : la puissance de l'Autonomie tenait aussi à sa capacité à faire interagir chaque différence avec le tissu commun, c'est-à-dire à transformer la vie de tous à partir de l'expression de la singularité et inversement, de laisser le collectif transformer la vie des individus. L'Autonomie fut un collecteur traversé dans les deux sens par ces flux qui, en *s'organisant*, devenaient puissances révolutionnaires. À la limite, il s'agira même d'« être autonome par rapport à, et dans, l'autonomie même » (*Puzz*, « L'usine de la répression », numéro unique, septembre 1975). L'Autonomie fut une sorte de « divisez-vous et multipliez-vous » qui, de n'être prononcé par aucun prophète, n'en était que plus efficace.

Le communisme esquissé par l'Autonomie est impur, il réunit Marx et l'antipsychiatrie, la Commune de Paris et la contre-culture américaine, le dadaïsme et l'insurrectionnalisme, l'opéraïsme et le féminisme, il télescope Lénine et Frank Zappa et passe au rouleau compresseur les résidus de Troisième internationalisme incrustés dans les groupes et dans l'idéologie de la gauche. Il est aussi constamment en quête de réalisation immédiate mais il est encore et surtout affirmation d'un mode de vie communiste, à défendre les armes à la main s'il le faut. C'est l'assomption collective de tout ce qui représentait une possibilité de subversion de l'état des choses présent : musique, littérature, art, science, modes de vie et jusqu'au sport devaient donc être traversés par ce critère discriminant qui prenait chaque jour davantage les traits d'une sécession avec la totalité sociale, d'une multiplication d'« exodes » d'un monde hostile et vulgaire tandis que se construisaient les « bases rouges » de l'insurrection. Et tout cela se déclinait à travers une syntaxe radicalement *offensive* qui la distinguait de toutes les expériences contemporaines, qu'elles fussent institutionnelles, alternatives ou extraparlimentaires. Cela ne ressemblait en rien au « communisme démocratique » et pénitentiel prêché par la gauche, ni même à celui, féroce et résistantiel, de leurs parents et grands-parents.

Autrefois, « autonomie ouvrière » n'était qu'une catégorie utilisée par la gauche syndicale pour signifier l'indépendance des ouvriers par rapport au développement du capital, puis elle désigna la forme d'organisation des luttes que les prolétaires menaient en dehors des syndicats et des partis. Au début des années 1970, « autonomie » commençait à être, en plus du reste, quelque chose de très différent : une disposition éthique commune plutôt que la qualification d'un sujet, une multiplicité de devenirs-révolutionnaires plutôt qu'une allusion à l'avenir de la révolution, une façon de vivre et de combattre par-delà tous les compromis, fussent-ils historiques ou métaphysiques, plutôt qu'une sèche formule organisationnelle, la limite armée à laquelle se heurtait l'État plutôt qu'une coterie de jeunes diplômés en mal de sensations fortes.

« Autonomie » fut le nom, somme toute, d'une véritable *césure révolutionnaire* qui s'ouvrait vers l'avant, survenue après le crépuscule du sujet – et le dernier sujet de l'histoire occidentale fut précisément la classe ouvrière. C'était un saut épistémologique, éthique et, finalement, ontologique, qui réclamait « le communisme comme programme minimum ».

Il fut donc immédiatement évident que les militants issus des années 1960 et des groupes qui avaient le désir de se mesurer à ce nouveau cycle de luttes devaient opérer avant toute chose ce que Foucault aurait défini comme un « travail de soi sur soi », une véritable conversion, avant de pouvoir y participer et d'accéder à une compréhension de ce qui se passait. Mais il leur fallait tout spécialement couper les ponts avec les manies organisationnelles, en finir avec le moralisme rampant et ce vice consistant à faire prévaloir « leurs » désirs sur ceux de tous. Il fallait devenir autre. Certains, assez nombreux à vrai dire, y parvinrent.

Naturellement, ce n'était pas facile et s'il est vrai qu'il ne s'agissait souvent que d'un ravalement de façade qui leur coûtait peu, il est vrai aussi que pour beaucoup d'entre eux, cela signifiait renaître à une autre vie. Le vieux « moi » ne pouvait survivre à la vague de subversion qui submergeait les villes, les maisons, les écoles, les lieux de travail, les corps mêmes.

La rupture, la discontinuité, est évidente dans la transformation souvent laborieuse du langage qui commence à se manifester dans les écrits de l'époque. À un discours lourd et abstrait, mauvaise copie des grands classiques du communisme que les différents groupes déclinaient selon leur obédience (maoïstes, trotskistes, léninistes, bakouninistes, stalinistes, bordiguistes...), s'oppose un phénomène moléculaire d'appropriation du langage et d'invention d'une langue – ce que comprirent vite certains intellectuels plus perspicaces que d'autres, comme Umberto Eco. Le langage parvient à l'expression commune en traversant la vie des gens et en essayant, même hystériquement, d'exprimer les sensations, les malheurs, les désirs, les expériences mineures, pour se faire subitement plan d'attaque, revendication de l'extranéité en tant qu'autonomie contre les théories plaintives de l'aliénation, réappropriation joyeuse d'une violence qui commençait par la réappropriation commune d'une parole qui n'était plus extérieure à la vie : « De la destruction du langage, l'écriture passe aujourd'hui au langage *de* la destruction. Mais ce *de* n'est pas objectif mais subjectif. La destruction n'est pas l'objet mais le sujet du langage, c'est le sujet qui écrit, dans le contexte de sa pratique de destruction de la forme d'existence bourgeoise, et des rapports de classe existants » (F. Berardi Bifo, « Scrittura trasversale e fine dell'istituzione letteraria » [1976] in *Gli Autonomi III*, Rome, DeriveApprodi, 2008). À la gestualité normative des groupes répondait une rafale de gestes irréductiblement singuliers, et même lorsqu'ils se muaient en habitude, c'était encore avec un goût de l'excès de signification qui a préservé ces expériences de toute opération de récupération. Les groupes furent vaincus et détruits par cet excès. Leur malheur ne fut d'ailleurs pas tant la faiblesse de leurs propositions politiques que la pauvreté qu'ils exprimaient au niveau de l'élaboration de nouvelles formes de vie. Et c'est sur ce point que les partis et les groupes ont perdu définitivement.

L'Autonomie, en revanche, part précisément de cette élaboration, ou plutôt, de la conjonction de la capacité de destruction et de la capacité de création que les formes de vie autonomes greffées sur les territoires ennemis de la métropole capitaliste sont en mesure d'exprimer. Franco Piperno définit l'autonomie comme le « commandement de la valeur d'usage sur le travail social ». Ainsi :

Valeur d'usage est le dégoût de l'emploi stable, en bas de chez soi peut-être : c'est l'horreur pour le métier ; c'est la mobilité ; c'est l'échappée à la prestation stupidement rigidifiée comme résistance active à la marchandise, au devenir marchandise, au fait d'être possédé

entièrement par les mouvements de la marchandise. Valeur d'usage est la complicité sociale que le travail non-ouvrier offre, pendant les instants interminables de la journée de travail, à l'attitude ouvrière qui refuse la « fatigue aveugle » propre au travail d'usine. Valeur d'usage est la volonté de savoir lorsqu'elle franchit en piétinant, avec la douce obtusité des jeunes, le corps de la « mère école » ; qui suffoque et halète parce que structurellement incapable de donner, de répondre à un besoin de connaissance qui ne se configure pas comme une demande d'intégration dans les rangs du travail salarié – et si, à Dieu ne plaise, quelque rose se trouve ainsi piétinée, tant pis pour les roses. Valeur d'usage est le désir d'apprendre avec tout le corps cette nouvelle sensibilité qui émerge de ce continent riche de tons, de nuances, d'émotions sensibles qu'est l'associationnisme des jeunes dans son rapport particulier à la musique, au cinéma, à la peinture, à « l'œuvre d'art à l'époque de sa reproductibilité technique » en somme. Valeur d'usage est la recherche obstinée de nouvelles relations entre les hommes, d'un mode « transversal de communiquer », d'expérimenter, de grandir à partir de ses propres différences – et aussi l'aptitude à ne pas supprimer la souffrance, les malheurs et les défaites de cette recherche en se laissant absorber par la vieille norme, en réinventant hypocritement le dimanche ; mais plutôt en cherchant encore, en poursuivant « la tête haute ». Valeur d'usage est la « gaieté pensive » propre au vol des objets utiles, désirés – qui est rapport direct avec les choses, libéré de la médiation sale, parce qu'inutile, de l'argent ; mais aussi la « nostalgie de la richesse », de la vie gratuite, d'une plénitude de consommation et de jouissance comme possibilité latente, matérielle, de la société moderne – qui est peut-être aspiration au paradis mais seulement en tant que mépris des difficultés inutiles parce que déjà surmontables ; seulement en tant que haine d'un purgatoire qui, parce qu'il se prolonge au-delà de toute justice, cesse d'être préparation, attente, pour devenir privation justifiée, souffrance superflue. Valeur d'usage est l'espérance ingénue qui fait naître dans l'agriculture, dans les services, dans les quartiers, et vivre fragilement et puis mourir, cent, mille expériences de « contre-économie », de travail utile – comme une tendre allusion à une autre forme de travail social, à une autre distribution du temps de travail en tant que coût social ; désir de connaître, besoin de choisir la destination de sa propre fatigue ; d'une certaine manière, estime et défense audacieuse de l'unicité de sa propre vie. Valeur d'usage est l'abstraction inhumaine de l'homicide, de l'attentat – solution imaginaire à un problème réel, épais regret de l'intégrité de ses propres possibilités, tentative désespérée de faire-valoir, avec un orgueil impatient, sa propre force sociale ; qui toutefois, dans sa forme court-circuitée par la violence militaire, finit par récompenser exactement le contraire de ce dont elle parle. Valeur d'usage est tout ceci et d'autres choses encore : difficilement verbalisables mais assurément observables dans la nouvelle journée de travail, dans la vie quotidienne – afin que cesse l'habitude d'écouter d'une seule oreille : et de saisir ainsi le bruit du verre cassé, mais pas le frottement de « toute la table entraînée irrésistiblement vers l'avenir ». (*pre-print 1/4*, supplément au n° 0 de *Metropoli*, 1978.)

La défaite de l'Autonomie, c'est-à-dire de toutes ces déterminations et d'autres encore, à la fin de la décennie, fut une défaite militaire et judiciaire, mais il n'y eut jamais de défaite de son hypothèse théorico-pratique qui, au contraire, n'a cessé de se confirmer au cours des décennies suivantes. Et c'est encore un motif de son actualité résurgente et de l'intérêt qu'elle suscite chez les jeunes générations qui embrassent *aujourd'hui* un devenir révolutionnaire.

Mais si l'Autonomie n'était pas un groupe ni même un ensemble de groupes, qu'est-ce que c'était ? On parlait à cette époque d'une *aire* (*area*), c'est-à-dire d'un espace aux limites incertaines à qui il arrivait parfois de coïncider avec celles du Mouvement. On peut penser aussi

que c'était le nom d'une façon de se rapporter au monde, ou celui de la codification stratégique de la circulation subversive entre tous ces collectifs, « centres sociaux » (*centri sociali*), micro-organisations, bandes, luttes diffuses, radios libres qui essaïmaient dans les villes et les villages de toute l'Italie ou tant d'autres choses. En tout cas, on peut affirmer que ce ne fut jamais, en dépit du désir de certains, le nom d'une Organisation. Mais l'Autonomie inventa peut-être sans jamais le formaliser pleinement, un nouveau concept de *parti* et d'*insurrection*, encore entièrement à penser.

De fait, si l'Autonomie est le plan de consistance commun, dans la vérité des choses et des existences, il faudrait toujours se référer *aux* autonomies : autonomie des ouvriers, autonomie des étudiants, autonomie des femmes, autonomie des homosexuels, autonomie des enfants, autonomie des prisonniers, autonomie de quiconque aurait choisi, partant de ses propres contradictions, la voie de la lutte contre le travail et contre l'État, de la sécession avec le fantôme de la société civile et de la subversion de la vie *ensemble* avec d'autres. Ce qu'à la même époque, en France, Félix Guattari découvrait d'un point de vue théorique sur la *transversalité* comme mode de recomposition non dialectique des expériences subversives était en Italie une réalité concrète et effective.

Malgré le léninisme littéral musclé souvent exhibé par certaines composantes autonomes, leur organisation décentralisée, avec des collectifs territoriaux disposant d'une autonomie de décision et une centralisation réservée aux grands moments d'attaque, les défis qu'ils portaient à tout dogmatisme, l'importance accordée aux rapports personnels au sein des collectifs qui partageaient souvent le logement et les ressources, tout ceci évoque en réalité – et je sais que cela déplaira à beaucoup – davantage que la façon de s'organiser et de vivre des bolcheviks, celle de la Narodnaïa Volia, de même qu'à la fin des années 1970, après l'explosion des microformations armées, on pouvait penser à celle des socialistes-révolutionnaires avec leur organisation de combat. Outre l'inimitié du parti communiste, les autonomes ont d'ailleurs un autre point commun avec les narodniks : la *damnatio memoriae*.

Le document qui fut publié dans le dernier numéro de *Potere Operaio*, en novembre 1973, et qui rapportait les conclusions d'un séminaire d'une partie des militants de PO réunis à Padoue le 28 juillet et le 4 août, ratifiait l'état de fait et, tout en se ressentant encore d'un vieux langage, il reconnaissait dans l'organisation des autonomies la seule possibilité de continuer à lutter pour le communisme dans le contexte qui s'était déterminé :

[...] la médiation théorique, l'articulation pratique, la centralisation décisionnelle d'attaque contre la cyclicité du mouvement, nous ne les reconnaissons pour notre part à aucun mécanisme délégué, nous ne les mettons au sein d'aucune division du travail, nous ne les établissons dans aucune structure verticale. [...] C'est ici le dernier numéro de *Potere Operaio*. Le développement de la direction ouvrière des luttes et de l'organisation a dissous les instances organisatrices des groupes. Une partie des camarades qui participent à ce dernier numéro de *Potere Operaio* en ont vécu toute l'expérience. Et ils ne la renient pas. [...] Mais les camarades doivent aujourd'hui à nouveau, comme ils l'ont toujours fait, confronter les résultats de leur expérience aux exigences de l'organisation ouvrière et au processus de son développement : avec détermination, sans timidité, sans remords, chacun doit choisir son camp. [...] Nous avons refusé le groupe et sa logique pour être dans le mouvement réel, pour être dans l'Autonomie organisée. (Éditorial de *Potere operaio*, n° 50, septembre 1973.)

À Rome, les collectifs autonomes ouvriers de la via dei Volsci (une rue du quartier populaire de San Lorenzo), proches jusqu'ici du groupe du Manifesto, et auxquels avaient été associées des expériences de lutte importantes, en particulier dans les hôpitaux et dans certaines entreprises de services comme l'Enel (compagnie d'électricité) et la SIP (compagnie de téléphonie), devinrent le pôle de référence dans la capitale mais aussi pour tout le centre et le sud de l'Italie. Il y eut, à Rome, des expériences autonomes importantes comme celles des Comitati Comunisti (« Comités communistes »), de certains collectifs dans l'orbite de *Rosso* et de la revue *Linea di Condotta*, mais les Volsci eurent incontestablement une expansion et un enracinement populaire plus significatifs que tous les autres collectifs. Des divers courants autonomes italiens, celui des Volsci fut aussi le plus grossier intellectuellement, étalant un mépris assez antipathique et à courte vue envers la recherche théorique ; c'était aussi la conséquence de sa composition sociale, authentiquement plébéienne, que les Volsci surent toujours aborder avec une grande « sagesse communiste », même si, à moyen terme, en 1977 et après, cela conduira à beaucoup d'incompréhensions à l'égard des divers mouvements de libération (de jeunes et féministes principalement) mais surtout à un vide de propositions théoriques en dehors de la radicalisation de l'affrontement de rue, ce qui explique que tant de jeunes militants aient alors préféré s'enrôler dans les BR (qui, dans la capitale, avaient été montées principalement par d'anciens cadres moyens de Potere Operaio).

Leur intervention, en dehors de leur rôle fondamental sur les lieux de travail et dans les quartiers, se caractérisait par une pratique dure de l'antifascisme – en conflit ouvert avec son pendant institutionnel – dont ils considéraient, à la différence d'autres composantes de l'Autonomie, qu'il avait incontestablement une place centrale dans le processus révolutionnaire. Si la politique antifasciste des groupes poursuivra le plus souvent la voie légaliste de la mise hors-la-loi du parti d'extrême droite Movimento Sociale Italiano (MSI, « Mouvement social italien »), en essayant de répéter le succès du référendum sur le divorce de 1974, la pratique des Volsci et de l'Autonomie en général se tournera exclusivement vers l'action directe contre les locaux et les militants fascistes qui, à Rome en particulier, ont toujours été – et sont encore aujourd'hui – bien enracinés. N'oublions pas qu'en Italie ce sont les années de la « stratégie de la tension », celles où les bombes fascistes téléguidées par des corps de l'État explosent à Milan, à Brescia ou sur les trains qui transportent des immigrants, et que les fascistes sont alors le bras armé de la réaction contre les étudiants et les ouvriers communistes. Même à Padoue, les premières actions significatives des *Collettivi politici veneti per il Potere Operaio* (« Collectifs politiques vénètes pour le pouvoir ouvrier ») naissants, qui leur permettront de conquérir une certaine hégémonie politique dans la région, consisteront à balayer *concrètement* la présence fasciste : « des mots pas trop, des coups beaucoup ». Mais dans l'ensemble, la lutte contre les fascistes fut un motif « mineur » pour l'Autonomie, qui privilégia toujours au niveau politico-militaire ce qu'elle pensait être en effet la question centrale, celle du monopole de la violence légitime exercé par l'État.

Beaucoup ont cru pouvoir expliquer la radicalisation violente du Mouvement d'un côté et le passage à la lutte armée de nombreux militants de l'autre comme une réaction à la « stratégie de la tension », aux « complots noirs », à commencer par l'attentat de piazza Fontana à Milan en 1969, et par la nécessité de répondre ensuite à une possible dérive autoritaire de l'État, mais même s'il est vrai que ces événements ont entraîné une accélération, cette reconstruction n'est pas convaincante. S'ils eurent en effet leur importance, ce ne fut qu'un des nombreux fils rouges qui se nouèrent sauvagement dans le Mouvement. La violence de l'affrontement était de toute façon un *état de fait* : à la radicalisation des instruments de répression de l'État et de la contre-

attaque capitaliste correspondait, indépendamment des complots fascistes, une stratégie révolutionnaire du Mouvement comme de ses composantes organisées. La violence de l'affrontement était intrinsèque au *changement d'époque* qui s'affirmait et les deux camps, le Mouvement et l'État, avançaient à grands pas vers le règlement de comptes. Mais il faut insister sur une vérité fondamentale : *tout le monde*, dans le Mouvement, pensait à la manière de mener la révolution et *tout le monde* savait que cela ne pouvait pas être un dîner de gala. Mais il est vrai aussi qu'il y eut des divergences multiples, et significatives, sur la *manière* d'affronter la question militaire. Selon Emilio Quadrelli, qui a consacré un livre à cette question, la *manière* de l'Autonomie demeurait formellement assez « orthodoxe » puisqu'elle prévoyait, comme ce fut toujours le cas dans la tradition communiste, une distinction entre le terrain légal et le terrain illégal, où la prééminence du premier n'était jamais remise en cause tandis que les actions armées n'avaient toujours qu'une fonction de « soutien pour renforcer et aplanir les voies de l'initiative politique qui, à partir des "bases rouges", doit être socialisée dans le territoire » (E. Quadrelli, *Autonomia Operaia. Scienza della politica e arte della guerra dal '68 ai movimenti globali*, Rimini, NdA Press, 2008). S'il y a sans doute du vrai dans l'analyse de Quadrelli, il me semble qu'elle ne rend pas forcément compte, dans sa « formalisation » excessive, de ce monde en mouvement perpétuel où même la question militaire était traversée par, et traversait à son tour, *tous* les niveaux de la lutte, ce qui signifie que du seul fait d'être *subordonnée* à la forme de vie, la lutte armée en prenait les caractéristiques et ne pouvait plus, dès lors, devenir une dimension « séparée ». Le choix des Brigate rosse, en revanche, sera d'unir le plan politique et le plan militaire, mais surtout de donner à la lutte armée une signification politique absolue – c'était elle qui, dans ce cas, informait entièrement le mode de vie des militants, en les séparant du reste – ce qui les conduira progressivement à une incompréhension toujours plus grande des dynamiques du Mouvement, et à la quête d'un affrontement « symétrique » avec l'État qu'elles ne pouvaient que perdre. Tant que le mouvement autonome était fort et diffus, l'initiative de groupes comme les Brigate rosse est restée minoritaire dans la société italienne, mais dès que le Mouvement s'est affaibli, a marqué le pas, perdu de l'assurance ou manqué de souffle stratégique, l'option hyperléniniste de l'autonomie du politique (dans le sens armé ou dans le sens institutionnel) s'est vite emparée de la scène.

Ce sont les collectifs autonomes liés à la *via dei Volsci* et au journal *Rivolta di Classe* (« Révolte de classe ») qui, entre 1973 et 1975, déclenchèrent une impressionnante série de luttes dans les quartiers populaires romains, avec notamment des occupations de logements et des autoréductions massives de l'électricité, du gaz, de l'eau et du téléphone. En septembre 1973, la lutte pour l'occupation des logements dans le quartier de San Basilio prit la forme d'une insurrection populaire, évoquée dans une fameuse chanson de lutte, au cours de laquelle le jeune militant Fabrizio Ceruso perdit la vie. On parle là de conflits véritablement massifs : au moins 3 000 logements occupés, environ 25 000 autoréductions. Toutes les luttes étaient autodéfendues : pour l'électricité, on faisait des piquets devant les compteurs centralisés auxquels participaient aussi des ouvriers chargés de couper le courant ; pour le téléphone, si les lignes étaient coupées, des camarades faisaient pression sur la compagnie pour les rétablir en coupant celles des institutions ou des entreprises, ou les réseaux des quartiers bourgeois, ou en faisant sauter les centraux téléphoniques. Enfin, un « tarif politique » fut obtenu pour les abonnements. Les Volsci, qui de 1974 à 1976, collaboraient avec le journal *Rosso*, basé à Milan, inventèrent ainsi la notion de « zone prolétarienne » – tandis qu'en Vénétie on préférait parler de « zones homogènes » – pour désigner ces territoires où un véritable contre-pouvoir était à l'œuvre. Notons que les termes de « zones prolétariennes » et de « zones homogènes »

impliquaient des idées différentes : si les premières évoquaient des territoires auxquels la forme de vie prolétarienne elle-même donnait une valeur politique tandis que les niveaux d'organisation lui étaient subordonnés, dans les territoires vénètes en revanche, l'homogénéité s'entendait avant tout au niveau d'une organisation qui, à travers un modèle néoléniniste dans lequel le « parti » demeurait d'une certaine manière extérieur aux formes de vie, suivait les transformations de la composition sociale en lui surimposant sa propre forme politique. Dans d'autres territoires autour de Milan ou Bologne, un modèle plus convaincant et toujours actuel s'imposa, dans lequel les deux dimensions, celle de l'invention et du partage d'une forme de vie et celle de l'organisation, étaient confondues dans la pratique politique autonome. Ce sera d'ailleurs l'option stratégique majoritaire dans le Mouvement de 1977.

Les autoréductions et les occupations donneront une *forme* et un *rythme* singuliers à l'Autonomie, qui lui permettront très vite de se distinguer de la politique des groupes. De Turin partit le principe des autoréductions sur les transports en commun, une lutte qui bénéficia même par la suite de l'appui des syndicats, et qui fit immédiatement des émules dans beaucoup de régions d'Italie, à commencer par la Vénétie où la mobilité des ouvriers et des étudiants des villages vers les villes et les grands centres industriels était considérable. Là aussi, la pratique des autoréductions de l'électricité et du téléphone s'imposa : dans toute la région du Piémont, il y eut plus de 150 000 autoréducteurs. À Milan, les collectifs autonomes commencèrent à investir un terrain beaucoup plus offensif, celui des expropriations dans les supermarchés.

L'histoire des expropriations milanaises, qui commence avec celle des supermarchés de Quarto Oggiaro et de via Padova en 1974, est magnifiquement racontée dans *Insurrection*, le roman autobiographique de Paolo Pozzi, rédacteur en chef de *Rosso* à l'époque. Extrêmement divertissant, le récit nous permet aussi d'apprécier les détails « techniques » de l'opération : tandis que le gros des expropriateurs faisait main basse sur la marchandise, un groupe s'occupait de couper la ligne téléphonique du magasin et un autre se positionnait à l'extérieur, armé de cocktails molotov, pour couvrir la sortie des camarades si des voitures de police s'approchaient (P. Pozzi, *Insurrection [Insurrezione]*, Rome, DeriveApprodi, 2007], Paris, Nautilus, 2010). Mais l'autonomie ne se contentait pas de prendre des pâtes, de la viande et de l'huile, comme le voulaient les marxistes-léninistes, elle s'emparait aussi du whisky, du caviar, du saumon et de tous ces produits de luxe qui, selon une morale qui était aussi celle des groupes, *ne faisaient pas ou ne devaient pas faire partie* de la vie des prolétaires. De fait, les expropriations, la « réappropriation » dans le sens où la pratiquaient les autonomes, n'étaient pas seulement une action éminemment politico-sociale, c'était le présage d'une richesse enfin partagée, d'un besoin qui était détruit dans l'exercice même du désir, d'une reprise en mains par la force d'un peu de cette force que le capital te prenait chaque jour, et le soir, après l'expropriation, on faisait la fête en partageant le caviar et le champagne français : s'emparer de la marchandise pour anéantir son pouvoir symbolique maléfique. C'était une proposition pratique sur ce que signifiait agir sur le terrain social sans médiations, sur la puissance de l'illégalité dans l'exercice du communisme et enfin sur le droit de profiter de la vie immédiatement sans attendre le « soleil de l'avenir ». C'était aussi une réélaboration du mot d'ordre issu des luttes ouvrières : *de la revendication à l'appropriation*. C'était en somme un élément important pour comprendre comment on pouvait penser et vivre le devenir-révolutionnaire contre l'avenir de la révolution, pour le dire avec Gilles Deleuze. Pour toutes ces raisons, l'*expropriation* devint vite une sorte de « marque de fabrique » de l'Autonomie. En 1974, à Milan encore, puis à Rome, dans le sillage de groupes proches de revues post-situationnistes comme *Puzz* et *Gatti selvaggi*, se produisirent les premiers affrontements violents pour entrer gratuitement à des concerts de rock, ou plus simplement pour

les boycotter : la contre-culture était aussi entrée dans le paradigme de la subversion.

Après ces premières actions d'expropriation, on accusa souvent les autonomes de « subjectivisme » et de « spontanéisme » mais lorsque, quelque temps après, elles commencèrent à concerner une grande partie du prolétariat, elles apparurent pour ce qu'elles étaient : une intuition, une anticipation, une prophétie à court terme, ce qui fut peut-être toujours la vertu, et en même temps la malédiction, de l'Autonomie. Là était son extrémisme, dans la capacité à percevoir le désir collectif en train de se faire, les nouveaux comportements de subversion en train d'apparaître, et dans la capacité aussi à lui donner une forme d'organisation, c'est-à-dire la force de se déterminer collectivement. Expropriations, autoréductions, occupations, destructions et réappropriations devinrent vite un virus qui s'autorépliquait dans toute l'Italie, ouvrant une nouvelle ère où l'existence d'un « dualisme de pouvoir » au sein de la République apparaissait comme un fait. L'ensemble de toutes ces actions qui d'un côté, déstructuraient la société, par la réappropriation directe de la richesse sociale, et de l'autre, déstabilisaient le commandement, en l'attaquant incessamment dans la rue, révélait l'émergence de ce qu'on peut appeler sans exagération le *parti de l'autonomie*, dont la forme n'était contenue dans aucun organigramme bureaucratique mais qui était ce que la transformation révolutionnaire de la vie même inscrivait dans le territoire, dans les corps, dans le langage : une forme de vie qui coïncidait avec sa forme d'organisation politique et qui par-là même, déstabilisait l'état de choses présent.

Dans le même temps, les assemblées et les comités ouvriers autonomes de différents pôles industriels commençaient à s'organiser pour se coordonner entre eux.

La première rencontre de ce qu'on pourrait appeler l'*Autonomie ouvrière organisée* eut lieu en mars 1973 à Bologne et réunit les assemblées et comités ouvriers autonomes de Milan, Porto Marghera, Naples, Turin, Gênes, Florence, Ferrare et Rome. Bien sûr, tous les participants à ces assemblées n'étaient pas des ouvriers – beaucoup exerçaient une autre profession ou se consacraient entièrement au militantisme. Il reste que pour une partie de l'Autonomie au moins, la « question ouvrière » demeura longtemps un centre de désir autour duquel tournait tout le reste. Et ceci en dépit du fait que le « parti de Mirafiori » et la naissance de mille autres expériences de lutte aient sonné la fin de l'ouvrier et de l'usine comme sujet et territoire exclusifs de la révolution. Celle-ci devait être l'œuvre de toutes les minorités, de toutes les « singularités quelconques », de toutes ces autonomies pour lesquelles il était désormais incompréhensible de se soumettre tant à une « direction ouvrière » qu'à un sujet, quel qu'il fût. Il aurait fallu chercher une sorte de médiation offensive entre « ligne ouvrière » et « ligne des autonomies » mais malgré les tentatives, on ne la trouva jamais réellement. Cette différence de sensibilité sera même un des facteurs qui pèseront le plus dans les divisions au sein du Mouvement à l'apogée du processus insurrectionnel.

Dans le sud de l'Italie, à Naples notamment, puis en Calabre, en Basilicate, en Sicile, en Sardaigne et dans les Pouilles, l'Autonomie prit encore un autre visage. En dehors de quelques grands pôles industriels, la structure économique du Sud était très différente de celle des autres régions italiennes, en particulier du Nord, où la classe ouvrière avait toujours eu un grand poids et une longue tradition de lutte derrière elle. À Naples, dans les comités de quartier, en dehors des collectifs de chômeurs, la participation importante du sous-prolétariat, souvent lié à des activités extralégales comme la contrebande de cigarettes, donna une empreinte singulière au Mouvement, plus attentif qu'ailleurs aux révoltes dans les prisons par exemple, ou à la satisfaction immédiate des besoins. Et dans l'imaginaire autonome, la lutte en mer entre les contrebandiers et la police devint un point de référence beaucoup plus efficace que les images de

lutte qui fascinaient les gens du Nord. Dans des régions comme la Calabre ou la Basilicate, les collectifs autonomes étaient établis dans des petits villages, reliés aux grandes villes du Centre et du Nord par l'émigration étudiante et ouvrière. Les références mythico-historiques des autonomes calabrais étaient les « brigands » des campagnes et leur guérilla contre les Piémontais à l'époque de l'unification de l'Italie plutôt que les figures classiques du mouvement ouvrier :

L'Autonomie prolétarienne calabraise est l'histoire du brigandage, ce sont les révoltes paysannes, l'occupation des terres, la lutte pour l'emploi, l'émigration partout dans le monde, l'éternelle haine de l'État et de ses représentants, de la justice et de ses fidèles administrateurs, des marquis et des barons latifundistes maîtres de la vie des paysans, les milliers de révoltes violentes, sanglantes, destructrices, les actes d'exaspération sauvages, absurdes et incompréhensibles pour le bon journalisme libéral, d'un peuple exproprié de tout, de sa terre, de sa culture. (*Mo' basta ! Aizamm' a capa. Giornale dell'autonomia proletaria calabrese*, octobre 1976.)

Pour eux, les choses ne devaient pas sembler si différentes de ce qu'elles étaient cent ans auparavant : « Autrefois, les Piémontais apportaient leur civilisation, maintenant ils achètent des résidences secondaires » (F. Cirillo, « Mo' basta » in *Gli Autonomi I*, Rome, DeriveApprodi, 2007). Dans des villes comme Naples et Bari, de nombreux militants autonomes provenaient des poches de marginalité du sous-prolétariat : des gens aux manières rudes qui se mêlaient joyeusement aux étudiants, qui se heurtaient eux-mêmes aux modes de vie imposés par le capital métropolitain. L'Autonomie brisa ainsi cet éternel tabou de la tradition communiste, celui du *lumpenproletariat*, qui prenait désormais part aux luttes, en apportant du reste un savoir de l'illégalisme qui s'avéra précieux. Il ne faut pas sous-estimer pour autant les luttes ouvrières dans les grands pôles industriels comme l'usine Italsider de Tarente, le centre pétrochimique de Porto Torres en Sardaigne ou l'usine Fiat de Cassino et d'autres encore : une masse considérable de sabotages, de grèves sauvages et de comportements antiproductifs s'abattit également sur ces « cathédrales dans le désert » qui n'avaient d'autre signification que l'exercice violent du commandement capitaliste sur une population ataviquement rétive au travail salarié et parfaitement familière du mouvement de la valeur d'usage. Mais ce sont les étudiants prolétarisés, notamment ceux qui étudiaient loin de chez eux (les *fuori-sede*), qui constituèrent l'une des forces les plus importantes de l'Autonomie dans les capitales du Sud et du Centre-Nord, puisqu'« à l'université la figure du *fuori-sede*, du "nomade", est exemplaire d'une condition matérielle de type prolétarien – manger à la cantine, habiter dans une pension ou une petite chambre louée à un prix exorbitant – qui rappelle, par certains côtés, la vague d'immigrants méridionaux à Turin et à Milan. [...] De fait, les *fuori-sede* n'expriment pas seulement la difficulté matérielle, mais aussi l'extranéité à la normativité sociale de la ville d'arrivée » (Oreste Scalzone, *Biennio Rosso. Figure e passaggi di una stagione rivoluzionaria*, Milan, Sugarco, 1988). Je ne pense pas m'éloigner trop de la vérité en affirmant que l'insurrection bolognaise de 1977 sera avant tout l'œuvre de ces étudiants originaires du Sud.

En 1974, l'Autonomie est donc une minorité bruyante et présente sur tout le territoire national avec laquelle *tout le monde* doit compter.

À l'attaque : les journées d'avril

*Vous payerez cher, vous payerez tout.
Slogan de l'Autonomie.*

Si jusque-là, Turin et l'usine Fiat avaient été le territoire et le lieu autour duquel et dans lequel tous les groupes et les militants lisaient le présent, de 1974 à 1976, Milan est la métropole où se concentrent les expériences autonomes les plus significatives. C'est à Milan que s'installent au début des années 1970, suivant une énième « intuition », Toni Negri et Oreste Scalzone, et avec eux beaucoup de militants de l'aire de l'Autonomie qui surent fondre avec bonheur d'autres expériences locales dans les nouveaux organismes autonomes. C'est là que naissent les journaux autonomes les plus importants au niveau national : *Rosso* et *Senza tregua* (« Sans trêve »), pour ne citer que ceux-là. C'est à Milan que se forment les *Circoli del Proletariato Giovanile* (« Cercles du jeune prolétariat »). C'est là encore que du *Collettivo Politico Metropolitano* (« Collectif politique métropolitain »), puis de la *Sinistra Proletaria* (« Gauche prolétarienne ») sont nées les *Brigate rosse* puis, à la fin de la décennie, *Prima Linea* (« Première ligne »), une organisation combattante apparue *dans* le Mouvement.

En somme, Milan devient en très peu de temps le territoire où toutes les intensités révolutionnaires de la période se concentrent et se déploient, la métropole contre laquelle se déchaîne une guerre sans merci, l'agglomérat de pouvoir que l'Autonomie entend briser.

Non que la Turin ouvrière ait perdu toute importance, mais elle est relativisée par la découverte d'autres terrains de lutte, d'autres « sujets » en désagrégation qui se pressent dans les périphéries de la métropole milanaise qualifiée pompeusement de « capitale morale de l'Italie », celle où la culture de gauche des *Strelher* est comme la fleur à la boutonnière de la bourgeoisie, siège du principal quotidien italien, le *Corriere della Sera*. La ville où la transformation du mode de production – de fordiste à postfordiste, comme on dira plus tard – est la plus évidente et violente. Dans ce paysage de western, l'autonomie ne tarda pas à s'identifier, exhumant la vieille histoire toujours neuve de Pat Garret et Billy the Kid, où le premier était incarné par la gauche institutionnelle et le second par les collectifs plus sauvages. Le terrain de la lutte métropolitaine, de la construction de *bases rouges* et de l'appropriation directe devait être investi sur le champ. D'autre part, c'est dans ces années que *Lotta Continua*, s'appuyant sur sa présence massive à Turin et à Milan notamment, lance avec une extraordinaire intuition le slogan « Prenons la ville ! »

En 1974, c'est à Milan aussi qu'est menée la première action armée de sabotage par un commando de l'Autonomie lié à l'expérience de *Rosso*, qui était devenu entre-temps le « journal dans le mouvement », après avoir été celui d'un groupe marxiste-léniniste qui comptait parmi ses militants plusieurs intellectuels destinés à une brillante carrière, comme Giovanni Arrighi, connu dans le monde entier pour son travail sur les cycles capitalistes (*Il lungo XX secolo*, Milan, il Saggiatore, 1996), et qui fusionna avec le groupe d'autonomes qui s'était constitué autour de Toni Negri, Franco Tommei, Gianfranco Pancino, Paolo Pozzi et d'autres militants issus de

diverses expériences. L'action frappa les entrepôts dans lesquels étaient stockés les produits finis de Face Standard, une usine liée à la multinationale ITT, où l'autonomie était très présente. Au-delà des questions locales, le tract de revendication, signé « Mai più senza fucile – Senza tregua per il comunismo » (« Plus jamais sans fusil – Sans trêve pour le communisme »), faisait référence au rôle d'ITT dans le coup d'État chilien. Les pertes se comptèrent en milliards de lires.

À la différence des Brigate rosse, organisation clandestine qui revendiquait avec un orgueil de parti la moindre de ses actions, dès l'origine, les commandos autonomes signèrent la plupart de leurs actions avec des noms provisoires, souvent valables une seule fois ou pour la durée d'une « campagne » ou d'une « phase » ; des noms qui, s'ils indiquaient la « position » d'où les actions étaient menées, disaient aussi une chose essentielle pour comprendre l'Autonomie : il ne pouvait pas en être autrement puisqu'il n'y avait jamais eu d'organisation centralisée sur le modèle bolchevique portant ce nom, Autonomie, mais une *constellation* de collectifs, de revues, de comités et de singularités qui se reconnaissaient dans ce paradigme de la subversion. Par ailleurs, comme le disait un passage du premier document national de l'Autonomie en conclusion de la rencontre de Bologne, une action directe ne pouvait pas frapper au-dessus du niveau de force réel du Mouvement – la règle concernait autant la défense que l'attaque –, ce en quoi elle se distinguait des BR qui, à partir d'un moment, ont toujours cherché à surpasser leurs forces par un volontarisme qui les plaçait objectivement dans une position d'extériorité au Mouvement. Avec des hauts et des bas, les contacts et les relations, qu'ils soient politiques ou personnels, entre l'Autonomie et toutes les formations de la lutte armée ont toujours existé, incontestablement. Il est vrai aussi que les collectifs et les comités autonomes se sont dotés progressivement de structures armées pour mener des actions destinées à forcer les situations de lutte. Mais la distinction était claire : il y avait d'un côté un projet de lutte armée, celui des Brigate rosse, confié à des cellules clandestines soumises à une direction de parti qui, dans la plus pure tradition marxiste-léniniste, devait prendre le pouvoir et instaurer un État ouvrier, de l'autre, une stratégie de guerre civile de longue durée qui comptait sur l'élargissement et l'approfondissement de l'indépendance prolétarienne avec pour objectif le déclenchement de mouvements insurrectionnels *pour dissoudre le pouvoir de l'État*, qu'il soit dit ouvrier ou pas. La polémique ouverte et souvent dure entre l'Autonomie et les organisations clandestines remonte à cette date, même si, détail important, la solidarité militante à l'égard des prisonniers politiques liés aux formations clandestines ne se démentira pas et leurs communiqués seront toujours publiés dans les différentes revues de l'aire. Il y eut bien sûr des composantes d'Autonomie plus sensibles à l'appel de la lutte armée sur le modèle des BR mais dans l'ensemble, comme on l'a déjà mentionné, sa stratégie divergera toujours sur un point important, qui ne concernait pas l'usage de la violence en soi – on peut même dire que jusqu'en 1976-1977, les autonomes firent un usage bien plus large de la violence que les BR, un usage par ailleurs très différent il est vrai. Pour les autonomes, elle était l'expression des niveaux de force accumulés dans le conflit, ce qui les amenait à critiquer le principe d'une action exemplaire menée par une avant-garde externe : toute action directe devait être l'expression d'un désir qui vivait dans la classe, mais elle devait aussi être adaptée à sa puissance d'organisation à ce moment précis. Il s'agissait donc toujours de l'action d'une avant-garde *interne* et non, comme le voulaient les BR, d'une forme de « délégation prolétarienne » aux avant-gardes externes. Le fait qu'elle soit ainsi intégrée aux dynamiques générales de lutte était le seul moyen de légitimer une ligne « combattante » dans le contexte du Mouvement ; c'était le cas de l'action chez Face Standard, pour laquelle tout le monde, ouvriers et militants, avait clairement de la sympathie. Ce qui apparut parfois à certains

comme des « exagérations », voire des « provocations », de l'Autonomie, n'était que le renversement des obstacles que rencontrait le Mouvement : *obstacles extérieurs et intérieurs, matériels et mentaux*. Par ailleurs, et c'est fondamental là aussi, l'Autonomie ne voudra et ne pourra jamais renoncer à son activité publique – avec ses locaux, ses journaux, ses radios, la richesse des relations entre ses camarades – c'est-à-dire à son incorporation aux processus de composition et de recomposition du Mouvement, en se repliant dans une clandestinité qui aurait été la négation de son sens et de sa puissance même. À la fin des années 1970, Oreste Scalzone résuma parfaitement cette opposition, en soulignant l'unidimensionalité du *luttarmisme*, sa construction malheureuse de « communautés illusoire », contre la polycentricité subversive de la transversalité du Mouvement (« Splendeur et misère du “cas italien” », *preprint*, n° 2, 1979, supplément à *Metropoli*). Mais la polémique demeurera limitée à une simple confrontation à l'intérieur du mouvement révolutionnaire jusqu'à la fin de la décennie, au lendemain de l'enlèvement du président de la Democrazia cristiana, Aldo Moro, par les BR, où la rupture sera brutale. Dès lors, certains – je pense au travail de la revue *Metropoli* surtout – tenteront désespérément de construire une ligne de fuite « possible », de faire des propositions d'action et de raisonnement susceptibles de recoudre tous les accros mais à ce stade, c'est la machine de l'État qui mit fin à tout.

À Milan, Potere Operaio n'avait jamais eu beaucoup de partisans. Ceux de Lotta Continua étaient nettement plus nombreux et, dans les universités et les lycées notamment, après 1968, les staliniens du Movimento Studentesco et les militants d'Avanguardia Operaia (également très présents dans les usines) se partageaient l'hégémonie. Il y avait aussi tous les cercles contre-culturels qui s'exprimaient au début des années 1970 à travers des revues comme *Muzak* et surtout *Re Nudo*, qui fut un temps liée à l'aire de l'Autonomie, notamment par l'intermédiaire de Gianfranco Manfredi, l'artiste qui a écrit la chanson la plus significative de cette époque et de cette aire, « Ma chi ha detto che non c'è » (« Mais qui a dit que ça n'existe pas »).

Last but not least, il y avait l'agitation dans les usines. Chez Alfa Romeo, chez Sit-Siemens, chez Marelli, chez IBM, chez Pirelli, chez Breda, chez Carlo Erba et dans toute la ceinture industrielle, de nombreux travailleurs engagés jusque-là dans la gauche syndicale rejoignaient les rangs de l'Autonomie ou des Brigate rosse. Les groupes les plus intelligents, comme le groupe Gramsci, comprirent tout de suite que la ligne politique défendue jusqu'alors était « à droite », ou plutôt arriérée par rapport à ce qu'exprimaient les mouvements de lutte. D'où la décision de se dissoudre et de se fondre dans l'aire de l'Autonomie. Les collectifs politiques ouvriers et les collectifs étudiants du groupe Gramsci, avec les plus radicaux des Comitati Unitari di Base et les collectifs ouvriers de Lotta Continua présents dans les grandes usines comme Magneti Marelli, qui donneront naissance avec les Comitati comunisti per il potere operaio à *Senza Tregua*, seront le point de départ de l'expansion moléculaire des pratiques autonomes à Milan et de là, dans toute la Lombardie, avant de rayonner sur l'ensemble du territoire national.

Mais apparaissent alors également d'autres figures d'exploités et d'exploités qui ne veulent plus rester passifs devant la restructuration de la société par le capital, comme les vendeuses des grands magasins qui commencent à se poser des questions sur ce travail et l'obligation contractuelle de « sourire » à tout le monde, anticipant de plusieurs années, et sous une forme bien plus critique et combative, les analyses postmodernes sur les « affects mis au travail », ou les enseignants des écoles qui se voient déclassés au rang de prolétariat intellectuel ou encore les techniciens industriels hautement qualifiés qui, avec un diplôme souvent décroché au prix de grands sacrifices, se retrouvent avec un travail de merde, disqualifié et ennuyeux. Les étudiants

commencèrent ensuite à penser qu'il n'y avait pas de grande différence entre l'école, l'université et l'usine et que les techniques de lutte ouvrières pouvaient et devaient donc être utilisées dans leurs propres batailles : au fond, il ne fallait pas faire un gros effort d'imagination pour comprendre l'école comme une usine, avec ses rythmes, ses ateliers, ses dirigeants et ses ouvriers. Si en 1968-1969, la nouveauté était que les étudiants se rendent devant les usines, ce sont désormais les ouvriers qui vont à la rencontre de toutes les formes de vie subversives de la métropole. De ces rencontres naîtra une expérimentation de vie métisse, intelligente et douée surtout d'une puissance de contagion irrésistible.

Ainsi, au crépuscule de l'usine et de l'ouvrier, l'une et l'autre semblent être partout. C'est l'époque où, dans l'Autonomie, l'on théorise l'« usine diffuse » et l'« ouvrier social ». Negri esquisse sa théorie de l'ouvrier social dans son opuscule « Prolétaires et État » en 1975 : « *la catégorie "classe ouvrière" entre bien en crise, mais continue comme prolétariat à produire tous les effets qui lui sont propres sur le terrain social tout entier* » (trad. P. Rival, in *La Classe ouvrière contre l'État*, Galilée, 1978). Pour le prolétariat, c'était donc comme refaire à l'envers le chemin qui l'avait amené à devenir la classe ouvrière, fort cette fois de toute la puissance accumulée. De fait, s'il y eut bien une grande mystification dans le marxisme-léninisme, ce fut celle de faire croire que l'identité de la classe ouvrière n'était pas contingente, comme le disait d'ailleurs Marx très clairement, mais la forme indépassable de l'incarnation historico-politique du prolétariat. Mais le prolétariat, dans son devenir communisme, n'a aucune identité substantielle et, dans les luttes, il exprime même une négation continue des identités dans la mesure où, dans la société capitaliste, chacune d'elles ne peut être qu'une figure de l'exploitation et de l'« injustice absolue ».

En revanche, les vieux opéraïstes comme Tronti, fascinés par une « autonomie du politique » hyperléniniste, rêvent que la classe ouvrière, à travers les élections et la prise des institutions, se fasse État. Le rêve se transformera vite en cauchemar, se réalisant sous la forme d'une gestion paraétatique de la répression des mouvements par le PCI, alors qu'il apparaît totalement chimérique si l'on pense qu'à l'époque déjà, les États nationaux n'étaient plus détenteurs d'un pouvoir autonome et souverain à côté de ce qu'on a appelé ces dernières années, avec des nuances, l'Empire.

La théorie de l'ouvrier social qui devait remplacer la figure déclinante de l'ouvrier masse sera, elle, très bien accueillie par l'Autonomie, même si, de manière générale, on ne sut pas tenir compte des modifications profondes intervenues dans la sphère de la souveraineté et dans une partie de celle de la subjectivité antagoniste. Mais qui était l'ouvrier social ? Un peu n'importe qui, pourvu qu'il soit soumis au rapport de production puisque le concept se référait à une tendance à la prolétarisation de masse, conséquence de la socialisation capitaliste de la production sur le territoire, entraînant la diffusion incontrôlable des comportements prolétariens, potentiellement révolutionnaires, qui avaient tendance à s'homogénéiser. S'y trouvaient parfois intégrées des subjectivités qui n'avaient jamais eu leur place dans l'analyse marxiste, ou alors dans un sens négatif seulement, comme les chômeurs, les « exclus » de toutes sortes, les femmes, les travailleurs de la connaissance, les étudiants, les minorités sexuelles, les sous-prolétaires : tous ceux qui d'une façon ou d'une autre exprimaient « de la plèbe », dans le sens qu'avait dégagé Foucault, étaient « ouvrier social ». Mais la vérité était que ces strates de plèbe entraînaient dans un devenir en train de devenir « ouvriers », puisqu'ils en étaient plutôt la négation en acte. Le fait est que l'image de l'ouvrier social triompha dans le processus de recomposition prolétarienne à l'intérieur de l'espace métropolitain qui commençait à s'imposer comme l'espace productif par excellence : l'essentiel était de ne pas essentialiser ce qui était avant tout un

paradigme, une sorte de « personnage conceptuel ». Mais certains ont ensuite voulu forcer le concept dans ce sens, en y voyant l'incarnation éclatante de nouvelles « figures productives » – intellectuelles, technologiques, communicationnelles – qui devenaient parfois les nouveaux « sujets révolutionnaires », sans tenir compte de la dimension idéologique qui mènerait sous peu à l'enrôlement de ces « identités » non pas dans l'armée rouge, mais dans l'armée berlusconienne : de l'ouvrier masse au bourgeois masse. S'il y a bien un vice qui s'est transmis de l'opéraïsme à certaines couches de l'Autonomie organisée et même après, c'est l'hypostatisation de « sujets » qui, d'images concrètes de la technique et de la production, sont transformés en images abstraites des luttes, y compris peut-être quand il n'y a pas de luttes ou, comme c'est arrivé également, quand ces sujets sont la locomotive de la restructuration capitaliste sans exprimer le moindre antagonisme. Il me semble que ce vice s'explique par une prise en compte insuffisante ou inexistante du fait que la détermination politique n'est pas liée mécaniquement à la détermination technologique – si les soviets plus l'électricité n'ont jamais fait le communisme, figurez-vous l'informatique sans les soviets ni même les luttes : les sauts technologiques sont souvent une condition *sine qua non* mais, sans le souci d'une dimension éthique, il est impossible d'atteindre le niveau de force, c'est-à-dire d'autonomie, nécessaire pour agir la « rupture ». Mais la source de tout malentendu réside peut-être davantage encore dans la recherche obstinée du « sujet révolutionnaire », guidé naturellement par une avant-garde, qui doit traîner derrière lui le processus révolutionnaire et qui, invariablement, livre les mouvements à une défaite cuisante.

Mais pour le Mouvement des années 1970, rien ne fut jamais mécanique et, bien entendu, il ne suffisait pas d'élargir quantitativement les figures et les territoires du travail pour produire un redéploiement des luttes ; il fallait un saut qualitatif énorme qui ne correspondait pas à une reconversion des vieilles luttes et des vieux sujets assaisonnés au goût du jour mais à une rupture permettant de reconnaître une nouvelle *réalité éthique métropolitaine* où les litanies marxistes-léninistes et l'anarchisme d'antan n'avaient plus leur place. La question était de nouveau, *et elle est encore*, d'une part, comment les nouvelles figures sociales développées dans et contre le développement pouvaient-elle refuser et détruire non seulement le capital mais elles-mêmes en tant que partie intégrante du capital, autrement dit se nier en tant que sujets, redéployant par conséquent tout le spectre des luttes et, d'autre part, question dirimante, comment construire une organisation des autonomies capable de s'affronter aux appareils de l'État. Il ne s'agissait plus, comme le voulait l'opéraïsme, de lutter « dans et contre », c'était l'heure du « dehors et contre ». En 1977, on essayera de faire le saut.

En 1974 furent mises sur pied les infrastructures autonomes qui devaient servir de moyen de coordination entre les différents collectifs mais aussi d'instruments de réflexion en commun et d'agitation dans les mailles de la métropole. Les journaux jouèrent alors un rôle fondamental, des revues les plus influentes comme *Rosso* jusqu'à des publications mineures comme *Puzz*. Ces expériences éditoriales ont bouleversé les principes graphiques de la communication antagoniste et permis de faire émerger les formes nouvelles dans lesquelles s'exprimaient les vies en révolte, se portant volontiers contre le sens commun répandu chez les cadres ouvriers ou les militants plus âgés ou simplement plus moralistes.

Du reste, la « critique de la culture » n'était pas une question marginale pour les autonomes et pour le Mouvement de manière générale. Il s'agissait d'abord d'une critique de la Culture *en tant que telle*, comme l'avait écrit Mario Tronti dix ans auparavant, puisqu'elle se limitait désormais à une fonction de médiation et de conservation du rapport social capitaliste, puis d'une critique

de l'Intellectuel *en tant que tel*, puisque celui-ci ne pouvait être que le fonctionnaire de cette médiation, nuisible à la classe, et donc : « Critiquer la culture, cela veut dire refuser *de devenir des intellectuels*. La théorie de la révolution veut dire la pratique directe de la lutte de classe » (M. Tronti, *Ouvriers et Capital* [Y. Moulier, trad. d'*Operai e Capitale*, Turin, Einaudi, 1966], Paris, Christian Bourgois, 1977). Les vieilles formules humanistes du marxisme italien ou ses tentatives de modernisation n'avaient plus ni sens ni force puisque le Sujet était mort, le Travail était mort, l'Avenir était mort. Comme l'écrivent Sergio Bianchi et Lanfranco Caminiti, les autonomes étaient attirés en revanche par « les grands courants artistiques du début du xx^e siècle, cette pensée sans qualité, négative. Ce qui avait été excessif, provocateur, immédiat et sans avenir. Qui ne pouvait avoir qu'une valeur d'usage » (« Un pianoforte sulle barricate » in *Gli Autonomi III*, Rome, DeriveApprodi, 2008). Rien ne leur importait moins – poursuivent les deux autonomes – que cette hégémonie, obtenue peut-être en plaçant ses propres hommes à l'intérieur des institutions de la culture, dans les journaux et à la télévision – vieille idée et vieille pratique du PCI – puisque c'était celle des comportements qui les intéressait : ce n'était pas le consensus mais les formes de vie qui comptaient. Il faut dire que plus récemment, dans le mouvement altermondialiste, ce motif de l'hégémonie et du consensus en a longtemps fasciné plus d'un. Il s'agit pourtant d'un piège, comme toujours, d'une opération qui réduit la puissance du conflit en se concentrant sur la représentation d'une ineffable opinion publique, qui devient « spectacle » et met entre parenthèses les formes de vie pour s'occuper du dérisoire de la construction d'un ordre du discours médiatique : la petite bourgeoisie, du reste, ne cesse pas de chercher pour elle-même une nouvelle position bien lucrative. Repenser l'hégémonie non comme production d'opinion publique mais comme pratique sociale qui se fait sens commun diffus, lequel, à son tour, produit de nouvelles pratiques de luttes, fut l'une des caractéristiques de l'Autonomie qu'il conviendrait peut-être de réexaminer aujourd'hui, au moment de l'extension maximale de l'hégémonie libérale de l'individu démocratique qui s'érige contre la moindre forme de collectivité concrète, le moindre « nous », le moindre « commun » qui se présente.

Les locaux de l'Autonomie furent, en général, la traduction spatiale du niveau d'insubordination dans les quartiers des villes et dans les villages où le Mouvement ne cessait de croître, en extension et en intensité. Un grand nombre de locaux « officiels » des différentes tendances autonomes n'étaient pas clos sur eux-mêmes mais ouverts à l'*usage en commun* de toutes les expériences de lutte qui naissaient dans la métropole diffuse, et ce partage fut pratiqué jusqu'au bout, en assumant les risques qu'il représentait. Il y avait aussi les appartements collectifs, grands foyers de luttes, d'amours et d'amitiés, qui renforçaient le tissu éthique du Mouvement. Mais c'est dans les *rues* et sur les *places* que les flux de la subversion trouvèrent leur point de densification. Dans toute l'Italie, les places, notamment autour des universités, étaient très vite devenues des « territoires libérés » et autodéfendus où les divers collectifs et les individus socialisaient leurs désirs et leurs comportements. C'était sur les places qu'on s'organisait, là aussi qu'on se parlait, qu'on se souriait, qu'on se disputait, qu'on vivait collectivement non le rêve d'un autre monde possible mais la réalité d'un Mouvement qui transformait le quotidien d'heure en heure, sans attendre rien ni personne. La topographie politique métropolitaine fut totalement bouleversée par cette forme d'appropriation de masse. Autonomie signifiait donc aussi autonomie des territoires, des lieux, des espaces. C'était un autre monde, oui, tout autre que les places désertifiées, plastifiées et hypersurveillées des métropoles européennes d'aujourd'hui.

En 1974, un mouvement contre la réforme de l'école décidée par le ministre de l'Éducation de

l'époque, Malfatti, mobilise les lycéens chez qui les collectifs autonomes sont de plus en plus nombreux. Les autonomes rompent une fois pour toutes avec la conduite « unitaire » et « verticale » classique des luttes dans l'éducation en s'en prenant à « l'organisation capitaliste des études » et en approfondissant la modalité ouvrière du conflit. Non que le mythe de l'ouvrier aux mains calleuses les inspire mais ils ont l'intuition de la possibilité de massifier un comportement subversif qui déborde désormais les usines. Les collectifs autonomes écrivent que face à un avenir d'ouvrier ou d'employé, ils préfèrent vivre, c'est-à-dire lutter, et le refus du travail devient alors « refus de l'école » (*Rosso*, n° 8, 10 février 1974). Plus que les assemblées lycéennes, dominées par les professionnels des groupes, les collectifs de classe, comme les collectifs d'atelier dans les usines, sont les micro-organismes de contre-pouvoir d'où partiront les luttes dans les écoles et en moins de deux ans, les assemblées générales elles-mêmes changeront d'« aspect » – sons, images, mots et couleurs – grâce à l'usage autonome qui en sera fait.

Dans le même numéro de *Rosso* paraissent des articles consacrés à la nouvelle législation répressive sur l'usage des drogues et une page autogérée par les militants du FUORI. (Fronte Unitario Omosessuali Rivoluzionari Italiani, « Front unitaire des homosexuels révolutionnaires italiens »), avec l'interview « traumatique » de rigueur d'un « ouvrier homosexuel ». Ce ne sont pas là, comme on pourrait le croire aujourd'hui, les chroniques et les débats normaux d'une revue de gauche, qui ne donnent lieu à aucune véritable discussion, à aucune transformation de la vie. Au sein de ce mouvement de décomposition et de recomposition qui continuait à travailler l'aire de l'Autonomie, ces pages correspondent à l'ouverture de nouveaux fronts de lutte, tant intérieurs qu'extérieurs. Lutte contre la « société de la répression » bien sûr, mais aussi contre la répression interne aux groupes et aux milieux d'extrême gauche pour faire *de chaque comportement déviant un détonateur social de la subversion*. Dans *Insurrection*, Paolo Pozzi raconte qu'après être parvenu à grand-peine à faire accepter les articles des féministes et ceux sur la drogue, il fallut discuter deux mois dans les différents collectifs liés au journal pour faire accepter la création d'une page autogérée par les homosexuels, à la suite de quoi les autonomes romains décidèrent « de diffuser *Rouge* après avoir arraché la page des culs ». Autonomie comme signe de scandale, alors, et de division, toujours.

Les collectifs autonomes ne cachaient pas leur faiblesse numérique ni les différences qui pouvaient exister d'un collectif à l'autre, d'une ville à l'autre, d'une région à l'autre, mais à la « numérogie » et à la fascination pour la théorie pure des groupes, ils préféraient l'approfondissement pratique et théorique des luttes là où ils vivaient, se faire le cœur vif et brûlant du quartier, de l'école ou de l'usine, et ensuite seulement venait la coordination avec d'autres situations similaires, à l'occasion des manifestations et des assemblées de quartier par exemple. L'introduction de subjectivités hétérogènes dans le tissu militant fonctionna donc comme un puissant facteur de crise qui, s'il fut fatal pour les groupes, signifia pour l'Autonomie trouver enfin une dimension adéquate à son devenir. Si ses effectifs ont augmenté considérablement par la suite, ce n'est pas le nombre de militants appartenant à telle ou telle formation qui marqua l'expansion de l'Autonomie mais la capacité qu'elle avait, ou pas, en tant qu'*aire* ou minorité, de changer la marque d'une manifestation, d'une occupation, d'une fête ou de n'importe quel événement susceptible d'accroître la force et l'intensité du Mouvement. C'est pourquoi dans les événements de la lutte, dans les écoles, les usines, les logements collectifs, il était plus important de compter ceux et celles qui « se conduisaient en autonomes » que de vérifier leur appartenance à tel ou tel groupe. Et si cela signifiait conquérir par la violence la possibilité de s'exprimer et de s'étendre, on y recourait sans grands états d'âme, avec une gaieté irresponsable. Minorité certes, mais sans aucune vocation minoritaire, telle est la précieuse

formule éthico-politique dont l'Autonomie a montré la puissance et dont on n'a pas fini de tirer profit.

À la lecture des documents et des articles de cette année 1974, on est frappé par le fait que tout le monde parle d'une « crise du mouvement », avec la fin de la participation massive des étudiants et des ouvriers aux manifestations et aux assemblées, comme si l'extranéité brandie jusque-là contre l'organisation du travail se retournait aussi désormais contre la « politique ». Et c'est bien ce qui s'est passé. Étudiants et ouvriers n'en pouvaient plus des avant-gardes autoproclamées de groupes qui séquestraient l'action politique en la séparant de la vie commune et en la transformant en activité professionnelle qui n'avait pratiquement plus de prise, ni sur les subjectivités auxquelles elle aurait dû s'adresser, ni sur la réalité qui était l'objet des luttes. La « critique de la politique » en Italie n'est pas née dans le cerveau d'un intellectuel mais dans les discussions que les plus jeunes commençaient à animer, souvent en marge des assemblées officielles, assis sur les murets des quartiers périphériques ou sur les trottoirs des villes. Même les luttes qui se sont développées par la suite, sur la « moyenne garantie » au lycée ou le « 27 politique » à l'université [Revendication d'une note minimum garantie pendant les périodes de lutte, NDT], ne peuvent être comprises en dehors de cette révolte contre la politique. De ces discussions, de cette critique des institutions de la politique naquit une nouvelle pratique du politique – en investissant le quartier par exemple, et en mettant en place des structures comme les « dispensaires rouges », les centres de consultation sur la sexualité autogérés ou les maisons des jeunes libérées dans lesquelles il était possible de partager la vie en dehors du temps scolaire. Critique de la politique ne signifiait donc pas retraite dans la sphère privée ou dans une commune hippie mais intensification et exaspération de l'attaque et, dans le même temps, construction de toutes les infrastructures qui devaient garantir sa solidité et son extension. Dans la critique de la politique en tant que séparation de soi et de la possibilité même de transformer le réel à partir de sa propre situation de misère, on trouve peut-être la véritable signification de ce qui prenait forme en tant qu'autonomie diffuse, autrement dit en tant que capacité singulière et collective de dicter les conditions matérielles dans lesquelles une forme de vie riche de besoins, « désirante », pouvait croître sans mesure.

Une nouvelle génération qui imposait de nouveaux problèmes et de nouvelles luttes commençait alors à exiger non pas l'« attention » de tous mais sa propre autonomie *indélégable et irréprésentable* au sein du processus de libération générale.

Ceux qui menèrent les assauts des journées d'avril furent sans doute ceux qui avaient déjà connu l'expérience des groupes, les militants « experts » qui avaient entre 22 et 25 ans, mais ce sont ces *autres* jeunes, ces féministes, ces « culs », cette « racaille », ces ouvriers absentéistes qui furent les protagonistes des journées insurrectionnelles de 1975, lorsque Milan devint trois jours durant le théâtre d'une guérilla urbaine sans précédent, inaugurant par le feu le cycle de l'Autonomie : « Ce sont ceux qui n'avaient pas fait 1968 qui ont appris la joie de la lutte dans les batailles de ces années : les camarades pour lesquels la lutte d'appropriation et pour le communisme est un mot d'ordre à effet immédiat » (*Rosso*, numéro spécial contre la répression, n° 15, mars-avril 1975).

Dans les mois précédents, les groupes fascistes avaient intensifié leurs attaques contre le Mouvement, les affrontements étaient quotidiens et les armes à feu étaient vite devenues une nécessité pour l'autodéfense des manifestations et de l'activité politique quotidienne. À Rome, le 28 février, un fasciste grec est tué au cours d'un affrontement armé avec les camarades du Mouvement. À Milan, la tension monte jusqu'à ce que, le 16 avril, les fascistes abattent de sang-

froid un très jeune militant, Claudio Varalli. Le soir même, l'imprimerie d'un journal qui donnait une version déformée des faits est prise d'assaut. Le lendemain, la ville est envahie par des cortèges issus des lycées et des usines milanais, mais aussi par des jeunes venus des périphéries et des provinces voisines. C'est la première apparition d'une forme de combat qui sera adoptée par les cortèges autonomes, une nouvelle tactique qui reflète bien sûr une transformation politique et subjective. Outre les cordons des services d'ordre, bien reconnaissables, séparés des autres manifestants, dont la fonction est essentiellement défensive, apparaissent désormais des noyaux informels, mobiles et indiscernables, qui utilisent le cortège « comme "base rouge" où se replier et se fondre après avoir mené une action » (E. Quadrelli, *Autonomia operaia, op. cit.*). Les cortèges perdent ainsi leur statisme pour devenir l'expression offensive de la guérilla proliférante qui sera désormais la forme de la lutte dans les métropoles, reflétant la vitalité combattante des mille fils qui composent le Mouvement : le « rhizome » est peut-être bien plus qu'une formule pour fines bouches du postmodernisme. Tous les manifestants sont désormais des combattants, à des niveaux divers. Les fonctions défensives sont laissées au gros du cortège tandis que les commandos autonomes peuvent se consacrer à l'offensive, attaquant plus efficacement les objectifs visés. La dynamique de la « délégation » de la gestion militaire de la rue aux services d'ordre, et donc aux groupes, disparaît totalement : la réappropriation de la violence dans les cortèges devient une affaire collective. Ce qui ne signifie pas qu'il n'y eut pas des niveaux d'organisation de la force à l'intérieur de l'Autonomie, mais ils agissaient dans le contexte d'un tissu commun qui n'avait aucun complexe à exercer des fonctions d'attaque ou de défense active. Lorsque l'Autonomie parlait de « socialisation des comportements », il s'agissait aussi et surtout de ce genre de choses, d'une sorte de pédagogie de masse qui initia toute une génération au combat révolutionnaire. Il est tout aussi évident que ce bouleversement a donné lieu à d'« après » confrontations entre l'Autonomie et les différents groupes politiques d'extrême gauche.

La manifestation milanaise du 17 avril a pour objectif central le local du MSI sur la via Mancini. Une série d'affrontements extrêmement durs avec la police et les carabinieri se déroule dans les environs et un groupe de camarades finit par parvenir à entrer dans l'enceinte du bâtiment et à le bombarder de cocktails molotov. Sont également visés des bars, des librairies, des locaux de partis politiques et de journaux de droite, des directions d'industries, une compagnie aérienne espagnole, l'office HLM et le cabinet d'un avocat fasciste. La police charge le cortège en lançant ses fourgons à une vitesse folle contre la foule et l'un d'eux écrase un autre camarade, Giannino Zibecchi. À Turin, dans la soirée, Tonino Micciché, un militant de Lotta Continua très connu pour son engagement dans les occupations, est tué par un vigile. Pendant toute la nuit et le lendemain, tandis que la grève générale est déclarée, la guérilla à Milan ne cesse pas : les molotovs s'abattent sur les repères des fascistes et des policiers, le bureau d'un autre avocat et député du MSI est détruit, les bureaux de Mondialpol (la société de sécurité privée pour laquelle travaillait l'assassin de Micciché) sont attaqués, le local du syndicat de droite Cinal et deux antennes du parti social-démocrate sont mis à sac et incendiés. Le lendemain soir, à Florence, au cours de violents affrontements qui éclatent après une manifestation antifasciste, Rodolfo Boschi, un jeune militant du PCI, est assassiné par la police. Toutes les villes d'Italie connaissent pendant ces trois jours des explosions de colère organisées et, s'il est vrai que les morts ont pu peser sur la lucidité de chacun, personne ne perdit de vue le saut qualitatif que le Mouvement venait d'accomplir.

Inaugurant ainsi sa « nouvelle série », Rosso commente ces journées dans ces termes :

Les patrons, l'État, les réformistes ne s'y attendaient pas. [...] Et pourtant tout s'est passé

exactement comme nous le répétons depuis des années : l'accumulation continue de l'insubordination autonome du prolétariat, la conjonction de mille comportements de violence et de subversion [...] devaient se renverser *dans un moment d'attaque générale, qui en tant que tel a la capacité de déplacer tous les termes de la lutte politique en Italie.* [...] Via Mancini, pendant les affrontements, à chaque fourgon incendié les camarades s'embrassaient, heureux. [...] Les masses, les nouvelles générations, ont démontré qu'elles savaient voir où était le fascisme : non pas certes là où on voulait nous le montrer, mais surtout ailleurs, dans la police, dans toutes les structures des corps séparés de l'État, dans le réformisme, dans le terrorisme de la social-démocratie et des multinationales. [...] Mais prenons garde. [...] *Les appareils répressifs de l'État, sous la conduite de la DC, avec la connivence du PCI, seront renforcés en conséquence.* (Rosso, numéro spécial contre la répression, n° 15, mars-avril 1975.)

Chapitre II Sépar/action, désobjectivation et « dictature des besoins » : l'ouvrier social, le féminisme, l'homosexualité, le jeune prolétariat et autres transversalismes (1975-1976)

Victoire du Vietnam : la révolution est en marche – Les « lois spéciales » : un état d'exception non déclaré – Se séparer de la société capitaliste – Le personnel est politique – Primo Maggio et l'IWW – Senza Tregua : contre l'unité de la classe ouvrière, pour l'autonomie – Autonomie et syndicats – Le refus du travail – Linea di Condotta : guerre de classe pour le parti – Rosso : la contradiction du léninisme, le communisme de la libération – Le néoléninisme – Autonomie diffuse et centralisation – Décrets ouvriers – Violence prolétarienne et lutte armée – Absentéisme et désobjectivation – Le féminisme autonome – Grève contre la reproduction de la classe ouvrière – Séparation féministe – L'autoconscience et le petit groupe – Le mouvement féministe – L'année des sorcières – Le mouvement autonome homosexuel – Le jeune prolétariat – Re Nudo et la contre-culture – Les Circoli del Proletariato Giovanile – Les cortèges armés – Parco Lambro – Le communisme contre la métropole – L'automne chaud des Circoli – Une jacquerie à Milan – Radio Alice et A/traverso : transversalisme et subversion – Porter la guérilla dans le langage – Le mao-dadaïsme

État d'urgence

Contemporain est celui qui reçoit en plein visage le faisceau de ténèbres qui provient de son temps.

Giorgio Agamben, Qu'est-ce que le contemporain ?

Le 29 avril 1975, le dernier hélicoptère états-unien décolle du toit de l'ambassade américaine de Saïgon. Le lendemain, après une offensive de cinquante jours, l'armée communiste vietcong occupe la capitale sud-vietnamienne, mettant fin de fait à la présence américaine dans le Sud-Est asiatique. Le 17 avril, les Khmers rouges avaient déjà chassé le gouvernement philo-américain du Cambodge. Le 11 novembre, le Mouvement populaire pour la libération de l'Angola proclame l'indépendance du pays, immédiatement reconnue par le Portugal, qui avait fait l'année précédente sa « révolution des œillets ». Le 19 novembre en Espagne, le dictateur fasciste et atlantiste Franco meurt enfin, quelques mois après avoir signé l'ordre d'exécution par garrot de cinq militants antifascistes.

Le tiers-monde s'affranchissait de la domination directe du premier : *l'ensemble du globe était en mouvement contre la domination du capital*. Il semblait ainsi que la révolution n'était plus seulement possible mais qu'elle était déjà à l'œuvre et, qu'en Occident, l'Italie était son « point intermédiaire ». Une conviction qui n'était pas seulement répandue dans les mouvements antisystème : les gouvernants avaient plus ou moins la même sensation et il n'y a rien d'étonnant à ce qu'ils aient souhaité recourir aux puissances les plus obscures de la souveraineté pour l'affronter. Il aurait sans doute pu en être autrement mais ce que ces événements contribuèrent à déterminer dans une spectaculaire hétérogénèse des fins, c'est la désagrégation des *deux blocs* (Est/Ouest) et le début d'une nouvelle ère impériale, avec l'apparition de nouvelles puissances géopolitiques et d'une nouvelle division internationale du travail dominée par un état d'urgence se réfractant dans la gestion des migrations comme dans l'usage désinvolte de législations d'exception pour résoudre des conflits sociaux. C'est dans l'Italie des années 1970 que l'État commença à qualifier de « terroriste » quiconque s'efforçait de transformer le présent dans un sens révolutionnaire et c'est avec une méchante ironie que le ministre de l'Intérieur de l'époque, Francesco Cossiga, a reconnu l'essence mystificatrice de ce qu'il a lui-même eu l'impudence de décrire comme une « grande opération sémantique » (« *Intervista a Francesco Cossiga* » in Coll., *Una sparatoria tranquilla. Per una storia orale del '77*, Rome, Odradek, 1997).

En Italie, le 8 mars 1975, le Parlement vote la loi qui abaisse l'âge de la majorité à 18 ans et, le 22 mai, soit peu de temps après les journées insurrectionnelles d'avril, grâce à l'abstention décisive du parti communiste, passe la *loi Reale* (du nom du ministre de la justice Oronzo Reale) conçue explicitement comme une loi d'exception pour la répression de la « délinquance juvénile », c'est-à-dire du conflit social qui submerge tout le pays. La loi Reale introduit la garde à vue, prolonge la détention préventive, punit la dissimulation du visage, étend considérablement la définition d'une arme par destination, définit les bouteilles incendiaires comme des armes de guerre et reconnaît aux forces de l'ordre le droit de tirer et de tuer dès qu'un de leurs agents le

juge nécessaire : une myriade de morts et de blessés sont la conséquence directe de cette loi. Suite à cette abstention « favorable » à la loi Reale, le rapport entre le PCI et le Mouvement, et notamment avec l'Autonomie, s'interrompt définitivement et l'affrontement entre l'État et les mouvements ne put que s'intensifier toujours davantage. C'est le début de ce qu'on a appelé les *lois spéciales* qui ont fait de l'Italie un pays en état d'urgence permanent ; des lois qui, il convient de le rappeler, si elles furent tout d'abord présentées comme « provisoires », sont encore en vigueur aujourd'hui, avec quelques aggravations même – on ne peut d'ailleurs pas comprendre l'intérêt de certains penseurs radicaux italiens, et tout particulièrement d'Agamben, pour le « statut d'exception », en dehors de ce contexte historico-politique.

Statut d'exception qui ne fut jamais déclaré explicitement pour ne pas avoir à admettre l'existence d'une guerre civile latente, même quand les chars furent déployés à Bologne pour dompter l'insurrection ou quand toutes les manifestations publiques furent interdites à Rome. Entre-temps, c'est devenu le principal ressort de l'action politique de tous les « États démocratiques » : « En réalité, les dispositifs exceptionnels, une fois greffés, s'intègrent définitivement au système qui se transforme sans jamais revenir en arrière, donnant lieu à de nouvelles campagnes d'exception et à des “saisons” successives de l'urgence » (O. Scalzone, P. Persichetti, *La Révolution et l'État*, Paris, Dagorno, 2000).

Dans la nuit du 1^{er} au 2 novembre 1975, Pier Paolo Pasolini est assassiné sur la plage d'Ostie, dans des circonstances qui n'ont jamais été totalement élucidées. Il y a quelque chose de prophétique dans les articles qu'il a écrits les mois précédents sur le génocide anthropologique des classes populaires italiennes par un « nouveau fascisme » révélé sous les traits d'une dictature exercée par une « [bourgeoisie] nouvelle, qui comprend chaque jour de plus en plus la classe ouvrière et qui, finalement, tend à identifier les mots de bourgeoisie et d'humanité » (P. P. Pasolini, « La première vraie révolution de droite » in *Écrits corsaires* [P. Guilhon, trad. de *Scritti corsari*, Milan, Garzanti, 1975], Paris, Flammarion, 1976). C'est bien parce qu'il y a beaucoup de vrai dans les graves visions pasoliniennes qu'il est important de souligner que, contrairement à ce que beaucoup d'*opinion makers* voudraient aujourd'hui nous faire croire, le climat émotionnel des mouvements italiens des années 1970 n'est pas réductible à un nihilisme sombre – la légende noire des « années de plomb » – ni, comme le voudraient les chantres de l'innocence perdue, à une sorte de légèreté euphorique. Le sombre climat, qui était *voulu* par le pouvoir, pesait beaucoup, énormément, sur les cœurs et sur les actes de ceux qui se rebellèrent, mais des milliers de femmes et d'hommes mirent tout autant de poids et de détermination à tenter de percer le mur du présent *contre* ce climat. Le problème ne se résout pas en décrivant la composition des affects présents dans le Mouvement comme purement joyeuse ou purement haineuse, agrémentée de plus ou moins d'insouciance, plus ou moins de gravité verbeuse. L'important est que ceux qui en firent partie aient encore été capables de vivre collectivement et avec une grande intensité les affects qui circulaient dans cette Italie de la fin du siècle : si l'on se détestait, si l'on s'aimait, si la joie ou la tristesse s'emparaient des corps, on agissait en conséquence et par tous les moyens nécessaires. Les émotions, jusque-là reléguées dans les limbes de l'existence privée, devinrent à un certain moment de véritables pratiques politiques, agies explicitement en tant que telles. Il ne sera jamais trop tard pour retrouver en soi cette capacité de *sentir ensemble* qui, seule, permet à une collectivité d'affronter le caractère intolérable de ce pouvoir ennemi qui vit hors de nous et en nous. Car c'est cela qui rendait la vie dans le Mouvement jouissive et qui faisait circuler toujours plus intensément le *désir de révolution*.

D'autres événements importants eurent lieu en Italie en 1975 mais désormais nous suivrons les

mouvements italiens de l'intérieur, et en particulier l'articulation des autonomies qui, de 1975 à 1976, connaîtront une progression irrésistible, donnant naissance à ce « *véritable* état d'exception » que Walter Benjamin appelait de ses vœux.

La tactique de la séparation

*Une invitation à ne pas se lever ce matin, à rester au lit avec quelqu'un, à y fabriquer des instruments de musique et des machines de guerre.
Collettivo A/traverso, Alice è il diavolo.*

Comme on l'a vu, le thème de l'*extranéité* à la croissance, au travail et à l'institution avait constitué au début de la décennie une des bases théoriques et pratiques sur lesquelles s'étaient développés les différents mouvements autonomes. Mais jusqu'au milieu des années 1970, ce concept élaboré par l'enquête militante à partir d'une lecture des *Grundrisse* de Marx avait eu une connotation presque exclusivement négative, dans le sens où ce n'était guère plus que la description de comportements largement répandus qui mettaient en œuvre toute une série de pratiques par lesquelles les subjectivités refusaient l'exploitation du travail salarié et le fonctionnement normatif de la machine étatique. Entre 1975 et 1976, l'*extranéité* subjective devient une pratique de *séparation collective* et donc de création d'une autre temporalité dans laquelle les autonomies se configuraient à la fois comme offensives contre le capital et comme construction de territorialités différentes où les « insurrections de la conduite » et le programme communiste commençaient, même contradictoirement, à aller de pair : *séparation des ouvriers et du rapport de production, séparation des femmes et du patriarcat, séparation des jeunes et de la société de la répression, séparation du prolétariat et de l'État* doivent se comprendre comme les séquences synchrones qui dessinaient la physionomie de l'Autonomie en tant qu'élaboration d'une forme de vie essayant de se faire commune, de devenir communisme : « Il n'y a pas d'intérêt ouvrier dans le travail, on ne peut définir la politicalité ouvrière que comme *extranéité* à l'organisation et à la fonction du travail. *Extranéité* à la gestion de la société fondée sur le travail et destinée à la valorisation, *extranéité* des besoins ouvriers par rapport à cette société » (Franco Berardi « Bifo », *Teoria del valore e rimozione del soggetto*, Vérone, Bertani, 1977). L'occupation de pâtés de maisons entiers, le contrôle et l'autodéfense des quartiers, les autoréductions, les expropriations, l'organisation autonome de la vie sont les évidences de la *séparation collective* en tant que tactique prolétarienne retournée contre la *séparation individualisante* comme forme spécifique de la domination de la civilisation bourgeoise. C'est l'une des griffes les plus redoutables de la « guerre civile » des autonomies : lutte sauvage pour une vie en commun tournée vers la destruction des besoins et la libération du désir collectif contre les identités saturées de binarismes et de scissions caractérisant la production de subjectivités à l'époque de la « subsumption réelle de la société sous le capital ». Et pour y parvenir, la seule solution était de séparer le flux de *vie prolétarienne* – composé de travail, d'affects, de sexualité et d'intelligence – qui faisait tenir et qui nourrissait la société, en le repliant sur lui-même pour permettre la croissance, intensive et autonome, des subjectivités contre le capital.

Ne nous laissons pas éblouir par les formules souvent alambiquées du jargon du Mouvement car le sens de ce « faire » était clair pour beaucoup, sinon pour tous : porter la guerre sociale jusque dans le quotidien, dans cette sphère du soi-disant « privé » que traditionnellement, même

la gauche séparait clairement de la sphère « publique », celle des choses sérieuses, comme si le rapport de production, l'économie politique et la valorisation pouvaient jamais être étrangers aux corps et à la vie des ouvriers, des femmes ou des jeunes. La « sépar/action » (*separ/azione*), comme on l'écrivait à la fin des années 1970, était avant tout une tactique de refus actif des scissions imposées aux subjectivités par les institutions, et l'attaque contre le partage du « personnel » et du « politique » fut au cœur de l'offensive révolutionnaire du Mouvement, des rapports interpersonnels aux rapports de production, sans solution de continuité. À chaque sépar/action devait correspondre une réappropriation : de soi, de la violence, du langage, du corps, des biens, du savoir et du temps.

Il faut tout de suite apporter un premier éclaircissement sur cette question du « personnel » : s'il est vrai que dans certaines ramifications extrêmes du mouvement de 1977, certains sont tombés dans un banal éloge de sa phénoménologie, qui redevenait ainsi « privé », en se repliant sur les besoins individuels, les « sentiments », les orientalismes divers et les macérations du soi, le problème politique qui avait été identifié par les mouvements autonomes reposait, d'une part, sur le constat que la vie même avait été absorbée par les processus de production capitalistes et, d'autre part, sur la reconnaissance du caractère intrinsèquement politique des rapports personnels, en partant des rapports homme-femme pour passer ensuite aux rapports de groupe, et peu à peu reconstruire ainsi conflictuellement de bas en haut tous les rapports qui codifiaient la société sur des bases *classistes et sexistes*. De là l'explosion de « mouvements de libération » qui portaient de présupposés très différents de ceux des mouvements ouvriers et qui donnèrent lieu à l'éclatement en chaîne de ces bulles qui contenaient toutes sortes de choses comme « l'amour », « l'amitié », « le sexe » mais aussi cette carcasse bien mal en point qu'on appelle généralement le « moi ». La circularité entre luttes de libération, luttes ouvrières et pratiques de subversion du quotidien ne tenait qu'à leur déroulement simultané au sein d'une plus vaste conspiration anticapitaliste dont l'Autonomie n'était que la partie émergée d'un iceberg aussi vaste et profond que tout le continent prolétarien.

Il est important de souligner que les pratiques collectives de la sépar/action, précisément parce qu'elles provenaient d'un dépassement de la critique de l'économie politique, furent générées dans des circuits qui ne dérivèrent pas directement des réflexions théoriques sur les luttes ouvrières ou les luttes étudiantes de l'après-1968, mais des luttes féministes et antiautoritaires qui traversaient des expériences comme celle de *L'Erba Voglio*, une revue animée par un psychanalyste *sui generis*, Elvio Fachinelli, et une féministe autonome, Lea Melandri. Une revue dans le mouvement, qui s'intéressait aussi aux enfants et à l'éducation alternative, mais qui se laissa peu à peu traverser par toutes les pulsions « marginales » qui affrontaient alors, une par une, les encerclant avant de les attaquer, les institutions dominantes. Des circuits tout *autres* que ceux que Lea Melandri disait habités par les « ascètes rouges » et qui furent une force de rupture et de proposition essentielle dans la maturation des différents mouvements autonomes, mais sur ce point nous reviendrons bientôt.

On appela parfois « dictature des besoins » – l'influence sur les mouvements italiens de l'anthropologie marxiste d'Ágnes Heller, avec sa *Théorie des besoins*, fut très forte pendant toutes les années 1970 – l'ensemble des pratiques d'insubordination et d'affirmation des besoins qui avaient cours dans les usines, dans les métropoles, dans les écoles, dans les hôpitaux, dans les asiles, dans les prisons et dans la famille comme un exercice quotidien de la force prolétarienne contre une dictature bourgeoise qui s'étendait sur une journée de travail, qui commençait à envahir tout le temps de vie, pratiques qui élaboraient des formes de lutte originales contre les

différents dispositifs de subjectivation au moyen desquels circulait un pouvoir perçu par la masse comme *hostile*. Pour exprimer cette force, il ne suffisait plus, comme en 1968-1969 et dans la stratégie des groupes, de tenter de briser le lien entre base et sommet des partis et des syndicats de gauche pour permettre à une classe ouvrière mythique et toujours « unitaire » de diriger une société en laquelle par ailleurs personne ne croyait plus ; il était désormais nécessaire de briser selon des lignes verticales la totalité sociale et de constituer horizontalement des noyaux de pouvoir prolétarien qui s'en séparaient peu à peu, minant la légalité officielle tout en imposant une *autre* rationalité fondée sur le refus du travail, la destruction des appareils d'assujettissement social et affectif et l'indépendance des formes de vie. Il n'y avait plus de place dans cet affrontement pour la « société civile ». À ceux qui font la grimace lorsqu'ils entendent des expressions comme « pouvoir prolétarien » – parce que, postmodernisme oblige, le pouvoir s'exerce mais il ne doit jamais être nommé – nous répondons seulement qu'au-delà de toute subtilité métaphysique, le fait est qu'aucun gouvernement ne mourra jamais de chagrin à cause de l'infidélité de ses sujets, qu'aucun État ne se suicidera par peur de la révolution et qu'aucune économie ne s'effondrera par une loi interne. Il me semble qu'une aventure comme celle qu'a connue l'Italie des années 1970 a au moins prouvé cela, tout comme elle a montré que l'organisation autonome des sans-pouvoir peut en exercer une multiplicité qui, tout simplement, permettent de vivre mieux, et cela précisément parce que le pouvoir des sans-pouvoir n'est pas un autre pouvoir, « égal et opposé » au pouvoir ennemi, mais un ensemble coopératif de micropouvoirs, c'est-à-dire une *puissance*, autonome, projetée vers la libération du fantasme du Pouvoir.

Une rapide analyse du débat interne à l'autonomie ouvrière et entre les différents espaces de l'*aire* de l'Autonomie qui s'est engagé en 1975-1976 peut nous aider à comprendre certaines des questions qui, de façon contradictoire, étaient en train de prendre corps au sein du mouvement révolutionnaire italien. Lorsque nous lisons ces documents aujourd'hui, toute cette moisson de prises de position violentes, d'accords divergents sur les tactiques, la discussion furieuse et continue sur chacun des thèmes que seul le conflit peut mettre en évidence nous apparaissent comme des symptômes de la bonne santé du Mouvement. Ce fut le cas du moins jusqu'à ce que le débat se transforme en lutte d'hégémonie stupide de chaque fraction contre toutes les autres, tant qu'on reconnut comme un fait positif et vital pour le Mouvement l'existence *des* autonomies et qu'on ne chercha pas à emprunter le chemin habituel et banal de la « réduction de la complexité ». Mais le mouvement des autonomies ne se définira jamais comme « espace unitaire/idéologique des exploités » mais comme mouvement de séparation/recomposition, comme pratique de désagrégation des appareils de domination partout où ils étaient à l'œuvre, comme temporalité insurrectionnelle et territoire autonome de libération collective et donc comme production d'autonomie y compris dans l'Autonomie elle-même. L'unanimité est un vice qui n'aurait jamais pu être celui du parti de l'insurrection.

Ligne de conduite : briser l'unité de la classe ouvrière, construire la machine de guerre

Les ouvriers ne vont pas à l'usine pour faire des enquêtes mais parce qu'ils y sont contraints. Le travail n'est pas une façon de vivre. Mais l'obligation de se vendre pour vivre. Et c'est en luttant contre le travail, contre cette vente forcée d'eux-mêmes qu'ils se heurtent aux règles de la société.

Et c'est en luttant pour travailler moins, pour ne plus se laisser empoisonner par le travail qu'ils luttent aussi contre la nocivité. Car il est nocif de se lever tous les matins pour aller travailler, il est nocif de suivre les rythmes, les modes de la production, il est nocif de faire les roulements, il est nocif de rentrer chez soi avec un travail qui te contraint le lendemain de retourner à l'usine...

Assemblée autonome de Porto Marghera, 1974.

Commençons par une série de discussions qui furent développées en même temps que les luttes de l'Autonomie dans le milieu ouvrier.

En 1975 surgissent de nombreuses expériences éditoriales autonomes, chacune reflétant une tendance organisationnelle particulière, et donc dans une tension singulière avec les autres expériences de la constellation autonome, toutes s'intégrant à ce magma d'initiatives politico-existentielles qu'on appelait le Mouvement. Parmi les publications d'ambition nationale ancrées dans la question ouvrière, il faut citer une revue théorique au nom brechtien, *Linea di condotta* (« Ligne de conduite ») – à laquelle participaient Piperno, Scalzone, Castellano, Virno, Zagato et d'autres issus pour la plupart de l'expérience de Potere Operaio, puis de Lotta Continua – et un journal de lutte, *Senza Tregua*, dirigé essentiellement par Oreste Scalzone et Piero del Giudice, dont la composition politique était comparable et qui était particulièrement important à Milan et dans le centre-nord de l'Italie. Une autre revue importante était *Lavoro zero*, qui représentait l'aire d'intervention de l'Assemblée autonome de la pétrochimie de Porto Marghera et qui suivait une voie indépendante tant des groupes nationaux que du groupe régional mené par l'Autonomie padouane. Milan était aussi le siège de *La voce operaia* (« La voix ouvrière »), qui exprimait les positions d'étranges groupes marxistes-léninistes ayant choisi de se positionner dans l'aire de l'Autonomie.

Les numéros de l'année 1975 des deux premières publications expriment une sensibilité différente de celle de *Rosso* – où Negri avait un poids théorique décisif – sur certaines thématiques ouvrières et en particulier sur la question de l'appropriation, du contrôle ouvrier et de l'organisation du conflit, tant au niveau du territoire qu'au niveau général. Une autre publication influente, qui survécut jusqu'aux années 1980, est *Primo Maggio* (« Premier mai »), une revue qui s'intéressait tout particulièrement à l'histoire hérétique du mouvement ouvrier international et aux problèmes liés à la financiarisation de l'économie.

La revue *Primo Maggio* était dirigée par un autre ancien dirigeant de PO, Sergio Bologna, et, s'il est vrai qu'on peut la situer grossièrement dans l'aire de l'Autonomie, elle ne s'identifiera

jamais à aucun de ses courants organisés, même si elle a publié une série de textes qui tendaient à ouvrir un débat avec les composantes de l'autonomie ouvrière, organisée ou non. Ce fut une revue exceptionnelle du point de vue de la recherche mais sa principale limite, compte tenu de la période historique, était que la plupart de ses animateurs étaient des professeurs, des intellectuels qui n'arrivaient pas à se mesurer à la pratique militante des mouvements. *Primo Maggio* apporta au mouvement, entre autres choses, une référence politico-imaginaire importante, avec l'histoire enthousiasmante des *wobblies* américains qui, dans les années 1920, avec le syndicat Industrial Workers of the World (IWW), avaient lancé l'une des plus grandes offensives révolutionnaires des temps modernes contre le capitalisme états-unien. L'anarcho-syndicalisme de l'IWW se fondait sur quelque chose qui était déjà une réalité de l'Autonomie, cette indistinction de la théorie et de la pratique qui a toujours caractérisé les grands moments de la lutte de classe. L'action directe, le sabotage et la lutte violente, en même temps que le recours aux journaux, aux meetings sauvages, à la propagande dans les prisons, aux dessins et aux chansons, constituaient l'outillage de base du militant *wobbly*, toujours prêt à sauter dans le dernier train pour aller organiser la prochaine grève. Le « comité inconnu » qui anima les grèves sauvages et les sabotages *wobbly* dans l'Amérique des années 1910 et 1920 fut une source d'inspiration directe pour de nombreux collectifs autonomes d'usines italiennes dans les années 1970. C'est précisément ce nomadisme existentiel et organisationnel, ainsi que la radicalité des *hoboes* révolutionnaires américains, qui fascina les autonomes italiens. Mais les *wobblies* inspiraient leurs rêveries subversives pour d'autres raisons : les enfants, par exemple, toujours présents pendant les grèves massives, qui établissaient des piquets devant les écoles où sévissaient des maîtres jaunes, ou encore, la forte présence des Noirs et des femmes parmi les militants, qui mettait fin à cette longue et pénible tradition qui voulait que la classe ouvrière soit toujours représentée comme blanche et masculine. Le graphisme puissant des journaux et des affiches de l'IWW, qui commencèrent aussi à utiliser la bande dessinée, et la grande diffusion des chansons de lutte – comme celle, célèbre, de Joe Hill – étaient des moyens particulièrement appropriés pour intervenir auprès des très nombreux immigrés qui ne parlaient pas anglais ou auprès des illettrés. Les bandes dessinées, les journaux, les affiches, la circulation des luttes, les opportunités qu'offraient l'incarcération, sont autant d'outils et d'expériences qui jouèrent un grand rôle dans l'épopée autonome italienne, de même que l'hostilité absolue envers le commandement d'usine. Enfin, l'antipathie des *wobblies* pour les thématiques « institutionnelles » de l'organisation ne pouvait que coïncider avec la défiance qui existait dans les rangs de l'Autonomie à l'égard des hypothèses les plus ouvertement avant-gardistes et ultrabolcheviques.

Lorsqu'on parcourt la presse autonome de 1975, on est d'abord frappé par l'épuisement de la thématique de l'« unité de la classe ouvrière » qui avait contraint pendant des décennies les pulsions révolutionnaires à maintenir une autodiscipline conduisant invariablement à favoriser le compromis social défendu par la direction des partis de gauche : à l'unité purement idéologique de la classe ouvrière s'opposera ainsi une stratégie d'unité *dans les luttes* des différentes strates du prolétariat, unité qui n'était pas donnée d'avance mais devait se vérifier dans les échéances, dans l'homogénéité tendancielle de ces comportements subversifs se diffusant à grande vitesse dans la métropole. Lorsqu'on parle de *séparation ouvrière*, il ne s'agit donc pas seulement d'une défection envers le rapport de production mais aussi d'une tactique de rupture et de *séparation interne* à la classe. On peut lire dans *Senza Tregua* :

[...] dans le mouvement ont commencé à vivre des luttes, des comportements, des

organisations ; dans ces échéances se sont approfondis et clarifiés les objectifs, les discriminants, les caractéristiques de phase, et il en est ressorti avant tout un thème qui doit être mis à l'ordre du jour dans le débat ouvrier aujourd'hui : la « *fin de l'unité de tous les ouvriers* ». [...] C'est à cette unité qu'appellent naturellement les syndicats et la nouvelle social-démocratie autoritaire (le PCI) tandis qu'ils s'efforcent de produire des dommages profonds dans le mouvement, tandis qu'ils se lancent dans une guerre contre le réseau révolutionnaire dans l'usine où tous les coups sont permis. [...] Aujourd'hui, l'« unité des travailleurs » est revendiquée par les patrons eux-mêmes et leurs représentants comme l'« unité » entre les ouvriers et les employés de manière générale (autrement dit, la hiérarchie de l'usine – dirigeants et chefs) sur la base de l'« intérêt commun à surmonter la crise ». [...] L'erreur est – pour nous – dans l'hypothèse d'une homogénéité politique de la classe, d'un mouvement donné comme général, la répétition schématique du passé unitaire du mouvement – dans l'hypothèse de droite, comme mouvement « normalisé » et social-démocrate, dans l'hypothèse de gauche comme mouvement génériquement autonome. [...] L'affrontement est entièrement *interne*. [...] **Tout ceci, camarades, marque la fin ultime de la possibilité d'un « usage ouvrier du syndicat »**. [...] Il s'agit de construire, ponctuellement, des éléments d'exercice concret d'une dictature ouvrière. Et ceci se réalise, concrètement, sur une base territoriale, par la construction – selon un processus complexe d'initiatives de lutte et d'actions générales – d'un réseau d'**instituts du pouvoir ouvrier et prolétarien** [...] qui se construit comme mouvement politique organisé et armé, comme processus de guerre révolutionnaire et dans le même temps d'affirmation du communisme comme « dictature des besoins ». [...] **Ce processus doit être organisé, en commençant à faire fonctionner une série d'opérations de coercition sociale et de consolidation de l'indépendance du prolétariat**. [...] Ce programme encore primitif n'a rien à voir avec le mot d'ordre d'« appropriation de la production » qui rebaptise sous une terminologie communiste et révolutionnaire un contenu traditionnellement révisionniste. [...] [Il faut] sortir de l'usine, refuser le lien du rapport productif. [...] (Éditorial de *Senza Tregua (giornale degli operai comunisti)*, vendredi 14 novembre 1975.)

La boutade polémique sur l'appropriation de la production se réfère à une semaine de soi-disant « grève à l'envers » mise en œuvre par les ouvriers autonomes de l'usine Alfa Romeo où les militants liés à *Rosso* étaient très présents. Au cours de cette semaine se mit en place une sorte d'autogestion de la production, suivant du reste une proposition des syndicats ; mais ce qui expliquait la polémique de *Senza Tregua*, c'était aussi l'insistance des ouvriers d'Alfa Romeo à mettre au centre du conflit la lutte contractuelle et l'illusion euphorique, favorisée par certaines composantes qui leur étaient proches, qu'il existait désormais en Italie, *de manière générale*, un mouvement hégémonisé par l'Autonomie. L'assemblée autonome d'Alfa Romeo, pour justifier son choix, disait que « la classe ouvrière ne peut vaincre les projets bourgeois qu'en s'appropriant le processus de production et l'appareil financier » (« Alfa Romeo, 35X40 », *Rosso*, 9 octobre 1975). À propos de cet épisode, et face à la désapprobation qu'il avait suscité dans l'aire autonome, Negri lui-même dira qu'il ne s'agissait que d'une expérience de réappropriation de la chaîne de travail pour étudier les modes de sabotage et que, de toute façon, le jour où on avait décidé de fumer de la marijuana sur les lignes de montage d'Alfa Romeo avait été bien plus important : « fumer sur la ligne, et donc mettre en œuvre un rapport de totale extranéité à la ligne où, pour la première fois, commençaient à émerger de façon extrême, radicale, des besoins alternatifs » (A. Negri, *Dall'operaio massa all'operaio sociale*, Vérone, Ombre Corte, [1979] 2007). En réalité, ce n'était pas du tout la première fois puisque Bifo

raconte que lorsqu'il entra dans Mirafiori occupée, en 1973, il découvrit avec stupeur qu'il était normal pour les jeunes ouvriers de fumer du haschich : c'étaient eux, les opéraïstes et les militants des groupes, qui étaient en retard sur les comportements prolétariens et ils n'arrivaient pas encore à passer de la critique de l'économie politique à la critique de la politique et donc à la reconnaissance de l'existence prolétaire telle qu'elle était. Pour l'essentiel, le sens de 1977 fut d'opérer ce passage, tous ensemble. En 1976, les luttes dans les usines, chez Innocenti par exemple ou la nouvelle vague de sabotages chez Fiat, montraient que le fossé entre la vieille classe ouvrière et les jeunes travailleurs s'élargissait avec la croissance exponentielle des comportements antiproductifs de ces derniers, et c'est précisément dans cette brèche que se sont introduites les forces sociales-démocrates en opposant les uns aux autres, mais aussi les ouvriers « occupés » à ceux qui étaient dehors, aux « improductifs ». L'Autonomie réussit quelques années encore à faire fonctionner très habilement la circulation des luttes, y compris au-delà de l'affrontement avec l'appareil du PCI et des syndicats. Elle y parvint, doit-on ajouter, tant que ses différentes tendances ne se sont pas engagées dans une compétition suicidaire pour la direction d'un impossible et ridicule « grand parti de l'Autonomie » en tout point comparable aux vieux groupes qu'elles avaient elles-mêmes enterrés. Pour l'heure, afin de sortir de la crise du rapport avec la vieille classe ouvrière repliée sur la défense corporatiste de ses « privilèges », il s'agissait d'attaquer, sur le territoire métropolitain, tous les centres de réorganisation de la production nés de la fragmentation des grandes complexes industriels qui avait été la véritable stratégie contre-insurrectionnelle mise en œuvre par les patrons. Face à la molécularisation du travail, il n'y avait plus de raison de se poser le problème de l'organisation dans les termes qui avaient toujours été ceux de la tradition communiste ; au contraire, il fallait insister sur la dynamique spontanée qui s'articulait progressivement aux territoires, en parcourant à rebrousse-poil les flux de la métropole, en relançant continuellement une « guerre de mouvement » destinée à abattre d'un côté le binôme crise/restructuration et de l'autre le réformisme qui en était le garant. Attaque contre l'usine diffuse donc, l'autre vecteur des luttes étant celui de l'attaque contre la gestion des dépenses publiques, terrain traditionnel de la construction du consensus : frapper la gestion et les dépenses pour la santé, l'éducation, les transports publics et le service public en général pouvait faire sauter toute la chaîne sur laquelle reposait un équilibre gouvernemental précaire.

Pour les différents groupes autonomes ouvriers, un grand problème restait en effet en suspens, celui des rapports avec les institutions du mouvement ouvrier. Une des questions qui revenaient sans cesse dans tous les courants organisés de l'Autonomie était de savoir s'il fallait mettre en œuvre des « médiations » dans le processus des luttes, en premier lieu par rapport aux propositions des syndicats, et ensuite à l'intérieur des structures dans lesquelles ils avaient un poids particulier comme les conseils de délégués (où il n'était d'ailleurs pas rare de trouver des ouvriers autonomes) ou s'il fallait au contraire construire et viser des formes d'organisation entièrement autonomes qui, en dernière analyse, coïncidaient avec une forme de vie en sécession et visaient à la *négation* du travail en supprimant toutes les médiations. En pratique, dans les luttes ouvrières, la tactique a toujours été mêlée, « impure », et les deux solutions pouvaient être mises en œuvre séparément, successivement ou en même temps, en fonction du cadre dans lequel elles se déterminaient. Mais la situation évoluait très vite et les mêmes autonomes du comité d'Alfa Romeo, par exemple, menèrent une violente offensive à l'intérieur et à l'extérieur de l'usine avec un blocage des produits finis et une spectaculaire action de sabotage qui se solda par le blocage d'un train rempli de voitures et la destruction de centaines de mètres des voies ferrées par lesquelles les marchandises quittaient l'usine. Ce qui revient à dire qu'en fin de compte c'est

toujours la force qui décide, c'est-à-dire le degré d'offensive qu'on est capable de mettre en œuvre au-delà de la tactique du moment. Petite parenthèse : lorsque nous écrivons « comité autonome d'Alfa Romeo », par exemple, ou de toute autre usine, il faut comprendre chaque fois comité de lutte *mixte*, puisqu'en leur sein il y avait bien sûr des ouvriers mais aussi des camarades *extérieurs* qui discutaient et qui avaient une activité militante avec les travailleurs de l'usine en question : la seule « école du parti » de l'Autonomie a toujours été celle de la lutte.

Si les marchandises partaient en fumée ou restaient dans l'usine, beaucoup d'ouvriers commençaient à la quitter, à *s'absenter* de leur lieu de subjectivation salariale et politique traditionnel : la forme de vie que les travailleurs les plus jeunes construisaient avec tous les autres *en dehors* de l'usine était incompatible avec le travail à la chaîne, avec leur être-ouvrier. Cette année-là, beaucoup d'« avant-gardes d'usine » et de jeunes ouvriers commencèrent à se faire renvoyer volontairement des grandes usines, à *s'éteindre* en tant que force de travail. Mais les usines étaient toujours aussi pleines et si, au lieu de s'écarter, les différents parcours s'étaient associés dans le circuit des luttes, en continuant à approfondir la séparation interne à la classe, beaucoup de défaites auraient peut-être été évitées et beaucoup d'illusions n'auraient pas tourné au désespoir. Entre l'usinisme aveugle et le mouvement désirant, il aurait fallu suivre jusqu'à son terme la médiété d'un parcours révolutionnaire qui, non seulement « liait » lutte ouvrière et lutte de libération, mais en constituait un autre, autonome, unifié transversalement, et dans lequel il n'aurait plus été possible de faire jouer des divisions en montant les besoins les uns contre les autres.

Mais voilà, il semble qu'une des choses que les théoriciens de l'Autonomie organisée ne surent pas affronter totalement fut précisément le sens du « refus du travail », ce slogan puissant qui renvoyait à un énorme *shabbath* prolétarien mais qui paraissait souvent devoir se limiter à la quantité et à la nature des productions qu'il était juste d'assumer ou de ne pas assumer, de celles qu'il fallait « gérer » et de celles qu'il fallait « déléguer » ou du type de machines qui devaient remplacer les productions frappées de refus. C'était la réapparition du fantasme perdant de l'autogestion, et pour certains, il semble que c'était aussi la conséquence d'une sorte de fétichisme de l'usine en tant que telle, d'un attachement à une « image » de la classe ouvrière qui ne correspondait plus à ses traits réels, sans parler de certaines utopies productivistes qui projetaient une sorte de supersocialisme. *Or le refus du travail ne produit pas, banalement, un travail « différent », une « bonne » valorisation, mais il les détruit matériellement pour créer une autre temporalité, d'autres usages, une autre vie. Le refus du travail est avant tout l'extinction de la classe ouvrière, puis la désagrégation progressive de l'ensemble du travail salarié, et enfin l'invention du communisme en tant que coopération sociale « absolue ».*

Si d'un côté, une large section de la classe ouvrière était désormais touchée par les mécanismes de gouvernement social, de l'autre, les comportements réels du prolétariat révolutionnaire, et notamment des jeunes, exprimaient par ce refus le désir de non-travail, de non-valorisation, de non-extranéité, le désir somme toute de *désactiver à la racine tout rapport de production*. Le projet théorique cultivé majoritairement en ce sens fut celui de l'automatisation totale du travail, en misant marxienement sur l'intelligence technico-scientifique comme levier par lequel le *General Intellect* pourrait réaliser le règne du non-travail et de l'abondance. Le problème, on l'a déjà dit, tient au fait que souvent, on a surévalué la puissance de la technique, le fondement matériel sur lequel construire le processus révolutionnaire, comme si l'automatisation totale de la production suffisait pour parvenir au communisme. Mais comme le remarquait sagement le jeune Hans-Jürgen Krahl : « Nous

pouvons dire à quoi ressemblera le progrès technique dans un siècle, mais nous ne sommes pas en mesure de dire quels seront les rapports humains dans cent ans, si nous ne commençons pas à les transformer *ad hoc*, entre nous, dans le processus social » (H. J. Krahl, *Konstitution und Klassenkampf*, Francfort, Neue Kritik, 1971). Et c'est ce dont, en Italie, au milieu des années 1970, on avait vaguement conscience, d'où le fait que les pratiques du Mouvement visant à l'habitation d'un temps libéré, antiproductif et fortement érotisé aient toujours cherché à accompagner la tendance à la dématérialisation du travail d'un usage des lieux extrêmement concret, fondé sur le contact entre les corps, la circulation des affects et la jouissance matérielle de la ville. Un usage qui préfigurait un *autre communisme*, celui des machines désirantes, celui des corps *dégénérés*, celui des communes non autoritaires, celui des mille activités de coopération lancées horizontalement pour reconstruire un monde. *Le communisme contre la métropole*, telle était dans l'Italie des années 1970 la signification de l'existence de l'autonomie diffuse, et à ce jour, c'est encore l'un des éléments stratégiques de l'« insurrection qui vient ».

Peut-être était-ce aux limites de l'utopie mais, ce qui est certain, c'est que l'Autonomie, loin de formuler une revendication pauvre et folklorique de l'oisiveté, chercha toujours les moyens de faire fonctionner une activité coopérative à grande échelle *y compris* pendant la période où le capitalisme demeurerait la force hégémonique. Le communisme ne fut donc pas considéré comme un mode de production « alternatif », encore moins comme une manière « plus juste » de travailler – comme l'avait déjà soutenu Marx, du reste – mais comme l'affirmation d'un moyen qui, en détruisant l'état de choses présent et en supprimant le travail, devait permettre de persévérer dans une forme de vie orientée vers le bonheur, comme le hurlait un beau document d'*A/traverso* – *giornale dell'autonomia* : « La pratique du bonheur est subversive lorsqu'elle se collectivise ».

Remarquons qu'en parcourant la documentation de l'époque, il n'est absolument pas rare de trouver des oscillations soudaines dans les comportements et dans les jugements des divers groupements autonomes et, si cela s'explique par le fait qu'ils vivaient consciemment dans une expérimentation continue, il est vrai aussi que certaines constantes théorico-pratiques existent, répondant à différents « styles » d'intervention qui, bien que pris dans une stratégie commune, auront chacun une certaine continuité les caractérisant en propre : il n'y a pas de Mouvement en dehors de cette émergence d'une multiplicité de lignes de front convergentes dans cette commune si particulière qu'on nomme *révolution*.

Le numéro de juillet-octobre 1975 de *Linea di Condotta* (ce fut le premier et le dernier) reprend l'attaque contre l'idéologie de l'unité en distinguant une « classe ouvrière comme travail salarié », qui avait sa représentation dans les institutions du mouvement ouvrier, et une classe ouvrière qui est « lutte contre la forme force de travail », qui pouvait alors dépasser la spontanéité subversive pour gagner une « *autonomie politique* ». C'est pourquoi la lutte révolutionnaire de cette phase se déclinait à *l'intérieur* de la classe, comme lutte de l'autonomie contre l'unité du fonctionnement du travail salarié, contre le réformisme en définitive : « l'autonomie ouvrière se donne non en tant qu'interdépendance conflictuelle avec le capital – et encore moins en tant que simple cessation du rapport de production ; l'autonomie ouvrière est la relation négative, potentiellement destructrice, délibérément recherchée et pratiquée, avec le capital » (« De Potere Operaio à Linea di Condotta »). L'article se poursuivait par une analyse intéressante sur la nécessité d'une « *critique du mouvement de masse* » : la séparation était donc portée au cœur des mouvements. Cette critique du Mouvement était considérée comme le fondement d'une pratique d'organisation qui devait pousser à la rupture de la gradation et à la

sélection des aspects les plus offensifs qui se révélaient dans le cours du conflit pour les transformer en machine de guerre. Cette définition de l'autonomie se concluait d'ailleurs par l'évocation d'une « *guerre de classe pour le parti* » conçu comme « machine politique et armée » destinée à exercer immédiatement le devoir révolutionnaire de destruction de la classe ouvrière « en tant que travail subsumé par le capital, c'est-à-dire comme racine de la domination capitaliste ». Le désaccord fondamental entre cette tendance de l'Autonomie – qui maintint sans doute plus que d'autres une continuité avec l'héritage théorico-politique de Potere Operaio – et d'autres courants comme celui de Rosso tenait à leur conception de l'Autonomie comme terrain pour *fonder* le processus de construction du parti, dans le sens d'un « mouvement révolutionnaire exprimant ouvertement une hypothèque du pouvoir », et non comme la forme, déjà donnée, de l'organisation communiste. Dans le fond, ce courant mettait l'accent sur la dimension du « politique » par rapport à celle du « social ». En revanche, du point de vue de la forme d'organisation, les deux courants se retrouvaient souvent autour d'un certain « néoléninisme », dont la quasi-totalité des autres composantes de l'*aire* s'éloignaient. L'histoire de Rosso, certainement l'*aire* autonome qui tout en provenant pour une grande part de l'opéraïsme fut celle qui remit le plus en cause le léninisme, est symptomatique de cette véritable limite épistémologique qui se présentait ponctuellement, à chaque articulation problématique du Mouvement.

Ce n'est pas un hasard, en effet, compte tenu du débat qui agitait l'autonomie pendant ces quelques mois, si dans le numéro de Rosso mentionné un peu plus haut, l'article de fond, tout en décrétant lui aussi la fin de l'unité idéologique de la classe ouvrière, esquissait la proposition d'un processus de centralisation du mouvement à travers l'inévitable appel à l'icône sacrée de Lénine (« Fin de la place Rouge, et après ? »). Un léninisme qui avait été tourné en ridicule dans le même journal quelques mois auparavant dans un article au ton apparemment léger mais resté justement célèbre : « Lénine n'aimait pas Frank Zappa » (numéro de janvier-février 1975). On y affirmait ironiquement la richesse de la forme de vie qui se construisait alors – « le communisme, nous le voyons comme quelque chose de très *luxueux* » – face au moralisme habituel des militants d'extrême gauche. Et, si dans « Prolétaires et État » (in *La classe ouvrière contre l'État, op. cit.*), son texte programmatique de 1975, Negri soutenait bizarrement « l'obligation au travail productif [pour tous] » au sein du processus révolutionnaire, le numéro de mai de Rosso, au titre effronté (« Le communisme est jeune et neuf, il est la totalité de la libération »), traçait un programme pour l'Autonomie qui ne cédait en rien aux fantasmes bolcheviques, au productivisme ou aux raccourcis organisationnels :

Qui lutte pour le travail ne lutte pas, il se conforme. [...] Car le travail pour l'ouvrier n'existe pas, ce qui existe c'est le temps de travail moyen nécessaire à la production de sa propre survie. [...] Socialisme signifie encore travail. Lutte pour le travail signifie renoncer à la totalité des besoins, [...] s'assujettir à la peine de l'horaire et à l'ennui de la division, [...] signifie déléguer aux corps séparés la connexion de l'activité sociale. Le communisme n'est pas lutte pour un autre travail, il est lutte pour l'abolition du travail. [...] Le prolétaire qui lutte, il commence toujours plus tôt, c'est un rebelle avant de devenir un travailleur, car la taupe révolutionnaire est à l'œuvre dans tous les champs de lutte, de la famille au quartier et à l'école. [...] Le communisme est la tension maximale de l'individualité. [...] Moi et le communisme : le communisme du Moi et le Moi du communisme : tel est le processus qui, parmi mille contradictions, tend à produire une vie qui n'est plus scindée spéculairement entre public et privé, intérieur et extérieur, actif et passif, dirigeant et dirigé, féminin et masculin, individualité et socialité. (Éditorial du supplément au n° 15 de Rosso, mai 1975.)

Ici disparaît même tout résidu de « collectivisme » au profit de l'expression de quelque chose qui rappelle l'oxymorique « individu social » de marxienne mémoire. Et l'attaque finale contre la binarité du social et de l'individuel demeure formidable, cherchant à recueillir et à relancer les impulsions des mouvements autonomes qui misaient le plus sur la rupture dans le quotidien et aussi, faut-il ajouter, à récupérer une certaine veine libertaire contre l'éternelle tentation du verticalisme fourbe et de l'avant-gardisme stupide. L'aire de Rosso ne renoncera jamais à cette « ambiguïté » entre mouvement horizontal de la guérilla diffuse et centralisation organisationnelle de l'aire autonome. Il ne s'agissait pas, comme l'a affirmé quelqu'un, d'une sorte d'« anarchisme léniniste » mais plus exactement d'un *communisme de la libération* qui constitue en effet la caractéristique essentielle d'un pan largement majoritaire de l'Autonomie italienne des années 1970.

Il convient de faire quelques observations supplémentaires pour expliquer ce motif du néoléninisme. Dire Lénine, c'est *toujours* indiquer la nécessité d'une force *extérieure* déterminant un processus de recomposition de la classe autour et à l'intérieur d'objectifs révolutionnaires. Dans les années 1970, le léninisme classique, bolchevique, était hors de propos puisqu'il avait été une forme d'organisation déterminée en premier lieu par la faiblesse quantitative de la classe ouvrière russe, un instrument de « subsumption formelle » pour rester dans le jargon marxiste. À la fin du xx^e siècle, il était évident – non pour tous, bien sûr, mais à l'évidence pour les autonomes – que le capital et la classe étaient radicalement transformés. Mais à ce tournant historique, on observait, derrière l'attaque capitaliste, une décomposition de la classe ouvrière qui brisait toute possibilité d'auto-organisation et de centralisation des luttes en autonomie, comme cela s'était produit pour l'ouvrier masse, et c'est en partant de cette difficulté que certains pensèrent au néoléninisme en tant qu'incarnation de la capacité des avant-gardes à reconstituer le front ouvrier par une direction générale externe. Mais outre le fait que si le raisonnement pouvait avoir une certaine valeur dans un cadre strictement ouvrier il ne semblait pas avoir beaucoup de sens pour tout le reste, faute d'une réflexion collective plus profonde sur la question de l'organisation, l'argument néoléniniste demeurait assez grossier, se prêtant aux méprises les plus absurdes (et dangereuses), et la majorité du Mouvement n'était pas disposée à accepter que certaines de ses fractions s'érigent en avant-garde générale. Mais les néoléninistes autonomes devaient vite comprendre que si un nouveau Mirafiori comme celui de 1973 n'était plus possible au niveau d'une seule usine, il l'était désormais dans des proportions bien plus vastes : le parti invisible de Mirafiori devenait le parti invisible de la métropole. Et comme l'avait déjà établi Hans-Jürgen Krahl – dont le travail théorique était une référence importante de l'Autonomie – le léninisme est impossible dans la métropole.

Tout ceci confirme qu'une bonne part de la vitalité de l'Autonomie tenait à l'expression, à la circulation et à la confrontation continue des différences non seulement d'un collectif à l'autre, mais au sein même de chaque fraction organisée et parfois même à l'intérieur d'un même militant – à part peut-être l'Autonomie padouane dei Collettivi politici veneti per il potere operaio (« Collectif politique vénète pour le pouvoir ouvrier »), qui a toujours été verticale et très rigide, efficace d'un point de vue léniniste mais peu ouverte à la contamination des nouvelles formes de vie qui se développaient dans le Mouvement.

Pour rester en Vénétie, on trouve dans le numéro de décembre 1975 de *Lavoro zero* – qui, comme on l'a dit, était l'expression d'une des assemblées autonomes d'usine au pedigree opéraïste incontestable – un article intitulé « De la lutte salariale à la nouvelle subjectivité ouvrière », dans lequel, entre deux citations de Félix Guattari, du jeune Marx et de Raoul

Vaneigem, on évoque la nécessité d'un nouveau type d'« enquête ouvrière » pour rendre compte du saut qui s'est produit en quelques années de la « revendication des besoins » (lutte salariale) à l'« explosion des désirs » et à tout ce qui mettait en crise la vision classique du mouvement de masse centralisé au profit d'une « multiplicité de machines désirantes » : « L'émergence du désir dans la lutte ouvrière, et avant cela, l'émancipation du besoin par rapport au cycle capitaliste : tel est le vrai secret de la lutte de classe, le refoulé, l'oublié, ce dont il ne faut pas parler, ce dont presque aucun groupe, aujourd'hui, ne parle ! [...] Ainsi se libère une subjectivité prolétarienne nouvelle, capable d'ouvrir la voie à un affrontement qui investit la "sphère privée", la vie quotidienne. On veut parler ici de la lutte contre le commandement, contre les chefs, contre la hiérarchie et en même temps, *du refus ouvrier de la machine bureaucratique léniniste*, quel que soit le groupe qui la propose. » À l'époque, une bonne partie des autonomes de Marghera voulait même passer de l'autre côté du miroir et les luttes pour l'appropriation dans leur territoire seront le résultat le plus tangible de cette ligne désirante. Une chose est sûre, de 1975 à 1976, la force de l'Autonomie tenait tout entière à sa capacité d'être de tous les mouvements métropolitains et de pousser à la diffusion du conflit, mais aussi à sa pratique intelligente des micropolitiques du quotidien et à la faculté de chaque collectif d'exprimer une « puissance de feu » adéquate. Si les autonomes avaient disposé de plus de temps avant de se lancer dans la centralisation des mouvements mise en œuvre en 1977 suite à l'impressionnante contre-attaque étatique, nous raconterions sans doute une autre histoire aujourd'hui.

Chaque fois qu'apparaissait dans l'Autonomie un appel du type « revenons à Lénine », il fallait donc voir, non une possibilité réelle de bureaucratisation du mouvement autonome, mais la difficulté concrète que connaissaient ses courants organisés pour faire face à ce flot incontrôlable de comportements subversifs qui débordait désormais très largement les murs de l'usine. Le seul Lénine que ce flot subversif pouvait accepter était sans doute le Lénine exilé à Zurich, où l'on dit qu'il aurait rencontré Tristan Tzara, ou encore le Lénine insurrectionnel qui lance le défi du désir contre la rationalité de l'histoire (et du marxisme...) et qui danse et se roule dans la neige quand il comprend que, contre toute attente, c'est le désir qui l'emporte. Le reste – le « réalisme » gris et son cortège inévitable de bureaucratie et de police politique, l'autoritarisme déguisé en rigueur, l'économie politique appliquée à l'organisation mobilisée comme une entreprise – n'était que pacotille pour dissimuler le manque d'imagination des dirigeants et des théoriciens, pacotille qui provoqua toutefois une série de dommages concrets à l'intérieur du Mouvement, dont on continue d'ailleurs de payer les conséquences. Bien sûr, le problème de la centralisation était loin d'être sans fondement, mais la recherche aurait dû poursuivre cette *ligne mineure* que Deleuze suggérait déjà dans son introduction au livre de Guattari, *Psychanalyse et transversalité* : « Pas d'alternative entre guérilla et guerre généralisée. [...] Nous devons être dès le début plus centralistes que les centralistes. Il est évident qu'une machine révolutionnaire ne peut pas se contenter de luttes locales et ponctuelles : hyperdésirante et hypercentralisée, elle doit être tout cela à la fois. Le problème concerne donc la nature de l'unification qui doit opérer transversalement, à travers une multiplicité, non pas verticalement et de manière à écraser cette multiplicité propre au désir. [...] [Il s'agit de] constituer dans le groupe les conditions d'une analyse de désir, sur soi-même et sur les autres » (G. Deleuze, « Préface » in F. Guattari, *Psychanalyse et transversalité*, Paris, Maspero, 1972). Mais ce n'est qu'entre 1976 et 1977 que l'Autonomie s'approchera, avec ses propres moyens, de la solution à ce problème qui, je crois, demeure le problème de toutes les expériences révolutionnaires de la contemporanéité. Sur ce point, l'un des articles de Rosso les plus importants est « Autonomie ouvrière avec un "a" minuscule », dans le numéro du 14 février 1976 :

Un nouveau spectre rôde dans les rues italiennes, c'est celui de l'AUTONOMIE. Les journaux l'ont déjà classé : voici le nouveau groupuscule. [...] *Mais le groupe Autonomie ouvrière n'existe pas.* Il y a des groupes différents, ancrés dans la réalité de la lutte à l'usine, à l'école, dans le quartier : chacun d'eux s'appelle comme il veut et comme il croit, et il participe à l'« autonomie » – celle qui compte, avec le « a » minuscule – en tant qu'il est réellement à l'intérieur des masses, en tant qu'il est capable – à l'intérieur des masses – de développer l'agitation, de déterminer organisation et contre-pouvoir. [...] C'est pourquoi les forces de l'autonomie ouvrière ne peuvent pas descendre dans la rue, comme les groupuscules, pour se compter : elles doivent descendre – comme elles l'ont fait et comme elles le feront – pour déterminer des moments d'organisation, et de contre-pouvoir. [...] Il ne s'agit plus de respecter les « échéances » de groupusculaire mémoire ou de respecter le calendrier parlementaire pour utiliser la « pression » de la rue [...], il s'agit de porter directement dans la rue, de concentrer dans une fonction de démonstration et d'attaque la véritable « autonomie », celle qui vit chaque jour dans les luttes infinies contre le patron et le commandement. En ce sens, « autonomie ouvrière » est un véritable modèle d'organisation. [...] Pour notre part, nous ne savons pas quelle sera la forme d'organisation définitive de ce processus : nous savons ce qu'assurément elle ne sera pas – la répétition de quelque modèle réduit léniniste.

L'article me semble extrêmement instructif sur l'extranéité tendancielle de l'Autonomie à l'égard des pratiques de la III^e Internationale, mais aussi des désirs de ceux qui chercheront à construire l'Autonomie Ouvrière Organisée, avec toutes les majuscules à leur place, une tentative qui ne put bien sûr jamais se réaliser et qui marqua la fin de l'originalité de l'expérience autonome italienne.

Pour revenir à l'éditorial de *Senza Tregua*, on y trouve des indications de lutte qui ne restent pas lettre morte pour les Comitati Comunisti per il Potere Operaio liés au journal. La pratique des « décrets ouvriers », une forme de lutte soutenue par cette fraction autonome, se traduisait notamment par l'imposition unilatérale de la réduction du temps de travail et d'autres mesures de *séparation ouvrière* par rapport à la rationalité capitaliste, mesures qui renvoyaient à une force d'autonomie qui arrachait peu à peu des *territoires* au contrôle étatique. Des zones ouvrières entières, comme celles de la province de Venise, ou à Bologne et Turin, autoréduisaient toutes les charges qui pesaient sur les logements. À Milan et à Rome, des centaines de familles prolétaires occupaient des immeubles entiers où elles mettaient en place des crèches, des dispensaires, des centres de consultation pour les femmes. À Naples et dans le Sud, les listes de chômeurs étaient gérées directement par les assemblées autonomes et non par les bureaucrates du Bureau du travail, et tout le monde commença à réfléchir à l'organisation de la vie des quartiers, y compris en régulant par le bas le prix des marchandises et en expulsant les fascistes et les spéculateurs. Malheureusement, l'accélération de l'affrontement dans les années suivantes empêcha l'approfondissement et la consolidation de ces expériences de communisme, mais la détermination de ce que signifie *organiser le commun* dans les termes de l'Autonomie demeure totalement ouverte.

Le décrochage/séparation du revenu et de la production ne fut d'ailleurs pas un simple slogan mais quelque chose qui se matérialisait chaque jour dans l'usine à travers l'absentéisme, le sabotage et le refus des rythmes. Le contrôle ouvrier signifiait également que les ouvriers licenciés pour des motifs politiques revenaient chaque jour à l'usine, accompagnés et protégés par les autres travailleurs, pour continuer à exercer leur activité subversive, et ils continuaient à

percevoir un revenu grâce aux souscriptions et à la « taxation » qu'on parvenait à extorquer aux divers chefs, dirigeants, commerçants et représentants de la bourgeoisie du territoire, ou à travers d'autres activités illégales d'autofinancement puisque, comme l'écrivait Rosso, « l'argent, il faut le prendre où il est ». Si la pratique avait déjà été expérimentée occasionnellement par des groupes comme PO et Lotta Continua, c'est à cette époque que l'Autonomie commença à recourir de façon massive à l'expropriation bancaire ; celle de la banque d'Argelato, en Émilie-Romagne, qui a mal tourné avec la mort d'un carabinier, donna lieu au premier procès de ce genre impliquant des gens de l'Autonomie. Dans un premier temps, une dizaine de militants dans la mouvance de Rosso et de Puzi furent arrêtés. L'un des inculpés se pendit en prison et les autres purgèrent de très longues peines. Par la suite, dans les procès contre l'Autonomie qui ont eu lieu pendant les années 1980, des militants liés à Rosso furent condamnés parce que les juges décidèrent, comme ils le faisaient d'habitude, d'attribuer le braquage à l'« organisation ». Mais celle d'Argelato ne fut que la première d'une longue série d'expropriations financières destinées à l'activité politico-subversive, généralement dans des petites banques de villages de province où les moyens de protection sophistiqués n'existaient pas encore et d'où il était plus facile de prendre la fuite. La « coercition » du pouvoir prolétarien se traduisait aussi, par exemple, par la pratique de l'incendie des voitures ou de la « jambisation » des chefs d'atelier et des dirigeants d'usine particulièrement mal vus par les ouvriers, actions mises en œuvre par des « équipes » d'intervention territoriale constituées pour exercer concrètement le contre-pouvoir et qui étaient approuvées par la majorité des travailleurs. Des pratiques de ce genre n'étaient pas tant considérées comme une sorte de justice administrée par en bas – fort heureusement, le justicialisme n'eut jamais une grande influence dans l'Autonomie – que comme une forme de force de dissuasion, voire de sabotage productif d'innovation sociale et technologique : les chefs régnant avec arrogance sur le travail à la chaîne furent en effet vite remplacés par des machines contrôlées informatiquement. Pour beaucoup, ce genre de résultats était l'une des nombreuses confirmations de l'intuition opéraïste selon laquelle les luttes déterminent le développement du capital. Mais le vrai problème a toujours été de trouver le moyen d'interrompre ce cercle vicieux qui des luttes conduisait à une nouvelle détermination de pouvoir et à de nouvelles stratégies d'exploitation, de trouver le moyen d'interrompre la reproduction de ce *rapport social* qui impose à chacun l'identification avec une fonction du capital.

Entre 1975 et 1976, la lutte de classe armée devient une question centrale dans le débat local et national. Les formations clandestines commencent à revoir à la hausse les objectifs de leur action et celles de l'Autonomie s'organisent pour structurer une intervention de combat sur le territoire. Dans « Prolétaires et État », Negri écrit qu'il est nécessaire, parvenus à ce point de densité subversive, de disposer « *d'une force d'avant-garde militante, capable d'approfondir de manière violente et continue la crise et de repousser, à mesure égale, la violence des patrons* » (in A. Negri, *La Classe ouvrière contre l'État, op. cit.*). La difficulté était de ne jamais détacher l'action d'avant-garde du Mouvement, de ne pas laisser la fonction militaire le devancer excessivement et encore moins assumer entièrement la direction politique du Mouvement : autrement dit, il fallait empêcher la fonction guerrière d'écraser sous le poids de son intervention les plans matériels et spirituels qui constituaient, avec elle bien entendu, la puissance commune du Mouvement. Mais qui, et avec quelle autorité, pouvait interpréter quelles étaient chaque fois les consignes d'une supposée direction de masse ? La seule solution était donc de favoriser un cercle vertueux entre spontanéité et organisation, entre guérilla diffuse et centralisation de l'attaque, entre une émergence subjective et sa recomposition immédiate dans le Mouvement.

Mais au cours de l'année 1976, des positions commencent à s'affirmer à l'intérieur de l'aire

autonome, qui poussent clairement en direction d'une plus grande centralité de l'intervention politico-militaire. C'est le cas par exemple des bolognais des comités autonomes – aire *Rosso* – qui considèrent que pour répondre aux mesures de guerre civile prises par le capital – les « lois spéciales », mais aussi plus généralement toutes celles qui visaient à la destruction du pouvoir ouvrier et obligeaient les ouvriers eux-mêmes à accepter de jouer un rôle actif dans la restructuration et dans le contrôle policier des avant-gardes –, la seule voie était d'accentuer les niveaux subjectifs, c'est-à-dire de renoncer à l'expansion des mouvements pour privilégier la stratégie militaire de l'attaque directe. Les autonomes bolognais écartaient même la voie insurrectionnelle, considérant qu'il était impossible de faire tomber d'un seul coup les appareils économiques et politiques de l'État. Leur conception de l'insurrection était encore fondée sur les classiques soviétiques et ils ne comprenaient pas qu'insurrection signifiait désormais processus discontinu où moments de rupture et phases de réflexion, attaques concentriques et replis tactiques se succédaient sans solution de continuité, et où il n'y avait plus d'heure H après laquelle commençait la dictature prolétarienne mais une multiplication d'heures H, autant que de segments de conflit que l'Autonomie pourrait parcourir.

En tout cas, en ce qui concerne l'Autonomie, depuis cette année-là il n'y eut pas un seul défilé qui ne comptât quelques compagnons munis d'armes à feu dans ses rangs pour défendre la manifestation ou pour exhiber une menace « préventive » en direction des forces ennemies :

Entre la crise de l'usine et l'explosion de la violence de rue des autonomes, il y a une relation étroite. L'usine – le travail ouvrier – est la « force » contenue, allusive, stratégie de classe, gouvernement. [...] La violence de la rue est immédiate, elle n'a aucun caractère allusif, elle est ici et maintenant, rapide. Elle se consume entièrement en s'exprimant. [...] Les services d'ordre naissent pour « contrôler » la rue, les manifestations. Les autonomes sont là pour l'incendier, la rue. Les autonomes affrontent immédiatement les services d'ordre, une cloison, une paroi. Les services d'ordre sortent leurs barres, leurs bâtons ; les autonomes les pistolets. (L. Caminiti, « Il fattore A » in *Gli Autonomi I*, *op.cit.*)

Dans un contexte d'attaque extrêmement violente contre le Mouvement de la part des organes de l'État et des fascistes – les massacres et la répression provoquèrent des *centaines* de morts en quelques années – la présence discrète d'armes dans les mains des rebelles – l'« armement diffus » du Mouvement face à l'armement « centralisé » du parti clandestin – diminua, contrairement à ce qu'on pourrait penser, les risques de carnage. Dans les défilés, on reconnaissait d'ailleurs les autonomes au fait qu'au lieu de lever le poing en scandant leurs slogans, comme il est d'usage chez les militants de gauche, ils formaient un pistolet avec les doigts de la main qu'ils brandissaient : l'Autonomie *voulait* faire peur à l'ennemi, ou au moins renvoyer un peu de cette peur que policiers, fascistes et sbires des patrons semaient tous les jours chez les prolétaires. Tout le monde, dans le Mouvement, comprit l'importance stratégique de la réappropriation de la violence : porter sur soi des armes et les montrer, « faire comprendre » qu'on dispose d'elles plutôt que d'en user et abuser, a toujours signifié dans l'histoire récente des mouvements révolutionnaires – qu'on pense au cas des Black Panthers aux États-Unis – non seulement l'exercice d'une légitime défense, mais surtout d'une sorte de force de dissuasion. Il y eut des centaines d'irruptions armées d'autonomes dans des centres de direction et de production mais les projectiles, s'ils étaient utilisés, servaient *toujours seulement* à trouer les murs, briser les vitres et les machines, à « signer » l'attaque et renforcer les luttes : personne ne fut tué dans ces actions. Si des actions de commandos autonomes en vinrent parfois à blesser un personnage particulièrement détesté, c'était parce qu'elles suivaient des consignes politiques déterminées par

la colère ouvrière et, en ce qui concerne l'Autonomie en tout cas, elles ne visèrent jamais au-dessus de la taille. Les seuls hommes tombés sous les balles des autonomes furent, en 1977, nous en reparlerons, deux policiers abattus au cours de la phase la plus dure de l'affrontement insurrectionnel. Il ne s'agit pas de « relativiser » quoi que ce soit – ce furent des événements graves, qui furent suivis d'une autocritique très largement partagée – mais simplement de rétablir la vérité des chiffres.

La réappropriation, pour les ouvriers surtout, signifiait banalement reprendre leur propre temps. Il n'y eut sans doute jamais de lutte plus féroce entre le capital et le prolétariat industriel que la lutte pour le temps, et c'est contre son occupation militaire par le capital que l'autonomie ouvrière déclencha ses attaques massives. Lutte contre le travail signifie tout le temps pour la révolution, pas une heure pour la production : tel était le programme de masse. De ce point de vue, l'analyse approfondie de l'*absentéisme* dans les usines parue dans *Primo Maggio* en 1975 est particulièrement intéressante, puisque cette pratique d'autodéfense qui avait toujours été utilisée par les ouvriers s'était désormais répandue si massivement qu'elle était devenue une véritable forme de lutte et de vie qui parlait un langage nouveau, pas seulement celui de la soustraction du temps à la production mais aussi celui du refus de l'identité ouvrière, des pratiques de désubjectivation qui apparaissaient au cœur de l'action révolutionnaire dans tous les segments de la société : *se séparer de l'identité issue des dispositifs de subjectivation* devint dès lors une priorité du Mouvement. « Via dalle linee » (« Loin des lignes »), disait une chanson de lutte de l'époque, et les lignes étaient partout dans l'usine sociale : personne ne voulait rester « à son poste », personne ne voulait plus être « sujet », tous conspiraient contre l'État, la production et... la métaphysique. S'éteindre en tant que classe ouvrière, en tant qu'étudiant, en tant que chômeur, en tant qu'homme, en tant que femme, en tant qu'intellectuel, en tant qu'homosexuel, en tant que retraité et même en tant que militant : extinction de tout prédicat issu de l'appartenance à la civilisation capitaliste. C'était une tentative de désubjectivation de masse pour saper les fondements du développement capitaliste, un exode armé de toute identité pour transformer la vieille dialectique patronale en meuble d'antiquaire.

Les luttes des années 1970, et pas seulement en Italie, montrent qu'à côté de la lutte pour le temps, un autre vecteur de conflit s'affirmait, qui s'étend jusqu'à l'époque actuelle – avec les révoltes des banlieues ou le combat contre la *gentrification* des quartiers populaires par exemple –, celui de la lutte pour l'espace, pour arracher, même momentanément, des territoires à l'État, aux entreprises, au biopouvoir, au contrôle cybernétique. Car c'est depuis cette époque, au milieu des années 1970, que le thème central du conflit n'est plus la mesure du temps de travail nécessaire mais la possibilité ou l'impossibilité de créer et de persévérer de manière autonome dans des formes de vie qui ont besoin à la fois d'un temps et d'un espace à elles pour déployer leurs pratiques et les *faire durer*. On assiste donc en Italie, à la fin des années 1970, à ce déplacement des conflits de l'usine vers la société, du temps de travail vers l'espace de la métropole, du salaire vers le désir, du socialisme vers le communisme, de l'identité vers le devenir. Déstabilisation de l'État et déstructuration du commandement social devaient aller de pair pour parvenir à un seuil révolutionnaire qui réponde à l'énorme « besoin de communisme » qui vivait dans le prolétariat social.

Arrivés là, il nous faut toutefois élargir la perspective pour percevoir dans toute son ampleur la discontinuité anthropologique que le mouvement des autonomies introduisit au sein de la société italienne, il nous faut tendre l'oreille pour entendre le fracas de la rupture qui date de cette époque, conséquence de l'irruption dans la rue de nouveaux « besoins » et de nouvelles

« armes » agies par de nouvelles « subjectivités » qui faisaient de leur devenir *machines de guerres désirantes* de formidables leviers pour dégonder l'ordre symbolique et matériel dominant. Ajoutons même : il nous faut changer de registre, puisque c'est maintenant une nouvelle histoire qui commence, alors que l'axe des luttes autonomes se courbe, s'ouvre en étoile, hydre à mille têtes, myriade de petites entailles profondes qui n'étaient pas subversives parce qu'elles auraient formé une armée compacte et prête à l'affrontement symétrique avec l'État – ce fut là la grande erreur des « luttarmistes » – mais par le déchaînement d'une guérilla diffuse à la mesure de la dimension moléculaire que le gouvernement lui-même exerçait quotidiennement, par l'administration banale de la douleur comme *reste* misérable de la société du travail.

Feu sur le quartier général

Vous voulez vous réapproprier votre vie ?

Commencez par détruire les patrons qui sont en vous, par détruire les caractéristiques capitalistes qui sont en vous. Détruisez-vous comme patrons. Détruisez-vous comme aspirateurs inépuisables de notre travail domestique.

Le operaie della casa (« Les ouvrières de la maison »), juin-juillet 1976.

Il n'est pas forcément évident d'indiquer les soulèvements, les pratiques politiques, les rencontres, qui furent bel et bien fondamentaux dans l'expansion explosive et dans l'originalité d'un mouvement comme celui qu'a connu l'Italie des années 1970, mais on peut affirmer que ce qu'on appelle communément « féminisme » a alors constitué une expérience dont l'étendue et l'importance – sur le plan personnel *et* collectif – dépassent de très loin ce que les commentateurs les plus généreux sont souvent disposés à reconnaître, et cela pour des motifs somme toute très simples. Par exemple : l'irréductibilité de cette expérience politique à sa représentation publique, la semi-invisibilité de ses processus, l'impossibilité de séparer la pratique politique de la vie quotidienne. En réalité, *ce* féminisme, comme *ces* mouvements, ont pris fin au moment même où il leur devint impossible de persévérer dans leur forme de vie : les années 1980 furent une décennie de contre-révolution féroce, générale et invasive.

La puissance de contamination du féminisme autonome – à ne pas confondre avec le féminisme démocratique – à l'égard de tous les autres mouvements est directement proportionnelle à la force que ces mouvements surent exprimer tous ensemble de 1975 à 1977. Son énorme force de *décomposition* fit irruption dans les collectifs, dans les organisations, dans les « centres sociaux », dans les logements occupés, dans les journaux, dans la *vie*, en désarticulant la représentation pratique du militantisme, en lézardant l'autoritarisme rampant (même dans l'Autonomie) et en introduisant de nouvelles pratiques de communication, tout en évitant sa récupération idéologique immédiate par les organisations comme ce fut le cas souvent pour d'autres subjectivités en sécession qui furent « interprétées » et rabattues sur le plan unidimensionnel de la lutte de classe usiniste ou des nécessités du Parti. L'insurrection féministe fut une véritable révolution dans la révolution. Et dire qu'aujourd'hui encore, il est des protagonistes de l'époque pour reporter sur le féminisme la responsabilité de la crise du Mouvement – les mêmes, d'ailleurs, qui l'accablèrent à l'époque en lui opposant les habituelles, vétustes, meurtrières raisons de la « politique » : celle qui est réelle parce qu'elle est rationnelle, celle qui est toujours dictée par une voix masculine même quand c'est une « femme » qui parle, celle qui se dit toujours et seulement dans les termes d'un « sujet » qui demeure inscrit dans l'économie politique jusque dans ses formulations marxistes et postmarxistes les plus habiles et modernisées.

Le féminisme qui surgit impétueusement entre 1975 et 1976 en Italie ne fut pas une *conséquence* de la saison référendaire victorieuse et des droits civiques (divorce, avortement, violence sexuelle), ni des luttes ouvrières et étudiantes qui ont ponctué l'après-1968. En somme

il ne fut ni l'effet des mobilisations démocratiques citoyennes ni un élément structurant du Mouvement ; s'il fut autonome, c'est avant tout parce que sa gestation fut autonome : il s'agissait d'une *autre* histoire, d'une *autre* subjectivité, avec son propre « agenda de lutte », extrêmement radical. Les conflits métropolitains furent plutôt la condition dans et par laquelle l'autonomie féministe, comme d'autres mouvements, trouva de vastes espaces à parcourir et à transformer.

La position du féminisme autonome sur la « conquête des droits civiques » fit d'ailleurs scandale à gauche. Les femmes des collectifs élaborèrent en effet une position rigoureusement antijuridique qui demeure aujourd'hui encore un modèle de radicalité et d'intelligence. Il ne s'agissait pas, bien entendu, de refuser l'amélioration des conditions de vie ou les nouveaux droits conquis, mais elles n'acceptaient pas qu'on légifère sur leur corps et elles ne croyaient pas que la conquête de « droits des femmes » dans un système patriarcal pût opérer une véritable transformation des choses et encore moins une révolution, les « droits accordés » en constituant même souvent l'antidote, un instrument de contrôle davantage qu'une conquête. Et si l'on pense à l'Italie d'aujourd'hui, où le « droit à l'avortement » n'est pas si facile à faire appliquer dans les hôpitaux publics, on voit que les féministes n'avaient pas tort de revendiquer l'autogestion des pratiques abortives et contraceptives.

Une généalogie largement répandue veut que le féminisme autonome soit né en 1966 avec la publication du *Manifesto programmatico del gruppo Demau* (« Manifeste programmatique du groupe Demau ») – la même année qu'*Ouvriers et Capital*. Ce qu'il avait d'immédiatement remarquable, c'était que malgré son nom – Demau était la contraction de « demistificazione dell'autoritarismo patriarcale » (« démystification de l'autoritarisme patriarcal ») –, le groupe posait clairement qu'il ne s'agissait pas d'une simple dénonciation ou d'une lutte contre l'autoritarisme et le patriarcat *en tant que* contradictions spécifiques de la société, mais que *c'était la société en tant que telle qui posait problème aux femmes*. Il ne s'agissait pas de résoudre la « question féminine » mais de mettre en question la totalité du social. C'est pourquoi l'objectif polémique de Demau, comme du féminisme autonome en général, sera l'ensemble des politiques d'intégration et d'émancipation de « la femme » au sein de cette prison sociale qui restait une évidence pour tous, associations de femmes et groupes de gauche compris. *Autonomie féministe* signifiait cesser de se considérer comme « fonctions » de la société et saper ses fondements « en partant de soi », du vécu quotidien, de la contestation de ce qui était à côté de ou même en soi. Si les luttes pour l'émancipation se résolvaient toujours par la reconnaissance d'une *identité*, les luttes de libération allaient jusqu'à renverser cette ultime barrière, tendant à la réalisation d'un *devenir* révolutionnaire.

Par ailleurs, l'*extranéité* vécue par les femmes ne se limitait pas au lieu de travail ou à l'école, elle investissait le complexe des institutions formelles et informelles qui produisaient et reproduisaient cette maudite société où tout conjurait pour qu'aucune vraie libération ne soit jamais possible. La tristesse des pays socialistes était là pour le rappeler à tous, mais les féministes la percevaient aussi là où elles vivaient, chez elles, dans les organisations de lutte, parmi leurs camarades, dans la répétition infinie des comportements de subordination à une morale sociale qui n'était contestée qu'en paroles, *de l'extérieur*, tandis qu'*à l'intérieur même*, les potentialités d'un conflit susceptible de bloquer les flux de la reproduction du capital étaient toujours plus évidentes : « Nous, nous ne produisons pas des choses mais des personnes. Produire des ouvriers, plutôt que des moyens de subsistance, implique de nouvelles contradictions à l'égard de la grève, comme forme de lutte, ou de l'absentéisme comme autre forme de lutte. Si nous nous mettons en grève, nous ne laissons pas des objets non finis, des matières premières non travaillées, etc. ; autrement dit, en interrompant notre travail, nous ne

paralysons pas la transformation d'une chose en une autre mais nous paralysons la reproduction quotidienne de la classe ouvrière. Et ainsi, c'est le cœur du capital qui serait touché puisque cela se transformerait en une grève consécutive de ceux qui se sont généralement mis en grève sans que nous-mêmes soyons en grève » (*8 marzo 1974*, Venise, Marsilio, 1975). C'est à partir de considérations de ce type que naquirent de nombreux collectifs pour la libération du travail domestique, pour le salaire des ménagères, pour la fin du régime familial, en partant du régime ouvrier : « Personne au sein de la gauche n'a voulu voir que par nos foyers passe la moitié du cycle de production : que sans notre travail gratuit, nos hommes ne pourraient pas se présenter tous les matins à l'usine et dans les bureaux prêts à se faire exploiter. C'est de là que nous devons partir, du travail gratuit, si nous voulons faire sauter les bases de notre oppression : du manque d'argent qui sanctionne notre dépendance au salaire masculin. Et la lutte pour avoir notre propre argent, nous devons la mener nous-mêmes à la première personne, car cette lutte ébranlera tous les rapports de pouvoir et les privilèges que l'homme détient dans la famille. Nous les femmes, en faisant payer le travail domestique, nous sommes les seules à pouvoir ouvrir un nouveau front de lutte contre l'État, traversant un par un tous les foyers » (*Donne all'attacco*, « Femmes à l'attaque », Bulletin pour le salaire domestique de Trieste, 8 mars 1975). Le contenu de ce document comme de beaucoup d'autres qui faisaient une lecture « salariale » du conflit féministe s'explique par le fait qu'en 1971, une scission de Potere Operaio avait donné naissance à Lotta Femminista (« Lutte féministe »), et de là à de nombreux collectifs pour le salaire domestique. Bien que séparées des hommes, elles partageaient une position de style « opéràiste » qui, partant de la lutte pour le salaire politique, menait au refus du travail. Au-delà de l'ingénuité consistant à croire que le salaire domestique aurait pu faire sauter tous les rapports de pouvoir, l'essentiel était, comme chez les ouvriers, de déclencher toute une série d'actes de sabotage, d'absentéisme et de grève que les femmes mettaient en œuvre dans leur « atelier » de l'usine sociale, dans le foyer et dans les relations affectives justement, des comportements qui menaçaient et subvertissaient en effet les équilibres précaires sur lesquels se fondait la gestion de la reproduction de la force de travail.

Mais elles avaient conscience également d'une extranéité plus bouleversante et plus profonde, par rapport à elles-mêmes et à leur propre corps. Pour regagner une intimité avec elles-mêmes et avec l'agir collectif dans le monde, il était nécessaire, inévitable, urgent, de *se séparer* de l'univers masculin, c'est-à-dire de rompre la dialectique homme/femme pour tisser un autre plan de consistance éthique : « une composante fondamentale des valeurs masculines que nous refusons est la séparation entre la tête et le corps, entre le pensé et le vécu, entre l'intellect et l'action, entre la sphère de la raison et celle de l'émotion » (*Sottosopra*, 1974). La rupture, la séparation, fut donc concomitante à celle des ouvriers à l'égard du patron et de l'usine et à celle de la jeunesse à l'égard de la famille et de l'école. C'est ce qui créa les conditions d'un rapport entre les différents mouvements autonomes, en dehors du fait évident que beaucoup de femmes avaient pris part aux mouvements de contestation en 1968 et après.

En 1970 paraît le *Manifesto di Rivolta femminile* (« Manifeste de Révolte féminine ») et l'essai de Carla Lonzi *Sputiamo su Hegel* (« Crachons sur Hegel »), qui marquent une profonde rupture avec le féminisme démocratique et avec la politique des groupes qui régnaient alors. Le *Manifesto* contient déjà tout ce qui distinguera le mouvement féministe des années 1970 :

La femme est l'autre par rapport à l'homme. L'homme est l'autre par rapport à la femme. L'égalité est une tentative idéologique pour asservir la femme sur d'autres plans. [...] Se libérer ne signifie pas pour la femme accepter la même vie que l'homme, parce qu'elle est

invivable, mais exprimer son sens de l'existence. [...] Nous ne voulons plus désormais entre nous et le monde aucun obstacle. [...] Le féminisme a été le premier moment politique de critique historique de la famille et de la société. [...] Nous identifions dans le travail domestique non rétribué la prestation qui permet au capitalisme, privé et d'État, de subsister. Laisserons-nous éternellement se répéter la même chose au terme de chaque révolution populaire, lorsque la femme, qui a combattu avec les autres, se trouve mise de côté avec tous ses problèmes ? [...] Donner de la valeur aux moments « improductifs », voici une extension de la vie proposée par la femme. [...] Nous crachons sur Hegel. [...] La lutte de classe comme théorie révolutionnaire développée à partir de la dialectique du maître et de l'esclave exclut également la femme. Nous remettons en question le socialisme et la dictature du prolétariat. [...] La force de l'homme est dans son identification avec la culture, la nôtre dans son refus. [...] Nous cherchons l'authenticité du geste de révolte et nous ne la sacrifierons ni à l'organisation ni au prosélytisme. Nous ne communiquons qu'avec les femmes. (*Rivolta femminile*, Rome, juillet 1970.)

La déconstruction de l'hégélianisme – et donc du marxisme-léninisme – opérée par Carla Lonzi constitua une arme formidable pour le féminisme et les nouveaux mouvements. Lonzi soutenait en effet qu'on ne pouvait être vraiment autonomes sans détruire la dialectique qui présidait à l'imaginaire symbolique dominant dans la lutte de classe : « Qui n'est pas dans la dialectique du maître et de l'esclave devient conscient et introduit dans le monde le Sujet Imprévu » (C. Lonzi, *Sputiamo su Hegel e altri scritti*, Milan, Scritti di Rivolta femminile, 1974). Devenir cet Imprévu, devenir en même temps moyen et fin, être dans le présent pour le réaliser, construire un plan de consistance révolutionnaire qui comprenne avant toute chose la vie de chacune, déculturaliser tout pour ne plus avoir besoin de l'idéologie, autant de pratiques, d'« armes », que le mouvement féministe a construites et poursuivies pour lui-même, mais qu'il a aussi donné aux autres mouvements, en premier lieu celui des jeunes, puisque, comme le disait Lonzi, les jeunes étaient les seuls alliés potentiels des femmes, étant opprimés comme elles par le pouvoir patriarcal, refusant comme elles le travail dont ils ne voyaient pas une forme supérieure, sublimée, dans la lutte, combattant comme elles la famille et engagés, à l'époque, dans la constitution de « communautés non viriles ». Le fait même de partir d'une position historique de *non sujet* permettait aux femmes de suivre un parcours différent de celui des hommes, de pratiquer une ligne de fuite par laquelle elles se refusaient à devenir sujets selon les critères de la métaphysique occidentale : elles étaient des *subjectivités mineures* qui finissaient par choisir de le rester en maintenant leur autonomie. Partant du corps sexué, on pouvait, on devait refaire tout le parcours de libération de l'espèce. La seule possibilité de devenir sujets pour les femmes était d'ailleurs de s'intégrer à la société, au travail, au gouvernement, de devenir en somme des « citoyennes », subordonnées à la Norme et se neutralisant en tant que différence révolutionnaire – comme on l'observe aujourd'hui avec la fameuse féminisation du travail et de la société, mais aussi avec la spectacularisation de la *queer theory*, dont l'exercice semble uniquement destiné à s'assurer une carrière universitaire, sans parler du « féminisme de gouvernement » avec la conquête du pouvoir par les femmes managers ou les femmes ministres.

Entre 1970 et 1974, des petits collectifs et des revues féministes comme l'*Anabasi* et *Sottosopra* apparaissent. Leur pratique dominante est celles des groupes d'« autoconscience » qui, contrairement aux expériences américaines et surtout françaises, n'ont pas grand-chose à voir avec la psychanalyse et consistent davantage en l'élaboration collective d'une forme de vie. Les groupes d'autoconscience étaient une véritable forme politique qui s'enracinait dans la tradition de se retrouver entre femmes pour parler : « L'autoconscience se greffa sur cette

pratique sociale, aussi diffuse que peu considérée, et lui donna une dignité politique. Voilà, disait-on, notre manière de faire de la politique, les autres ne nous conviennent pas. Pas celles des grandes organisations ni celles de la représentation démocratique. Et pas même ces nouvelles manières inventées alors par les mouvements de la jeunesse pour une politique de participation directe. Dans les unes comme dans les autres, ce que nous savons et ce que nous voulons ne s'exprime pas, ou pas avec la liberté nécessaire. » (Libreria delle Donne di Milano (éd.), *Non credere di avere dei diritti*, Turin, Rosenberg & Sellier, 1987). L'autoconscience se fondait sur le « petit groupe », sur l'élaboration d'un langage partagé, sur l'importance accordée à l'expérience vécue qui, dans le collectif, y compris par la conflictualité interne, devenait source d'une pratique commune. La parole qui s'y exprimait n'était pas soumise à l'interprétation d'une autorité, comme dans la psychanalyse, mais le fait même qu'elle s'échange entre semblables et en autonomie la rendait plus vraie et plus libre. Contre un usage purement intellectuel et donc stérile de la parole, on pouvait lire dans *Sottosopra* en 1974 : « Il y a une autre façon de comprendre l'autoconscience, qui est que chacune examine son propre inconscient, porte à la conscience ses conditionnements sociaux, pas seulement selon ce mode volontariste et parfois mécanique qui semble inévitable dès lors qu'on se voit une fois par semaine pour parler de ses problèmes, communs mais aussi différents, reportant ensuite sur le plan individuel la réponse à tous ces problèmes dont nous parlons et que nous devons affronter quotidiennement, que sont : le travail, la maternité, les enfants, l'avortement, etc., mais dans une pratique commune. Ainsi, l'autoconscience ne devient pas la somme de toutes ces prises de conscience individuelles mais une pratique commune à toutes, parce qu'elle a pour toutes un pôle de référence commun : la pratique sociale développée ensemble. » L'usage de la parole, son analyse et les pratiques qui accompagnaient l'autoconscience, rappellent beaucoup celles que Félix Guattari cherchait à introduire en France, qu'il appelait lui-même *unités de subversion désirante*, et qu'il fondait précisément sur une critique des groupes d'extrême gauche et de la psychanalyse. À propos de Guattari, rappelons que c'est en 1975 que *L'Anti-œdipe*, écrit avec Gilles Deleuze, fut traduit en italien, provoquant un coup de foudre instantané entre une partie du Mouvement, l'Autonomie la plus sauvage et la plus critique envers les dérives bureaucratiques et militaristes, et la pratique théorique de Deleuze-Guattari, de Michel Foucault et d'autres théoriciens français comme Baudrillard et Lyotard. C'est de ce moment que date la rencontre entre une pratique de lutte déjà en acte et une théorie à sa mesure que les mouvements avaient tant cherchée et si rarement trouvée. Machines désirantes, économies libidinales, microphysiques du pouvoir, échanges symboliques rencontraient soudain expropriation, bandes de jeunes, autoréduction, ouvriers en sécession, femmes en révolte, sexualité comme arme révolutionnaire. Elles étaient là, en Italie, l'« insurrection des conduites », la « machine de guerre », la possibilité de la « révolution moléculaire ».

La pratique du petit groupe sera vite revendiquée par d'autres expériences « désirantes », comme celle de Radio Alice et d'*A/traverso*, avant de déborder en 1977 – comme l'autoconscience –, et même si elle a fini par s'épuiser en tant que pratique majoritaire du mouvement féministe, elle a inauguré une manière d'être ensemble qui s'est répandue partout, du moins partout où il y avait des hommes et des femmes qui voulaient transformer la vie à partir de l'analyse subversive de leurs propres expériences de vie, et donc par des pratiques de désindividualisation et de communication de l'existence. *Mettre en discussion tout de soi pour pouvoir devenir des singularités communes*, « *quelconques* », à partir du collectif, telle semblait être la consigne qui se transmettait dans les petits groupes et d'un groupe à l'autre : « Plus je suis quelconque, plus je suis moi-même » (Carla Lonzi, *Taci, anzi parla. Diario di una femminista*,

Milan, Scritti di Rivolta Femminile, 1978).

C'est en 1975 toujours que le féminisme connut le passage des petits groupes de parole, comme on appelait les lieux d'autoconscience, à une « pratique du faire » qui se déclinait en création de groupes, de librairies, de maisons d'édition, de revues, de lieux de rencontre, de tout ce qui, en somme, constitue l'infrastructure d'un mouvement. Si, jusque-là, le féminisme autonome avait été plutôt souterrain, maintenant que les contradictions sociales explosaient violemment, les féministes se trouvaient elles aussi sous les projecteurs des sociologues, journalistes et intellectuels divers, avec le risque bien concret de réduire leur révolte à un banal et inoffensif « mouvement d'opinion ». Mais la contestation de l'usage que les appareils de la Culture tentèrent de faire du féminisme, en organisant par exemple les habituels colloques neutralisants, fut ponctuelle et destructrice. La pratique féministe agit également comme le détonateur final de la crise des « groupes » – celle de l'ultime congrès de Lotta Continua, en novembre 1976, est demeurée célèbre, en raison notamment de la contestation féministe violente des chefs, des leaders, des ouvriers, et de tout ce qui puait encore le socialisme mâle – et même dans l'aire de l'Autonomie, elle sema les graines d'un affrontement fécond qui n'épargna personne, pas même ceux qui se croyaient les plus radicaux. Une lettre de Lea Melandri à Rosso, écrite en réaction à l'article pseudo-léniniste déjà cité, souligne l'ingénuité et la fausse assurance qui pouvaient régner dans l'Autonomie. Si ce journal est l'un de ceux qui s'est le plus efforcé de donner la parole aux femmes, aux homosexuels, au jeune prolétariat, il l'avait fait jusque-là comme on classe des éléments *subordonnés* et finalement *séparés* des pages de la politique et de l'économie où l'ouvrier mâle semblait toujours le seul protagoniste de l'Histoire. L'incipit de la lettre est volontairement provocateur : « Rosso *bimensuel* “dans la confusion” pour le moment ». Melandri écrit que des principes « graphiques » différents, même géniaux, ne suffisaient pas à faire du journal quelque chose de révolutionnaire, encore moins « la voix de l'autonomie », et que cela ne suffirait pas tant qu'il se contenterait de répéter l'ordre ordinaire de l'information (politique, économie, justice et à la fin les pages sur la « vie quotidienne »). Elle passe ensuite à la critique de l'article qui proposait une solution léniniste pour la centralisation du mouvement :

Les temps de l'autonomie, semble dire cet article, doivent s'harmoniser davantage avec ceux du capital (« échéances »). Même les lieux où existent aujourd'hui des comités autonomes, usines, écoles, quartiers, ne peuvent rester longtemps séparés. Occasion-unité-centralisation. Chassé par la porte, Lénine rentre par la fenêtre. [...] Qui organise l'autonomie ? Et comment ? [...] Rosso pourrait tout au plus refléter une exigence de discussion qui vient de la base, de la pluralité des sujets que l'autonomie a exprimée ces dernières années. Ce qui signifie accepter des contradictions, des fractures, des dissonances manifestes. Ce qui signifie surtout se demander ce que signifient « économie », « politique », une fois reconnue la matérialité de rapports et de comportements relégués jusque-là dans les aires marginales/superstructurelles de la culture, de la morale, de la religion, etc. Ainsi apparaîtraient évidentes les *implications* mutuelles de ce qui est artificiellement présenté comme séparé, et il ne serait plus si facile de découper, de ranger, de compartimenter. Pas seulement pour le graphiste, bien entendu.

La question de l'« organisation » avait été posée de façon si désastreuse dans cet article qu'elle ne pouvait que réveiller les défenses les plus élémentaires de ceux qui se battaient partout, dans la rue, dans les usines et les foyers. La temporalité de l'autonomie, semble suggérer la lettre, est soit autonome, justement, soit destinée à retomber dans la répétition du déjà vu, du déjà perdu. Mais les problèmes sont aussi ceux des « contenus », précisément de ceux qui semblent les plus radicaux, comme l'*appropriation*. Lea Melandri attaque le dispositif qui fait de la conquête d'un

« revenu suffisant » le plus petit dénominateur commun des luttes métropolitaines nécessaire au trio « survie-reproduction-bonheur » :

En dehors du fait qu'il y a des gens qui meurent tous les jours de solitude, de manque d'amour, et pas seulement de manque de logement, d'électricité, de téléphone, etc., pour ce qui est de la *reproduction* et du *bonheur*, on devrait au moins admettre que ce n'est pas seulement une question de revenu. Ou alors on pensera que les « rudes péons » aspirent, somme toute, à ce que décrivent les slogans publicitaires, le « bonheur – en famille – au supermarché ». Dans la reproduction et dans le bonheur (c'est tellement évident qu'il semble ridicule de devoir le rappeler) entre en jeu le *corps*, son être sexué, les vicissitudes historiques du rapport entre les sexes. Et là, l'appropriation comme mot d'ordre révolutionnaire change, pour le moins, de *sujet*. [...] Avec la conscience de vivre dans une société qui est sexiste et pas seulement classiste, la conflictualité entre dans le rapport homme-femme. On espère seulement que les camarades hommes seront les premiers à trahir. Mais de tout cela, les pages « ouvrières » ne parlent pas. On apprend que dans le « territoire », dans le « social », c'est-à-dire dans l'espace politique à la marge, à la *périphérie* de l'usine, parmi les autres exclus/orphelins de la politique (chômeurs, jeunes, retraités, etc.), il y a aussi les femmes. Pour toutes ces catégories de bannis/proscrits, on lit, « c'est à nous (à qui ?) *de les réunir* dans une seule organisation pour les *balancer* contre l'État » (*sic !*). (« Lettre d'une camarade », Rosso, 18 octobre 1975.)

C'est cette invitation-provocation à la *trahison* qui, selon moi, démolit tous les ordres du discours « révolutionnariste », puisqu'il ne s'agit plus seulement de trahir la société, voire sa propre classe, mais de se trahir soi-même en tant que porteurs d'oppression, en tant que dispositifs de subjectivation autoritaire, en tant que reproducteurs de la première structure contre-révolutionnaire que nous rencontrons dans la vie, la dialectique homme-femme et notamment son incarnation institutionnelle, la famille. Dans ces années, on tenta d'abattre *concrètement* le dispositif familial, et pas seulement son image idéologique, et il est triste d'observer que toutes ces expérimentations sauvages de libération ont été non seulement écrasées par la contre-révolution mais aussi effacées de la pratique de ces communautés dispersées qui cherchent aujourd'hui à pratiquer l'autonomie : dans les logements occupés, dans les communes, dans les « centres sociaux » réapparaît aujourd'hui avec force, et pas seulement en Italie, la famille petite-bourgeoise comme unique modèle possible de cohabitation. Et pour rester sur la situation actuelle, cette critique du thème du « revenu » comme solution magique aux contradictions d'une société en putréfaction ne nous rappelle-t-elle rien ? On pense à toutes ces campagnes pour les « revenus citoyens » sur lesquelles sont venues s'échouer les diverses expériences mouvementistes des deux dernières décennies. Guattari écrivait que c'était une grave erreur de penser le communisme en rapport avec la capacité de consommer de la classe et qu'il fallait le penser par rapport au désir et à la finitude. Le revenu citoyen ou revenu d'existence, en dehors d'une réflexion et d'une pratique se fondant *avant toute chose* sur ce rapport au communisme et sur cette trahison à laquelle appelait la lettre de Lea Melandri, n'arrive même pas à se proposer comme « réformisme » sérieux et de fait, au-delà de certains intellectuels et des cercles militants qui en ont fait une idéologie sans jamais faire d'autocritique à ce sujet, personne n'y a jamais cru. Mais c'est une autre histoire, ou peut-être pas.

L'Autonomie, sa force, son génie, fut de comprendre que le « quartier général » sur lequel faire feu n'était pas ce que certains commençaient à appeler « le cœur de l'État » ou du capital mais, en tant que *machine désirante du gouvernement*, il était disséminé dans la métropole,

diffus dans la vie quotidienne, présent obliquement dans chaque compartiment de l'existence, dans tout ce qui exerce de la domination – de la gestion gouvernementale des affects à celle de la politique – mais aussi dans la gestion de la totalité sociale et des individus par une *économie*, dont l'étymologie renvoie, significativement, à l'« administration du foyer ». Tirer sur le quartier général signifie, d'un côté, frapper tout ce qui se présente comme opérateurs de la discipline et, de l'autre, faire émerger l'ingouvernable là où les administrateurs du contrôle plient la vie à l'insignifiance productive de l'économie et à la domination de la Norme sexuelle : des hiérarchies d'usine aux hiérarchies ménagères et sexuelles courait un unique fil rouge qui pouvait être brisé, pas en un seul point, même son point faible, mais par une simultanéité d'attaques concentriques qui rendraient la machine inopérante. Il s'agissait ainsi de vider et de rendre inertes chacun des dispositifs de pouvoir présidant à la production de subjectivité, en commençant par le dispositif de base, celui dans lequel on naît et on grandit, dans lequel toutes les frustrations se déchargent pathologiquement avant de se répliquer à l'infini dans la société. L'attaque contre la structure moléculaire de la reproduction sociale fut peut-être l'acte de sabotage de masse le plus dangereux auquel État, patrons, gouvernement et pères de famille eurent à faire face. L'hémorragie qu'elle a provoquée dans le gouvernement biopolitique le privait de l'oxygène avec lequel il continuait – et continue – à survivre dans la fiction spectaculaire de la civilisation de l'équivalent général.

Dans cet intervalle de deux ans, apparurent, dans tout le pays, des collectifs féministes contre le travail domestique, pour l'avortement libre, pour la mise en commun des enfants, pour l'invention de nouvelles formes de grève – ce que plus récemment, en faisant justement référence à l'autonomie italienne, Tiquin a désigné sous le nom de « grève humaine » – mais sans tomber dans le piège de la fausse dialectique de la transformation de soi et de la transformation sociale, puisque, une fois pour toutes, « *le privé est politique* » : « Les thèmes du corps, de la sexualité, de la psychanalyse, envahissent les collectifs d'usine, de quartier, les dispensaires, de même que la théorie marxiste des besoins, rapportée à la matérialité de l'oppression sexuelle des femmes et à la “critique de la survie affective” imprègne les deux groupes issus du collectif milanais de via Cherubini » (Lea Melandri, « 1975, le soixante-huit des femmes » in *Liberazione*, supplément n° 6, 2007). Les congrès féministes – comme celui, célèbre, de Pinarella en 1975 – étaient très différents de ceux auxquels l'expérience de la gauche nous avait habitués, puisqu'on y expérimentait une nouvelle forme de politique/vie : « des centaines de personnes qui se retrouvaient à partager pendant quelques jours chambres, salles de bain, repas, promenades et surtout, des heures et des heures de discussion sans aucun ordre du jour, aucun rapport préliminaire, aucun dirigeant délégué en tant que tel pour mener le travail » (*idem*). Ils devenaient souvent de véritables fêtes, vacances, danses : lieux et temps d'un désœuvrement politique.

La montée du mouvement féministe était irrépressible et, bien qu'on ait alors dépassé la période la plus rigidement séparatiste, la contradiction ne pouvait qu'exploser dans le Mouvement. Le 6 décembre se tint à Rome une grande manifestation pour la liberté d'avortement réunissant 20 000 femmes. Les consignes du mouvement féministe pour les camarades hommes qui voulaient y participer étaient claires : ils devaient se mettre en queue de cortège et partager les objectifs de celui-ci. Mais les petits mâles provoquent, insultent, refusent l'autonomie des femmes. Un groupe de femmes cherche alors à les éloigner du cortège mais le service d'ordre de Lotta Continua, renforcé par des membres des comités autonomes ouvriers romains, les agressent à coups de bâtons et de clés anglaises, et deux filles finissent à l'hôpital. L'infamie de l'attaque ne prête guère à discussion, et pourtant, au sein de l'Autonomie organisée,

on temporise, on refuse de prendre une position « officielle » de peur de troubler les équilibres politiques nationaux. Devant le refus de la rédaction de *Rosso* d'adopter une position claire de condamnation et de rupture, le groupe bolognais d'*A/traverso*, animé par Bifo, et dont le journal paraissait comme supplément à *Rosso*, obtient de faire publier un document signé « quelques camarades de Bologne », qui marque la fin de leur collaboration :

Tout ceci marque une ligne de partage définitive entre qui parle d'autonomie mais ne pense qu'à reproduire la direction centralisée de la volonté phallique faite parti, ou vise à instrumentaliser ses propres commissions féminines dans la bataille contre le gouvernement, et qui voit l'autonomie comme capacité de vivre et pratiquer ses propres besoins, ses propres désirs, en dehors de toute logique de négociation avec le gouvernement, et la recomposition des mouvements, il la met alors en œuvre dans le processus même d'approfondissement des spécificités. Entre ces deux lignes, ces deux manières de concevoir et de pratiquer l'autonomie, aucune confrontation n'est possible. Les femmes, les homosexuels, les absentéistes, les jeunes, les ouvriers communistes n'ont aucun besoin de se mesurer à qui n'appartient pas à leur mouvement, mais prétend en être la tête, l'avant-garde, ou la synthèse, à laquelle se rapportent tant de commissions disciplinées. [...] En tant qu'hommes, nous mettons en cause notre rapport avec des structures d'organisation qui font à nouveau fonctionner notre rôle d'opresseurs, policiers, cogneurs et pénétrateurs. (« Autonomie et mouvement féministe », *Rosso*, 20 décembre 1975.)

La réaction désordonnée et violente du machisme mouvementiste n'était pas, bien entendu, la conséquence d'un désaccord politique sur les grands systèmes mais venait du fait que l'éruption féministe avait pénétré dans les collectifs, dans les organisations, dans les relations interpersonnelles et dans les couples, en les *décomposant* et en désagrégant le pouvoir disciplinaire, en dépouillant le théâtralisme malade des dirigeants des luttes et des affects (le « charme » du cogneur, celui du théoricien, celui du grand orateur, celui de l'ouvrier qui doit tout diriger...). La crise du mâle de mouvement fut dévastatrice mais salutaire : un peu de liberté en plus pour tous, un peu de dépression en moins pour beaucoup et pas mal de demeurés qui durent un temps se replier ailleurs pour continuer à exercer leur pouvoir ridicule.

Le mouvement féministe connut son extension maximale en 1976, l'année des « sorcières » – le grand slogan féministe de l'époque, resté célèbre, disait « *tremate, tremate, le streghe son tornate* » (« tremblez, tremblez, les sorcières sont revenues ») – et les « rondes des possédées » à Milan, les « sabbats » à Padoue, le « reprenons la nuit » à Rome (une manifestation nocturne au cours de laquelle pour la première fois des femmes autonomes organisées – que d'autres appelaient « casseurs » – ont brisé plusieurs vitrines), le déchaînement partout de la révolte féministe firent émerger la question de la réappropriation de la violence comme une pratique autonome des femmes également. Du reste, la police et les carabinieri n'avaient guère de scrupules à charger les manifestations féministes dès qu'ils en avaient l'occasion, comme ce fut le cas le 17 janvier à Milan après qu'un groupe de filles eut percé le cordon de policiers qui protégeait le dôme. Il y eut beaucoup de discussions et de nombreuses femmes revendiquèrent l'usage de la violence comme une part essentielle de la réappropriation du corps et de sa liberté, mais des prises de position importantes allaient aussi dans l'autre sens, comme celle du collectif de la via Cherubini qui voyait dans ces comportements un risque de produire un féminisme idéologique qui se mettrait à rivaliser avec la politique masculine. Par ailleurs, de nombreuses femmes choisirent la voie de la lutte armée et jouèrent un rôle de premier plan dans ses structures.

À la même époque, un autre débat interne, très tendu lui aussi, portait sur les modalités des manifestations féministes, toujours très tapageuses, avec des rondes continues de centaines de femmes, des chansons, des déguisements, des danses extatiques, des jeux et des performances théâtrales. Certaines féministes voyaient là un risque de folklorisation du mouvement, de réduction à des comportements superficiels et esthétisants. L'argument avait une certaine valeur mais je crois que ces danses bruyantes, ces cantilènes répétées jusqu'au paroxysme, cette démonstration autre de la différence dans la ville fut ce « plus » qui permit au féminisme de ne pas rester le patrimoine de quelques rares femmes « conscientes » et de parvenir à impliquer et à enthousiasmer jeunes étudiantes et vieilles mamans, gamines et intellectuelles, infirmières et ouvrières qui se mélangeaient volontiers dans le plus grand *mouvement mineur* qu'ait jamais connu l'Italie contemporaine. À Rome enfin, où la portée du mouvement fut considérable et où il y a toujours eu une forte présence de lesbiennes organisées, le 2 octobre 1976, des groupes féministes occupèrent le Palazzo Nardini, dans la via del Governo Vecchio, pour en faire la Casa delle donne, la « Maison des femmes ». L'occupation dura jusqu'en 1981, date où la maison fut transformée en Casa internazionale delle donne.

Grâce à la rupture qu'il introduisit entre corps et économie, entre gratuité et salariat, entre conscience de soi et politique aliénée, entre jeu et machisme militant, entre érotisme du désir et sexe répétitif, entre libre orgasme et esclavage phallocrate, entre communauté des affects et famille, le féminisme fut la dimension la plus significative de la vérité de l'Autonomie comme forme de vie.

Pendant un certain temps, le séparatisme fut une nécessité mais, par la suite, il fut évident pour beaucoup de femmes qu'il fallait tenter la solution « mixte », ou plutôt *polymorphe*, ne serait-ce que pour ne pas rester empêtrées dans les barrières identitaires qui se créaient inévitablement – et la question est encore parfaitement d'actualité, en Italie comme ailleurs.

Il s'agissait aussi d'ouvrir un espace dans lequel d'autres minorités sexuelles, jusque-là totalement exclues de toute participation *explicite* au Mouvement, pouvaient commencer à combattre de façon autonome.

Au début des années 1970, le mouvement gay – la première protestation organisée eut lieu à Sanremo en 1972, à l'occasion d'un congrès sur l'homosexualité comme maladie – commença à s'organiser, d'abord dans le Fuori !, sur le modèle du FHAR (Front homosexuel d'action révolutionnaire) français, puis, à mesure que celui-ci se rapprochait du Partito Radicale et se convertissait au réformisme, d'autres expériences révolutionnaires liées à l'Autonomie firent leur apparition, comme les collectifs autonomes homosexuels milanais et ceux de Florence, Pavie, Venise, Padoue, Naples, Catane, Cagliari, Rome et d'autres encore. Dans les premières lignes de son *Elementi di critica omosessuale* (Milan, Feltrinelli, 2002 [1^{re} éd., Milan, Einaudi, 1977]), Mario Mieli, grand militant et théoricien de l'autonomie homosexuelle, souligne la dette des collectifs homosexuels envers les pratiques féministes. Pour eux aussi, leur devenir autonome était passé par la reprise des pratiques des groupes d'autoconscience qui, dans les différents récits de vie échangés dans le groupe, faisaient ressortir le *commun*, qui était dans la répression qu'ils subissaient mais aussi dans la recherche d'une forme de vie libre et communiste :

La libération de l'Éros et la réalisation du communisme passent nécessairement et gaiement par la (re)conquête de la transsexualité et le dépassement de l'hétérosexualité telle qu'elle se présente aujourd'hui. [...] Si la transsexualité est le vrai *télos*, on ne pourra y parvenir *que* lorsque les femmes auront vaincu le « pouvoir » masculin fondé sur la polarité des sexes *et* lorsque les homosexuels auront aboli la Norme en diffusant l'homosexualité

universellement. [...] La (re)conquête de la transsexualité aura lieu avec la chute du capitalisme et avec le refus du travail aliéné et aliénant : la lutte des homosexuels et des femmes est [fondamentale pour] la révolution communiste. (Mario Mieli, *Elementi di critica omosessuale.*)

En 1975 – an de grâce... – d’une scission du Fuori !, naît à Milan le Collettivo Autonomo Fuori ! qui sera suivi par des expériences similaires dans d’autres villes. Le collectif se présente dans les pages de *Rosso* en incitant insolemment les milliers d’homosexuels présents dans les différentes organisations révolutionnaires à sortir du placard. L’enjeu imposé par les gays, à l’Autonomie d’abord, puis au reste de la gauche révolutionnaire, était la prise de conscience que si la question sexuelle était devenue un terrain de confrontation fondamental pour tous ceux qui se reconnaissaient dans le projet communiste, c’était grâce à la force et à l’intelligence des mouvements de libération qui n’avaient toutefois émané jusque-là que des femmes et des homosexuels : « Nous savons d’expérience que, lorsqu’on parle de répression sexuelle, on retombe trop souvent dans les généralités. Et on finira par entendre : “les hommes aussi sont réprimés”. Merci bien, répondons-nous. Sauf que vous êtes aussi gratifiés par votre beau rôle masculin. Et souvenez-vous que, comme vous avez mis en crise votre patron à l’usine, vous devez mettre en crise votre phallocratisme » (numéro de janvier-février 1975). L’intérêt du mouvement gay pour l’Autonomie, après la phase séparatiste, expliquent-ils dans le document, tenait à ce qu’ils y reconnaissaient une pulsion antiautoritaire et le refus de la bureaucratie au nom de toutes les expressions d’autonomie de la base et de créativité : c’était le bon espace pour continuer à exercer une activité militante *sans devoir cacher aux camarades* sa propre inclination érotique, du moins l’espéraient-ils. On retrouve aussi dans ce document la force de sépar/action et de décomposition qu’on a rencontrée dans les autres mouvements d’autonomie, dans le sens où les collectifs homosexuels croyaient aussi que le moment était venu de porter au sein de leur mouvement le critère révolutionnaire : on n’est pas tous *égaux* parce qu’on est homosexuels, la lutte de classe devait aussi traverser leur propre camp (de là l’autodésignation « homosexuels prolétaires »). Les collectifs autonomes homosexuels étaient également subdivisés en cellules, par école, quartier ou autre. C’est alors l’âge d’or des autoréductions et de leur côté, ils proclament qu’ils autoréduisent *aussi* la répression, la peur et le sentiment de culpabilité. L’activité politique des gays et des lesbiennes autonomes dans les écoles créa un climat de psychodrame général qui n’épargna personne – professeurs, étudiants, parents et camarades – preuve que la morale hétérosexuelle était tellement enracinée que quelques malheureux *dazibaos* ou tracts revendiquant une politicité homosexuelle pouvaient susciter indignation, expulsions, dénonciations et policiers postés devant les écoles. Face à cela, les militants gays et lesbiens des collectifs autonomes revendiqueront alors à leur tour la réappropriation de la violence comme moyen d’affirmer leurs besoins et de pratiquer leurs désirs.

Après le « prenons la ville » des débuts, le temps était venu du « reprenons la vie », et l’activité subversive qui touchait au sexe, à la famille et à la reproduction sociale était la représentation concrète par excellence de sa mise en pratique, une pratique collective du bonheur. Porpora Marasciano, militante trans du mouvement LGBT (Lesbian, Gay, Bisexual and Transgendered people), écrit dans les premières pages de son livre autobiographique : « Je considère comme une chance immense d’avoir vécu mon adolescence et ma jeunesse pendant les années 1970 » (P. Marasciano, *AntoloGaia. Sesso, genere e cultura degli anni '70*, Milan, Il Dito e la Luna, 2007). Le plan de consistance du Mouvement était peut-être plus vaste, plus profond, que ne le pensaient les militants de l’époque eux-mêmes – on est toujours plus libre qu’on ne le croit... – et les autonomies furent le laboratoire diffus où s’expérimentaient des formes de vie

qui ressemblaient à une fête sans fin. La vie se transformait si rapidement et si agréablement que personne ne voulait plus retourner à l'usine, comme le présageait *A/traverso*. Bien sûr, comme le dit Porpora, « la conscience exige du courage et à cette époque, où tout commençait, il en fallait le double », et tous ces camarades qui en manifestaient tant dans la rue en avaient très peu dès lors qu'il s'agissait de vivre ouvertement des relations qui mettaient en cause les frontières des genres, même si l'intersexualité était plus fréquente qu'on ne voudra jamais le reconnaître. Mais son récit nous apprend quelque chose d'essentiel : où qu'on aille à l'époque, il y avait des endroits, des rues, des maisons, des lieux où l'on pouvait faire de nouvelles rencontres, construire des langages, étreindre des corps, fabriquer des machines de guerre au-delà et à l'encontre de tout conventionnalisme. Mais cela ne pouvait se produire que dans une situation où « le personnage correspondait à son propre mode d'être, [...] il n'était pas délié par une expérience, un parcours et une appartenance, [...] une cohérence intime liait la personne à ce qu'elle faisait et paraissait ». Les *signes* extérieurs qui témoignaient de l'appartenance au Mouvement renvoyaient directement à des pratiques communes de vie et non à un misérable *ciblage* commercial.

Entre 1976 et 1977 naît à Turin un nouveau journal de l'autonomie homosexuelle. Felix, un jeune militant du Sud, y écrit : « Je ne veux pas être récupéré par la normalité hétérosexuelle parce que je ne crois pas en elle. Mais je ne crois pas non plus en un modèle homosexuel et alors, conscient de mes limites, je veux progresser dans ma libération pour faire exploser tout ce que j'ai refoulé et, comme le dit Mario Mieli, me changer moi-même et n'être ni homosexuel ni hétérosexuel et, plus que bisexuel, être *ce que nous ne savons pas encore, parce que c'est réprimé* » (*Lambda*, n° 2, 1977). Une recherche toujours à l'ordre du jour, bien entendu.

Jeune prolétariat contre la métropole

Produire des textes dans la rue, peindre en rouge la transformation de la vie. Transformer la couleur de la métropole et le langage de tous les rapports, pour rendre insupportable l'esclavage capitaliste.

« Sur la route de Maïakovski », A/traverso, juin 1976

Au milieu des années 1970, le projet contre-insurrectionnel commença à produire ses premiers effets macroscopiques. Le capital – notamment en faisant jouer des mécanismes de l'État-providence comme la *cassa integrazione* avec une indemnité à 93 pour cent du salaire, *en la payant donc très cher* – réussit à obtenir l'expulsion de l'usine de milliers de jeunes, c'est-à-dire de cette strate sociale absentéiste, égalitaire et saboteuse qui avait été au premier plan dans les luttes autonomes des années précédentes, et dans le même temps, à bloquer les nouvelles embauches sur de nombreux sites. Le commandement capitaliste faisait ainsi avancer à grands pas la restructuration technologique de la production et parvenait enfin à inverser le rapport de forces *dans* l'usine. Des milliers de jeunes diplômés furent déversés sur le marché du travail au noir et précaire, dans des centaines et des centaines de mini-usines, laboratoires, sous-sols, garages où ce jeune prolétariat était confiné et exploité sans la moindre règle, sans compter la diffusion considérable du travail à domicile qui impliquait toute la famille, et le porte-à-porte pour lequel les jeunes étaient payés quelques centimes. Autant d'entreprises où les petits patrons faisaient la pluie et le beau temps et qui annonçaient les formes de travail précaire qui, à partir des années 1980, concerneront la *totalité* du monde du travail dépendant. Dans le même temps, le PCI s'enfermait toujours davantage dans la tenaille mortelle du compromis historique, les syndicats se transformaient en organisations de délateurs, les groupes devenaient la « nouvelle police » à l'intérieur du Mouvement. Le parti armé entraînait dans sa phase paranoïaque. Jour après jour, les journaux télévisés ne parlaient que des *sacrifices* que les prolétaires devaient accepter pour permettre à tous la sortie de la « crise ».

La provocation à l'égard des mouvements était énorme.

Mais patrons et État, parti communiste et syndicats, et tous les autres « observateurs participants » n'avaient absolument pas compris à quels jeunes ils avaient à faire, et ils avaient sous-évalué la force expansive que les mouvements autonomes avaient alors atteinte. Car *en dehors* de l'usine il en allait autrement. Un grouillement incessant saturait les rues de la métropole. Les barbares campés hors les murs commençaient à faire des incursions dans le centre de la ville. Tout était au bord de l'explosion.

Les « jeunes » sont une invention assez récente. Jusque dans les années 1940, ils n'existaient pas en tant que catégorie sociologique. Ils n'ont commencé à exister qu'à partir du moment où l'État et le marché du travail, au cours de la décennie suivante, ont ménagé un espace pour une énorme strate de force de travail en formation qui, dans leur idée, était aussi celle où devait se constituer le consensus en faveur des formes sociales dominantes. Mais si, pendant les années 1960, cette strate sociale commence à refuser l'organisation autoritaire de la société et du travail, dans la

décennie suivante, les jeunes, désormais prolétarisés, sont devenus purement et simplement *indisponibles* au travail et ils utilisent le temps de non-travail pour subvertir la totalité du temps de vie. Le taux de chômage des jeunes atteint alors des niveaux stratosphériques mais ils ne constituent plus une « armée de réserve » à la disposition du capital, tout simplement parce que nombre d'entre eux choisissent de ne plus demander à entrer dans les usines ou ailleurs pour se faire exploiter, et ils restent dehors, pour inventer leur vie, en combattant dur et en résistant au travail par la diffusion de formes de jouissance immédiate du monde, par la recherche d'un usage libre et commun de tout. Innombrables furent ceux qui, pour ne pas s'enfermer à l'usine ou dans un bureau, passaient, par choix, d'un travail précaire à un autre, partageant logement et argent avec leurs camarades, avec qui peut-être, ils allaient ensuite brûler l'entreprise pour laquelle ils venaient de travailler.

La contre-attaque capitaliste se déploya sur deux fronts, en cherchant d'un côté à marginaliser et criminaliser de larges pans de la jeunesse, en premier lieu celle des périphéries en la poussant vers des formes de ghettoïsation toujours plus lourdes, et de l'autre, en l'enrôlant en très grand nombre dans le travail semi-esclavagiste de la sous-traitance industrielle et des services. La dystopie du capital pouvait se résumer comme suit : travail obligatoire pour les jeunes, un travail de préférence *inutile*, à salaire quasi nul mais sous un contrôle hyperintrusif ; pour tous les autres, la prison. L'école et l'université, dans ce cadre, devaient servir de « parking » et d'instrument de contrôle puisque le capital ne parvenait plus à leur faire produire ni élites ni ouvriers. Parallèlement, l'État, avec la collaboration des organisations sociales-démocrates, devait créer les structures de promotion d'un très large consensus pour briser la vague insurrectionnelle. Il y eut donc pendant les dernières années de la décennie une frénésie de politique et d'idéologie visant à la mobilisation des masses par en haut, avec le participationnisme, les délégués de tout et n'importe quoi et l'apparition dans les villes gouvernées par la gauche d'« assesseurs à la culture et à la jeunesse » qui cherchaient à vendre des marchandises culturelles à consommer dans le calme. C'est dans ce contexte que naît cette figure de l'*activiste* maintenant si familière : des organisations culturelles du PCI jusqu'aux groupes d'extrême gauche (qui en 1976 se présentent pour la première fois aux élections, recueillant très peu de voix), c'est toute une filière d'activistes qui animent et administrent cette énorme campagne de politisation des masses, qui fut en définitive une véritable opération de contre-révolution culturelle et se perpétua jusqu'au début des années 1980, pour « mettre en valeur » les découvertes et les modes de vie du Mouvement. Et quand nous lisons dans les documents de l'Autonomie toutes les tirades contre la politique, il faut penser que c'est précisément ce genre de choses qu'ils visaient. L'activiste, cette nouvelle figure de la gestion informelle du consensus, tout comme les politiques participatives et les apparatchiks culturels qui lui sont dédiés, sont des dispositifs culturels qui, malgré les difficultés de ces dernières années, ont perduré jusqu'à aujourd'hui (contrairement aux organisations qui les soutenaient à l'époque, qui ont été remplacées par d'autres moins rigides et ringardes) peut-être parce qu'ils incarnaient véritablement et dès l'origine cette sorte d'hybride entre administrateurs politiques et nouvelle force de travail postfordiste, mi-activistes mi-entrepreneurs, dans tous les cas des parasites du Mouvement. Les épigones de ce type de figures sont souvent aujourd'hui des « léninistes sans communisme », la pire race d'opportunistes sur lesquelles on puisse tomber dans ce qui reste du mouvement altermondialiste, tandis que les autres sont devenus de simples employés de la production de sous-culture à la pièce ; deux « animaux » politiques qui se confondent parfois dans une même figure et avec lesquels il convient de maintenir une distance de sécurité.

Le spectacle de la prestation impressionnante du PCI aux élections du 20 juin 1976 avait une fonction dans cette grande kermesse : galvaniser les masses pour leur faire croire qu'elles étaient à un pas du devenir gouvernement, exciter la classe ouvrière en lui faisant entrevoir le moment enfin venu de devenir État, et en avant, tout droit vers la dictature démocratique. Bien sûr, tout cela exigeait de se serrer la ceinture, de faire des *sacrifices*, le contrôle de sa propre consommation, la renonciation aux libertés publiques, le désarmement total du conflit, le renvoi du bonheur à un avenir toujours plus opaque, toujours plus lointain, toujours plus impossible. Ça n'a pas marché.

« Mouvement est la strate sociale qui se déplace », écrivait *A/traverso* dans l'un de ses premiers articles, en 1975, et il faisait précisément référence à ce qu'on commençait à appeler le *jeune prolétariat* (*proletariato giovanile*). Les premiers à forger cette expression furent les gens de *Re Nudo*, une revue de contre-culture autour de laquelle gravitaient de nombreuses expériences libertaires, des situationnistes aux autonomes, des derniers hippies aux partisans d'un communisme psychédélique. À partir de 1973, *Re Nudo* organisa des rassemblements musicaux et politiques sur le modèle de ceux du *Movement* en Amérique et dans le nord de l'Europe, et d'un intérêt initial pour les drogues, le rock et la contre-culture, il se tourna de plus en plus vers ce qui s'exprimait dans le mouvement autonome. En Italie, contrairement à ce qui se passait aux États-Unis ou dans d'autres pays, la contre-culture se développa massivement à l'intérieur d'un mouvement de la jeunesse déjà extrêmement politisé : des gens qui associaient sans difficulté marijuana et expropriation prolétarienne, sexe libre et affrontements de rue, rock violent et grève sauvage. Jusque-là, les rassemblements avaient toujours eu lieu loin des villes, dans des endroits parfois si perdus qu'on ne savait pas toujours comment s'y rendre, mais à un moment, les hippies maoïstes de *Re Nudo* commencèrent à réfléchir aux comportements rebelles qui se répandaient dans la jeunesse de la métropole et leur volonté de construire des communes dut se plier au fait qu'en Italie, contrairement à ce qui se passait ailleurs, il était plus intéressant de chercher à les faire en ville que dans des zones rurales reculées.

À partir de l'automne 1975, des bandes de jeunes partaient des périphéries des villes et rejoignaient le centre pour saccager les magasins. Ils provoquaient des affrontements dans les stades, se présentaient souvent par centaines à l'entrée des concerts de rock et semaient le chaos pour ne pas payer le billet, et parfois même, seulement pour faire échouer le concert considéré comme un énième hold-up pour leur infliger un spectacle dont ils étaient irrémédiablement séparés : musique-marchandise servie toute cuite pour les étourdir avec les promesses du Peace & Love. C'était ce que les jeunes prolétaires du Nucleo Autonomo di Quarto Oggiaro (« Cellule autonome de Quarto Oggiaro »), une bande de la périphérie milanaise proche de *Puzz* et *Gatti Selvaggi*, appelaient « l'organisation racketteuse de la passivité », avant de poursuivre – se tournant vers leurs camarades : « quand vous allez voir des concerts, vous allez TRAVAILLER, mais là est le ridicule : vous payez pour aller travailler ». La polémique avec les organisateurs des concerts et des festivals de rock prit un tour violent, même lorsque les organisateurs étaient des groupes extraparlamentaires qui furent contraints plus d'une fois de faire jouer les musiciens avec un service d'ordre imposant aligné devant la scène et à l'entrée de la salle, puisque, comme le disaient avec lucidité les autonomes, « la gestion de gauche de l'aliénation reste une gestion de gauche de l'aliénation ». Les grands concerts de rock devinrent ainsi un nouveau problème d'« ordre public » et, quand un cocktail molotov atterrit sur la scène de Santana et mit le feu aux amplis, pendant des années, plus aucune star ne voulut jouer en Italie. Ce qui ne fut pas forcément un mal : la créativité était plus autonome, laissant plus de place au *do it yourself* en musique également.

De leur côté, les lycéens avaient commencé à occuper leurs établissements de façon toujours plus organisée. Les occupations pouvaient durer des semaines, au cours desquelles l'essentiel, au-delà de l'approfondissement théorico-politique qui accompagnait d'ordinaire les agitations lycéennes, était d'accumuler des contre-savoirs utiles au sabotage de la métropole et d'intensifier les nouvelles *expériences*, la construction de communes temporaires, l'expérimentation de nouvelles formes d'amour et de lutte. À cette époque, les plus enragés commençaient aussi à s'affronter violemment aux proviseurs et aux professeurs réactionnaires et il devint normal que ceux-ci retrouvent leurs voitures détruites par des bombes incendiaires comme cela arrivait aux gardiens des usines et aux chefs d'atelier. Dans les lycées où le Mouvement était fort, dans l'intervalle de deux ans, proviseurs et professeurs ne dirigeaient plus rien.

C'est à Milan que tout s'est soudain condensé à l'hiver 1975-1976. Les bandes de jeunes, toujours plus nombreuses, se lançaient à l'assaut de la métropole, occupaient des appartements vides pour en faire des communes, inventaient des « centres sociaux » où elles organisaient des concerts et des spectacles de théâtre, expropriaient les marchandises : elles commençaient à se voir comme une « force ». *Re Nudo* et ce qui restait de Lotta Continua mirent à leur disposition leur savoir et certains de leurs locaux et créèrent avec les bandes les premiers Circoli del Proletariato Giovanile (« Cercles du jeune prolétariat ») qui furent bientôt une bonne trentaine, presque tous avec leur local et leur petit journal. Leurs membres étaient pour la plupart de très jeunes apprentis de petites usines, des travailleurs précaires, des chômeurs et des étudiants-travailleurs, plus quelques « francs tireurs » et anciens militants d'extrême gauche : tous s'en prenaient aux groupes qui « [reconduisaient] la division entre créativité-divertissement et politique traditionnelle ». Les Circoli, contrairement à toutes les forces organisées qui avaient toujours eu leurs locaux au centre-ville, firent le choix de l'enracinement dans le territoire : « La ceinture métropolitaine était formée de quartiers de construction relativement récente, ils dataient de la fin des années 1950. Pour les jeunes nés dans ces quartiers, il a fallu quinze ans, seize ans, pour retrouver une identité territoriale, pour en faire un territoire ami et pour penser qu'eux, la vie libérée, ils ne la voulaient pas simplement au local politique en centre-ville mais dans leur quartier, sans interventions extérieures » (Primo Moroni, « Ma l'amor mio non muore » in *Gli autonomi I, op. cit.*). C'est pour cette raison aussi qu'ils se voyaient comme des « Indiens métropolitains » : enfermés dans les « réserves », ils étaient exclus de tout mais c'est de là qu'ils pouvaient partir saccager le centre-ville défendu par les « tuniques bleues ». Le malaise de ces jeunes, qui avaient entre 13 et 18 ans, tenait au fait qu'ils ne connaissaient que le bar, le flipper, les BD pornographiques, le cinéma de série C, la drogue dure, les bancs gelés des jardins publics sordides des périphéries comme lieux et comme moyens de socialisation quand leur désir les portait vers une manière différente d'être ensemble. Les jeunes des Circoli voulaient, par exemple, qu'outre le 1^{er} mai, le premier jour du printemps devienne aussi fête nationale, parce qu'ils haïssaient la métropole et aimaient imaginer libérer les quartiers pour en faire leurs prairies.

À la même époque, les quartiers populaires plus centraux de Milan, comme le Ticinese, s'émaillèrent peu à peu de structures politiques autonomes et de très nombreux jeunes occupèrent les vieilles maisons communautaires dans lesquelles avait vécu le prolétariat du XIX^e siècle, donnant ainsi naissance à de véritables « quartiers rouges ». De son côté, la vieille classe ouvrière fuyait ces logements pour aller habiter dans les nouveaux quartiers ghettos, où les appartements avaient peut-être une salle de bain individuelle, voire une place de parking pour la voiture. Des logements conçus pour l'isolement des familles mononucléaires, plongés dans une

solitude aveuglante, construits dans des quartiers horribles où les liens de solidarité disparaissaient et où on ne trouvait même plus un bistrot pour aller boire un verre et parler avec ses amis après le travail : leurs enfants n'aimaient d'ailleurs pas ces nouveaux symboles sociaux du « bien-être » ouvrier construits au milieu de nulle part et qui deviendraient bientôt ceux de son anéantissement humain.

Les premières actions coordonnées des Circoli, à l'automne 1976, furent les samedis consacrés à l'autoréduction dans les salles de cinéma d'exclusivité et, si le premier jour, seules quelques centaines de jeunes y participèrent, un mois plus tard, ils se présentaient par milliers à chaque projection. Les groupes ont vite compris le truc et les Comitati Antifascisti liés au Movimento Studentesco (devenu entre-temps Movimento Lavoratori per il Socialismo) furent transformés en Circoli Giovanili (« Cercles de jeunes »). Mais leur entrisme ne dura que quelques semaines puisque les bandes – qui s'étaient étendues démesurément notamment grâce à l'apport des enfants de la bourgeoisie fatalement attirés dans l'orbite de la plèbe – à côté de la réduction dans les cinémas, dévalisaient chaque semaine charcuteries, magasins de vêtements, supermarchés et magasins de disques, dynamitaient les bars connus pour le trafic d'héroïne qui commençait à détruire leur génération, occupaient des logements pour vivre l'« antifamille » et renforçaient leurs liens avec les « vieux » de l'Autonomie. Car, c'était évident pour tout le monde désormais, les « nouveaux » autonomes, c'était eux. Avec les féministes, ils étaient l'avant-garde de masse de l'usine sociale métropolitaine.

Suivant l'exemple milanais, les premiers cercles de jeunes se formèrent également dans les périphéries de Rome et Turin ; la capitale connut une vague d'expropriations et d'autoréductions sauvages, la pression collective à Turin donna naissance à un groupe important qui, en 1977, prendra le nom de Cangaçeiros, tandis qu'à Bologne était constitué le collectif Jacquerie – c'est le terme qui avait été utilisé pour qualifier la révolte des Circoli milanais dans le *Corriere della Sera* – qui lança une campagne d'autoréduction (autrement dit de gratuité) dans les cinémas et les grands restaurants. La vague des Circoli se propagea partout, jusque dans les villes du Sud et les villages de province, marquant l'avènement d'une nouvelle génération, hyperconflituelle, très différente de celle qui avait vécu 1968 et les luttes du début des années 1970. Ces jeunes prolétaires n'avaient peut-être aucune culture politique mais ils avaient en eux la mémoire de la dure résistance antifasciste que leur avaient transmise leurs parents, voire celle de la révolte ouvrière de 1969 et plus encore celle de la violence insurrectionnelle d'avril 1975, matériau inflammable qui venait se mélanger à la contre-culture dont ils étaient d'avidés consommateurs. Contrairement à leurs parents et aux étudiants de 1968, ils savaient très bien qu'ils n'avaient pas d'autre avenir que l'abrutissement de la petite usine ou du travail précaire, qu'une existence faite de sacrifices pour la simple survie. Leur colère était à la mesure de la haine de classe qu'ils ressentaient chaque fois qu'ils quittaient leur quartier pour le centre-ville.

Les premières initiatives soutenues par *Re Nudo* et les Circoli à Milan furent des fêtes improvisées à l'occasion d'occupations de places du centre auxquelles prenaient part de nombreux jeunes prolétaires issus des quartiers-ghettos comme Quarto Oggiaro, Baggio, Ortica et des villages-dortoirs de l'arrière-pays milanais comme Rho, Limbiate ou Sesto San Giovanni. C'était l'occasion de jouer de la musique avec des instruments « pauvres », de nouer des amitiés et éventuellement de visiter un ou deux magasins de luxe : la fête – visages maquillés, animaux de papier mâché, drogues et groupes de musique – prit très vite une valeur politico-existentielle qu'elle n'avait jamais eue, et les livres de Bakhtine n'ont jamais autant circulé en Italie qu'à cette période.

Le dimanche 22 février 1976, jour de carnaval, une « fête dansante » est organisée sur la

piazza della Scala. Les jeunes des Circoli arrivent en nombre mais, à la demande de la mairie de gauche, policiers et carabinieri sont là également, et dès le début, ils provoquent, ils frappent, ils arrêtent. À la première réaction des jeunes des Circoli, la police envahit la place et les « organisateurs » essaient de faire déplacer les gens sur une place voisine pour poursuivre le bal mais de nombreux jeunes ne l'entendent pas ainsi, et ils restent sur place pour affronter la police avant de former un cortège improvisé : leur façon « alternative » de faire la fête. Les carabinieri attaquent la queue du cortège à coups de lacrymogènes et c'est le début de la guérilla urbaine. Des voitures sont placées en travers de la rue, d'où partent des volées de pierres, tandis que d'autres bandes démolissent des vitrines et s'acharnent contre une malheureuse Rolls-Royce qui finira incendiée avec d'autres voitures de luxe : « La fête commence mal, c'est enfin la nôtre. Ils nous prennent toujours tout, là on reprend quelque chose ! » – sera le commentaire des jeunes révoltés. Pour l'autonomie, c'est le signal que le jeune prolétariat est entré dans un devenir révolutionnaire. Il fallait maintenant relier ces strates de la jeunesse aux autres, organisées dans les collectifs autonomes, qui menaient à la même époque une violente campagne contre le travail au noir et sous-payé en organisant des « rondes » pour intimider les patrons par des actions violentes et soutenir les jeunes prolétaires qui travaillaient pour eux. Comme d'habitude, certains voulurent voir dans le jeune prolétariat « le nouveau sujet révolutionnaire », s'embarquant dans les élucubrations tout aussi habituelles sur sa capacité d'unification du front prolétarien, mais l'essentiel était ailleurs, dans la massification autonome des comportements de subversion qui avaient une puissance de contamination inédite et qui opposaient à la restructuration de l'usine sociale une force où le désespoir et la créativité se fondaient en matière incandescente d'une nouvelle solidarité offensive. C'est dans ce contexte que réémergea, à travers *Puzz* notamment, l'influence du situationnisme italien et de la « critique radicale », appelée aussi « négationnisme » (« *negazionismo* »), dont les théoriciens étaient Giorgio Cesarano, Riccardo d'Este, Joe Fallisi, Piero Coppo et d'autres comme Gianfranco Faina – qui donna naissance en 1976 au groupe armé libertaire *Azione Rivoluzionaria* – qui étaient passés par les expériences de Ludd-Consigli Proletari et de Comontismo – ce dernier groupe avait d'ailleurs un intérêt marqué pour la « racaille » – et qui poursuivaient depuis longtemps une analyse implacable du capital cybernétique, de la métropole capitaliste et de la gauche révolutionnaire dans toutes ses déclinaisons. Animée par le dessinateur Max Capa, *Puzz* – « nous ne préparons pas des festivals, nous créons des situations » (n° 9, 1974) – commença en 1971 par publier des bandes dessinées « détournées », mais elle s'enrichit peu à peu d'analyses théoriques qui traitaient de sujets comme l'abolition du travail, la critique de la politique spectaculaire des groupes, la présence du capital *au sein* des individus, la pratique des noyaux informels d'organisation : « Il ne s'agit plus pour un groupe révolutionnaire cohérent de créer un conditionnement de type nouveau mais, au contraire, d'assurer des zones de protection dans lesquelles l'intensité du conditionnement tend vers zéro » (*Puzz*, n° 11, 1974). Autant de thématiques que nous retrouverons dans les feuilles et les journaux de la jeune autonomie qui poussent comme des champignons en 1976 et 1977.

Une recomposition des luttes sous le signe de l'Autonomie, à Milan et ailleurs, était enfin possible : de l'usine au quartier, des maisons où les femmes travaillaient pour une misère aux planques du travail au noir, des hôpitaux aux écoles circulait un désir commun de *leur* faire payer toujours plus cher. Le 25 mars a lieu une grève dure dans toutes les usines et, à Milan, avant même le début de la manifestation, la perception qui gère les factures des services publics de la ville est incendiée. La manifestation syndicale est désertée et trois mille autonomes marchent vers les objectifs : un commando armé pénètre au siège de l'Association des petits industriels, expulse les patrons réunis en congrès et y met le feu ; des bureaux d'assurance

subissent le même sort et le soir même, de très violents affrontements se produisent à l'entrée d'un concert de rock pour lequel les autonomes ne veulent pas payer. Les protagonistes sont ceux que Rosso appelle les « gardes rouges en chaussures de tennis ».

Les expropriations pratiquées par les jeunes prolétaires se répétèrent dans tout le pays, les journaux aux titres les plus extravagants fleurissaient un peu partout, le mode de vie « freak-autonome » prenait pied toujours plus fermement chez les très jeunes, si bien que *Re Nudo*, qui avait connu plusieurs scissions à cause de la vocation managéro-marchandisante de son dirigeant Andrea Valcarengi, se convainquit qu'il y avait là un coup marketing à faire et décida d'organiser à l'été 1976 le plus grand festival alternatif que l'Italie ait jamais connu jusque-là. Le seul lieu disponible était le Parco Lambro, à Milan. Naturellement, il devait prendre le nom de « Festival del Proletariato Giovanile » (« Festival du jeune prolétariat »). *Re Nudo* se coordonna avec Lotta Continua, les anarchistes, les autonomes organisés et des groupuscules d'extrême gauche et lança un appel national à rejoindre le Parco Lambro du 26 au 30 juin. Le tam-tam fonctionna à plein et c'est près de cent mille jeunes qui se présentèrent à Milan le jour dit, avec peu d'argent en poche mais une curiosité insatiable. Ils cherchaient leur « maison commune », ils voulaient matérialiser des désirs demeurés jusque-là au niveau de la misère du besoin. Les organisateurs, quant à eux, semblaient surtout attirés par le « bénéfice » escompté : d'un côté, il y avait les apprentis managers qui voulaient créer un marché nouveau, « alternatif » peut-être, mais tout aussi lucratif que le marché « normal », et de l'autre, les organisations politiques qui cherchaient à vendre leur « ligne » et à grossir les rangs de leurs militants. La rencontre avec les « invités » ne pouvait se faire que sur un terrain d'affrontement et l'affrontement eut lieu, violent et clarificateur. Parco Lambro fut peut-être le seul véritable congrès de l'autonomie diffuse et c'est ainsi qu'en parlait Toni Negri dans les lettres écrites de la prison de Rebibbia au début des années 1980 :

Un gigantesque festival de la jeunesse, organisé par des groupes alternatifs un peu frivoles, mais réinventé par le mouvement. Il y avait tellement de gens, entassés, [...] et au fur et à mesure que les journées s'écoulaient, les groupes se déplaçaient, [...] un continuuel mouvement de masses – et chaque groupe amenait avec lui charrois et tentes, instruments de musique et outils rudimentaires. [...] Si tu venais d'une hauteur, tu t'enfonçais dans une sorte d'écheveau coloré, enveloppant, aussi dense de désirs qu'exempt de tabous. Les gens fumaient, faisaient l'amour, écoutaient de la musique, passaient doucement le temps à se retrouver, à se sentir unité. Ombres légères à la recherche d'un temps et d'un corps collectif. [...] En réalité, c'était un carnaval des pauvres [...] qui se voulait consciemment de libération. [...] Drogue, musique, n'étaient peut-être qu'un supplément. Tu commençais à respirer la turbulence. [...] Ce qui arrivait, c'était l'ébauche d'une tempête dans un ciel limpide. (Toni Negri, *Pipe-Line. Lettere da Rebibbia*, Turin, Einaudi, 1983.)

Et la tempête ne tarda pas, à l'intérieur du parc : au deuxième jour du festival, parce que les stands de nourriture gérés par les organisations augmentent leurs prix d'heure en heure – les sandwiches et tout le reste coûtent presque aussi cher que dans les bars du centre de Milan – les protestations commencent. De très nombreux jeunes, souvent originaires du Sud, organisent des défilés internes en hurlant des slogans pour l'appropriation et aussitôt commencent les premières expropriations de camions remplis de glaces, de sandwiches et de poulets surgelés ; les affrontements avec le service d'ordre payé pour contenir l'« exubérance » du jeune prolétariat se succèdent. Le lendemain, des bandes sortent du Lambro pour prendre d'assaut le supermarché voisin. De loin, la police tire des lacrymogènes pour les repousser dans le parc. Pendant ce

temps, une assemblée de masse a commencé à l'intérieur – elle durera deux jours et deux nuits. On y débat sur la justesse de la campagne d'expropriation menée contre les organisations de gauche, les jeunes féministes s'emparent de la scène pour dénoncer le machisme des militants d'une bonne part des groupes présents, les homosexuels, qui avaient été agressés et dont le pavillon avait été mis à sac par des mâles frustrés et surexcités, protestent haut et fort et Mario Mieli monte sur scène pour inviter tout le monde à l'exode de toute identité. Les chanteurs les plus célèbres, sponsorisés par les tout jeunes labels discographiques de gauche, sont contestés et leurs scènes sont également envahies par des assemblées-fleuves où l'on parle de tout, du corps, de la marchandise, de la révolution, de la condition des jeunes, du féminisme, de la drogue, de la folie et de la lutte armée. Le programme soigneusement préparé par l'organisation est transformé en gigantesque happening du désir tandis que les organisateurs « renudistes » essaient d'expliquer que si les prix sont si élevés, c'est pour financer le Mouvement, puisqu'eux-mêmes ont demandé des sommes énormes aux groupes politiques pour qu'ils puissent installer leur stand à l'intérieur du parc, qui prend vite le surnom de « ghetto du Lambro ». Des centaines de femmes et d'hommes se déshabillent et dansent et défilent dans le parc pour célébrer la libération totale, tandis que le service d'ordre s'en prend aux dealers d'héroïne comme aux jeunes junkies, suscitant immédiatement d'autres discussions sur la bêtise de cette « nouvelle police » du mouvement qui s'arroge un droit de répression des « déviants ». Il y a aussi de la bonne musique. Le concert de clôture d'Area se transforme en jam session exaltant les dynamiques créatives du chaos et abolissant la distance entre musiciens et public tandis que Gianfranco Manfredi célèbre par une douce mélodie l'insurrection dont il affirme qu'on peut la trouver au « fond de tes yeux » comme « dans la mitrailleuse bien astiquée », dans la « chaleur de ton sein » comme « dans les barres de fer qui s'abattent sur les fascistes », dans la « musique sur l'herbe » et dans la « fin de l'école », dans la « main dans la main » et « dans l'incendie de Milan ». Faire sa fête au festival, faire leur fête aux groupes, faire sa fête à la métropole, faire sa fête à l'oppression capitaliste, furent les séquences linguistiques qui sortirent successivement du Lambro : la « déprogrammation » métropolitaine planifiée par le jeune prolétariat en libération.

Contrairement à ce qu'on dit souvent, Parco Lambro ne fut pas une défaite mais une gigantesque expérimentation collective, traversée comme il se doit par des affrontements et des recompositions. Il est vrai que le festival dévoila la misère, la contradiction, la pauvreté, la violence et la confusion de ce jeune prolétariat, mais aussi son désir énorme de communauté, de révolte, de bonheur partagé. Les groupes et les managers firent piètre figure et les seuls organisateurs qui semblèrent en tirer une leçon furent les autonomes de *Rosso* qui firent leur autocritique publique et refusèrent très justement de donner le moindre sou à *Re Nudo*.

Cela permit aussi d'y voir plus clair dans le monde de la contre-culture et de repenser les questions de la politique et de la libération, de la marchandise et du corps. Gianfranco Manfredi a écrit sur Parco Lambro, dans un article qui mérite d'être cité quasi intégralement, des réflexions extrêmement justes qui n'ont rien perdu de leur actualité :

Depuis que la « gauche de classe » [*sinistra di classe*] a choisi comme pivot de sa pratique (pour ne pas dire, de sa « stratégie ») la réalité sociologique du « jeune prolétariat », voilà que le terme a acquis valeur de « classe » et ses actions une correspondance avec la « lutte de classe ». [...] Dans les différentes phases du développement de la classe, une de ses fractions est ainsi élevée de temps en temps au rang de « représentante générale » : hier l'ouvrier masse, puis les jeunes ouvriers et enfin le jeune prolétariat. [...] De là à l'identification de la strate avec la classe, il n'y a qu'un pas. [...] Mais il y a plus : au terme

sectoriel ainsi « isolé », on attribue les valeurs qui sont propres à la classe dans son ensemble, à savoir : une homogénéité interne qui peut exprimer une homogénéité de comportements, donc une direction unitaire et au moins nationale, une représentation organisée. [...] Essayons en revanche [...] de tracer un chemin contraire, inverse : non celui de l'agrégation révolutionnaire de la classe autour de sa strate la plus avancée et de sa représentation (toujours attendue), mais celui de la désagrégation (de l'évaporation) de la classe par ses strates marginales au-delà de toute représentation. [...] La classe en tant que telle [...] est le Parti ouvrier qui devient État ouvrier. Ici, en Italie, le PCI. La classe qui se nie en tant que classe est Sujet, l'ouvrier qui se nie comme ouvrier est personne. Voilà la raison du « Jeune prolétariat ». C'est à la dernière marche de sa marginalisation par rapport à la machine que l'ouvrier voit sa figure déchirée entre la classe et la personne. Le terme « jeune prolétariat » exprime cette ambivalence de directions, cette ambiguïté : d'une part, un terme (« prolétariat ») qui renvoie à la position dans le cycle, de l'autre, un terme (« jeune ») qui renvoie à la réalité du corps. [...] Tout le problème de la jeunesse serait là : Bonheur. Ledit bonheur se diviserait ensuite en deux branches : a) l'emploi ; b) être bien ensemble (« créativité »). En termes antiques, « panem et circenses ». C'est un des cas, il y en a bien d'autres, où la gauche est de droite : entre « panem et circenses » et « ora et labora », il n'y a qu'une petite différence de point de vue. [...] On trace les conditions du bonheur, ce qui peut se faire et ce qui ne peut pas se faire. [...] Les rites, comme d'habitude, sont des rites marchands. Et je le dis sans me scandaliser. Ceux qui se scandalisent sont généralement ceux qui conditionnent le rite pour que la marchandise y soit présente, mais fuyante, qu'elle y soit exorcisée. [...] La marchandise est le « rapport marchand » : elle est marchandise-idéologie (la politique), elle est marchandise-culture (la musique), elle est marchandise-sujet (la scène). [...] Le dernier masque de la politique est celui de l'Autonomie ouvrière. La politique se présente ici comme antagoniste à la marchandise. [...] Mais cette négation, en tant qu'elle laisse de côté le caractère spécifique de la marchandise (celle-ci ou celle-là, bonne ou mauvaise), à savoir sa jouissance réelle, nie précisément son aspect concret, d'usage, pour en affirmer l'aspect formel, la valeur abstraite. [...] Ils se réapproprient par la marchandise le rapport marchand. Ils n'échappent pas au cycle, ils jouent à l'intérieur de celui-ci. La marchandise est là, il ne faut pas en avoir peur, ni l'exorciser, ne serait-ce que parce que nous vivons en elle ensemble : il faut la fréquenter, l'aimer et l'assumer, mais non pas comme valeur mais comme usage, réception, stimulation, jouissance. [...] La musique, toute musique, dans la mesure où elle entre dans un rapport d'échange, est marchandise. [...] De nouveau, le problème est alors celui de sa réception, de son usage. On oppose généralement au contraire à la « musique commerciale » la « musique collective », autrement dit celle qui recrée le rite. [...] À la musique, on demandait de représenter l'unité des gens du Lambro. [...] Il était parfaitement clair pour tous les musiciens que tout ce qui libérait une dimension personnelle serait assimilé à de l'égotisme et il fallait donc recourir à des trucs du métier, au morceau facile à l'effet assuré. [...] Au Lambro, si la contradiction politique s'est exprimée, celle de la culture-musique ne s'est pas exprimée ou ne s'est exprimée qu'en termes anciens, c'est-à-dire en n'identifiant comme marchandise que la musique qui ne faisait pas un lien explicite avec le trio travail-militantisme-foi, tandis que l'autre musique était « notre musique », elle était « participation ». [...] Si la contradiction commençait déjà à s'émousser et à se camoufler en passant de la « politique » à la « culture », arrivée au seuil du « moi », elle se cachait carrément. C'est l'habituelle banalité phénoménale qui m'a mis la puce à l'oreille : les gens

s'étaient emparés de la scène et prenaient la parole au micro à tour de rôle. « C'est moi qui parle, c'est moi qui parle », « Non, c'est mon tour », en s'arrachant le micro des mains. [...] Ensuite chacun se présentait : « Je suis un camarade de... », ou « je suis un ouvrier... » : quel ennui, ces cartes de visite. Et « camarades » par-ci, « camarades » par-là. Mais pourquoi donc ? Et enfin le flash, la dernière observation déroutante. Il y avait le micro, deux énormes amplis conçus pour des groupes de rock, les gens devant la scène pratiquement à portée de voix. Et pourtant ceux qui parlaient au micro hurlaient. [...] Du point de vue de l'expressivité corporelle, dans le hurlement au micro s'exprime l'instinct de puissance, le pouvoir sur les autres. Des petits Charlot qui jouaient Hitler. Alors : ils ont pris la scène ou c'est la scène qui les a pris ? Qu'est-ce que la scène sinon quelque chose qui te place au-dessus de la tête des autres et pourquoi cette obsession de la prendre sinon pour se placer au-dessus de la tête des autres ? Ça c'est le jeu de la scène. Qui est aussi le jeu du Sujet. Le Sujet est celui qui a le pouvoir, et le pouvoir est une scène. Mais les sujets changent et passent, ils hurlent à tour de rôle au micro, la scène reste parce que le pouvoir c'est elle. Le Sujet est une « Chose » : la scène, et les sujets qui ne se définissent comme tels qu'en vertu de la dimension de la scène sont des sujets fantasmatiques, des personnages en quête d'auteur. C'est la scène le vrai sujet, c'est l'Auteur, ce qui te prête voix et attitude et qui te transmet une gestuelle. Ici aussi : la scène, malgré tout, unit. C'est l'unité rituelle que permet l'assemblée parce que parler en cercle ou à deux, à trois, à quatre, ce n'est pas, semble-t-il, de la « vraie » communication interpersonnelle : la communication est assemblée et la scène en est le Sujet, et chaque sujet ne se pense comme tel que lorsqu'il se retire de sa subjectivité réelle de personne et se présente comme « figure de la scène », car la communication n'est pas de personne à personne mais de « sujet politique » « caillot de pouvoir » « moi hurlant au micro » à « masse » « classe » « camarades », unité indistincte d'autres « sujets politiques » qui elle aussi, ne s'exprime pas par des regards, des sensations tactiles, des paroles claires ou sous-entendues, mais par hurlements applaudissements et sifflets. [...] D'autres ne hurlaient pas : ils étaient là avec le micro, qu'ils utilisaient, une structure fortuite, parce qu'alors c'était là qu'on communiquait et ils communiquaient peut-être en racontant leur vie, comment ils s'étaient retrouvés sur scène, ce qui leur était arrivé. Ceux-ci sont descendus de scène comme ils y sont montés : ils ont parlé sur scène comme ils pouvaient parler ailleurs. Là aussi, certains ont réussi. Et ce n'est pas rien. Faisons qu'il y ait toujours plus de sujets qui parlent et toujours moins de « sujets politiques », toujours plus de « personnes », et toujours moins de « camarades ». (*L'erba voglio*, n° 27, septembre-octobre 1976.)

Remplaçons aujourd'hui « jeune prolétariat » par « précarariat », « immigrés » ou « jeunes des banlieues », on constatera très vite que les vices de la « gauche de classe » sont toujours les mêmes. Sur la question de la marchandise-culture par exemple, on voit bien que tous les festivals « alternatifs », éventuellement organisés par des « centres sociaux », sont toujours davantage une fête du mensonge sans pareil. Si on se tourne vers la question du « sujet », il suffit de penser à toutes ces assemblées générales pendant les mouvements de masse récents – comme celui contre le CPE en France ou l'Onda universitaria en Italie – qui furent autant de « scènes » de mystification et d'abus de la part des « sujets politiques », organisées pour leur éternelle reproduction. La différence avec ce qui s'est passé au Lambro tient au fait, loin d'être anodin, que la plupart des gens qui y participèrent n'avaient aucune sorte de scrupule à tout renverser, même s'ils devaient se tromper, même s'ils devaient tout reconstruire, car l'essentiel était ailleurs, hors du parc-ghetto, hors de la « politique », hors, même, du « sujet ».

Le danger, pointé par *Senza Tregua* par exemple, mais aussi par *A/traverso*, était que le jeune prolétariat se berce de l'admiration de son propre être-ghetto, qu'il se prête à l'idéologisation de la « fête », qu'il renonce à la révolution pour se contenter des joujoux de la contre-culture, mais tout était déjà allé si loin qu'il était impossible de réduire la forme de vie de cette collectivité à une simple sous-culture et le vrai problème était en réalité : comment faire durer tout cet excédent, comment s'auto-organiser en son sein, comment continuer à s'étendre et à détruire le camp ennemi ?

Le numéro d'avril de *Rosso* est plus qu'un manifeste programmatique : « Ouvriers contre la métropole » est le titre du numéro 8 de la nouvelle série, qui paraît le 24 avril 1976. Un numéro qui montre comment il est toujours possible d'adopter une position juste *dans le* mouvement, en répertoriant ses comportements pour les exalter et les relancer dans des espaces encore plus vastes, sans chercher à les encadrer dans de stupides structures inclusives, mais en les traduisant, à partir de sa propre position, en indications de lutte toujours plus massifiées. L'image de couverture est magnifique : un autonome avec un passe-montagne sur le visage qui flotte dans l'air d'une métropole en transformation, en dessous les vieux immeubles modernes, au-dessus les nouveaux gratte-ciels du commandement : « la multiplication des attaques du prolétariat contre la métropole n'est plus seulement donnée émergente, lutte précurseur, subjectivité d'avant-garde. Dans l'appropriation, dans le cortège armé, dans l'attaque militaire, on reconnaît des strates de classe, des comportements politiques toujours plus larges. [...] À côté du commerce exproprié commencent à être fermés d'autorité les hauts lieux du trafic d'héroïne, les locaux de CL [Comunione e Liberazione – “Communione et libération”, organisation catholique de droite très présente dans les universités et les écoles, NDA] sont fouillés et détruits. [...] De la petite usine au quartier, du tissu social recomposé sur de nouveaux plans, doit disparaître toute forme de contrôle, toute forme de pouvoir de l'organisation du travail » (« Un communisme plus fort que la métropole », *Rosso*, n° 8, avril 1976). Le même numéro rend compte des actions milanaises du 25 mars mais aussi de la révolte des chômeurs napolitains organisés dans l'Autonomie le 30 mars. La bataille fait rage dans tout le centre-ville de Naples, paralysé par pas moins de quatre cortèges différents, qui attaquent le Bureau du travail, dispersent la police, occupent la gare et endommagent quelques wagons, attaquent la Bourse des marchandises, saccagent plusieurs commerces et arrêtent deux autobus avant de les détruire et d'en faire une énorme barricade, tandis que d'autres commandos s'en prennent aux voitures et brisent les vitres d'autres bus. Les policiers en civil qui tentent d'infiltrer les rangs des manifestants sont reconnus, frappés et virés de la manifestation. À Rome, l'ambassade d'Espagne est prise d'assaut et l'État commence à répondre de plus en plus souvent en tirant pour tuer, jusqu'à l'assassinat le 7 avril, toujours à Rome, d'un autre camarade, Mario Salvi, dans un cortège antifasciste, événement qui provoquera des affrontements de rue extrêmement durs dans lesquels, outre les molotovs lancés contre les ministères et le local de la DC, des coups de feu sont tirés contre la police.

À Bergame et à Varèse, en Lombardie, les manifestations syndicales du 25 mars sont bouleversées par les affrontements avec la police, les expropriations et les attaques contre les locaux de la Democrazia Cristiana. Dans les usines, on brûle les dernières cartouches de la résistance à la restructuration : jambisation de chefs, rafales de mitraillettes intimidatrices dans les verrières de la direction et incendies se succèdent et se répètent sans cesse. En mai, au lendemain de la mort d'Ulrike Meinhof, des engins visant des intérêts allemands explosent dans plusieurs villes. Il ne s'agit pas d'actions planifiées par une structure centralisée : chaque collectif, en harmonie avec les « fréquences » du Mouvement sait comment agir dans ce type de situations, en commettant aussi parfois quelques bourdes, c'est vrai, dans la fougue de l'instant,

comme lorsqu'un collectif milanais, à cette occasion, mit le feu aux bureaux de la compagnie anglaise Gestetner qu'il avait prise, à cause du nom, pour une entreprise allemande...

La métropole est désormais une méga-usine sur laquelle s'abat une tempête de feu sans précédent.

Le vieux slogan de 1969, « *Vogliamo tutto !* » (« Nous voulons tout ! ») se transforme en « *Prendiamo tutto !* » (« Prenons tout ! ») et le programme de l'autonomie se décline de la façon suivante : sur le terrain salarial : imposition de prix politiques contre la vie chère, appropriation, représailles contre la grande distribution si elle refuse de baisser les prix, occupation des logements libres, autoréduction des factures, taxation de la haute-bourgeoisie en faveur des sans-revenus ; sur le terrain de la militarisation du territoire : libération du quartier par l'expulsion de la police et des vigiles armés, représailles contre l'arrestation et le meurtre de camarades ; aucune place dans les quartiers aux organisations de « gauche » délatrices ; élimination des dealers d'héroïne ; enfin, sur les formes communautaires de vie : occupation de maisons de jeunes, pour y habiter, faire des réunions et des fêtes ; rondes contre les jaunes et l'exploitation dans les petites usines ; enfin : coordination métropolitaine de toutes les autonomies : « Le territoire métropolitain est à reparcourir en brisant la ghettoïsation du quartier » (« *Brisons le ghetto du quartier* », *idem*).

Entre-temps, une scission au sein de *Senza Tregua* avait donné naissance, d'un côté, aux *Comitati Comunisti Rivoluzionari* (« Comités communistes révolutionnaires »), une structure légale, mais qui agissait aussi sur le terrain de la lutte armée sous d'autres sigles, et de l'autre, à des organisations clandestines, les *Unità Comuniste Combattenti* (« Unités communistes combattantes ») et *Prima Linea* (« Première ligne », PL), tandis que d'autres secteurs de l'Autonomie, à l'intérieur de l'aire de *Rosso*, donnent naissance aux *Brigate Comuniste* (« Brigades communistes »), dont se détacheront plus tard les *Formazioni Comuniste Combattenti* (« Formations communistes combattantes », FCC). Si en réalité, *Brigate Comuniste* est le sigle sous lequel des groupes proches de *Rosso* revendiquent certaines actions de sabotage armé – et des dizaines de sigles seront utilisés pendant cette période pour des actions de ce type –, PL et les FCC étaient bien des groupes qui se structuraient comme de véritables organisations indépendantes, même s'ils demeuraient, dans cette première phase tout au moins, en étroite relation avec le Mouvement. La plupart de leurs militants continuaient d'ailleurs à intervenir publiquement, c'est-à-dire à militer dans les structures légales à l'usine ou dans les quartiers : les fractions armées clandestines n'avaient pas encore pris le dessus, c'était encore le temps où l'Autonomie diffuse et organisée « commandait » la rue.

Après l'été 1976, les luttes reprennent, toujours plus intenses. À l'automne, un grand nombre d'actions armées frappe les usines et les villes : à Turin, l'usine Singer est prise d'assaut ; à Milan lors d'un défilé ouvrier le 20 octobre, des commandos autonomes attaquent le laboratoire pharmaceutique De Angeli, détruisant sa comptabilité, mettent le feu aux bureaux de l'usine textile De Angeli Frau avec pas moins de 21 molotovs, ferment un local de *Comunione e Liberazione*, brisent les vitrines d'une maison d'édition de droite et enfin, exproprient des bouteilles de spiritueux d'un supermarché ; à Gênes, les BR incendient les voitures des dirigeants de trois usines différentes tandis qu'à Turin, elles revendiquent l'incendie de six voitures de « gardiens » de l'usine Fiat ; toujours à Milan, le 12 novembre, trois militants armés des *Unità Comuniste Combattenti* font irruption dans les bureaux de l'Assofarma et emportent les fichiers et le portefeuille du directeur, et on pourrait continuer la liste...

C'est le grand moment des *Circoli*, leur Automne chaud à eux.

À côté de la stratégie victorieuse des autoréductions au cinéma, les occupations des nouveaux

cercles et collectifs qui apparaissent à Milan, comme ceux de Romana-Vittoria et du corso Garibaldi ou le Collettivo Autonomo della Barona, seront tout aussi efficaces. Ils s'engagent particulièrement sur le terrain de l'organisation des rondes prolétaires contre le travail au noir, des « marchés rouges », de l'expropriation et de l'occupation de logements. Les collectifs organisent aussi l'autoréduction sur les transports publics : ils montent dans les bus, sabotent les oblitérateurs et distribuent des tracts, ou ils montent en groupe et attendent l'arrivée du contrôleur pour lui arracher tout son bloc de contraventions et en sortant, ils inscrivent des slogans sur les flancs du bus. Ou encore, comme c'est arrivé le 3 décembre et des dizaines de fois par la suite, ils se présentent en grand nombre dans un supermarché et ils invitent les gens à s'approprier la marchandise, ce que tout le monde s'empresse de faire : l'expropriation ne dure pas plus d'une minute. Il faut faire attention à ne pas confondre l'histoire des Circoli avec celle des « centres sociaux » comme le Leoncavallo, qui fut occupé en 1975 par des militants de différentes organisations d'extrême gauche et qui, en dépit de la part d'innovation qu'il a pu représenter, incarna à l'époque des Circoli – comme le rappelle Primo Moroni, le « libraire du Mouvement » – une démarche plutôt traditionnelle dans sa pratique politique et pas très ouverte à la réalité de la jeunesse de la métropole, contrairement à d'autres comme le Santa Marta.

Aujourd'hui, le Leoncavallo, qui a connu son heure de gloire dans les années 1980-1990, existe encore, dans un autre endroit, mais personne ne le considère plus comme un « centre social ». Ce n'est qu'un des nombreux lieux de la *movida* milanaise : de même qu'il fut à l'avant-garde d'une « nouvelle manière de faire de la politique » dans les années 1980, il le fut encore cette dernière décennie en symbolisant le déclin politique et culturel des centaines de « centres sociaux » qui étaient nés dans son sillage et qui sont devenus pour la plupart des agents de la « rénovation urbaine » – c'est-à-dire de la destruction – des zones populaires de la ville ou se sont transformés en usines de divertissement où la culture politique n'a plus aucune place, ou alors exhibée comme un stupide badge identificateur ou pire encore : un *logo*. Ceux qui continuent à résister dans un esprit d'autonomie et de recherche collective peuvent sans doute se compter sur les doigts d'une main.

Le 27 et le 28 novembre 1976, à l'Università Statale de Milan se tient une assemblée nationale des Circoli giovanili, à l'issue de laquelle est publié un document dans lequel on peut lire :

[...] Parco Lambro a été le reflet fidèle de la réalité de marginalité, de solitude et de force pour changer les choses. [...] La lutte pour l'autoréduction des cinémas est devenue une épreuve de force entre les jeunes et le système. [...] Que la force que nous avons accumulée s'étende, au-delà des cinémas, aux théâtres, aux salles de danse et à tous les lieux de violence idéologique que la bourgeoisie impose. [...] Notre non à la société des sacrifices est un droit à occuper des immeubles et des « centres sociaux » dont nous réclamons le financement, c'est un droit à occuper des logements à nous partager en commun, c'est un droit à imposer des prix politiques dans les restaurants, dans les magasins de vêtements, dans les grands magasins. Nous avons besoin d'accumuler de la force, de la force pour vivre, de la force à déverser sur le patron [...]

Le langage adopté par les Circoli est celui des « Indiens ». L'affiche de convocation au happening milanais est dominée par deux mains fermées sur un tomahawk au-dessus duquel on peut lire : « Il est temps que la tribu des hommes s'unisse pour chasser de la terre les faux amis de l'homme. *Nous avons déterré la hache de guerre.* »

La découverte fondamentale était que pour le jeune prolétaire, la féministe, le chômeur,

l'« exclu », l'ouvrier social, l'espace d'agrégation n'était plus l'école ou l'usine mais directement le *territoire*, où il n'y avait pas de place pour l'idéologie : sur le territoire, on s'organisait par la lutte directe, sans médiations, pour la satisfaction des besoins. La recomposition du mouvement ne passait plus par la stratégie des « revendications » mais par la pratique directe de l'objectif, la construction d'alternatives matérielles de vie ici et maintenant, l'occupation dense et armée du territoire. En ce sens, c'est à 1976 qu'il faut faire remonter le début du « Mouvement de 1977 ». C'est aussi la raison de la rupture de l'alliance entre les autonomes romains des Volsci et l'aire de Rosso. Les Volsci leur reprochaient de se désintéresser de plus en plus de la grande usine et du thème selon eux toujours actuel des soviets au profit d'une campagne unilatérale en faveur des strates « émergentes » (jeunes, femmes, homosexuels), se débarrassant trop vite de l'opéraïsme. À Milan, où on avait occupé un vieux hangar, le Fabbricone (« la Manufacture »), on retrouve cette même incompréhension entre les militants de l'assemblée autonome d'Alfa Romeo et la majorité de ceux de Rosso : les premiers ne comprennent pas les jeunes *freaks* et les féministes et voudraient utiliser le hangar comme un local politique traditionnel, les autres en revanche soutiennent la ligne d'ouverture aux différences et aux nouveaux comportements des jeunes. Paolo Pozzi en donne une description séduisante dans *Insurrection* : « À la Manufacture, on trouve de tout : une compagnie théâtrale dont le nom est Théâtre Marginal, une crèche autogérée, une scène pour organiser des représentations et des dizaines d'ex-bureaux pour tenir des réunions. On peut donc se pointer et trouver rassemblés simultanément, mais en divers endroits, les groupes dirigeants de Rosso, *Senza Tregua* et les divers courants scissionnistes de Lotta Continua. Sans parler des jours précédant les manifestations, quand la Manufacture se transforme, justement, en manufacture de molotovs. [...] À la fin des fêtes, des couples toujours différents se forment et la Manufacture est synonyme de crise pour des centaines de ménages. Les femmes se prennent vraiment pour des patrons. [...] Dans l'univers fantastique de la Manufacture, la vie t'emporte sans même faire un effort. Il suffit de se laisser flotter comme un bouchon dans l'eau. Un filet de courant et tout se remet en mouvement » (P. Pozzi, *Insurrection* [C. Siné, trad. d'*Insurrezione*, Rome, DeriveApprodi, 2007], Paris, Nautilus, 2010). Malheureusement, les tensions entre « opéraïstes » et « métropolitains » firent rapidement décliner ce « monde fantastique ». Ces querelles témoignaient d'une rupture qui s'expliquait par une différence de génération, mais aussi de culture politique : l'opéraïsme usiniste ne comprenait pas la transformation anthropologique en cours ou peut-être au contraire la comprenait-il trop bien, et il voyait là son crépuscule. Mais le document publié en mars par les Collettivi politici autonomi de Rosso est aussi clair que ferme sur la *positivité* de la contradiction entre autonomie organisée et autonomie générale des mouvements et sur la possibilité de tenir ensemble lutte de classe et lutte de libération : « il faut dire très clairement que nous ne croyons pas à la grandeur du projet offensif de l'autonomie ouvrière si celle-ci ne se présente pas, *avant toute chose*, comme capacité de synthèse politique des besoins de libération » (« Agir collectif et autonome dans la phase actuelle », Rosso, 13 mars 1976). En réalité, l'analyse révélait comment, dans un contexte d'attaque capitaliste brutale, le réformisme syndical et de parti misait sur la séparation, violente et ghettoïsante, des « luttes pour l'occupation » et de celles des jeunes et des féministes. Leur objectif était clairement de diviser le prolétariat en une classe ouvrière « garantie » d'un côté et une strate de « marginalité » improductive de l'autre : corporatisme contre communisme. Bien sûr, dans les faits, la « synthèse » des mouvements était une opération impossible, mais la question du moyen de parvenir à une organisation métropolitaine des autonomies en mesure de ne pas étrangler l'expansivité du désir de libération dans la recomposition, certes nécessaire, des luttes et des strates prolétariennes, demeurait toutefois ouverte. Si jusque-là, cette synthèse s'était

produite « spontanément », le problème de l'organisation se reposait désormais de façon toujours plus pressante, tout en sachant que le caractère *informel* de l'autonomie sociale et prolétaire représentait en soi une limite forte pour les opérations répressives menées par le capital collectif.

Tandis que les autonomes organisés discutent passionnément de lignes politiques et de recomposition de classe, les Circoli del Proletariato Giovanile lancent « l'ultimatum à la métropole » : si la municipalité rouge de Milan n'accepte pas leurs demandes d'autoréduction et d'occupation des immeubles vides, ils organiseront le boycott de la soirée inaugurale de la saison lyrique de la Scala le 7 décembre, rendez-vous traditionnel de la bourgeoisie milanaise. Sur l'affiche collée sur tous les murs de la ville, le tomahawk s'abat sur le parterre du théâtre : le sort en est jeté. Contrairement à tous les autres groupes qui avaient courtisé les Circoli jusque-là, l'autonomie organisée choisit de participer, certes avec beaucoup de réticences et sans grande conviction, à ce qui représentait pour les jeunes prolétaires une échéance fondamentale, parce qu'il était absolument évident qu'il ne s'agirait pas de la répétition de la contestation à la Scala de 1968, où quelques malheureux œufs avaient atterri sur les fourrures de la bourgeoisie.

Le journal des Circoli, *Viola*, publia la déclaration de guerre suivante :

Le 7 décembre à Milan, c'est la fête de saint Ambroise, le patron de la ville : la bourgeoisie inaugure à cette date par l'ouverture de la saison de la Scala une nouvelle année d'exploitation et de domination, en étalant sa richesse, ses privilèges [...]. L'ouverture de la saison de la Scala est aujourd'hui une échéance politique. Le jeune prolétariat s'affirme, avec les femmes, comme détonateur et comme avant-garde culturelle de l'explosion des équilibres de forces en vigueur entre les classes, mais il y a quelque chose de plus qu'en 1968. La logique des sacrifices est la logique bourgeoise qui dit : aux prolétaires les pâtes et aux bourgeois le caviar. Nous revendiquons le droit au caviar : parce que nous sommes arrogants (peut-être est-ce la caractéristique des jeunes). [...] Malgré la municipalité rouge, le privilège de la soirée inaugurale a été accordé une fois de plus à la bourgeoisie milanaise, et nous nous mobiliserons donc pour empêcher les bourgeois d'entrer à la Scala : puisqu'elle nous a été refusée, nous ferons tout pour leur refuser à eux. Si nous ne réussissons pas à autoréduire, nous autoréduirons les spectateurs.

L'après-midi du 7 décembre, tandis que le centre de Milan est totalement militarisé, pas moins de trois cortèges se dirigent vers la Scala : l'un est défendu, plus que dirigé, par les gens de *Rosso*, un autre par *Il Manifesto* et les marxistes-léninistes, et un autre encore par le célèbre service d'ordre du Casoretto, une bande de quartier issue des luttes antifascistes du tout début des années 1970. La plupart des jeunes ne sont pas du tout préparés à une bataille rangée et c'est un désastre. Les deux premiers cortèges sont rapidement dispersés après une série d'affrontements désespérés et la police se concentre ensuite sur le troisième, qui est entièrement encerclé. Les camarades lancent des dizaines de molotovs pour se frayer une issue mais certains glissent sur l'essence enflammée tandis que d'autres en courant se laissent tomber les bouteilles incendiaires à amorce chimique sur les pieds : il y aura plusieurs manifestants gravement brûlés et des centaines d'arrestations. Ce fut une dure leçon que personne n'oubliera, et on peut dire que ce 7 décembre a mis un terme à l'histoire des Circoli milansais, dont les militants ont ensuite rejoint les divers collectifs de l'autonomie ou se sont perdus dans les brumes de l'héroïne. Reste toutefois cette impression tenace que si l'autonomie organisée milanaise avait vraiment *cru* à l'insurrection des cercles, la situation aurait pu tourner autrement. Il faut noter également qu'en face, dans les rangs de la bourgeoisie, l'assaut contre la Scala avait fait forte impression et son journal, le *Corriere della sera*, avait conscience de se trouver face à quelque chose de très différent de 1968, quelque chose dont on pouvait avoir peur en raison précisément de son

caractère non reconnaissable, *monstrueux*, et c'est ainsi que le journal récupéra, en la dénaturant totalement, l'image de la *jacquerie*, instaurant par là cette opposition entre un 1968 positif, source de modernisation, et l'*annus horribilis* 1977, source de tous les maux, opposition qui aura tant de succès dans la pseudo-historiographie des années suivantes : « Milan assiste en ce moment à l'émergence d'une sorte de *jacquerie* urbaine, stérile, dénuée d'objectifs, comme l'étaient, dans le temps, les *jacqueries* des campagnes. [...] Les protagonistes de ces *jacqueries* sont bien différents et bien loin de la contestation de 1968. Ni la politique, ni le système législatif, ni les objectifs et les stratégies de l'action ne les intéressent. De même que les minuscules bandes de paysans des campagnes françaises mettaient le feu au château, ils crient "prenons la ville", la ville qui scintille, avec ses splendeurs et ses contradictions. S'il est vrai que l'instinct et la frustration portent eux aussi vers quelque chose, ils se trompent d'objectifs et de stratégie : ils sont hors de tout, hors des partis, des groupuscules, et même des périphéries dont ils viennent » (Éditorial du mercredi 8 décembre 1976). L'*intelligentsia* bourgeoise percevait assez bien certains traits du phénomène insurrectionnel qu'elle avait sous les yeux mais elle ne pouvait certes pas y voir une « stratégie », puisque cette stratégie était *enfin* en dehors de toute coordonnée de la politique qui lui fût compréhensible et récupérable.

L'année se termine, en décembre, par une nouvelle série d'actions impressionnantes. Pour n'en donner qu'une petite idée : à Padoue, un commando d'autonomes armés bloque une route avec des voitures et des pneus incendiés pour permettre à un autre groupe d'exproprier un supermarché ; à Turin et à Milan, Prima Linea monte deux actions contre des associations patronales et des locaux de la DC ; à Florence, les Reparti Comunisti di Combattimento font exploser six agences immobilières ; à Rome, pour protester contre l'augmentation des prix, des groupes autonomes font sauter quinze centraux téléphoniques ; à Milan, des molotovs tombent sur un magasin impliqué dans l'organisation du travail au noir.

Les Circoli giovanili romains saluent ainsi le dernier jour de l'année : « Nous ne resterons pas dans nos "réserves" !! Cette fois, le réveillon sera une nuit de fête et de guerre ! *De Fête* : car nous avons besoin d'être ensemble, de sentir notre chaleur, de trouver collectivement l'envie de lutter pour nous changer nous-mêmes et pour changer le monde, pour vaincre le désespoir et organiser le rêve. *De Guerre* : car nous ne sommes pas disposés à sacrifier notre vie, notre imagination, pour les patrons. Et nous voulons hurler dans leurs cerveaux, de tout notre désespoir, de toute notre joie de vivre ! »

Autonomie et délire du sujet : mille groupes en multiplic/action

*Le pouvoir n'est pas seulement là où se prennent des décisions horribles mais partout où le discours enlève le corps la rage le hurlement le geste de vivre.
Collettivo A/traverso, Alice è il diavolo.*

En raison de leur proximité avec le jeune prolétariat, l'activité des petits groupes autonomes qui se forment à cette période autour d'*A/traverso – giornale dell'autonomia* et *Zut – foglio di agitazione dadaista*, expériences d'écriture et de vie fondées entre Bologne et Rome, sera essentielle pour certains développements de 1977. *A/traverso* fut, entre autres, le laboratoire dont s'inspira Radio Alice, la radio libre de Bologne, la radio du Mouvement. Bien sûr, il y eut d'autres expériences radiophoniques mouvementistes en Italie, comme Radio Sherwood à Padoue, Radio Città Futura à Rome et Radio Popolare à Milan, mais Radio Alice a dans cette histoire une importance particulière, célébrée récemment dans un beau film de Guido Chiesa, *Lavorare con lentezza*. Le nombre de filles nées autour de 1977 et prénommées Alice confirme son importance dans l'imaginaire collectif. Cette expérience exceptionnelle fut relativement éphémère, contrairement par exemple aux autres radios mentionnées plus haut qui émettent toujours aujourd'hui, tout simplement parce que *cette radio était le Mouvement même* et par conséquent, indépendamment des persécutions policières, elle prit fin avec celui-ci. S'agissant de collectivités et de mouvements, la continuité ne prouve rien, du point de vue de la révolution, si ce n'est bien souvent l'opportunisme et l'esprit managérial des continuistes à tout prix. Mais Radio Alice vit encore, elle reste dans la mémoire commune comme l'un des épisodes les plus significatifs de notre histoire révolutionnaire.

A/traverso commence à paraître en mai 1975. Au début, il est fabriqué à la machine à écrire et au feutre et reproduit ensuite en offset. Le titre est composé de lettres découpées dans des journaux comme *L'Unità*, *Il Manifesto* et *Rosso*. Bologne est à l'époque un territoire particulièrement propice à ce genre d'expériences « créatives » : parmi les 70 000 étudiants, beaucoup viennent y suivre les cours du DAMS (département arts, médias et spectacle), un nouveau cursus dans lequel se sont retrouvés différents professeurs libertaires et ouverts aux contaminations du Mouvement. Les étudiants viennent de toute l'Italie, en particulier du Sud, mais aussi de l'étranger – plusieurs Allemands, notamment, participent aux expériences dont nous parlons. Bifo et les autres concepteurs de la revue étaient presque tous d'anciens militants de PO et de Linea di Condotta, mais ils y avaient défendu la ligne « spontanéiste » ; à cette époque, ils avaient lu *L'Anti-œdipe*, ils avaient vécu avec un grand bonheur, même au prix de mille contradictions, le mouvement féministe et gay, et ils se plaçaient immédiatement sur un terrain où l'auto-organisation n'était pas, et ne deviendrait jamais, « subjectivité politique » : le petit groupe, la revue, la radio se voulaient des instruments mais jamais la direction de quoi ou de qui que ce soit, et leur proposition était la collectivisation du quotidien et l'organisation micropolitique. Plutôt que d'instruments, il faudrait parler, comme l'écrit Bifo, d'« agents de

communication » : « Radio Alice n'était pas au service du prolétariat ou du mouvement mais une subjectivité du mouvement » (F. Berardi « Bifo », « La specificità desiderante nel movimento dell'autonomia » in *Gli autonomi I, op. cit.*). Il s'agissait de valoriser l'expérience des logements collectifs, des cercles, des groupes d'autoconscience, des collectifs d'usine, d'école, d'université et autres, pour en faire un réseau susceptible d'alimenter le conflit et de soutenir sa possibilité d'autonomie dans tous les sens, de l'autonomie physique à l'autonomie mentale. En mettant à profit les expériences récentes, ils ne pensent plus uniquement à l'usine comme centre de rayonnement de l'intervention mais à la vie quotidienne dans sa complexité et au rapport critique qui s'établissait entre le jeune prolétariat et la métropole.

Dès l'origine, *A/traverso* affirmait bien que, pour sa part, elle jugeait la lutte d'usine alors en vigueur uniquement défensive, d'où la nécessité d'une rupture, d'un saut dans le vide qui s'annonçait riche de possibilités. Mais elle percevait aussi des signes d'angoisse et d'autodestruction dans le Mouvement, conséquence d'une incapacité à tenir compte de la désagrégation du passé proche et de toutes ses certitudes politiques et existentielles. C'est de cette angoisse que provenaient, selon la revue, aussi bien les tentations mysticisantes et la plongée dans l'héroïne que les pulsions militaristes et ultrabolcheviques, ces dernières reproduisant spéculairement la machine étatique dans la fantasmatisation du Parti, en refaisant de la politique une dimension scindée et aliénée du mouvement : la politique, écrivait-elle, consistait et consiste à ne se mesurer toujours qu'aux temps de l'État. Alors qu'il fallait intercepter les microcomportements, les *symptômes* d'une subjectivité latente qui ne pouvait émerger que sur le terrain de l'autonomie, dans le refus du travail, dans l'extranéité, dans l'appropriation, c'est-à-dire dans la sépar/action (*separ/azione*, c'est bien sûr *A/traverso* qui invente cette façon d'écrire). La politique prospère sur le « refoulement du sujet » ; c'est le cas aussi de la politique révolutionnaire qui, au lendemain de l'insurrection, dans les expériences passées, a toujours réinstauré la domination de la machine gouvernementale sur la sépar/action, de la bureaucratie réformiste sur l'autonomie, du socialisme du capital sur le communisme de la libération. *A/traverso* voyait dans l'autonomie diffuse une solution possible dans la mesure où l'État ne parvenait pas véritablement à atteindre en profondeur les microcomportements déviants mais seulement à les réprimer. Mais c'est par là aussi que les psychiatres, les sociologues, les criminologues, les syndicalistes, les journalistes prenaient une importance nouvelle comme agents de la société du contrôle et, à la même époque, la rencontre avec le travail de Michel Foucault fut fondamentale pour comprendre cette évolution des dynamiques gouvernementales.

Ainsi surgissait également la contradiction irréductible entre politique et Mouvement, la première comme moment du refoulement, de l'institutionnalisation, du spectacle et de l'interclassisme et le second comme extranéité, désir, autonomie. La classe était donc redéfinie comme « processus de recomposition d'un système d'unités désirantes, petits groupes en multiplication, mouvements de libération, qui reconnaissent leur unité pratique dans la libération du temps du travail, de la prestation comme forme d'existence. [...] Dans la sépar/ACTION le capital voit sa fin » (mars 1976). *A/traverso* fit aussi un grand pas en direction de la mise en cause définitive de la notion de sujet. De fait, disaient les Bolognais, le sujet resurgit toujours comme refoulement de la multiplicité schizoïde des privations et des désirs vécus par la singularité, en leur imposant une hiérarchie interne et une centralisation extérieure, exactement comme la politique. Le sujet, comme la politique, décentre et totalise, sépare et centralise, différencie et hiérarchise en reproduisant continuellement une Norme à laquelle se conformer. Le léninisme en fut une expression très particulière qui, partant de lignes de fuites révolutionnaires, a fini par produire la Classe ouvrière comme sujet du Parti-État et la politique socialiste comme

Norme de l'impossibilité de la libération du travail, c'est-à-dire en substance de l'impossibilité de vivre sans le Capital. L'autonomie ouvrière, les mouvements féministes, les mouvements des homosexuels, des transsexuels, des prolétaires métropolitains unissaient en revanche dans la multiplicité ce qui était apparemment séparé, détruisaient la dialectique public/privé, dénaturaient le comportement sexuel : le problème était l'invention d'une machine de guerre susceptible d'utiliser toutes les fuites de la Norme sans être machine centralisée, sans ramasser toutes les singularités dans un sujet politique. Il était maintenant évident que le marxisme-léninisme était *aussi* une structure du désir ou plutôt, que tous les débats sur l'Organisation étaient en réalité des discussions autour du désir. Le fait est que sa présence explicite n'a jamais été autorisée dans les partis communistes et dans les caricatures qui les ont perpétués, ce qui n'a pu que déterminer davantage encore le repli sur la reterritorialisation malade dans le réformisme et/ou le militarisme, la sublimation du sujet dans le Parti et la destruction scientifique de toute ligne de fuite. Le désir, disait Guattari, est un « déprogrammateur » : c'est pourquoi dans le Grand Parti où tout est Programme à mener à bien, tout est Plan quinquennal ou millénaire, il devient quelque chose à *neutraliser*.

A/traverso voyait dans le jeune prolétariat, non un sujet, mais une strate sociale en mouvement qui déplaçait l'axe du conflit de l'usine vers le territoire et qui substituait à une avant-garde d'usine ou de parti une avant-garde de masse métropolitaine qui était *ouvrière*, non par sa position dans le cycle de production, mais par sa forme de vie. C'était un nouveau terrain d'affrontement et d'organisation qui n'avait pas besoin de « programmes » mais de comprendre le *comment* du mouvement, sans se noyer dans la « vision d'ensemble » mais en partant des exigences singulières, de l'intérieur du mouvement lui-même. L'occupation des maisons des jeunes, par exemple, faisait partie de ce *comment*. Mais il fallait aussi mettre un terme à la succession des luttes *pour* quelque chose : *pour* le salaire, *pour* le logement, *pour* le pouvoir somme toute, car dans ce *pour* c'est le présent qu'on sacrifiait : « Le problème n'est pas la défense de son emploi. Le militant qui se déguise en carbonaro, le parti de la gauche révolutionnaire qui exige des prix politiques, les collectifs féministes qui exigent un salaire pour le travail domestique risquent d'être une fois de plus subalternes par rapport au projet social-démocrate de séparation entre salaire et désir, ils déclenchent une fois de plus le mécanisme de la délégation par lequel un groupe se charge de porter les besoins des masses. [...] Le programme des masses, une bibliothèque ne suffirait pas à le contenir, le parti révolutionnaire a ses locaux dans chaque maison, dans chaque lieu de travail, d'étude, de divertissement où on lutte pour la réalisation de ses désirs, la révolution ne s'est jamais arrêtée » (mars 1976).

A/traverso proposait le « petit groupe » de camarades comme lieu de transformation de la vie et instrument de libération du travail, comme cellule de l'organisation du mouvement des séparations : non un énième microparti mais une organisation moléculaire qui naît « des liens de vie quotidiens, d'amour et d'amitié, du refus du travail et du plaisir d'être ensemble ». Mais contre le risque que le petit groupe, par crainte de la désagrégation, recrée des hiérarchies, des exclusions et des isolements, il était nécessaire de créer les temps d'une confrontation toujours ouverte avec le Mouvement, de porter les expériences qui se vivaient et s'accumulaient dans le petit groupe parmi tous les autres, de se laisser *traverser* par le présent et de le *traverser* à son tour avec toutes ses contradictions. Ces réflexions naissaient également des difficultés rencontrées par le petit groupe qui faisait *A/traverso*, mais au lieu de garder ce malaise pour soi, de dissimuler la crise, comme le font d'ordinaire les organisations, elle le porta à l'extérieur et se mit à son écoute :

Le problème de la recomposition est, dès lors, celui du passage d'une extranéité diffuse et dissoute à la reconstruction de comportements offensifs. Le problème de la construction de nouveaux instruments d'agrégation et de collectivisation du désir.

Or, un tel problème ne se résout pas dans le lieu clos d'une organisation, et encore moins dans des discours abstraits sur l'unité : la recomposition ne peut s'effectuer que sur le terrain des pratiques de transformation (mise en commun, étude collective, pratique d'autoconscience, appropriation, écriture collective, communication) ; sur le terrain d'une pratique qui reparcourt *transversalement* toute la déchirure de l'existence, toutes les figures dans lesquelles le sujet-classe se spécifie. (*A/traverso*, mars 1976 in Franco Berardi « Bifo », *Le ciel est enfin tombé sur la terre* [P. Rival, trad. de *Finalmente il cielo è caduto sulla terra*, Milan, Squi/libri, 1978], Paris, Le Seuil, 1978.)

Pour l'heure, la recomposition du mouvement se présentait comme symptôme, comme délire, mais c'était en partant de là, en faisant délirer le sujet, que pouvait émerger le *comment*. Entre-temps, il fallait commencer à opérer une discontinuité dans le langage et dans les espaces. Ainsi naît Radio Alice, et le lieu qu'elle occupe à Bologne sera baptisé Altrove (« Ailleurs ») : « Alice était le mégaphone du refoulé, des désirs, de la schizophrénie du quotidien ; Altrove devait être le lieu libéré/libérant où tendre à la transformation des rapports présents » (juillet 1976). Mais tandis que le projet d'Altrove était aux prises avec les habituelles difficultés posées par l'avant-gardisme et le volontarisme – celles qu'on rencontre quand on essaye de transformer la dimension personnelle, les dynamiques de dépendance du plus grand nombre à l'égard de quelques-uns, le fait de ne pas réussir à se nier en tant que sujets – Alice, de son côté, éventrait tous les murs de l'indifférence, enfonçait la lame de l'ironie dans le gras de la bourgeoisie rouge bolognaise et exaltait le désir de chacun, du jeune des périphéries à l'étudiant *fuori-sede*, de l'ouvrier à la ménagère. Radio Alice frappait dur car elle avait métabolisé la leçon que c'était le terrain du quotidien qui déterminait la qualité du mouvement. Elle ne se posa jamais en « institution » de celui-ci mais bien en multiplicatrice de désirs et destructrice de l'ordre linguistique et symbolique dominant et c'est en partant de là seulement que l'usine, reconnectée à la vie commune, pouvait également se faire de nouveau terrain révolutionnaire. Radio Alice montrait qu'après la « contre-information », qui maintenait inchangés les rapports traditionnels entre code et message et entre émetteur et récepteur, le temps de la *guérilla informative* était venue. Entre l'information et la contre-information « normale » et celles pratiquées par Alice, il y avait, disait-on, un écart « grand comme une vie » : la production d'information pouvait enfin se faire de façon collective.

Pour donner une idée du « contexte », sur la première affiche de la radio, qui commença à émettre le 9 février 1976, on voit une grue au haut de laquelle se perche un Lénine harangueur surmontant un mur recouvert de l'inscription « poter... operaio » et, par la brèche de la lettre manquante, surgit un groupe de musiciens psychédéliques. Au début, la radio était animée par une dizaine de personnes, très vite rejointes par des étudiants, des féministes, des jeunes ouvriers et des gens bizarres. À l'époque, les radios libres étaient très rares et personne n'avait jamais pensé à faire ce que Radio Alice fit immédiatement : au lieu de faire du micro le mégaphone de sa « propre » organisation, le mettre à la portée de n'importe qui. Tout le monde pouvait téléphoner et dire ce qu'il pensait, chaque « collectif en multiplic/action » pouvait demander à faire sa propre émission : « Les voix les plus différentes s'entrelaçaient et se contaminaient en un flux verbal continu. Et comme on le sait, parler est une forme d'autoérotisme, de jouissance donc, que l'on percevait parfaitement en écoutant les émissions. [...] Les voix sans images, les

voix qui s'intensifiaient dans l'obscurité » (Klemens Gruber in 1977, *l'anno in cui il futuro cominciò*, Rome, Fandango, 2002). Immédiatement, la police fit arrêter Bifo pour participation à une bande armée. La réponse ne se fit pas attendre : 10 000 prolétaires dans la rue pour faire sa « fête à la répression », après quoi Bifo fut relâché. Radio Alice comme « rituel collectif contre la solitude » et donc comme catalyseur de la révolte contre le terrorisme d'État.

Jusque-là, la question du langage et de l'écriture avait été traitée par la gauche ancienne et nouvelle, quand elle l'avait été, sous un angle purement instrumental. *A/traverso* bat en brèche cette conception éculée en proposant une pratique du langage comme délire collectif et transversal de la classe, c'est-à-dire comme fuite de l'ordre, du prévisible, du signifié, qui est aussi interruption de la communication, sabotage de la circulation d'information, c'est-à-dire encore assaut contre le centre névralgique de la machine capitaliste contemporaine. Sur l'écriture, par exemple :

Essayons sur le terrain de l'écriture. Une écriture qui ne soit pas une synthèse externe, ni un reflet ; mais qui se prête à soutenir le processus dans sa courbe, en se faisant sujet pratique de la tendance : à travers un travail théorique qui traite de la composition de classe à la fois dans les données factuelles et dans la tendance ; à travers une écriture qui soit une pratique transversale capable de faire croître la tendance dans le fait : une écriture capable de donner en elle-même un corps à la tendance, d'incarner la tendance comme désir, d'écrire dans la vie collective les possibilités de la libération. (*A/traverso*, octobre 1975 in Franco Berardi « Bifo », *Le ciel est enfin tombé sur la terre*, op. cit.)

Mais cela signifiait aussi interruption du langage ordonné par la politique, des assemblées toujours pareilles pleines de motions et sans émotion. C'est pourquoi *A/traverso* fut la revue la plus diffusée dans le Mouvement et c'est cette revue, son délire et sa profanation de toutes les thématiques chères à la gauche qui ont inspiré des centaines d'autres publications.

Ses références culturelles vont de Rimbaud à Lautréaumont, d'Artaud à Debord, des *Quaderni Rossi* à Deleuze et Guattari, mais ses véritables modèles étaient les avant-gardes historiques : formalistes russes, futuristes révolutionnaires et surtout dadaïstes. Avec *Zut*, *A/traverso* invente le mao-dadaïsme et soutient que là où Dada avait échoué, dans l'abolition de la séparation entre le signe et la vie dans l'art, le mao-dadaïsme réussira parce qu'il la réalisera en pratique : « Le dadaïsme voulait briser la séparation entre langage et révolution, entre art et vie. C'est resté une intention car Dada n'était pas dans le mouvement prolétarien et le mouvement prolétarien n'était pas dans Dada. [...] Le maoïsme nous indique la voie de l'organisation non comme hypostatisation du sujet-avant-garde mais comme capacité de synthétiser les besoins et les tendances présents dans la réalité matérielle » (février 1977). Bien sûr, leur maoïsme n'avait rien à voir avec le maoïsme « réel » singé par les micropartis marxistes-léninistes en Europe. Plus tard, Bifo dira que pour eux, Mao était le vieillard-enfant qui conseillait à sa petite fille de ne pas aller aux assemblées, qui faisait l'éloge de la révolte contre les bonnes manières et la politique-devoir, quant aux gardes rouges, ils les voyaient comme des libertaires bizarres. De Mao, ils aimaient d'ailleurs citer cette phrase qu'il semble avoir prononcée pendant la Révolution culturelle : « Les minorités doivent être respectées car souvent la vérité est de leur côté. » C'était en somme un Mao qui vivait dans un logement collectif, qui avait été au Parco Lambro et qui s'était formé chez Deleuze et Guattari.

Pour tout le monde, il restait encore à traverser en pratique cette barre oblique qui était inscrite dans le nom de la revue et dans les jeux de mots qu'ils aimaient créer. Le signe doit être répété

dans le geste, le geste dans le signe : un événement. Peut-être briser le miroir, s'il n'y a pas d'autre manière de passer de l'autre côté. Et c'est Maïakovski – qui avait pu renaître dans l'Italie des années 1970 grâce au roman de Bifo, *Chi ha ucciso Majakovskij ?* (« Qui a tué Maïakovski ? », Milan, Squi/libri, 1977) – qui signalait la voie de l'abolition de la séparation spectaculaire entre mouvement et parti, art et vie, lorsque l'exception devient quotidien et le quotidien extraordinaire : poésie est *faire* la révolution. La critique n'est rien sans l'insurrection. Jusqu'à la fin :

... cette fois, Maïakovski ne se tuera pas, son petit browning a autre chose à faire.
(*A/traverso*, mars-avril 1977.)

Chapitre III Un piano sur les barricades : le Mouvement, l'insurrection, les bandes, la dispersion (1977)

« Mouvement de 1977 » : le mot et les choses – Les « deux sociétés », les « non-garantis », la destruction des rôles – L'occupation des universités – Le PCI contre le Mouvement – La fête et la guerre – Les Indiens métropolitains – L'expulsion de Lama – Attaque diffuse contre le commandement social – Vivre avec la guérilla – Bologne « la rouge » – Le meurtre de Francesco Lorusso – Rome, 12 mars : un défilé insurrectionnel – Divergences dans l'aire de l'Autonomie – La ligne combattante – Feu sur la maison des patrons – Le Mouvement de 1977 dans le Sud et dans les provinces du Nord – L'assassinat de Giorgiana Masi – Une photographie et l'histoire des vainqueurs : la fusillade de via De Amicis – La crise de Rosso – Organiser la guerre civile – Vengeance pour Stammheim – La gauche contre-insurrectionnelle – Le Congrès de Bologne – La désagrégation du Mouvement – Les bandes – Les BR enlèvent Moro – La militarisation – Répression et défaite – La « disparition » – Ce qui reste

Détruire le temps des patrons

Que les choses continuent comme avant, voilà la catastrophe. Walter Benjamin, « Zentralpark. Fragments sur Baudelaire ».

Si le « Mouvement de 1977 » s'appelle ainsi, c'est parce que ceux qui l'ont fait, sur le moment même, lui ont donné ce nom. De nos jours, c'est une rareté : nous sommes habitués à ce que ce soient toujours *les autres* – journalistes, juges, policiers, intellectuels – qui exercent la faculté magique de « donner un nom » aux événements révolutionnaires dont ils sont les ennemis, événements toujours menacés par le spectre de l'histoire des vainqueurs. Eux, les vainqueurs, préfèrent d'ailleurs parler pour cette période des « années de plomb » – et 1977 est cette année projectile qu'il leur est encore impossible de rationaliser.

On sait bien que les mots, les noms et les images sont un champ de bataille comme les autres, voire parfois le champ de bataille décisif, et le fait que cet événement continue à être appelé *aussi* ainsi – Mouvement de 1977 – nous prouve que *les autres* n'ont pas encore totalement gagné. De même que le « mois de mai » de la décennie précédente reste, malgré tout, le nom même du jeune communisme du xx^e siècle. Mais contrairement à 1968, 1977 n'a jamais été récupéré par le grand récit démocratique et progressiste, signe là encore de la radicalité de ce mouvement, mais aussi de son actualité.

1977 fut en effet l'année où la lutte dans et pour le langage, dans les deux camps, prit une importance qu'elle n'avait jamais eue de façon si explicite. Si, pour l'État et les médias, tout reposait sur la mystification sémantique et la réduction des actions de lutte à des faits criminels – quand on lit de nombreux quotidiens de l'époque, il est très difficile de comprendre que certains épisodes traités comme des « faits divers » étaient en réalité l'expression de conflits politiques –, pour le Mouvement, comme l'écrivait *A/traverso*, le problème n'était plus de dénoncer la fausseté du langage du pouvoir mais au contraire de montrer, puis de briser, sa vérité, son ordre de la réalité, de faire émerger sa *délirance* (*deliranza*). Le Mouvement commença donc à saboter sa validité en parlant avec sa voix, avec ses mots, mais en produisant des *signes faux* qui montraient la vérité dissimulée par le pouvoir, contre laquelle devait éclater la révolte : « Des informations fausses pour produire des événements vrais. [...] La réalité transforme le langage, le langage peut transformer la réalité » (février 1977). L'action menée à Bologne en janvier par une cellule mao-dadaïste, qui distribua pendant une réunion publique du PCI un faux tract de la Confindustria (l'association nationale des patrons) faisant un éloge immodéré des politiques communistes sur le travail, fut symptomatique à cet égard : les bureaucrates ne doutèrent pas qu'il était vrai et le lurent avec une grande satisfaction ; le lendemain, il fut distribué aux ouvriers, dont l'instinct de classe infailible identifia tout de suite la plaisanterie. Autour de 1977, le mouvement publia des centaines de « faux » de ce type qui montraient, par une apparente exagération ou une inversion du réel, ce que désirait *réellement* le pouvoir.

Il y eut aussi d'autres tentatives de nommer l'insurrection de 1977. Certains à l'intérieur du mouvement l'appelèrent « mouvement des non-garantis » (*non-garantiti*), en référence à sa

composition sociale, parce qu'il était surtout le fait d'étudiants, de travailleurs précaires, de chômeurs, de femmes, d'homosexuels, toute cette plèbe opposée en bloc aux « garantis », qu'on voyait avant tout dans les « aristocraties ouvrières » défendues par les syndicats et le PCI, puis dans le reste de la société intégrée. Il y eut aussi la tentative, extérieure cette fois, d'Asor Rosa – professeur de littérature italienne à l'université La Sapienza de Rome – un ex-opéraïste devenu l'une des grandes figures intellectuelles du PCI, qui alla jusqu'à inventer une théorie, qui donne son titre à son célèbre opuscule paru chez Einaudi, *Le due società* (« Les deux sociétés », Turin, 1977), dans laquelle il décrivait assez finement une Italie dévastée par la « crise » où s'affrontaient deux modèles sociaux et même anthropologiques : celui de la « classe ouvrière organisée » (par le PCI), qui représentait la « première société », celle des producteurs, contre celui du « mouvement des exclus », la « deuxième société », un ghetto improductif selon lui et qui passait en outre pour la base matérielle et idéologique d'un nouvel anticommunisme. La conséquence de sa théorie était que « la lutte ne [consistait] plus à imposer une hypothèse politique *différente* à des masses restant *les mêmes*, elle [opposait] deux *sociétés* différentes ».

La thèse délibérément provocatrice du professeur social-démocrate contenait quelques éléments de vérité – il n'était pas faux de dire que ce qui s'affrontait dans les rues en 1977, ce n'était pas deux politiques mais bien deux « visions du monde » – tandis que celle des « non-garantis » semble banale dans sa pauvreté dialectique entre avec et sans-emploi, entre les représentés politiquement et les autres, entre ceux qui ont accès aux droits et ceux auxquels ils sont refusés ; d'ailleurs, se définir négativement est toujours une stratégie perdante pour différentes raisons, l'une d'elles étant le risque d'apparaître, comme c'est le cas ici, comme celui qui lutte pour obtenir les *mêmes* « garanties » que l'adversaire. Quant au prétendu anticommunisme des « exclus », mieux vaut jeter un voile pudique sur ces marchands des histoires d'autrui, sur ces Noske autodésignés sur le tas police politique du capital collectif.

Du reste, Asor Rosa et le PCI commettaient une erreur d'analyse fondamentale : les « exclus » sur lesquels ils péroraient étaient en réalité un ensemble de strates prolétariennes représentant déjà la majorité virtuelle de cette composition de classe hautement qualifiée qui allait bientôt se trouver projetée dans le nouveau mode de production, tandis que ceux qui devenaient les vrais exclus étaient précisément les vieilles figures ouvrières qui leur avaient donné leur vote et à qui ils ne furent jamais capables de garantir quoi que ce soit, pas même une défaite honorable – et ne parlons pas du « gouvernement » ou du « salaire juste » !

En 1977, la vérité est qu'il n'y avait déjà pratiquement plus personne dans les grandes usines (que les grandes usines ne comptaient déjà pratiquement plus), puisque la production était partie, externalisée, fragmentée, informatisée. Un vieux dirigeant des Brigate rosse se souvient : « Une grève, même limitée, à Mirafiori en 1972, c'était attaquer la domination capitaliste dans l'usine, préfigurer un affrontement des pouvoirs qui s'étendrait [...], c'était être à l'offensive. [...] Une grève, même importante, dans la même usine en 1977 [...] c'était au contraire défendre avec les dents et peut-être avec désespoir quelque chose qu'Agnelli avait déjà enlevé en déplaçant sa production ailleurs » (entretien avec Mario Moretti in *Una sparatoria tranquilla. Per una storia orale del '77*, Rome, Odradek, 1997). De fait, le Mouvement de 1977 prend plus d'ampleur dans des villes comme Rome, Bologne ou Padoue, c'est-à-dire dans des territoires où il n'y a pas de classe ouvrière massifiée et socialement hégémonique, comme à Milan et Turin, mais un prolétariat diffus dans les services, les universités, les périphéries, les petites entreprises. S'il ne fait aucun doute que le conflit a été plus intense dans ces territoires, je ne ferais pas, pour ma part, une lecture absolutisante de cette donnée « géographique », la force du mouvement ayant été en réalité dans sa capacité de *se moléculiser* pour pénétrer partout, en contaminant chaque

strate sociale et en arrivant avec ses « chiffons » jusque dans les plus petits villages. Une chose est sûre en tout cas, si l'on identifie la « deuxième société » avec les non-garantis, les précaires et les exclus, elle est devenue aujourd'hui la première et la seule disponible.

Ainsi, si l'on voulait faire une lecture presque « économiste » de 1977, on pourrait le décrire comme l'insurrection de ces strates prolétariennes qui étaient conscientes que les patrons leur mettaient la crise de la valeur-travail sur le dos, que le précaire n'était pas une parenthèse dans le développement à venir mais son essence même et que tout cela représentait la fin de toute solidarité de classe et la soumission à l'individualisme rampant qu'on voyait apparaître dans les plis du nouveau mode de production. À tout cela, elles opposèrent ce soulèvement de masse en essayant, entre enthousiasme et désespoir, de plier les événements, en accélérant un processus révolutionnaire avant que le pli néolibéral ne se fasse avalanche. Cette lecture générale est peut-être incomplète mais elle est juste. Et franchement, si l'on y repense maintenant, mieux valaient des « exclus » révoltés que des citoyens d'un empire capitaliste pousse-au-suicide, mieux valaient, mille fois, des exclus (volontaires) heureux que des tristes travailleurs intérimaires ou « missionnés », esclaves d'entreprise voués au pilon, spectateurs passifs de leur propre solitude infinie. Les interprétations postopéraïstes qui sont venues par la suite, sur une supposée « classe cognitive » qui réclamait en 1977 une place dans la hiérarchie sociale, semblent correspondre davantage aux desiderata de théoriciens du post-tout-ce-qu'on-voudra qu'à quoi que ce soit ayant à voir avec le désir du Mouvement : cela revient à confondre le résultat de la restructuration capitaliste avec un temps d'arrêt du processus révolutionnaire. Une chose en effet est de dire que la restructuration s'est traduite par un nouveau mode de production capitaliste caractérisé par l'hégémonie du travail immatériel, ou plutôt du biopouvoir et de la cybernétique, une autre de soutenir que le cyber-travail est la plus grande réussite du mouvement des autonomies, au point même qu'il faudrait revendiquer aujourd'hui comme des choses positives la valeur de ce travail et sa production de subjectivité, voire même considérer des chausse-trappes policières comme Facebook comme de nouveaux instruments de libération collective. L'idée fondamentale est toujours la même, il s'agit de déduire du mode de production le « nouveau sujet » qui doit avoir commandement sur la transformation collective à travers une forme régulée de conflit qui se réduit à une négociation sur l'intensité de l'exploitation et sur la part de *gouvernance* à gérer de façon « autonome ».

Sur ce point, il suffirait de relire les interventions des assemblées de 1977, ou l'une de celles qui ont été recueillies dans le livre-discussion *I non garantiti* (Rome, Savelli, 1977), qui est un texte « modéré » pour l'époque, pour se rendre compte que ce que ces « étranges étudiants » avaient dans l'estomac était tout autre. Le fait que tout ait explosé, comme nous le verrons, dans et autour de l'université, ne signifie pas en effet qu'il se soit agi d'un énième mouvement d'étudiants luttant pour leur entrée dans la société du travail : le mouvement de 1977 n'était pas un mouvement *pour* le travail mais pour sa *destruction*. L'attitude générale du Mouvement à l'égard du travail était bien résumée par des slogans ironiques mais sérieux du genre « du travail pour tous, mais très peu et sans aucun effort », ou comme lorsqu'on commençait à crier « 35 heures ! » dans les manifestations, référence à la revendication ouvrière de réduction du temps de travail, avant de continuer, « 34 heures !... 33 heures !... », jusqu'à « une heure ! ». Aussi divers fussent-ils, les scénarios élaborés sur la sphère de l'activité productive étaient tous liés par l'idée d'une coopération sociale communiste fondée non plus sur la valeur d'échange et sur la production de valeur de la force de travail mais sur la valeur d'usage de la force d'invention et sur la solidarité entre les mondes de l'expérience prolétarienne, une fois détruit le rapport de production lui-même. Bien entendu, la rupture révolutionnaire *dans le présent* demeurait la

condition préalable de tout projet, de tout programme, de toute planification de l'avenir (planification qui n'a d'ailleurs jamais passionné grand monde). Le *commun* qui se produit chaque fois, aujourd'hui comme hier, dans les mouvements révolutionnaires, à partir duquel tout peut avoir commencement et fin, il semble bien qu'il ne faille pas le chercher dans on ne sait quels arcanes de la nature ou de l'économie, mais dans ce qui fait que se recompose dans les luttes ce que le capital sépare, ce qui advient toujours par l'exercice d'une violence partisane visant à anéantir le milieu hostile où le gouvernement capitaliste emprisonne la vie elle-même.

En mars 2009, lors d'une conférence sur le « terrorisme » au théâtre de la Colline à Paris autour de la pièce de Michel Deutsch, *La Décennie rouge*, Antonio Negri a soutenu non sans peine que les mouvements italiens des années 1970 ont manqué ce qui aurait dû être leur objectif, à savoir la « régulation du capitalisme » par la force. Cet objectif qui devait être aussi, selon lui, celui des mouvements sociaux actuels ne fut toutefois compris ni par les mouvements ni par le capital et c'est précisément cette « incompréhension » qui généra tant la « violence extrémiste » que celle de l'État. Par déduction, concluait-il, on courait le même risque aujourd'hui si l'on ne trouvait pas un moyen de s'occuper de cette fameuse « régulation ». Mais cela revient à dire que les années 1970 italiennes ne furent, somme toute, qu'un énorme malentendu entre ceux qui géraient l'État et ceux qui « auraient dû » diriger le Mouvement. Cela revient à dire que si l'on était parvenus à une bonne médiation, tout se serait bien passé et nous aurions peut-être eu la « chance » en Italie aussi d'avoir des ministres et des hommes politiques de gouvernement issus des rangs du Mouvement, comme Joschka Fischer en Allemagne et Daniel Cohn-Bendit en France. Cette explication de Negri du long et violent Mai italien est l'une de celles qui ont la vertu d'embrouiller les choses au lieu de les clarifier, dans la mesure où l'on a l'impression de lire une énième tentative de rationalisation, de gouvernementalisation de quelque chose qui, en réalité, a toujours échappé à l'économie politique, et même à la critique de l'économie politique. *Le communisme n'est pas un socialisme* – nous restons attachés à cette leçon de l'Autonomie – et il ne peut donc pas consister en une gestion différente, progressive et démocratique du capital mais seulement en sa destruction progressive. D'autre part, cette explication n'explique nullement pourquoi, pendant toutes les années 1970, on n'a jamais constaté la moindre inclination des mouvements autonomes à une médiation de ce genre. Elle suscite encore une interrogation plus fondamentale : qui aurait mis sa vie en jeu pour une malheureuse régulation de l'exploitation, sur le modèle allemand, par exemple ? Qui aurait jeté son existence dans la lutte pour une petite réduction de l'intensité du malheur, même géré de façon « autonome » ? Quelle idée étrange que de penser que le jeune prolétariat qui défiait chaque jour les troupes armées de l'État, que les ouvriers qui se détruisaient eux-mêmes en tant que force de travail, que les étudiants qui désagrégeaient l'université, que les femmes qui se mettaient en grève humaine contre la société, que les milliers de personnes qui finirent en prison et les centaines qui perdirent la vie en essayant de *faire la révolution* aient pu avoir un seul instant à l'esprit qu'on ne sortait pas du capitalisme et qu'il s'agissait simplement de le « discipliner » un peu. Tout ce qu'ils ont fait laisse penser le contraire. Peut-être étaient-ils tous fous, mais telle est leur vérité : une vérité, ajouterais-je, victorieuse par-delà toute défaite.

De folie, on peut mourir aussi, et c'est arrivé souvent dans les années d'après le Mouvement, mais à s'abreuver de sain réformisme, il arrive qu'on meure tout en restant en vie, comme ce fut le cas pour certaines expériences italiennes postautonomes. Ce n'est pas de la rhétorique : ce qui l'est, c'est d'expliquer ce Mouvement en cherchant, *a posteriori*, à le « ramener à la raison » (et de faire la même chose *a priori* avec les mouvements présents et à venir). Du reste, rien de nouveau sous le soleil : « ce point de vue pourrait nous restituer la saveur d'autres expériences

révolutionnaires du prolétariat, expériences victorieuses et donc, irrémédiablement trahies » (A. Negri, *Il dominio e il sabotaggio*, Milan, Feltrinelli, 1978).

Quant à l'Université, si c'est bien la maladresse d'un ministre qui a servi de déclencheur, il suffit de dire que le Mouvement de 1977 n'a jamais revendiqué, sous aucune forme, une université « meilleure », ni même cherché à créer une « université critique » sur le modèle de 1968 : le « réformisme radical » a toujours été étranger à l'Autonomie et au Mouvement de 1977. C'est d'ailleurs cette même année que les gens de *Rosso* précisèrent que contrairement à d'autres, comme les BR, ils ne voyaient pas le PCI et les syndicats comme des « traîtres » : pour trahir le communisme, il aurait fallu qu'ils fussent communistes, mais c'étaient des socialistes, des fonctionnaires du capital collectif, des « héros du travail salarié ». Et pour poursuivre sur la question de l'université et de la perception de soi, beaucoup affirmèrent que ce qui unissait le jeune prolétariat, ce n'était pas la condition d'étudiant ou d'apprenti ou de travailleur précaire ou de sans-emploi, mais la destruction de tout rôle et la recomposition *ailleurs*.

S'il y eut rupture en 1977, c'est que pour la première fois un mouvement révolutionnaire moderne ne se définissait pas à partir des catégories de l'économie politique ni en tant que Sujet : c'est pourquoi il échappait à toute capture. Et le fait qu'ils aient choisi de se désidentifier comme « strate sociale qui se déplace » en dit long sur leur mépris de toute manie identitaire. Dans *I non garantiti*, un certain Franco explique que c'était « un hasard si [le mouvement avait] trouvé son point de rassemblement dans l'université ; il aurait pu le trouver dans n'importe quel espace libéré », c'est-à-dire partout où l'ordre du réel était brisé. La subsomption de l'intelligence collective sous le néo-capitalisme, son humiliante subordination, fut le résultat prévisible de la disparition du Mouvement et non la réalisation de celui-ci, comme certains bien-pensants voudraient nous le faire croire. Comme on l'a dit parfois, le Mouvement a gagné parce qu'il a détruit le compromis historique avant même qu'il soit formellement sanctionné, il a gagné parce que le refus du travail a contraint le capital à la désindustrialisation, il a gagné parce qu'il n'a livré à personne sa représentation politique. Il a perdu parce que l'autonomie est devenue exaltation de l'auto-entreprenariat, parce qu'au lieu de la réduction drastique du temps de travail la totalité de la vie a été soumise à la valeur, parce que sa critique destructrice de la Culture a laissé la place à une pseudo-culture faite de soap operas et de reality shows. Il a perdu parce qu'il n'a pas su ou pas réussi à devenir une option de pouvoir, un pouvoir immanent, répandu dans les mailles de l'auto-organisation sociale, continuellement mis en question par le sabotage, et que pour cette raison il a disparu en tant que « rapport social ». Il faut toutefois admettre que, s'agissant d'événements de ce type, raisonner à partir d'oppositions du type gagné/perdu laisse toujours une légère sensation de stupidité.

Si en revanche on cherche à donner une lecture « subjective » de 1977, nous devons alors comprendre que les expériences, les mots, les gestes, les affects, les imaginations, les armes et les vérités des années précédentes sont parvenus cette année-là, tous ensemble, au point de fusion – et non de confusion – c'est-à-dire à se rencontrer et à se recomposer, avec toutes leurs différences, dans le Mouvement. Jusque-là, nous avons toujours écrit ce mot avec une majuscule, Mouvement, sans nous préoccuper d'en spécifier le sens, mais non sans raison, car cette signification n'advint qu'en 1977 : un animal prodigieux et magnifique, énorme corps monstrueux composé d'organes et de membres totalement hétérogènes. Un monstre qui se *déplaçait* à travers les rues, les usines, les maisons, les corps, les universités, les sexes, les quartiers et qui, à mesure qu'il se *déplaçait*, grandissait, connaissait, détruisait et construisait : *un monstre sans sujet*. Si l'on veut se rapporter aux figures classiques de la mythologie politique, il

faut faire appel à Béhémoth, le monstre de la guerre civile qui, dans la gigantomachie de Hobbes, se dresse contre Léviathan, la féroce bête étatique. Mais ce n'est là que de la littérature de patrons, au fond.

C'est cette année-là qu'apparut à Bologne une grande banderole montée sur trois perches qui accompagnait tous les moments de l'insurrection : l'inscription « Per l'Autonomia Per il Comunismo » (« Pour l'Autonomie Pour le Communisme ») se détachait au-dessus d'un dragon crachant des flammes, tandis que la signature, en petit à gauche, en disait long sur le sens du Mouvement : Comitato Autonomo « Ridi che la mamma ha fatto i gnocchi » (« Comité autonome "Rira bien qui rira le dernier" »). À Bologne toujours, un long dragon de tissu était de presque tous les défilés, animé par des étudiants qui l'avaient fabriqué à l'université dans l'atelier de Giuliano Scabia, metteur en scène et dramaturge singulier qui regardait davantage vers la tradition carnavalesque que vers les classiques de la science politique. C'était en somme un monstre combattant, populaire, doté d'une faculté qui n'a jamais été très répandue dans les milieux *sinistres* de la gauche, celle de rire, y compris de soi-même.

D'autres lectures parcellaires étaient possibles, comme celle, tragique, qu'on entrevoit dans un essai d'Agamben de cette même année, publié dans *Enfance et histoire* ([*Infanzia e storia*, Turin, Einaudi, 1978], Paris, Payot, 1989), où il évoquait cette « perte de l'expérience » des hommes et des femmes de l'époque, qui était le signe d'une crise de civilisation et des manières, désespérées, d'y remédier. Il y avait encore ceux qui considéraient que 1977 était le *dernier* des conflits sociaux du xx^e siècle tandis que d'autres soutenaient au contraire que l'avenir avait *commencé* cette année-là. Chacune de ces lectures nous restitue peut-être un fragment, sinon du monstre, de la *Stimmung* dans lequel il évoluait et se déplaçait.

Mais aucune lecture parcellaire ne restitue aussi bien le sens de ce *déplacement* que lorsqu'on regarde ce qui a effectivement *eu lieu* et qu'on évalue ainsi ce qui reste en lui de vivant. *Mouvement de 1977* est peut-être en ce sens le nom d'un mouvement qui, paradoxalement, produit un *blocage du temps*, une condensation d'expériences qui décident à un certain moment d'affronter le temps ennemi, en l'interrompant et en laissant déferler une autre temporalité dont émane un parfum unique de communisme : « le *vrai* état d'exception ». Une sensation qui n'était d'ailleurs pas absente chez les combattants de l'époque, comme le montre cette inscription sur un mur datant de 1977 et que le hasard a fait parvenir jusqu'à nous : « Pendant la commune de Paris les communards avant de tirer sur les gens tiraient sur les horloges et les détruisaient ils voulaient arrêter le temps des autres des patrons aujourd'hui face à moi au-delà de vos visages je vois une mer d'horloges cassées. Tel est je crois notre temps. »

C'est pour toutes ces raisons que l'Autonomie suivit cette année-là un chemin marqué par une multiplicité exagérée d'états de conscience altérés, où l'inflation des échéances insurrectionnelles remplissait ce « notre temps », parvenant à ce qu'on appelle dans le langage décharné des sciences politiques l'hégémonie. Mais « hégémonie » ne dit rien, rien des rires, rien de la douleur, rien des razzias urbaines, rien des fêtes et des incendies de cette année et dont aujourd'hui encore, les patrons, la petite bourgeoisie et les gouvernants conservent une vision de cauchemar. Et le cauchemar pour eux est dans la conscience que ce temps n'était pas leur temps et qu'il existe toujours, à chaque instant, la possibilité d'un temps où ils ne sont plus.

« Une barbarie intelligente »

barons, patrons, pompiers, aspirants dirigeants, rats de section, obscurs bureaucrates, vous qui avez la ligne en poche, d'ici quelques jours peut-être nous partirons et vous essayerez d'oublier en revenant avec : panneaux d'affichage, circulaires, processus démocratique, registres journaliers, grands-livres, oripeaux, miroirs, propositions positives, actions constructives, délégués et motions (mais ne faites pas chier)... vous direz : c'était un feu de paille, une sombre canaille sans propositions (mais ne faites pas chier) mais tout cela n'a pas été vain, nous n'oublions pas... pour votre pouvoir fondé sur la merde, pour votre misère, odieuse, sale et laide... Vous payerez cher Vous payerez tout collectif « resa dei conti » (piazza Bologna) Inscriptions sur les murs de l'université La Sapienza de Rome, février 1977.

Fin 1976 à Palerme, la veille de Noël, la faculté de lettres est occupée pour protester contre l'application d'une circulaire du ministre de l'Éducation Malfatti qui entendait mettre fin au « chaos » dans les universités et virer une partie de cette plèbe qui s'était montrée bien trop contente de participer à cette université de masse que les luttes de 1968 avaient arrachée à la République « née de la Résistance ». L'attaque du gouvernement visait à revenir sur un ensemble de conquêtes du mouvement étudiant comme les cursus libéralisés, qui permettaient aux étudiants de construire un itinéraire intellectuel autonome, et les convocations mensuelles aux examens qui, selon le ministre, favorisaient trop cette couche d'étudiants prolétaires qu'il cherchait précisément, en augmentant les droits d'inscription, à chasser de l'Université, notamment parce qu'ils étaient aussi ceux qui posaient le plus de problèmes « d'ordre et de discipline ». En face, les étudiants siciliens ne se contentent pas de repousser ces mesures mais ils exigent le versement à toutes les personnes majeures d'un salaire garanti, la réduction du temps de travail dans les usines et l'augmentation, pour ceux qui travaillent, du temps d'études payé (une loi prévoyait à l'époque le paiement de 150 heures annuelles que les ouvriers pouvaient consacrer aux études). Ils demandent aussi que les professeurs pointent en arrivant au travail, comme les ouvriers. Cela s'arrêta là, avec l'armistice des fêtes de Noël.

Pendant ce temps, ce qu'on appela le « gouvernement des abstentions », c'est-à-dire le gouvernement démocrate-chrétien maintenu en vie par l'abstention du PCI, qui préludait au compromis historique, confronté à une inflation d'une ampleur inconnue jusque-là, marchait droit sur la population en exigeant des larmes et des sacrifices. Le parti communiste, son secrétaire en tête, se distinguait par son zèle à prêcher l'*austérité* et pour appuyer son action, le 14 et le 15 janvier 1977 au Teatro dell'Eliseo de Rome, il battit le rappel des intellectuels proches du parti, qui furent exhortés à mettre toute leur énergie dans l'œuvre de persuasion des masses et dans l'isolement de ces « barbares » qui se mettaient en travers des mesures économiques et politiques *nécessaires*. Les intellectuels furent alors invités explicitement à s'en tenir à un rôle de fonctionnaires du consensus et de diffuseurs des ordres gouvernementaux : en ces temps d'austérité, on ne pouvait pas se permettre des futilités comme « la liberté de pensée et de recherche ». Asor Rosa, le député-journaliste Antonello Trombadori, le poète Edoardo Sanguineti, pour n'en citer que quelques-uns, se vouèrent à cette entreprise infâme avec une

inflexibilité et une ardeur à faire pâlir d'envie les pires bureaucrates soviétiques. Deux semaines plus tard, Berlinguer répéta son sermon devant une assemblée d'ouvriers du PCI en Lombardie (les autres, il se gardait bien de les rencontrer en tête-à-tête). La substance de son discours était que l'austérité n'était pas seulement pour eux une mesure de politique économique, mais quelque chose qui avait à voir avec la « rigueur », l'« efficacité », le « sérieux », la « moralité », une sorte de martyre de masse pour le socialisme. Travailler plus et consommer moins est donc présenté aux ouvriers, aux chômeurs, aux femmes et aux étudiants comme une preuve de vertu. Mais dans ces trois dernières catégories, on se demandait comment il était possible de réduire quelque chose à quoi on n'avait pas accès tandis que chez les ouvriers, on ne comprenait pas pourquoi quand on leur demandait d'appliquer pour eux-mêmes la politique des sacrifices, la bourgeoisie continuait à faire ripaille et à se pavaner aux premières de la Scala, où une place coûtait à peu près leur salaire mensuel.

À partir du 1^{er} février, la parole est à nouveau à l'Université et une rafale d'occupations traverse l'Italie : Palerme, Turin, Pise, Sassari, Cagliari, Salerne. À Milan, Bologne, Padoue et Florence, les étudiants proclament l'état d'agitation permanente.

Ce même jour, sur le campus de Rome, un groupe de fascistes fait irruption dans trois facultés, statistiques, droit et lettres, où se tenait une réunion du comité de lutte contre la circulaire Malfatti. La bataille s'engage au milieu des hurlements et les fascistes finissent par tirer, touchant à la tête un étudiant, Guido Bellachioma, qui restera longtemps dans le coma. L'occupation de la première faculté romaine commence ainsi, cet après-midi-là, en réponse à l'agression fasciste. Tous les locaux du mouvement autonome, les logements occupés, les appartements des camarades deviennent alors des lieux d'organisation, notamment dans le quartier de San Lorenzo, où la population protégeait les collectifs et qui était considéré comme une sorte de « zone libérée » de la police, des dealers d'héroïne et même du PCI.

Le lendemain, un défilé de 50 000 personnes part de la faculté de lettres et tandis que les groupes tiennent meeting, quelques milliers de manifestants repartent en direction d'un local fasciste. En chemin, via Sommacampagna, une section du MSI est prise d'assaut et incendiée, mais tandis que le cortège se disperse sur la piazza Indipendenza pour rejoindre une faculté occupée, une voiture fonce sur les manifestants. On pense tout d'abord à des fascistes, d'autant qu'ils tirent immédiatement sur la foule. Les manifestants répondent aux tirs. Un des agresseurs est blessé – on apprendra ensuite qu'il s'agissait de policiers des « sections spéciales », nouvellement formées – et deux des camarades de l'Autonomie qui défendaient la manifestation, Paolo et Daddo, essuient une rafale de balles. Le premier est blessé à la jambe et à l'épaule, l'autre au bras. Sur une série de photos de Tano D'Amico, le « photographe du Mouvement », qui ne seront publiées que des années après, on voit Daddo venir au secours de son ami gravement blessé, en le portant sur son épaule tandis qu'il tient les deux pistolets dans l'autre main : une image de guerre et d'amitié. Tous deux furent ensuite arrêtés. Dans l'après-midi, une autre section du MSI est incendiée tandis qu'une assemblée se tient à l'université, réclamant non seulement l'abrogation de la circulaire Malfatti, mais aussi l'autogestion des séminaires, le blocage des leçons des « barons » (ces professeurs qui faisaient un usage « féodal » de leur pouvoir universitaire) et la garantie que la police ne puisse pas intervenir à l'intérieur de l'Université. Le lendemain, presque toutes les facultés sont occupées à Rome, de même qu'à Milan, Bologne, Bari, Catane, Padoue et Trieste. Ces jours-là, toutes les villes voient défiler de gigantesques cortèges de jeunes très différents des manifestations « habituelles ». Les façons de faire et de parler des Circoli giovanili, des féministes, des « transversalistes », avaient contaminé cette génération, cela se voyait et cela s'entendait : on respirait dans les cortèges ce climat *de fête*

et de guerre, d'érotisme et de créativité, qui avait caractérisé l'irruption des différents mouvements autonomes de libération dans la métropole l'année précédente. Le 5 février, toutes les facultés romaines sont occupées et dans la nuit, de nombreuses voitures de la police et des fascistes sont incendiées. Ce jour-là, pour la première fois, la préfecture de Rome interdit toute manifestation et l'université est encerclée par des milliers de policiers. 1977 a commencé.

Pour toute réponse, le PCI, par la voix de son « ministre de l'Intérieur » Ugo Pecchioli, renvoie dos à dos fascistes et autonomes, les accusant pareillement de squadrisme et de terrorisme et demande la fermeture des « repaires » de l'Autonomie. L'un des écrivains communistes les plus importants, Leonardo Sciascia, qui était à l'époque conseiller municipal communiste à Palerme, proteste en démissionnant de son mandat de conseiller et en quittant le parti.

Ces jours-là à Rome, mais aussi dans d'autres villes d'Italie, apparaît un phénomène qui aura une importance décisive dans la forme que prendra le Mouvement. Dans les facultés occupées commencent à affluer en grand nombre des jeunes prolétaires et toutes sortes de gens qui n'avaient pas grand-chose à voir avec l'Université mais beaucoup avec tout le reste et, parmi eux, se manifestent pour la première fois sous une forme, si l'on peut dire, organisée, les *Indiens métropolitains*. Le jeune prolétariat, et plus généralement l'ensemble du prolétariat « marginal », reconnaît comme son territoire celui de l'Université en lutte : « L'occupation des universités fut un prétexte : les institutions universitaires étaient en réalité un lieu de regroupement des étudiants, mais aussi des jeunes prolétaires qui travaillaient dans les petites usines et qui n'avaient aucun moyen de se rencontrer et de s'organiser, et il y avait aussi les chômeurs, les jeunes des quartiers. Les facultés devinrent le quartier général d'une vague de lutte sociale dont le thème fondamental était le refus de l'organisation capitaliste du territoire et du travail, le refus de ce système qui génère exploitation et chômage comme l'envers et l'endroit du travail social » (Franco Berardi « Bifo », *Dell'innocenza. Interpretazione del Settantasette*, Bologne, Agalev, 1989).

Les Indiens métropolitains étaient des gens de toutes sortes, anciens militants de Lotta Continua et des groupes, jeunes des Circoli, féministes, étudiants peu versés dans le sacrifice du militantisme ou qui en avaient fait l'expérience et voulaient le faire voler en éclats. Ce fut alors une explosion de revues liées à ce qu'on appellera plus tard l'« autonomie créative », comme *Wow* à Milan et *Oask ?!* à Rome, qui, en remettant en circulation les intuitions situationnistes et en récupérant le surréalisme et le dadaïsme, envahirent les murs et les consciences du Mouvement. À la faculté des lettres occupée, on se répartit en « commissions » assez traditionnelles (travail, femmes, Université, etc.) et les Indiens créent une « commission exclus ». Certains d'entre eux, issus du Circolo del Proletariato Giovanile romain, avaient déjà formé les Nuclei Sconvolti Clandestini (« cellules dérangées clandestines ») qui semaient le chaos dans les initiatives sérieuses de l'extrême gauche. D'autres arrivaient d'une commune qui s'appelait tout simplement « la Comune », un important point de repère dans une zone périphérique de Rome depuis 1974 qui, à la fin 1976, avait commencé à lutter contre le bétonnage du quartier en signant ses actions « Risate Rosse » (« Éclats de rires rouges ») et « gruppo Geronimo ». Ils commencent ainsi à participer aux manifestations autonomes en hurlant des slogans comme « Orgasme libre » ou « Apaches, Cheyennes, Sioux, Mohicans, nous sommes les Indiens métropolitains ». Dans un premier temps, les Volsci ne les comprennent pas, ils les voient comme des provocateurs et lors de la première manifestation à laquelle les Indiens participent, ils les frappent et leur arrachent leur drapeau multicolore représentant Geronimo avec un fusil à la main. Gandalf il Viola, qui était un peu le chef indien, raconte qu'ils n'échappèrent au pire que

lorsqu'un ami commun réussit à expliquer aux Volsci qu'ils étaient des « camarades ».

Les Indiens « n'étaient certainement pas des prolétaires dans le sens classique, marxiste, du terme, ils étaient plutôt... métropolitains... quelque chose de comparable à l'ouvrier social, à la prolétarisation diffuse, ce genre de choses » (Maurizio Gabbianelli « Fanale », « Che fare ? Niente ! », in *Deriveapprodi*, n° 15, hiver 1997). Ils finissent par se retrouver tous à l'occupation de l'université et c'est alors le moment de la première manifestation du Mouvement : « Discussion, qu'est-ce qu'on fait ? “Merde, quel ennui ces manifestations tout encadrées”. En résumé, non sans crainte, nous décidons d'apporter notre contribution avec un service d'ordre simulé et masqué. [...] Nous nous mêlons au cortège en restant sur les côtés, [...] en montant et en descendant le long du cortège, en chantant et en faisant des rondes, et en lançant des slogans absurdes [...] mais celui qui marche le mieux est celui des Indiens. Bien sûr, si tant de gens le reprennent, c'est que nous répondons un peu à une attente mais en tout cas nous n'étions pas en train de fonder un nouveau groupe. [...] Le plus incroyable est que des groupes se soient formés aussi dans d'autres villes » (« Intervista all'indiano – Olivier Turquet in arte, all'epoca, Gandalf il Viola » in *idem*). Sur l'énorme façade grise de style fasciste de l'université romaine, une gigantesque inscription verticale apparaît, sur deux colonnes : « L'imagination détruira le pouvoir et un éclat de rire vous enterrera ».

Toutes les critiques qui avaient circulé au cours des deux années précédentes, contre la politique, le militantisme, contre les séparations entre le personnel et le politique, l'apparence et la subjectivité, le sexe et le genre, le langage et le pouvoir, explosent maintenant dans les assemblées des facultés en lutte, soumettant les militants des organisations et des groupes à un feu de file dévastateur, mélange d'ironie et de contestation dure. Ces militants qui avaient appris la politique comme un métier, qui se voyaient en « représentants » d'une ligne politique comme ils auraient pu être représentants de commerce, n'étaient plus du tout à leur place, désarçonnés par les comportements du Mouvement, et ils durent se replier ou tout au moins réapprendre ce que signifiait participer à un mouvement révolutionnaire en 1977. Chaque fois que l'un d'eux commençait une intervention groupusculaire classique – abstraite, prévisible et donc *inutile* – de l'assemblée partaient des injonctions hurlées (« commence par parler de toi ! ») ou des chœurs ironiques (« imbécile ! imbécile ! »). Beaucoup de gens se souviennent de la violence de ces assemblées, pas tant sous la forme concrète de coups échangés entre groupes opposés, même si cela a existé aussi, mais au sens d'une négativité qui avait été refoulée jusque-là et qui circulait, toujours plus intense, et ressortait dans les mots, les façons de comprendre et d'entrer en relations avec les autres ; tout cela ne fut pas vécu comme un problème mais comme quelque chose qui *était là* et qui devait s'exprimer, dans les assemblées tout comme, avec d'autres moyens et d'autres objectifs bien sûr, dans la rue. Ne serait-ce que parce qu'à côté, il y avait aussi un déchaînement d'allégresse, une joie qui se répandait dans les fêtes qui, dans un premier temps en tout cas, n'étaient « décidées » par personne mais semblaient pousser toutes seules, modes d'expression spontanés du bonheur d'être ensemble et non plus séparés, seuls, impuissants. Et on dansait dans les cours de l'université, on chantait dans les assemblées, on jouait de la musique dans les rues de la ville, on mettait en scène les drames et les bonheurs des gens, les corps s'emmêlaient, les paroles ne s'arrêtaient plus : le Mouvement délirait. À Bologne, il n'était pas rare de voir surgir des portiques de la piazza Verdi des mini-défilés de clowns proclamant avec leurs trompettes et leurs tambourins la fin de la morale, de la religion, de la politique et de l'économie. Il arrivait souvent que tandis qu'une petite assemblée extrêmement sérieuse discutait pendant des heures des « stratégies » du mouvement, à côté, un défilé tapageur partait dans la nuit, et ceux qui discutaient comprenaient immédiatement que la stratégie était là,

à côté d'eux, et qu'elle était *en mouvement*. Les manifestations de masse étaient très souvent interrompues par des rondes, et plus seulement celles des féministes ; des rondes partout, autour du camarade « macho » de service peut-être, ou du professeur d'Université qui écrivait des articles stupides sur le Mouvement, ou juste comme ça, pour le simple plaisir de jouer. C'est tout cela qui, en plus de la détermination au combat, expulsa de fait la « politique » et le « socialisme » du Mouvement. D'ailleurs, n'était-ce pas Marx lui-même qui avait affirmé que « chaque pas en avant du mouvement réel est plus important qu'une douzaine de programmes » ?

Et le mouvement réel avançait à grands pas. Dans les universités, plutôt que d'organiser des séminaires autogérés et de chercher à les faire valider aux examens, ce qui n'a jamais changé grand-chose à la structure du pouvoir universitaire, on préférait interrompre les cours principaux et les transformer en instruments du Mouvement : en droit, on étudiait la répression et les façons de faire sortir les camarades de prison ; en philosophie, plus personne ne cherchait à défier le professeur sur l'interprétation de Hegel ou de Marx, comme en 1968, mais on l'affrontait sur la question du quotidien ; en économie, on pouvait étudier les modes de sabotage des dépenses publiques ; en esthétique la communication du Mouvement ; en électronique comment fabriquer une radio. Des collectifs de candidats se formaient, qui décidaient des sujets et des contributions de chacun aux examens, et des rondes internes s'assuraient que ceux-ci se déroulent collectivement et avec une note minimale garantie pour tous. Des années d'activité des collectifs de lycée et d'université avaient créé et transmis un savoir collectif, et surtout indépendant de la culture officielle comme de la propagande de la télévision et des journaux, un savoir qui se diffusait maintenant dans des proportions extraordinaires. Et dans le même temps, les commandos autonomes lançaient une attaque vaste et intense sur tout l'horizon de la métropole, en mettant à feu et à sang les centres d'exploitation de la jeunesse, ceux du contrôle policier, ceux de la direction de l'État-entreprise. Science de la destruction et science de la création allaient encore de pair.

Les jours de l'occupation de février furent des jours de mise en commun irrésistibles, jours d'allégresse et de force : « Une barbarie intelligente, une sensualité ironique, une ingénuité sage, peut-être n'existent-elles pas encore, mais nous avons déjà des raisons de penser qu'elles sont possibles. Au nom de ce petit espoir, cela vaut le coup de combattre les tristes, les ennuyeux, les besoinologues, les misérabilistes, l'*ascétisme rouge* » (Lea Melandri, « Une barbarie intelligente » in Lea Melandri, *L'infamia originaria. Facciamola finita col cuore e la politica*, Rome, Manifestolibri, 1997 [1^{re} éd. 1977]). Dans cet article, Lea Melandri s'en prenait notamment aux professeurs de l'ultragauche et aux militants purs et durs qui, en cherchant à s'appropriier les langages et des gestes du Mouvement, les ramenaient à l'idéologie, à l'économie, à l'ouvriérisation forcée. Mais elle en avait aussi après les « désiologues », pour qui la sexualité transcende les différences de classes et l'*humanité* est réunie pacifiquement dans la « société de la fête ». Elle concluait toutefois sur une note d'optimisme, parce que les « résidus » de tous ces discours étaient sous les yeux de tous : « une fête contre l'austérité de classe ». La lutte des étudiants sans école, des femmes sans famille, des ouvriers sans usine, des homosexuels sans honte, des jeunes sans pouvoir, c'était cet approfondissement commun et continu des différences lancé contre la quotidienneté monocorde de l'exploitation et de la répression, de la morale et de la gouvernementalité, c'était cette révélation du « personnel » dans le « politique » dès lors qu'il passait par le collectif.

Un témoignage précieux sur l'atmosphère qui régnait alors dans les universités se trouve dans le livre collectif *Alice disambienta (disambientata). Materiali collettivi (su Alice) per un manuale di sopravvivenza* (Gianni Celati, éd., Florence, Le Lettere, 2007), publié en 1978 par *L'Erba*

Voglio et qui recueille le matériel, les interventions, les délires et les paris d'un séminaire de l'université de Bologne, où enseignait alors l'écrivain Gianni Celati, de l'hiver 1976 à l'hiver 1977, pendant toute la période insurrectionnelle donc. D'après Celati, qui a signé la nouvelle introduction de la réédition récente, « la figure centrale des nouvelles visions n'était plus le héros des classes populaires, le héros d'un affrontement avec le pouvoir des patrons mais l'individu sans qualité, égaré dans le déracinement de toutes les classes, le réfugié des quartiers déprimants d'une petite bourgeoisie universelle ». Difficile de ne pas y voir des échos avec la figure du Bloom dessinée par Tiqqun et celle de la singularité quelconque d'Agamben. Mais la chose la plus importante, que Celati souligne juste après, c'est que cette figure du déracinement était devenue, par le Mouvement, l'esprit du temps, et cette conscience entrainait dans tout ce qui se disait pendant ce séminaire, qui se tenait un peu dans les salles de cours, un peu dans la rue, un peu dans un bistrot, là où le flux des événements permettait qu'il ait lieu, et ce qui reste de tout cela dans ce livre, ce ne sont pas seulement les discours, assez intéressants du reste, sur l'enfance, l'écriture collective, le corps, les groupes fermés ou ouverts, les tribus en mouvement et bien d'autres choses encore, mais aussi et surtout les « retours de flamme d'une allégresse spéciale, allégresse sans aucun motif hors celui de la rencontre avec les autres. [...] L'important est que le mouvement se réalise comme impulsion corporelle, effort du désir, sans que la psychologie intervienne, sans états de conscience vigiles. [...] Car le positif est toujours une question de moments ; c'est l'atmosphère, l'intonation du moment exaltant ou angoissant, où s'annonce une ouverture mentale. L'adhésion au moment transcende toute sorte de savoir, toute forme d'intériorité, car elle nous renvoie à un avenir au-delà de nous ; et tandis qu'elle suspend les anxiétés de compétition, elle aide à penser à une communauté possible, sans "messages" ».

Le ciel commença à s'assombrir à la mi-février. Le PCI ne supportait pas la croissance exponentielle du Mouvement et au vu de la situation générale dans le pays, il décida de lancer un signal fort : la restauration de l'ordre à l'université de Rome, ville dont il détenait alors la mairie, était l'objectif. Il était du reste assez logique que les preuves du compromis historique se déploient sur le terrain de la gestion de l'ordre public, de la synergie entre le PCI et la DC sur la répression du Mouvement et la normalisation totalitaire de la vie quotidienne. Mais mal, bien mal lui en a pris.

Le 16 février, on apprend que Luciano Lama en personne, le secrétaire national de la CGIL, le syndicat communiste, a l'intention de se rendre dans la cité universitaire occupée avec une cohorte de syndicalistes, militants et jeunes du PCI pour une « confrontation avec les étudiants ». Le PCI romain fait une erreur de calcul, il pense parvenir à évacuer l'université en donnant une bonne paire de claques aux étudiants qui y avaient établi depuis deux semaines leur base rouge. Immédiatement, un communiqué de la faculté de chimie proclame : « Nous affronterons avec les armes de l'ironie le Lama qui vient du Tibet. » Un autre de la faculté des lettres est plus dur, même s'il laisse une place au dialogue : « Si Lama pense venir à l'université pour faire une opération de police, le mouvement saura lui répondre de façon appropriée. Dans le cas contraire, nous défions Lama d'expliquer la ligne de compromis syndical aux étudiants en lutte. » Le lendemain matin, jeudi gras du carnaval de 1977, à 7 heures du matin, syndicalistes et militants du PCI se présentent devant l'université et, par provocation, ils commencent à effacer les inscriptions sur les murs, des serruriers brisent les chaînes que les occupants avaient placées sur les grilles, certains insultent les étudiantes et les étudiants qui entrent dans les facultés occupées, d'autres montent une scène au centre de la piazza della Minerva et installent un énorme haut-parleur. Une rencontre avait été prévue entre des permanents de la CGIL et les étudiants pour négocier leur intervention au meeting mais les syndicalistes n'honorent pas le rendez-vous,

preuve qu'ils veulent l'affrontement. À 10 heures, Lama arrive sur place, escorté par un gros service d'ordre, il monte sur scène et commence à parler, à hurler plutôt. Le haut-parleur amplifie exagérément la voix du syndicaliste et on ne comprend rien à ce qu'il dit. Du reste, l'important n'était pas là, l'important était d'émettre des « mots d'ordre ». La *délirance* du pouvoir voulait se manifester dans toute son arrogance.

Entre-temps, la « deuxième société » est arrivée aussi, par milliers : au premier rang, il y a les Indiens qui amènent une fausse scène avec un mannequin représentant le secrétaire de la CGIL et commencent à scander des slogans ironiques, du genre « sacri-fices ! sa-cri-fices ! », « travailler plus, gagner moins ! », « maintenant ! maintenant ! misère pour les travailleurs ! », « les Lama sont au Tibet ! ». Mais les comités autonomes des ouvriers de certaines usines sont là aussi, de même que les gens de Fuori !, les étudiants des collectifs interfacultés, tout le monde des « marginaux ». Les syndicalistes s'énervent, derrière eux, trois mille militants du PCI brûlent de punir les « vandales ». À un moment, les Indiens jettent sur la partie de la place occupée par le PCI des ballons remplis d'eau colorée – après tout, c'est Carnaval – et le service d'ordre charge tête baissée. Mais derrière les Indiens, tous les autres sont prêts à l'affrontement et ils se mettent à jeter des pierres et tout ce qui leur tombe sous la main pour repousser les staliniens. Cela ne suffit pas, une énorme bagarre commence. Enfin, les autonomes chargent avec des bâtons, des barres de fer et des clés anglaises au cri de « dehors, dehors, la nouvelle police », dispersant le service d'ordre et les syndicalistes : Lama doit s'enfuir. Les autonomes arrivent sous la scène et la détruisent, de même que le camion du syndicat. Les Indiens métropolitains, avec des plumes dans les cheveux, le visage maquillé et des haches en plastique à la main, lisent un communiqué sur les marches de la faculté de lettres : « Aujourd'hui le peuple des hommes a déterré les haches de guerre pour répondre à l'attaque du visage pâle Lama et déclaré l'état de bonheur permanent. »

Tandis que les staliniens abandonnent le campus, les étudiants rentrent dans les facultés et installent une infirmerie pour soigner les blessés ; heureusement, à Rome, il y a beaucoup d'autonomes parmi les infirmiers et les étudiants en médecine. Ceux du PCI vont à l'hôpital public sans crainte d'être arrêtés. Le recteur de l'université demande dans l'après-midi l'intervention de la police pour évacuer les facultés et des milliers de policiers et de carabinieri interviennent immédiatement. Ils étaient déjà prêts, bien entendu, et dès le lendemain, le parlement vote des dispositions « spéciales » qui permettent de fermer les locaux des collectifs autonomes.

Les occupants décident de résister juste assez pour permettre à tout le monde de quitter l'université, le rapport de forces étant alors trop défavorable. La police lance des dizaines de lacrymogènes dans l'université et enfonce les barricades enflammées mais, à l'intérieur, il n'y a plus personne. La Sapienza est alors fermée jusqu'à début mars et le Mouvement reconstruit ses bases à la Maison de l'étudiant de la via de Lollis et dans d'autres facultés excentrées.

C'est une journée historique, dont la portée dépasse la spécificité de la situation italienne. Pour la première fois se sont affrontées, y compris « militairement », les *deux sociétés*. Pour la première fois, un dirigeant syndical qui faisait partie du comité central du plus puissant des partis communistes occidentaux est contraint de fuir, poursuivi par des milliers de prolétaires déchaînés. Pour la première fois apparaît au grand jour la rupture profonde, irrémédiable, irréversible, entre la bureaucratie stalinienne de la gauche institutionnelle et le mouvement réel ou, si l'on préfère, entre le mouvement ouvrier paladin de l'intégration et celui des autonomes, entre le socialisme des sacrifices et le communisme des désirs. Lama est vaincu, sa voix tonitruante recouverte par la dérision des Indiens, le « mythique » service d'ordre du PCI défait

par ces fameux autonomes. Aucun conseil d'usine ne prit position pour défendre l'opération de police du syndicat et du PCI. Choc de l'Histoire. Interruption du temps continu et homogène. Les Indiens ont de nouveau vaincu le général Custer. Lama, Berlinguer et leurs lèche-bottes pourront alors les traiter de « fascistes », de « diciannovistes », de « squadristes », mais cela ne fera que souligner la pauvreté de la pensée de cette malheureuse direction « communiste » qui croyait pouvoir transformer l'université occupée en goulag. Deux jours après, 50 000 étudiants traversent Rome en hurlant qu'ils vont reprendre non seulement l'université mais la ville tout entière. Sur la banderole en tête de cortège : « Paolo et Daddo libres. Tous les camarades dehors. » En réalité, ce n'étaient pas *deux sociétés* qui se retrouvaient face à face mais *deux partis*.

C'est ainsi que le 17 février, en guise de normalisation, c'est l'insurrection qui commença.

« Le ciel est enfin tombé sur la terre »

*Regardez, camarades : la révolution est probable.
La Rivoluzione, février 1977.*

Avec l'expulsion de Lama, l'explosion de la métropole et le surgissement de centaines de collectifs autonomes dont personne ne savait vraiment d'où ils venaient, l'Autonomie prit soudain conscience que grand était le désordre sous le ciel, qu'on pouvait enfin porter l'attaque contre la totalité de l'existant – et de l'existence –, que la crise des groupes et de la gauche était arrivée à son terme en même temps que la longue marche de l'Autonomie entamée quatre ans auparavant, qui l'avait menée de l'usine à la société : si à l'usine, la social-démocratie employait désormais les grands moyens pour en finir avec la séparation ouvrière, ce qui rendait le conflit de plus en plus difficile, dans la métropole en revanche, les rôles étaient renversés et la lutte était totale, capillaire, intense. *Les luttes, les comportements, la rigidité de l'ouvrier-masse avaient parcouru tout le spectre de la société et s'étaient répandus sur le territoire, se ramifiant en mille ruisseaux de subversion qui concluaient, par la défaite publique du Grand Chef du syndicat, une décennie d'histoire de l'autonomie ouvrière.* Dans le même temps, le mouvement ouvrier classique arrivait au terme de son histoire en montrant explicitement ce qui était implicite dans ses prémisses, à savoir sa subsomption progressive, inévitable, sous la gouvernamentalité capitaliste. Le Mouvement de 1977 mit fin une fois pour toutes au malentendu qui avait bloqué les devenir révolutionnaires pendant des décennies, y compris pour les ouvriers eux-mêmes.

Assez de tractages aux grilles des usines en quête d'on ne sait quelle légitimation, il fallait maintenant attaquer massivement le commandement social là où il était réellement, dans les centres de planification, d'automatisation et de décision qui avaient été dispersés dans la métropole, il fallait frapper la restructuration à partir de sa base productive réelle innervée dans l'« usine diffuse ». Il fallait aussi attaquer et vaincre sur au moins un point vital des dépenses publiques, comme l'Université et l'école, pour essayer d'entamer l'ensemble du système de consensus qui régissait le « pacte social » soutenu par le PCI et la DC. Il fallait surtout que le Mouvement exprime toute sa puissance de séparation par rapport à l'État. En un mot : *il fallait s'insurger.*

Certaines sections de l'Autonomie comprennent alors que le temps de l'opéraïsme est bel et bien terminé et les assemblées autonomes ouvrières qui ne veulent pas se plier au vent nouveau qui balaye l'Italie sont durement critiquées et même ridiculisées par des journaux comme *Rosso* : « centralité ouvrière » signifiait alors intensification du conflit et traversée de toutes les strates prolétariennes pour se recomposer sur un seul plan de consistance révolutionnaire, là où il n'y avait plus de différence entre ouvriers d'usine, jeune prolétariat, femmes en lutte, minorités opprimées, sous-prolétariat urbain, etc. Centralité ouvrière = centralité de la lutte, point. Le problème de l'organisation se résolvait par la simple acceptation de la complexité du Mouvement, en faisant transiter les avant-gardes par tous les canaux de la lutte mais surtout en exaltant les différences que le Mouvement imposait au réel en tant que déterminations, et de même, pour ses sautes logiques et émotionnelles, en les armant et en pensant la recombinaison

dans les termes d'une progression collective *dans* le conflit et non comme un nivellement dans un contenant unique et étroit défini par quelque Sujet thaumaturge. *Senza Tregua* est perplexe face à ce qui lui apparaît comme une rupture juste dans ses grandes lignes mais qui risque, selon elle, d'emporter avec elle la richesse qu'a pu représenter le combat de milliers d'ouvriers pendant toutes ces années. Elle écrit qu'il faut sortir du malentendu selon lequel il y a dans l'Autonomie les partisans de la centralisation et ceux qui défendent au contraire la généralisation des comportements spontanés, entre ceux qui veulent la « centralisation ouvrière » et ceux qui regardent en direction des strates prolétariennes émergentes. Pour *Senza Tregua*, il s'agit de valoriser le réseau des avant-gardes d'usine qui est alors attaqué très durement, même si elle trouve normal de ne pas subordonner la capacité d'attaque du Mouvement à la résistance usine par usine. Ce qui ne voulait pas dire que l'organisation révolutionnaire devait être composée *physiquement* d'ouvriers :

Notre idée de la « centralisation ouvrière » part au contraire de la considération que, si la crise et la restructuration ont accompli des pas de géants quant aux clivages et cassures qu'ils ont opérés dans la classe ouvrière telle que nous l'avions connue les années passées, ce qu'il importe de sauver et de requalifier, c'est le niveau subjectif, le réseau communiste, la figure du militant ouvrier, le *patrimoine politique et organisationnel du cycle de lutte des années soixante*. (« Quelle organisation faut-il pour l'autonomie ouvrière ? », *Senza Tregua*, mars 1977 É. Grande, M. Fusco, A. Della Penna, trad., in F. Calvi, éd., *Italie 1977, le « Mouvement »*, les intellectuels, Paris, Seuil, 1977.)

Leur proposition était donc d'organiser les rapports de forces territorialement en partant d'une direction de noyaux ouvriers communistes en mesure de recomposer les différentes strates prolétariennes.

De son côté, *Rosso* observait avec enthousiasme les événements romains, notait la propagation incontrôlable des actes de subversion dans le pays et la nécessité, par conséquent, d'un changement de pas pour répondre à la nouvelle situation. La revue semble en avoir parfaitement conscience lorsqu'elle affirme que désormais, l'organisation ne peut être que « la science du différent et la pratique de la discontinuité, [...] l'articulation continue (discontinue) d'actions de masse et d'actions d'avant-garde. [...] Impossible de distinguer les deux éléments comme de subordonner l'un à l'autre. [...] L'organisation politique procède [...] par sauts de masse. » Mais il lui apparaissait également comme une évidence que cette évolution de l'organisation devait aussi laisser une place à un facteur *subjectif* et *d'avant-garde*, qui correspondait à la faculté d'exprimer une ligne politique sur laquelle articuler la multiplicité des autonomies mais aussi et peut-être surtout à celle de centraliser, c'est-à-dire de *décider* « de moments d'affrontement, jusqu'à la décision de l'insurrection ». Enfin, tout aussi essentielle, il y avait la faculté militante *d'enfoncer les barrages mis en place par l'adversaire* « en les ouvrant de force, en frappant l'ennemi une fois, deux fois, trois fois, en le terrorisant, en le désarmant, en faisant entendre le fracas de l'impatience des besoins prolétariens » ; en clair, cela voulait dire mettre en œuvre des structures d'avant-garde armées en mesure de forcer ces « barrages ». Mais ne nous y trompons pas, il n'y avait là aucune illusion sur les vieilles théorisations du parti : « Cela signifie que nous ne voulons construire ni un parti picaresque ni un noyau d'acier : l'un et l'autre sont inhumains, même si le premier peut sembler plus sympathique à ceux qui, à l'ère électronique, n'en ont plus rien à foutre du fer. » L'unique proposition applicable était donc que le *parti*, c'est-à-dire l'organisation transversale des autonomies, se construise par une « *coordination progressive* des initiatives. [...] Nous n'avons pas de théorie sinon celle que nous avons déclarée. Seule la

pratique est un critère de vérité » (n° 15-16, février 1977). Voilà ce qu'écrivait Rosso en février 1977 : aucun appel à la médiation avec les institutions, encore moins à une « régulation du capitalisme ». L'appel, s'il y en avait un, était explicitement tourné vers la construction de lignes internes au Mouvement favorisant l'ouverture d'une multiplicité de fronts d'affrontement susceptibles de déclencher un processus insurrectionnel.

Le conflit « subjectif » – la guérilla diffuse – que des centaines de rassemblements autonomes mettent en œuvre répond à deux lignes d'attaque : la première, contre l'usine diffuse, est liée en même temps à la lutte contre la restructuration et le commandement social ; l'autre, qui se traduit par les rondes, par exemple, vise un enracinement dans le territoire d'avant-gardes sociales comme autant d'embryons de contre-pouvoirs et elle se réfère directement à l'expression immédiate des besoins prolétariens contre la métropole. D'un côté, à Milan par exemple, des sigles comme les Brigate Comuniste (« Brigades communistes ») revendiquent une attaque contre le nouveau siège de Face Standard, qui essayait de fractionner la production pour diminuer la puissance de conflit des ouvriers, de l'autre, la Ronda armata giovani proletari (« Ronde armée des jeunes prolétaires ») fait irruption en plein jour à l'usine Electrowaren, identifiée comme un des hauts lieux du travail au noir dans le quartier (beaucoup d'étudiants et de jeunes précaires avaient en effet travaillé pour elle dans la distribution d'appareils électroménagers) : une fois les employés évacués et la caisse vidée, l'usine est incendiée. Un type d'action qui se diffuse aussi à Rome, Turin, Padoue, Bologne, et même dans les petites villes, partout où se trouvent des collectifs autonomes. Le nombre d'expropriations dans les grands magasins augmente vertigineusement et l'illégalité politique fait tache d'huile, notamment de plus en plus souvent à l'occasion des manifestations. Les attaques de casernes de carabinieri et de commissariats de police revendiquées par les sigles autonomes les plus divers et fantaisistes se comptent par dizaines. Beaucoup de rondes et de commandos composés de femmes font aussi leur apparition, attaquant les magasins et les entreprises spécialisées dans l'exploitation du travail des femmes ou les structures sanitaires impliquées dans leur répression biopolitique. À Padoue, l'Autonomie liée aux Collettivi politici veneti (« Collectifs politiques vénètes ») et aux Comitati comunisti rivoluzionari (« Comités communistes révolutionnaires ») connaît à partir de 1977 une croissance exponentielle, qui lui permet d'expérimenter de nouvelles formes d'attaques métropolitaines comme les blocus armés des principaux carrefours de la ville, de façon à isoler certaines zones dans lesquelles sont menées toutes sortes d'actions d'expropriation et d'attaque, ou encore les fameuses « nuits de feu », au cours desquelles des dizaines d'actions armées sont mises en œuvre dans toute la région de manière coordonnée. Sans compter la myriade d'actions d'expropriation bancaire et l'opposition armée aux patrons et aux barons universitaires.

En 1977, la question de la lutte armée devint un sujet de discussion « normal » chez les militants mais aussi dans le Mouvement de manière générale. Il suffit de penser que dans les assemblées d'université et d'usine, il n'était pas rare que des militants des Brigate rosse et des différentes formations clandestines interviennent dans le débat, parfaitement conscients que tout le monde savait qui ils étaient. Comme le dit souvent un vieux militant brigadiste, Prospero Gallinari : « Nous étions clandestins pour l'État, pas pour les masses. » Mais pour les collectifs autonomes et les groupes armés comme Prima Linea, à la différence des BR, le point stratégique n'était pas la lutte armée *en soi* mais le Mouvement, au sein duquel il fallait selon eux mener une bataille politique pour imposer une légitimité toujours plus large des pratiques de guérilla : il ne s'agissait pas pour eux de construire un énième groupuscule avec l'ambition de devenir « le nouveau et véritable parti communiste » mais d'amorcer un processus de polarisation autour des

choix tactiques qui se présentaient comme incontournables : « Prima Linea n'est pas l'émanation d'autres organisations armées comme les BR et les NAP [Nuclei armati proletari – "Cellules armées prolétaires"]. La seule direction que nous reconnaissons est celle des défilés internes, des grèves sauvages, des invalidations des agents ennemis, de l'exubérance spontanée, de la conflictualité extralégale » (extrait du premier communiqué de Prima Linea, cité in Sergio Segio, *Una vita in Prima Linea*, Milan, Rizzoli, 2006).

Dans un texte qui date de 1977, Lucio Castellano explique de façon très convaincante comment toute une génération a « vécu avec la guérilla » :

le processus de libération n'est pas d'abord « politique » et ensuite « militaire » ; il enseigne jour après jour l'usage des armes ; il dissout l'armée dans les mille fonctions de la lutte politique ; il mêle dans la vie de chacun le civil et le combattant, il impose à chacun d'apprendre l'art de la guerre et celui de la paix. On ne peut pas prétendre vivre le processus de libération communiste et avoir le même rapport à la violence, la même idée du beau, du bon, du juste, du désirable, la même idée de la normalité, les mêmes habitudes qu'un employé de banque turinois de quarante ans : vivre avec le tremblement de terre, c'est toujours – aussi – vivre avec le terrorisme, et pour ne pas se faire une idée héroïque de la guerre, il faut surtout éviter une idée misérable de la paix. Les pacifistes comme Lama enrôlent des policiers, ceux qui sont « plus à gauche » demandent la légitimation de la « violence de masse », du « prolétariat en armes ».

Le mouvement réel a été plus réaliste et moins belliqueux, plus humain et moins héroïque : c'est parce qu'il a critiqué la guerre qu'il a mis en cause la paix, et c'est parce qu'il a refusé l'armée qu'il a détruit l'argument de la délégation et de la légitimation ; avec des erreurs et des approximations, et avec des dérives terribles, et en cultivant des mythes absurdes, et pris dans une histoire contradictoire, mais en apprenant, et en s'améliorant dans un processus qui a modifié la réalité plus encore qu'une insurrection. [...] Critique de la politique et donc aussi critique de la dissociation guerre/paix. La paix dont nous parlons, c'est la paix de la démocratie, et la violence qu'elle utilise est la « violence légitime », que la majorité a délégué aux institutions de l'État : critiquer cette violence revient à critiquer le principe le plus élevé de la légitimation politique, la démocratie. [...] C'est pourquoi partout le mouvement de libération communiste est hors-la-loi, parce qu'il se situe en dehors du code démocratique, et ce code définit de façon exclusive l'univers de la politique. La critique marxienne radicale de la démocratie détermine les catégories qui fondent la lutte à mort entre démocratie et communisme, entre pouvoir démocratique et libération communiste. (L. Castellano, « Vivre avec la *guérilla* », *pre/print*, n° 1-4, 1978.)

Les 26 et 27 février se tient à Rome une assemblée étudiante nationale extrêmement tendue et chaotique. La première journée consiste essentiellement en un affrontement continu entre « lignes politiques » ; les autonomes des Volsci se distinguent par une gestion grossière de la présidence d'assemblée par laquelle ils marquent leur opposition non seulement aux militants des groupes et du PCI mais aussi à tous les non « encadrés » (par eux) comme les féministes et les Indiens métropolitains qui, le lendemain, quitteront bruyamment l'assemblée générale pour se réunir ailleurs. À l'issue des deux jours, l'assemblée décide d'une manifestation nationale à Rome, le 12 mars, contre le régime du travail salarié et pour l'organisation autonome des étudiants, des ouvriers et des chômeurs. Pendant les premiers jours de mars, les mobilisations et les occupations des universités continuent dans toute l'Italie, et un peu partout, il y a des affrontements entre Mouvement et PCI, avec des épisodes très violents à Turin notamment.

Pendant cette période, le PCI prépare même des rapports détaillés sur les autonomes et des fiches sur les militants qui finiront souvent directement dans les fichiers de la police, qui puisera abondamment dans ce matériel pour les opérations de répression.

Les prisons aussi connaissent alors des tensions, des évasions, des révoltes, et les Brigate Comuniste font sauter une nouvelle prison « modèle » en construction à Bergame. Le 8 mars, dans toute l'Italie, les féministes organisent des défilés offensifs : à Milan, pendant la manifestation, elles attaquent le bureau des services de santé, une clinique privée qui avait pratiqué des avortements clandestins et qui les refusait depuis la légalisation, la boutique de vêtements Luisa Spagnoli (la chaîne exploitait le travail des femmes détenues), et enfin les bureaux de la région, jugée responsable de la propagation de la dioxine de Seveso (l'explosion d'une usine chimique quelques mois auparavant dans ce village lombard avait intoxiqué une grande partie de ses habitants). Un commando armé féministe punit même l'un des médecins-policiers qui s'occupaient des femmes enceintes contaminées par la dioxine et auxquelles on refusait l'avortement thérapeutique. À Rome, après une énorme manifestation de 50 000 femmes, celles des collectifs et celles proches de l'UDI, une organisation de femmes du PCI, se rassemblent sur deux places différentes – les autonomes sont 20 000, les autres ne sont que 8 000.

À Milan, la coordination féministe de via dell'Orso distribue un tract sur lequel on peut lire : « Ce n'est pas pour le développement capitaliste que nous luttons, ce n'est pas pour on ne sait quelle pseudo-réforme qui nous passe au-dessus de la tête que nous descendons dans la rue, mais pour *détruire notre rôle de femmes*, tel qu'il nous est imposé quotidiennement dans la sphère "privée" comme dans la sphère "sociale". [...] *Nous refusons d'être renvoyées à la maison.* [...] *Nous refusons la libération par le travail.* [...] *Nous refusons la tentative de planifier notre sexualité.* [...] *Nous refusons la violence de l'homme sur nous.* [...] *Organisons-nous de façon autonome pour transformer notre colère en programme de libération.* »

À Rome, le 5 mars, un défilé étudiant est interdit mais se tient quand même. Les manifestants sont immédiatement attaqués par la police mais ils parviennent à la contourner par une manœuvre et après avoir renversé deux blindés, ils rejoignent le centre-ville où des affrontements très violents ont lieu jusqu'au soir, avec des tirs d'armes à feu des deux côtés. Le recteur de Rome ferme alors de nouveau l'université jusqu'à la mi-mars. Le lendemain, les Indiens rédigent un communiqué, très amusant du reste, dans lequel ils revendiquent le « caractère de masse » de la réponse du défilé. Ceci pour détruire la légende qui s'est formée par la suite des Indiens « bons », voire non-violents, face aux « méchants » autonomes : le problème ne se posait pas en termes aussi ridicules et les différences dans l'aire autonome, qui existaient bien sûr, suivaient des lignes totalement étrangères à la vision manichéenne que certains ont voulu nous vendre par la suite. L'une des lignes de fracture les plus importantes était plutôt entre les partisans d'une organisation de type léniniste et ceux qui refusaient le retour à la « politique », comme l'écrivait *A/traverso* en février 1977. Il y avait ceux qui avaient tendance à mesurer les progrès révolutionnaires à l'aune de la critique de l'économie politique et ceux qui préféraient le faire à celle de la mutation anthropologique observable dans les gestes, le langage et dans ces comportements irréductibles « de la lutte quotidienne et incessante contre la socialité de la prestation et de l'exploitation ». Mais il y avait aussi d'autres différences, comme entre ceux qui faisaient pression pour transformer les manifestations en occasions insurrectionnelles et ceux qui voulaient maintenir un niveau de conflictualité moins dur mais plus étendu socialement. Mais ce n'est que par la suite, au terme de la révolte, que toutes ces questions émergeront comme des points de rupture importants. Sur le moment, elles n'apparurent à personne comme des critères

absolument distinctifs. C'est dans les médias que s'est construit très vite un récit qui réduisait les Indiens à une manifestation de folklore sympathique et inoffensive et les autonomes à un épouvantable fantasme de violence urbaine, pour la simple raison que les médias, les journalistes, sont ignorants, ne savent pas lire, n'ont aucune imagination. Autrement, ils auraient compris que le slogan indien inscrit sur la façade de la Sapienza disait que cette fois l'imagination ne voulait plus prendre le pouvoir mais *le détruire*, et que l'éclat de rire *enterrerait* quelqu'un, autrement dit qu'il est une arme qui neutralise tous les pouvoirs constitués. Les Indiens, les clowns, n'étaient pas là pour dédramatiser la guerre contre le capital. Bien au contraire, c'est parce qu'ils voulaient la fin de cette civilisation qu'ils mettaient en scène son enterrement. L'allégresse qui touchait un peu tout le monde dans le Mouvement tenait surtout à la sensation, présomptueuse peut-être mais peu importe, que l'on pouvait mettre fin à ce système, que le capitalisme pouvait vraiment mourir.

Pour se rapprocher de l'épicentre de l'insurrection, nous devons maintenant évoquer ce qu'était et ce qu'incarnait Bologne à l'époque. Si à l'échelle nationale, le PCI se présentait comme la force politique qui « représentait » la classe ouvrière organisée et en tant que tel, se chargeait de la répression du Mouvement et de l'acceptation de la politique des sacrifices dans l'usine, à Bologne et en Émilie-Romagne, depuis la fin de la guerre, il gérait aussi directement le pouvoir économique et politique. Pasolini disait que la ville était une anomalie puisqu'elle était à la fois hyper-consumériste et communiste, une combinaison tout sauf heureuse pour le poète frioulan. Pendant la période du compromis historique, Bologne est présentée dans le monde entier comme la capitale de l'« eurocommunisme », avec un modèle de *welfare state* quasi parfait associé à un taux de profit capitaliste élevé ; les ouvriers togliattiens et les boutiquiers du centre-ville étaient unis dans la grande famille sociale-démocrate et même l'Église ne s'en portait pas plus mal, les citoyens « communistes » émiliens se mariaient d'ailleurs selon le rite catholique et les Bolognais restaient des moralistes qui voyaient dans le travail et le parti la formule salvatrice du genre humain. Le PCI avait donc toujours administré Bologne, depuis 1946, la maintenant à l'abri des grandes secousses telluriques des conflits sociaux de ces années-là et aucun événement traumatique ne vint la frapper, jusqu'en mars 1977.

Mais Bologne abrite également la plus vieille université d'Europe, avec ses 70 000 étudiants, dont une majorité de *fuori-sede* qui vivent difficilement, doivent payer très cher pour partager une chambre avec trois autres étudiants et faire la queue pendant des heures tous les jours pour aller manger dans une cantine misérable. Ils doivent accepter toutes sortes de petits boulots précaires pour payer leurs études dans une ville qui les exploite et les méprise, si bien qu'à partir de 1975, ils mettent en place une ville parallèle qui se développe démesurément, ne serait-ce que parce qu'elle est de plus en plus fréquentée par toute cette strate prolétarienne urbaine et périurbaine qui subit le même traitement de la part de la municipalité social-communiste alliée aux commerçants et aux patrons de l'immobilier. Une ville parallèle qui commence à exprimer une culture, une vision du monde, une forme de vie qui en viennent par la force des choses à s'affronter directement à la caste grise des bureaucrates communistes et à la bourgeoisie rouge jouisseuse des commerçants et des patrons bolognais. Ce sont des jeunes pauvres mais tellement plus intelligents, sensibles et *heureux* que les habitants de l'autre ville, la Bologne officielle. Enrico Palandri, qui était alors étudiant en DAMS à Bologne, a écrit un roman où la sépar/action entre les deux villes est bien marquée dans le flux de conscience du protagoniste :

Ma machine des désirs n'est pas synchronisée avec la machine des désirs du travail, elle n'est pas synchronisée avec la machine des billets d'autobus, elle n'est pas synchronisée

avec la machine sociale du juste et de l'illégal, elle produit dix mille comportements par jours, dix mille questions ; je suis la seule machine pour laquelle j'aie du respect, la seule à qui je demande de vivre mieux, ma synchronisation est incontrôlable, ma complémentarité, mon amour, tout ce que je fais et vis est au-delà de la règle, je t'attends même quand je sais que tu ne viendras pas, et c'est extrêmement déraisonnable, je regarde longtemps le coucher de soleil et le ciel, et cela me fait penser que ma vie et ma ville m'appartiennent, que je ne suis pas l'invité de votre système, mais que je suis dépouillé du mien, et que cette manière que vous avez de mourir chaque jour, scientifiquement, devant et derrière la machine de la tristesse et de la répression, n'a pas de possesseurs mais que des possédés, que je ne vendrai pas la vie pour un bout de pain, que je briserai vos machines, je traverserai hors des clous, j'inventerai la bière et l'herbe, et je me laisserai inventer par elles ; je m'inventerai moi-même, j'inventerai toi aussi Maria Pia, comme je réussirai à le faire, dans le langage qui nous appartient encore, qui n'est pas celui de l'échange, le désir ne connaît pas d'échange, il ne connaît que le vol et le don ; dix crimes par jour, mon amour, et nous serons à nous. (E. Palandri, *Boccalone*, Milan, Feltrinelli, 1988 [1^{re} éd., 1979].)

Le Mouvement bolognais arrive donc à l'« échéance 1977 » déjà très puissant, fermement enraciné dans les centaines de logements collectifs, avec une pratique massive de la réappropriation, une forme culturelle autonome singulière et une puissance d'expansion énorme : pas seulement les revues dont on a déjà parlé mais les bandes dessinées rhizomatiques d'Andrea Pazienza, la poésie chantée de Claudio Lolli, cet autre grand chansonnier du Mouvement, l'expérimentation collectivisante de Radio Alice, les séminaires de l'écrivain Gianni Celati au DAMS, la musique punk-démentielle des Skiantos, le collectif ouvrier de l'usine Ducati Meccanica, celui des employés des organismes publics réunis autour du journal *Contropotere*, le collectif Jacques, un fort mouvement féministe et des milliers d'étudiants prolétarisés qui traversent toutes ces expériences :

Dans ce logement nous sommes très nombreux. Vivre ensemble, de façon collective, avec les chambres qui communiquent entre elles, en une cohabitation bondée qui sert à diviser le coût du loyer, c'est la seule intimité possible qui ne soit pas ridicule.

Nous sommes tous communistes, chambre après chambre.

Je me lève le matin, je prends le café puis j'étudie et parfois ensuite je sors. Je continue à ne pas avoir d'argent ; je fais les courses au supermarché ; le sac ouvert dans le caddie, je remplis le sac, puis je passe à la caisse avec le sac fermé et très peu de chose dans le caddie. Je paye à peu près un tiers de ce que j'emporte. (Franco Berardi « Bifo », *Chi ha ucciso Majakovskij ? Romanzo rivoluzionario*, Milan, Squi/libri, 1977.)

Les premiers affrontements ont lieu en janvier, lorsque la police charge sur une manifestation qui voulait autoréduire une soirée au Teatro Duse. Très vite, le 22 janvier, une manifestation autonome de 30 000 personnes (les groupes d'extrême gauche n'y participent même pas) envahit Bologne pour protester contre la militarisation de la ville et obtenir des prix politiques pour les denrées de première nécessité et les services sociaux. Le PCI et les syndicats sont accusés de « collaborationnisme ». En février, la fameuse circulaire Malfatti fait exploser l'université où étudiants, chômeurs et avant-gardes d'usines construisent leur base rouge. À partir du 10 février, tous les jours, Bologne est sillonnée de défilés qui partent des différentes facultés occupées, où les assemblées ne ressemblent pas à celles des années précédentes – on n'a plus le temps de s'y ennuyer, on discute avec passion de tout, et on s'amuse même :

À Bologne, une gigantesque assemblée se transforme en happening grâce à une cellule d'action mao-dadaïste du DAMS. Aux cris de « Nous ne sommes plus étudiants ! » sont mises en scène les conditions de vie des *fuori-sede* contraints de payer des loyers exorbitants pour un simple lit. Le tout en forme de happening, action théâtrale et hurlements, déchaînements gestuels. L'ordre classique de l'assemblée est totalement détruit. Les bureaucrates de la politique universitaire qui cherchent le retour à l'ordre se retrouvent en minorité, ridiculisés et finalement expulsés. (Collettivo A/traverso, *Alice è il diavolo*, Milan, L'erba voglio, 1976 [Une traduction française de ce livre préparée par un collectif de l'université de Vincennes a paru en 1977, préfacée par Guattari, sous le titre *Radio Alice radio libre* (Paris, Jean-Pierre Delarge), N.D.T.])

Bientôt, c'est le Mouvement bolognais dans son ensemble qui se charge aussi de l'autodéfense et des actions offensives dans ses manifestations et, le 7 mars, un défilé contre la répression « se transforme en une énorme ronde qui balaye la ville : d'autres appartements sont occupés, [...] l'immeuble de Porta Saragozza est repris. Une "ronde prolétarienne" frappe les bureaux de l'Opera pia Gualandi, le propriétaire des lieux, qui avait demandé les interventions policières. Après la dispersion du cortège, des manifestants s'approprient des denrées alimentaires dans certains restaurants de luxe. [...] Pendant la nuit, il y a des attentats incendiaires contre trois locaux de la DC et trois voitures d'un industriel sont également incendiées. Un groupe, qui signe son action sous le nom de Brigade Comunista, fait irruption au siège de la société immobilière Gabetti » (Valerio Monteventi, « Ci chiamavano i "soliti autonomi" » in *Gli autonomi I, op. cit.*).

Le lendemain, 8 mars, les féministes essayent d'entrer en masse dans l'immeuble occupé pour en faire un lieu pour les femmes mais elles subissent une charge très violente. Il finira tout de même par devenir le siège du mouvement féministe, de même qu'un autre espace occupé deviendra le centre de rayonnement de tous les ferments créatifs de la « deuxième ville ». Bologne se préparait au défilé national du 12 mars à Rome dans une excitation grandissante quand un événement bouleversa la ville, avant de se répercuter sauvagement dans toute l'Italie. Le Mouvement bolognais qui, jusque-là, avait essayé d'échapper à la confrontation directe avec l'État, préférant approfondir et élargir l'extranéité, la libération du corps, la dissolution collective, la transformation des rapports personnels, les pratiques de réappropriation, le bouleversement des codes de communication, se trouve brutalement porté sur le terrain de la guerre. Difficile de s'y soustraire lorsqu'un camarade est assassiné sous vos yeux.

Quelques semaines auparavant, les éditeurs de *Zut* et *A/traverso* s'étaient réunis à Rome pour discuter d'une nouvelle revue commune, *La Rivoluzione*, une sorte de bulletin mao-dadaïste dont le premier numéro sortit en février sous le titre « Finalmente il cielo è caduto sulla terra. La rivoluzione è giusta possibile necessaria » (« Le ciel est enfin tombé sur la terre. La révolution est juste possible nécessaire »), tandis que le deuxième, celui de mars, s'intitulait, en référence à la manifestation nationale en préparation, « 12 marzo un bel giorno per cominciare » (« 12 mars, un beau jour pour commencer »), ce qui apparut ensuite comme une prophétie autoréalisée (et même un peu plus que cela pour la police, qui lança un mandat d'amener contre tous les auteurs, en les accusant de conspiration et d'avoir organisé l'insurrection des 11 et 12 mars). Pendant ce temps, le PCI et les partis bolognais à l'unisson demandent à l'État, à la police, à la magistrature d'intervenir contre les « vandales », après avoir essayé tout au long de l'année précédente de créer un climat d'intimidation et de chasse aux sorcières pour isoler la « tumeur » que représentait à leurs yeux le Mouvement.

Le 11 mars à 10 heures du matin, à la faculté d'anatomie, sont réunis les militants de

Comunione e Liberazione, déjà responsables de diverses provocations les jours précédents. Un petit groupe de camarades essaye d'entrer mais ils sont chassés et poussés dans les escaliers. Quelques dizaines de personnes arrivent en renfort et se mettent à hurler des slogans devant la faculté, rien de plus. C'est le prétexte que trouvent les carabinieri et la police pour pénétrer sur le campus et, arrivés sur place, ils commencent à charger sans raison les étudiants et à lancer des grenades lacrymogènes. Les rares camarades présents répondent comme ils peuvent et un cocktail molotov est lancé contre un blindé. À ce moment, Francesco Lorusso, étudiant en médecine et militant très connu de Lotta Continua, arrive sur les lieux, mais il doit se replier très vite avec les autres camarades devant la charge violente des forces de l'ordre. C'est alors qu'un carabinier met un genou à terre, vise et tire. Francesco Lorusso meurt sur le coup. À 13 h 30, Radio Alice annonce la nouvelle. Tout le monde prend la direction du campus : dans chaque faculté, sur chaque place, dans chaque ruelle, dans les cantines, une assemblée se forme. Des barricades sont élevées tout autour du quartier de l'université. Sur Radio Alice, quelqu'un hurle dans le téléphone : « tous dans la rue, camarades, ça, c'est la guérilla, nom de Dieu ! » La librairie de Comunione e Liberazione est ouverte à coups de pioche et immédiatement incendiée. Deux commissariats voisins sont aussi visés. Les différentes assemblées s'organisent pour partir immédiatement en manifestation. Une énorme cuve de la cantine est utilisée pour remplir des centaines de bouteilles d'essence : l'objectif est le siège provincial de la DC, identifiée comme le commanditaire de l'homicide. Dans l'après-midi, 10 000 camarades partent de l'université, tous masqués et armés de pierres, de barres de fer, de bâtons et de cocktails molotov. Le PCI réquisitionne une garnison pour « défendre » le monument aux morts de la Résistance. Sur le parcours, les vitrines de tous les magasins de luxe sont brisées. Arrivés devant la rue du siège de la DC, les manifestants se retrouvent face à un gros déploiement de policiers et de carabinieri, résistent au choc, mais la queue du cortège est aussi attaquée. C'est le début d'une guérilla rue par rue. Une partie du cortège se dirige vers la gare et occupe plusieurs voies tandis que des affrontements violents ont lieu à l'intérieur et autour de la gare. Une autre parcourt le centre-ville, affrontant la police sur la piazza Maggiore et s'en prenant aux magasins et aux banques. Les bureaux du quotidien local *Il Resto del Carlino* et ceux de Fiat sont la cible de cocktails molotov. Un tronçon de la manifestation rejoint la gare et ouvre une brèche pour permettre la sortie de ceux qui combattaient à l'intérieur. La police tire, les camarades répondent. Enfin, tout le monde se dirige vers le campus où de grandes barricades sont élevées autour de la piazza Verdi. La réserve de la cantine est ouverte, mais aussi le restaurant préféré de la bourgeoisie rouge, il Cantunzein, et la nourriture et le vin sont distribués à tous ceux qui se trouvent dans la rue en révolte (tous, c'est-à-dire des gens du quartier aussi, et au procès, une retraitée de 66 ans sera condamnée pour cette expropriation). Un piano est sorti d'un bar et posé à côté d'une barricade, et un jeune pianiste poliomyélique commence à jouer *Chicago* de Crosby, Stills, Nash & Young, puis du Chopin, au milieu des projectiles, des flammes et du gaz lacrymogène : « Ivres. Aujourd'hui personne ne commande. Demain ? Demain ils arriveront avec les chars. Ils nous écraseront de nouveau. Mais aujourd'hui pour quelques heures cette terre est libre. Chopin. Vin. Rage et Joie » (*Bologna marzo 1977... fatti nostri...*, Vérone, Bertani, 1977). La police se retire après deux charges extrêmement violentes qui n'arrivent pas à écraser la résistance. La ville est libérée pour quelques heures, une grande assemblée se tient au cinéma Odeon.

Radio Alice n'arrête pas de transmettre, d'informer sur les déplacements des camarades et ceux de la police. Le soir, un communiqué provocateur sera lu à l'antenne, dans lequel l'ensemble du Mouvement assume la « responsabilité » de la violence exprimée ce jour-là :

Tous faisaient partie de ce gigantesque service d'ordre qui a été décidé, collectivement, en

se préparant avec des cocktails molotov, préparés tous ensemble à l'université, aujourd'hui en début d'après-midi ; tous ensemble nous avons préparé les bouteilles ; tous ensemble nous avons détruit la chaussée de l'université pour récupérer les pavés, tous ensemble, nous étions avec les bouteilles incendiaires, avec les pavés en poche, parce que la manifestation d'aujourd'hui était une manifestation violente, c'était une manifestation que nous avons tous voulue violente, sans avoir de service d'ordre, sans petits groupes isolés de provocateurs, d'autonomes, qui menaient des actions, parce que tous les camarades ont participé à toutes les actions qui se sont déroulées aujourd'hui... (*Idem.*)

Le Mouvement de 1977 se distingue par son fort désir d'être ensemble jusqu'au bout, de tout partager et d'assumer la responsabilité collective de ce qu'il déterminait lui-même : du reste, y a-t-il une autre pratique possible de l'*éthique communiste* ? Ce document de revendication collective est alors très important, parce qu'il indique la possibilité réelle, éprouvée, de partager une décision d'ensemble, *jusqu'à la décision de l'insurrection*. Il n'y a pas de chefs, de leaders, de porte-parole à Bologne mais seulement la présence à lui-même d'un Mouvement. Autrement, la critique de la délégation qui avait servi de catalyseur des différents mouvements de libération tout au long des années précédentes n'aurait eu aucun sens. Autonomie était devenu le nom d'un *ethos* collectif. Et c'est cette pratique de communication répétée qui déterminait cette forme si particulière d'enthousiasme qui faisait que tout le monde, y compris les gens extérieurs au Mouvement, avait conscience de se trouver au milieu d'une révolution. Parole, écriture, existence, production, communication, amour et guerre devaient donc tous, sans exception, entrer dans une chaîne d'énonciation collective unique : c'était la vraie *centralisation*, et la seule dont le Mouvement avait besoin. Le pouvoir comprendra vite que c'est bien cette concaténation qu'il doit frapper durement pour vaincre l'insurrection : en fragmentant, en détruisant, en isolant certaines de ses formes, en premier lieu celles de la communication et de la guerre.

Bologne avait vu s'épanouir en effet, plus qu'ailleurs, un vaste processus de partage, peut-être parce que c'est là qu'avaient été particulièrement approfondies ces pratiques qui permettaient de ne pas séparer la subversion contre l'État de celle contre le quotidien, la déstabilisation du capital-État de la déstructuration de sa société :

Le pouvoir n'a pas évalué le merveilleux signal qu'il a donné au mouvement dès lors qu'il s'est mis à faire la chasse aux repaires ; tous les camarades ont un repaire, qu'ils partagent avec d'autres camarades, où il est possible de vivre moins difficilement un débat sur la sphère personnelle, de pratiquer avec plus de succès la communication, où il y a à la fois du personnel et du politique, ceci grâce à l'expérience de tant d'années de paroles, de luttes et d'amour, où avec un peu de méthode dans l'opposition au « système » on s'est développé. [...] C'est le lieu naturel de notre vie, où nous grandissons, jour après jour, où nous apprenons à communiquer, à partager la joie, le jeu, la faim, l'amour, la parole. [...] Il faudra définir le rôle des moments de masse comme le défilé et l'assemblée, car c'est là que l'on gagne dans l'usage de notre force ; mais se peut-il que devant une assiette à laver, autour d'un baiser, il n'existe pas des rapports de forces, il n'y ait pas des rapports de pouvoir à défendre ou à conquérir pour chacun de nous ? Notre force existe vingt-quatre heures sur vingt-quatre, mais contre le pouvoir, contre l'État, nous avons des échéances de masse et des échéances individuelles, où notre force se mesure et où nous mesurons le degré d'ingérence de la loi dans notre quotidien. [...] L'arme qu'utilise le mouvement est la plus terrible, celle de la transformation du quotidien. (Collectif rédactionnel de Radio Alice *in Bologna marzo 1977, op. cit.*)

Nous sommes le 12 mars, à Bologne, les barricades sont dégagées à l'aube et le PCI pense que tout est terminé. Il se trompe. Les cortèges des différents lycées de la ville qui rejoignent le campus dans la matinée le trouvent à nouveau protégé par des dizaines de barricades. À 10 heures, un nouveau cortège réunissant des milliers de personnes se dirige vers la piazza Maggiore, où les syndicats ont organisé un meeting « contre la violence ». La tension est grande lorsque le cortège arrive à proximité de la place et le service d'ordre du PCI interdit même au frère de Francesco Lorusso d'entrer pour lire une déclaration sur scène. Il la lira au mégaphone, dos à la scène, tourné vers les milliers de camarades qui sont restés via Rizzoli. La fracture entre les « deux villes » se creuse. De nombreux camarades sont partis tôt le matin pour Rome mais sur la piazza Verdi, ils sont encore des milliers dans l'après-midi, bientôt rejoints peu à peu par une foule d'habitants qui *ont vu* et qui veulent descendre dans la rue, pour défendre « leur ville ». À 16 heures, un millier de policiers divisés en trois groupes assiègent le campus. Les barricades sont incendiées pour les empêcher de passer. On résiste, en tirant s'il le faut. Dans la prison de Bologne, où plusieurs dizaines de camarades ont été enfermés la veille, une révolte commence, les détenus « ordinaires » refusent également de rejoindre leurs cellules et tous ensemble, ils rédigent une déclaration dans laquelle ils exigent la fin de la militarisation de la ville. Pendant ce temps, des milliers de policiers et de carabinieri continuent à arriver de toute l'Italie et frappent tous ceux qui se trouvent sur leur chemin, exaspérant les habitants qui, par défi, choisissent bien souvent de rester dans la rue. Dans tout le centre-ville, les rebelles avancent et battent en retraite alternativement. Après chaque tir de grenade lacrymogène, un vieux camarade, un foulard rouge autour du cou, joue « Bandiera rossa » à l'harmonica et bat le rappel : « illégalité de masse » n'est pas seulement un slogan heureux de l'Autonomie. À 20 heures, les forces de l'ordre tentent de lancer une attaque décisive contre le Mouvement et tirent sur les barricades, mais elles sont encore repoussées. Une armurerie est saccagée par un groupe de camarades pour remédier aux problèmes d'autodéfense. À 22 heures, convaincus de ne pas pouvoir résister beaucoup plus longtemps, les rebelles décident de quitter les lieux. Quelques minutes plus tard, la via del Pratello, où se trouve Radio Alice, est occupée par la police, qui la noie sous le gaz lacrymogène avant d'entrer dans la radio et d'arrêter tous ceux qui s'y trouvent. Des voitures équipées de haut-parleurs tournent dans la ville en invitant la *population civile* à rester chez elle. Un ultimatum est lancé aux rebelles de l'université, ils doivent quitter le campus dans la nuit, « après cela on ne rigole plus ». Le lendemain matin, Bologne se réveille envahie par les chars. Dans tout le centre-ville, on se croirait à Prague. Le maire communiste Zangheri expliquera que lui-même ne pouvait plus rien dire dès lors qu'on était en guerre. On dit que lorsque les carabinieri sont arrivés à proximité de la piazza Verdi, ils ont trouvé suspendus comme des saucissons la plupart des fusils qui avaient été soustraits à l'armurerie la veille.

Prairies en flammes

*Je suis donc à l'intérieur de cette séparation qui me relie au monde comme force de destruction.
[...] Richesse plutôt que misère, désir plutôt que besoin.*

Il y a la séparation qui est voulue mais qui s'exprime en puissante volonté d'affrontement, il y a la rupture qui lance continuellement des ponts de volonté destructrice contre la réalité, il y a le désir qui réussit à être désespoir. [...] Immédiatement je ressens la chaleur de la communauté ouvrière et prolétarienne, toutes les fois où j'enfile mon passemontagne. Cette solitude est créative, cette séparation est l'unique collectivité réelle que je connaisse.

A. Negri, Il dominio e il sabotaggio.

Mais, le 12 mars, l'insurrection se répand dans tout le pays. L'Autonomie a toujours été consciente que la mobilité imposée par le capital au travail pour en décomposer la force était vouée à se renverser en mobilité d'attaque, circulation de l'offensive, diffusion du feu, sur chaque territoire comme au niveau général.

L'épicentre de l'insurrection se déplace donc à Rome où un défilé de plus de 100 000 personnes venues de toute l'Italie, dont beaucoup munies d'armes à feu, incendie la capitale. Tous ceux qui étaient partis à Rome s'attendaient à des affrontements, qui devaient en toute probabilité éclater sur la piazza del Gesù où se trouvait le siège de la Democrazia Cristiana. En effet, arrivé là, un groupe d'autonomes lance une impressionnante gerbe de molotovs et la police charge et divise le cortège. Dès lors, c'est le début d'une guérilla urbaine qui prend des proportions gigantesques. On estime que plus de cinq cents cocktails molotov ont été lancés ce jour-là. Tout le monde participa aux affrontements de façon coordonnée, avec son collectif d'école ou de quartier ; les manifestants se déplaçaient rapidement en petits groupes d'une centaine de personnes, tandis que des équipes généralement composées d'une dizaine de personnes étaient munies de tout le nécessaire pour organiser des actions d'attaque et de défense. Les témoignages des participants évoquent tous la capacité d'auto-organisation du Mouvement et la discipline de ceux qui avaient des armes et étaient chargés de protéger des tronçons de cortège. Les attaques de la manifestation visaient des objectifs précis, tandis que les centaines de voitures et de vitrines brisées au hasard, actions très critiquées par la suite, furent l'œuvre de jeunes prolétaires furieux, sans appartenance, sans collectif de référence, qui épanchèrent leur rage comme ça, de manière sauvage et désordonnée : les journaux autonomes commentèrent sans complaisance ces épisodes mais ils invitèrent le Mouvement à comprendre ce sentiment et se contentèrent de conseiller aux « camarades vandales » de diriger un peu mieux leur colère à l'avenir.

Sur la piazza del Popolo, le bar Rosati, lieu de rendez-vous des fascistes, et le poste de commandement des carabinieri sont attaqués, après quoi plusieurs fusillades ont lieu. Les cibles de la furie du cortège sont ensuite un commissariat de police, le siège du quotidien de la DC, l'ambassade du Chili, une filiale de Fiat, une caserne de la police municipale, les bureaux de la SIP (Compagnie de téléphone), l'hôtel Palatino (dont le propriétaire était un fasciste notoire) et

un grand nombre de commerces et de banques. Des dizaines de voitures et de bus sont incendiés pour former des barricades. Une bombe explose au poste de commandement régional des carabinieri. Deux armureries sont saccagées, dont on sort toutes sortes de choses, y compris des cannes à pêche. En essayant de prendre d'assaut le ministère de la Grâce et de la Justice, les manifestants essuient des coups de feu depuis l'intérieur du bâtiment, et ripostent. Une équipe de la télévision d'État doit prendre la fuite et son véhicule est incendié. La bataille dure au moins cinq heures. Jusqu'à très tard le soir, le centre de Rome est parsemé d'incendies et de fusillades. Il y a de nombreuses arrestations et des blessés de part et d'autres mais aucun mort. La puissance de l'insurrection s'est mesurée à des paramètres tout autres que le décompte des victimes, certainement pas grâce à la police du reste. C'est là aussi quelque chose que le 12 mars a déposé dans l'inconscient révolutionnaire et qui constitue aujourd'hui encore une aide pour ceux qui s'interrogent sur ce qu'est une insurrection.

À Rome, ce 12 mars précipita de la plus violente des manières l'affrontement qui opposait le mouvement des autonomies aux vieux patrons et au gouvernement mais aussi à une hypothèse de société de contrôle dont faisaient désormais partie intégrante, outre le Parti-État, représenté par la DC, les syndicats et les partis de gauche, qui jouaient le rôle de garants de l'exploitation, de police sociale et de service de renseignements contre-insurrectionnel. C'était comme si cet énorme cortège hurlait : « nous n'appartenons plus à votre civilisation ! » À propos du 12 mars romain, Franco Piperno écrivit par la suite qu'en lui s'était condensée toute la signification de ce qu'il avait appelé « mouvement de la valeur d'usage » : une image, tout à la fois, de richesse et de pauvreté, de « méchanceté rêveuse », une « répétition générale, sur une scène de masse avec cent mille acteurs », un « black out plutôt moins populaire que celui de New York mais en un sens plus lourd de conséquences parce que mis en œuvre par une "minorité de masse", parce que pratiqué en utilisant la lumière. » [Une panne d'électricité dans toute la ville de New York en juillet 1977 donna lieu à une nuit de pillage et d'affrontements avec la police dans de nombreux quartiers qui se solda par 4 000 arrestations, NDT] La séparation et l'hostilité entre la société de la valeur d'échange et celle de la valeur d'usage s'était exprimée ce jour-là sous une forme complexe mais non chaotique et Piperno concluait : « l'opposition de segments du travail vivant est destinée, en Italie au moins, à s'accroître – en nourrissant un affrontement qui, dans la mesure où il implique des millions d'hommes, peut être considéré comme une forme, souterraine, de guerre civile » (*pre/print*, n° 1, *op. cit.*).

À Milan, bien que beaucoup soient partis à Rome, l'Autonomie descend dans la rue également pour exprimer un niveau de subversion violente approprié à la situation. C'est une période compliquée pour les différents courants organisés de l'Autonomie. Il y a des problèmes à *Rosso* surtout, notamment parce que c'est le courant le plus impliqué dans l'autonomie diffuse, mais aussi à *Senza Tregua*, où le fossé entre les Comitati Comunisti et ceux qui sont en train de mettre en place Prima Linea ne cesse de se creuser. Dans le document des Comitati Comunisti Rivoluzionari intitulé « Realismo della politica rivoluzionaria » (« Réalisme de la politique révolutionnaire », *Senza Tregua*, 27 juillet 1976), l'opposition avec leurs camarades de PL, et donc la scission, sont expliquées en ces termes : « L'"aire politique" de l'autonomie doit devenir l'avant-garde militante, la "fraction des communistes" (où le terme *fraction* exprime bien, dans le même temps, le caractère de "partie du mouvement" ; le caractère *séparé* et distinct ; le caractère *intentionnel*, l'élément de volonté politique [...]) ». Le journal lui-même passe alors aux mains de l'aire liée aux Squadre Armate Proletarie et donc à la direction de PL.

Entre 1976 et 1977, la nouvelle génération de militants des différents collectifs territoriaux de

l'aire autonome était devenue de plus en plus intolérante au « gradualisme », au « verticalisme » ou à l'« intellectualisme » prêtés aux vieux dirigeants autonomes ou à certains comités ouvriers. Peut-être ne se fiaient-ils plus aux experts en manœuvres politiques ou aux théoriciens, même si certains demeuraient respectés, peut-être, plus vraisemblablement, était-ce la situation qui ne permettait plus qu'une élévation continue du conflit. Une chose est sûre en tout cas, il y avait une dissension politique toujours plus dure au sein de l'Autonomie milanaise entre une aile plus nettement combattante, soutenue par les plus jeunes, et une aile liée d'un côté à l'esprit opéraïste et de l'autre à une stratégie plus prudente d'enracinement social. En réalité, comme le raconte Chicco Funaro, l'un des protagonistes de l'aventure *Rosso*, la fracture s'était révélée pour la première fois lors des discussions sur l'attaque de la Scala pendant l'automne des Circoli (C. Funaro, « Il comunismo è giovane e nuovo » in *Gli Autonomi I, op. cit.*).

Mais *Rosso* n'avait pas de structure hiérarchique de parti, il ne connaissait aucune forme de « centralisme démocratique » qui aurait permis aux vieux dirigeants d'imposer, en 1977, leur décision et il est vrai que beaucoup d'entre eux n'étaient pas mécontents de pouvoir s'appuyer sur des dizaines de collectifs de jeunes qui pouvaient semer le chaos au besoin. Il semble plutôt que, confrontés à cette extension de l'illégalité pour laquelle ils avaient œuvré si longtemps, certains des militants les plus âgés soient restés perplexes, ou tout au moins, qu'ils n'aient pas trouvé grand-chose à proposer sur le plan stratégique. Par ailleurs, contrairement à l'Autonomie padouane par exemple, où l'armement était strictement centralisé, à Milan, du fait des spécificités du mouvement autonome de la ville, chaque collectif était semi-autonome, y compris sur ce plan, si bien que l'emploi des armes ne pouvait être la décision centrale d'un organisme bureaucratique mais devait faire l'objet d'une discussion acharnée au sein de chaque collectif et d'un collectif à l'autre. Mais ces dimensions d'horizontalité, de structure en réseau, de circulation continue tant entre les collectifs qu'entre les niveaux légal et illégal, font l'originalité de l'expérience de *Rosso* qui fut, dans le domaine de l'autonomie organisée au moins, infiniment plus intéressante que les expériences postsoviétiques romaines, importantes également, ou que les expériences opéraïstes des Comitati Comunisti ou la discipline de fer des Vénètes. Mais pour expliquer la crise de *Rosso*, comme on l'a déjà mentionné, il faut revenir à la défaite des Circoli à la Scala en décembre 1976, qui frappa durement le Mouvement milanais. Cette défaite explique que contrairement à ce qui a pu se passer à Rome ou à Bologne, au lieu d'arriver en 1977 « tous ensemble », les Milanais sont entrés dans l'insurrection de façon fragmentée et souvent contradictoire. Par ailleurs, suite à cette débâcle militaire, les jeunes ne pensèrent plus qu'aux moyens de « se préparer mieux ». Au printemps 1977 en tout cas, *Rosso* était dominé par une ligne combattante et un courant insurrectionnaliste fort et, si pour la première la formation des Brigade Comuniste s'imposait comme une évidence, le second voyait dans toutes les échéances qui se présentaient l'occasion d'un affrontement ouvert et ne jurait que par l'extension de la conflictualité armée. Toutes les actions menées au tournant de 1977 peuvent se rapporter à ce choix de la rupture avec toute médiation, un choix partagé du reste par d'autres segments de l'Autonomie. Somme toute donc, malgré les désaccords et malgré ce qu'ont pu en dire certains des années après pour « se désolidariser » des événements, c'était bien une ligne commune qui était mise en œuvre. En lisant les documents et les textes autonomes de cette période, on a l'impression que ce qui dominait les esprits était un raisonnement du genre « maintenant ou jamais ». Précision importante : lorsqu'on parle d'« insurrectionnalisme » à propos de l'Autonomie, il faut faire attention à ne pas le confondre avec l'insurrectionnalisme anarchiste des années 1980 et 1990 : on ne trouve pas trace, dans l'Autonomie, de cette illusion d'un processus entièrement spontané où l'accumulation de gestes isolés permettrait d'arriver à des

échéances insurrectionnelles, mais au contraire l'idée toujours réaffirmée d'une interpénétration continue des niveaux d'insubordination diffuse et des niveaux d'organisation, qui se reportaient chaque fois sur une dynamique de recomposition de masse permettant de construire la décision de l'insurrection, qui restait de toute façon entendue comme une série de grands moments du conflit qui ne résolvaient pas en eux-mêmes le problème révolutionnaire. Une partie de l'Autonomie a même souvent taxé d'« insurrectionnalisme » les tronçons les plus mouvementistes, comme celui de Bologne qui se réunissait autour des expériences d'*A/traverso*, dénonçant par là une confiance excessive dans le spontanéisme et l'assembléisme.

Revenons donc au 12 mars. Tous les collectifs de quartier de Milan défilaient avec l'Autonomie, sans banderole, vêtus de longs imperméables pour dissimuler les armes. Le premier cordon était tenu par le collectif de Romana-Vittoria, dans l'orbite de l'aire de *Rosso*, qui était avec les camarades de Senza Tregua le plus lourdement chargé en « fer » ce jour-là. Dès qu'ils aperçurent la police, ils sortirent les pistolets pour leur montrer qu'il n'y aurait pas de « Bologne 2 ». Une discussion animée commença alors. Certains voulaient prendre d'assaut la préfecture mais d'autres faisaient remarquer qu'elle était protégée par des carabinieri armés de fusils et de mitrailleurs : c'était donc aller au massacre. Pour tout le monde, il était évident qu'il fallait faire quelque chose. La police devait comprendre qu'elle ne pouvait pas assassiner tranquillement un camarade et en même temps, il fallait porter le mouvement milanais à un niveau de subversion supérieur. Arrive enfin la proposition qui sauve la situation : direction l'Assolombarda, l'association des industriels, la « maison des patrons ». Arrivés sur place, des dizaines de pistolets et de fusils sortent des manteaux et tandis que volent les molotovs, tous commencent à tirer dans les vitres du bâtiment jusqu'à ce que les chargeurs soient vides : *burn, baby, burn...* Ce fut en un sens une action « libératrice » et, vue d'aujourd'hui, on peut reconnaître plusieurs couches de signification dans l'événement. Une chose est sûre, les images publiées par les journaux de camarades armés de winchesters et de pistolets qui font feu sur le siège du patronat tant détesté a pénétré avec une force irrésistible dans l'imaginaire collectif. C'est peut-être un exemple de cet étrange concept proposé par Benjamin, la violence prolétarienne : une violence « immédiate », « foudroyante », « pur moyen » qui se situe en dehors de la politique classique et n'a pas besoin de faire couler le sang pour exprimer son potentiel de destruction.

La fragmentation de l'aire autonome traduisait celle de toute la « composition de la classe ouvrière et prolétarienne » milanaise. L'Autonomie n'arrivait pas à faire rentrer la classe ouvrière traditionnelle dans le lit de l'option révolutionnaire : dans les usines, elle se retrouvait en minorité et n'arrivait à résister que dans celles qui pouvaient encore compter sur des comités forts de nombreuses années de luttes. C'était l'autre élément de crise, qui nourrissait les doutes des « anciens » et poussait les plus jeunes à une course effrénée à l'affrontement. Ces derniers vivaient dans cette décomposition de classe l'occasion de radicaliser l'opposition non pas de « deux sociétés » mais de « deux mondes », et à bien des égards, leur monde et les désirs qui l'habitaient ne ressemblaient plus à ceux de leurs camarades plus anciens : ils ressemblaient, et ce n'est pas si paradoxal, à ceux des insurgés de la Commune. Mais la circulation subversive entre les différentes strates du prolétariat se poursuivait, précisément grâce à celle de la jeunesse combattante qui ne perdait aucune occasion d'étendre et d'approfondir le conflit. En ce sens, le 18 mars est un jour important. Ce jour-là devait avoir lieu une manifestation syndicale traditionnelle. Mais nous sommes en 1977 et c'est aussi le moment où devaient être jugés par le tribunal du travail les avant-gardes d'usine licenciées par Marelli, proches de Senza Tregua, ce qui pouvait être relié sans difficulté aux rondes contre le travail au noir et la restructuration de la

production mises en œuvre à l'époque par des camarades proches de Rosso. Les objectifs du défilé de ce jour sont donc clairs : les bureaux de Marelli et ceux de Bassani-Ticino, une entreprise à l'avant-garde de la restructuration et du travail au noir et qui, en outre, exploitait le travail des prisonniers et des « fous », ce qui faisait d'elle le symbole de tout le « travail caché », carcéral, qui se répandait comme une traînée de poudre sur tout le territoire. Les différents sigles autonomes, plus les anarchistes et une partie de Lotta Continua, se retrouvent donc à soutenir une manifestation alternative à laquelle participent de nombreux ouvriers combattifs. Après un bref arrêt devant le tribunal, quatre groupes se forment : deux d'entre eux bloquent la circulation et servent de couverture tandis qu'un troisième se faufile dans la rue des bureaux de Marelli et le dernier se dirige vers ceux de Bassani-Ticino. Comme le raconte Paolo Pozzi dans *Insurrection*, le groupe qui entre chez Marelli, pistolets à la main, empoche les portefeuilles qu'il trouve à l'intérieur, détruit tous les meubles à coups de barres de fer et avant de sortir, balance quelques molotovs. Chez Bassani, les molotovs enflamment l'entrée de l'immeuble et les balles de pistolets font voler en éclat toutes les vitres. Pour conclure l'incursion, tandis qu'une dense fumée noire s'élève au-dessus du siège de Marelli, une agence de publicité est également incendiée – on commençait alors tout juste à réfléchir aux nouveaux dispositifs de pouvoir que ces entreprises mettaient en place dans une société du spectacle qui approchait à grande vitesse de son stade de maturité.

Le numéro de mars de Rosso paraît sous sa couverture la plus célèbre : sous le titre en rouge et noir, « Avete pagato caro... Non avete pagato tutto ! » (« Vous avez payé cher... Vous n'avez pas tout payé ! »), une grande photographie d'un bout de cortège avec des manifestants au visage masqué brandissant des barres de fer, des molotovs et des pistolets. C'était un encouragement brutal à leur faire payer aussi tout ce qui restait dû.

À Bologne, l'insurrection ne s'était pas arrêtée avec l'arrivée des chars le 13 mars. Dans la matinée, Radio Alice recommence à émettre mais le signal est saboté par la police qui diffuse un son de sifflet sur sa fréquence. Pendant toute la journée, l'armée tire des lacrymogènes sur tout groupe de plus de cinq personnes qu'elle rencontre dans le centre-ville. Quelques groupes de prolétaires continuent cependant à se battre dans la rue. Le soir, puisque la radio du Mouvement continue clandestinement à faire son travail, le courant électrique est coupé dans tout un quartier, puis la police fait irruption dans l'appartement d'où émettait la radio mais elle ne trouve personne. Le lendemain, une autre radio libre, Radio Ricerca Aperta, abritera les camarades d'Alice mais les émissions sont de nouveau interrompues par l'intervention de la police qui arrête tous ceux qu'elle trouve sur place et met là aussi le micro sous scellés. Le 13 mars, l'assemblée du Mouvement se tient en périphérie. Il faut décider de l'organisation du lendemain, jour de l'enterrement de Francesco Lorusso. La consigne est alors d'éviter les affrontements que la police essaye de provoquer et d'aller discuter avec les gens des quartiers en petits groupes. Le PCI diffuse un communiqué où il demande aux habitants de ne pas faire de rassemblements dans la rue et de laisser la police et l'armée restaurer l'ordre. Il décide aussi que l'enterrement de Francesco ne pourra pas avoir lieu en centre-ville : la procession, des milliers de camarades le poing levé entourant le cercueil, aura lieu en périphérie. Ultime provocation, le maire organise un meeting sur la piazza Maggiore où il s'exprime aux côtés des démocrates-chrétiens devant des dizaines de milliers de personnes contre la violence et les briseurs de vitrines tandis que les étudiants ne sont pas autorisés à entrer sur la place. Dans la rue voisine, le Mouvement défile : ils sont des milliers à hurler contre le compromis historique et contre le nouveau ministre de l'Intérieur Kossiga, dont le nom est écrit avec un K et des S écrits à la manière nazie. Le deuxième numéro de *La Rivoluzione* paraît ce 16 mars et proclame « la révolution est à moitié

faite ».

Commence alors la bataille du Mouvement bolognais contre la répression : beaucoup de gens sont arrêtés pendant les affrontements, dont un policier municipal solidaire avec la révolte, les camarades de Radio Alice, des citoyens ordinaires poursuivis pour les expropriations. Très vite, il y eut aussi les accusations contre les « chefs » de l'insurrection comme Bifo, qui s'enfuit à Paris, et Diego Benecchi, du collectif Jacquerie. La magistrature cherchait à monter une théorie du « complot », en essayant de démontrer que l'insurrection des 11 et 12 mars à Bologne et Rome avait été planifiée par les « chefs » de l'Autonomie, c'est-à-dire par quelques-uns des agitateurs et des intellectuels militants les plus connus comme Bifo, Scalzone, Negri et d'autres. Dans le même temps, de nombreuses opérations de police sont lancées contre des dizaines d'autonomes à Padoue, Milan, Rome, pour essayer de refermer définitivement la parenthèse autonome. Qui reste pour l'heure ouverte et dangereusement épidémique.

Dans le sud de l'Italie aussi, l'Autonomie devient en 1977 l'*ethos* hégémonique, emportant avec lui dans le climat insurrectionnel des milliers de personnes qui flottaient jusque-là entre des groupuscules marxistes-léninistes et luttacoinuistes, voire des organisations plus institutionnelles. Mais l'expansion du conflit était surtout la réponse du prolétariat à la « modernisation » que la Democrazia Cristiana avait imposé à ce territoire. Des sections entières du prolétariat, à Bari, à Naples, à Palerme, avaient été expulsées du centre-ville vers les nouvelles périphéries, domaine de la spéculation immobilière, où des milliers de familles furent enfermées dans de gigantesques ruches humaines au milieu d'un désert de béton privé de toute activité commerciale, récréative ou culturelle. Le chômage était aussi très élevé et la seule source de revenus pour des milliers de familles était la contrebande de cigarettes et autres petits trafics. La rage que les jeunes accumulaient dans ces ghettos s'investit dans la possibilité de *destruction* qui se présenta cette année, de même que leur désir de bonheur et de vie en commun que le Mouvement avait réussi à rendre réalisables en ouvrant de nouveaux espaces de vie, libres et autonomes. Une revue sobrement intitulée *Comunismo*, qui commença à paraître à Cosenza, en Calabre, où le campus était devenu une énorme « base rouge », servit de réseau de communication entre toutes les réalités autonomes méridionales qui transformèrent l'éternelle lamentation réformiste sur le « manque de sens de l'État » au Sud en position de force à partir de laquelle il était possible de construire une hypothèse d'autonomie. Le non-travail auquel étaient « condamnés » les méridionaux devenait ainsi l'occasion, associée à celle du non-État, de pousser à une rupture violente avec toute la tradition développementiste et étatiste de la gauche historique. Les luttes dans les grands pôles industriels du Sud en 1976 et 1977 seront parmi les plus fortes que le pays ait connues, avec des épisodes de sabotage éclatants et un très haut niveau de violence contre les figures du contrôle d'usine. Une pratique dure de l'antifascisme s'impose également dans de nombreux territoires, comme à Bari où en novembre 1977, au terme d'une série d'agressions, un jeune camarade de la vieille ville, Benedetto Petrone, est assassiné par un groupe de fascistes, épisode qui donnera naissance à une révolte comme on n'en avait jamais vue dans cette ville, et qui déterminera un élargissement important du Mouvement qui, au cours des trois années suivantes, remplira les rues et les rêves de tant de gens.

La pénétration de l'Autonomie fut tout aussi massive dans les provinces du Nord, en Lombardie, Piémont (notamment dans ce val de Susse qui connaît aujourd'hui une grande mobilisation populaire contre le train à grande vitesse) et Vénétie. Les petites usines qui échappaient au contrôle des syndicats et employaient de grandes quantités de force de travail juvénile, parce qu'elles étaient désormais le nerf de la restructuration de la production, furent

frappées de plein fouet par le cyclone de 1977 : « c'est dans ce contexte qu'au sein du tissu urbain des régions surgit spontanément l'anomalie des "collectifs autonomes". [...] Politiquement "fils de personne" » (Sergio Bianchi, « Figli di nessuno » in *Settantasette, la rivoluzione che viene*, Rome, Deriveapprodi, 1997).

Les témoignages et documents recueillis dans cet essai, qui concernent la province de Varèse, aident à comprendre les dynamiques à la fois personnelles et structurelles qui ont déterminé ce phénomène :

La thématique du refus du travail collait parfaitement au fait que, d'instinct, le travail, nous étions tous plutôt pour le refuser de toute façon. Découvrir que ce comportement spontané était une thématique théorique révolutionnaire avec plus de dix ans de luttes ouvrières dans les plus grandes usines d'Italie derrière elle, cela a eu un effet explosif sur nous, dans le sens où, par exemple, nous pouvions revendiquer socialement avec orgueil ce comportement de refus au lieu de le vivre seulement à l'intérieur de notre groupe marginal, isolé du contexte général de la colère ouvrière. (*Idem.*)

Très habilement, les organisations autonomes tissèrent immédiatement des rapports avec ces microformations des petites villes. Ainsi se constituèrent de véritables réseaux de lutte provinciaux avec de grandes capacités de rassemblement et d'attaque. Les collectifs autonomes des villages et des petites villes agissaient sur deux fronts : ils tentaient d'ouvrir des espaces où il était possible de « socialiser les comportements » d'insubordination et ils menaient des enquêtes pour identifier précisément le rôle stratégique des petites et moyennes entreprises de province dans la restructuration de la production et de la société : les petites usines constituaient la structure de commandement diffus d'une force de travail flexibilisée et précarisée et leurs petits patrons étaient les « médiateurs » de cette restructuration. La petite ville, avec sa structure productive, ne pouvait qu'être vue comme un « ghetto » à détruire. Mais, comme le remarque Sergio Bianchi, le rapport qui s'établit entre les jeunes provinciaux et les cadres politiques autonomes n'a pas très bien fonctionné, en tout cas pas comme les organisations l'auraient voulu, parce qu'elles ne réussirent jamais à intégrer complètement dans leurs modèles d'organisation les « pratiques des besoins » comme la libération du corps, l'expérimentation des drogues, la vie communautaire, la différence des genres, toutes choses qui étaient au cœur de la vie de ces jeunes. « La politique de l'organisation était finalement une couverture toujours trop étroite pour recouvrir toute la richesse des mouvements » (*idem*). En 1977, proportionnellement, la hausse du nombre d'actions armées et d'actes de sabotage fut plus importante en province que dans les grandes villes et, très vite, sans doute précisément parce qu'ils ne bénéficiaient pas des occasions offertes par le tissu urbain plus complexe, un grand nombre de jeunes militants provinciaux se retrouvèrent à devoir choisir entre l'héroïne et l'entrée dans les organisations de combat, petites ou grandes, dont les actions se concentrèrent d'ailleurs surtout sur les années 1978 et 1979.

Si le Mouvement continua à s'amplifier dans toute l'Italie après le 12 mars, à Rome, il se maintint longtemps à un niveau d'intensité élevé, malgré la décision réitérée du ministre de la police Kossiga d'interdire toute manifestation, ou plutôt en réaction à cette décision. Chaque semaine en effet, pendant des mois, il y eut au moins une manifestation défiant les interdictions et qui chaque fois, savait identifier ses objectifs et les atteindre. Bien sûr, la répression frappait également, du fait des policiers comme des fascistes qui, tous les jours, arrêtaient, frappaient, provoquaient les militants. Les facultés et les lycées sont occupées presque constamment. Précisons que si le Mouvement romain essaye de maintenir un dialogue avec le mouvement

ouvrier, toutes ses ouvertures sont sèchement rejetées par les syndicats. La ville est aussi le terrain d'action de nombreux sigles d'organisations de combat à la lisière de l'Autonomie, qui s'occupent notamment des attaques de casernes et de commissariats. L'une d'elles, les Unità Comunista Combattenti, se spécialise dans la destruction de centres de calcul informatique qui représentent selon elle « la plus grande concentration d'intelligence du commandement économique et politique du capital sur le travail ». Et on arrive ainsi au 21 avril, jour où le recteur de l'université demande à la police d'intervenir pour faire évacuer quatre facultés occupées depuis le matin. L'évacuation se déroule sans heurts mais les occupants réagissent une fois dehors, avec la complicité des ruelles de San Lorenzo. La guérilla commence, des barricades sont élevées. Au cours d'une charge, un groupe riposte en lançant des molotovs et en tirant en direction de la police, tuant un agent. Le soir même, la police et les carabinieri font irruption au local des collectifs autonomes de la via dei Volsci et arrêtent 25 personnes, toutes relâchées par la suite, et San Lorenzo reste plusieurs jours en état de siège. Lors d'une conférence de presse, les Volsci se déclarent étrangers à la mort du policier. Mais toutes les manifestations sont de nouveau interdites jusqu'à la fin mai. Une deuxième assemblée nationale du Mouvement se tient à Bologne les 29 et 30 avril. L'Autonomie cherche à imposer l'idée d'un défilé du 1^{er} Mai indépendant de celui des syndicats mais la proposition est rejetée du fait de l'opposition de l'aire de Lotta Continua et des autres groupes et du désaccord d'une grande partie de l'autonomie bolognaise qui ne tient pas à revenir à l'affrontement direct. À Milan, la veille de la fête du Travail, Prima Linea et Azione Rivoluzionaria commettent sept attentats en quatre heures, contre des agences pour l'emploi, des casernes de carabinieri et des concessionnaires automobiles. À Turin, cinq attaques sont lancées, dont deux, revendiquées par le sigle féministe « Lilith per il comunismo », contre des usines connues pour leur exploitation intensive de la force de travail féminine. À Rome, pour le 1^{er} Mai, malgré les interdictions, le Mouvement tente d'organiser sa propre manifestation mais la police procède à un ratissage préventif et arrête presque trois cents personnes. Les autonomes partent quand même mais ils doivent faire face tant à la police qu'au service d'ordre des syndicats. Les groupes d'extrême gauche qui avaient choisi de participer au cortège officiel – une manifestation qui avait bénéficié d'une dérogation du ministère – et qui étaient restés les bras croisés pendant la chasse à l'homme seront ensuite « expulsés » du Mouvement lors d'une assemblée à l'université, ce qui se répétera dans toutes les villes au cours des semaines suivantes.

Le 7 mai, une opération antiterrorisme est lancée dans toute la péninsule à la demande de la magistrature de Bologne. Des perquisitions sont menées dans toutes les rédactions, les librairies, les maisons d'édition du Mouvement et chez ceux qui y travaillent. L'éditeur Bertani, qui s'apprêtait à publier le livre collectif *Bologna marzo 1977... fatti nostri*, est arrêté et le numéro de mars de *Rosso* (avec le cortège armé en couverture) est mis en cause pour « incitation à la délinquance ». C'est le début d'une saison de perquisitions, de dénonciations et d'arrestations visant le réseau national de communication du Mouvement identifié – à raison, il faut bien le dire – comme l'un de ses organes vitaux. En réponse, un tract sera publié par plusieurs journaux et librairies, qui se termine par ces mots : « il convient de rappeler à tous *que la révolution ne s'efface pas, elle est d'ailleurs invisible.* » Au milieu de cette vague de répression, le bulletin *La Rivoluzione* titre ironiquement « La révolution est suspendue ».

Le 12 mai, le Partito Radicale organise une fête de rue pour célébrer l'anniversaire de la victoire du référendum sur le divorce. Le Mouvement y adhère : c'est l'occasion de contourner l'interdiction de manifester et il accepte sans difficulté les conditions imposées par les radicaux – que cela reste une fête et qu'ils évitent les affrontements avec la police. Le 12 mai est l'un des

jours les plus dramatiques de 1977. Il a été reconstitué dans ses moindres détails tant par le Mouvement que par le Partito Radicale qui a publié un livre blanc sur le sujet – diffusé par le journal *Prova Radicale* (n° 2, juin 1977) – très important pour comprendre le niveau de provocation que le gouvernement et la police mettaient en œuvre à l'époque, et donc aussi le niveau de violence défensive exprimée par le Mouvement.

À l'heure du déjeuner, policiers et carabinieri encerclent la piazza Navona où devait se tenir la fête dans l'après-midi, empêchant les gens de rentrer puis, devant les protestations des parlementaires radicaux et de la nouvelle gauche, ils commencent à frapper les rares personnes présentes et à charger les petits groupes de jeunes qui essaient de rejoindre le rassemblement. Tous sont venus désarmés mais les forces de l'ordre chargent de façon extrêmement violente et surtout, elles utilisent des agents en civil, dont certains habillés en « extrémistes », armés de bâtons et de pistolets, et qui, après les tirs de lacrymogènes, avancent dans la fumée en tirant à hauteur d'homme. Le Mouvement ne répondra de façon un peu organisée qu'après trois heures de chasse à l'homme de la police et des carabinieri, qui se concluent par la mise en place d'une barricade composée d'un bus et de plusieurs voitures placées en travers de la route sur le pont Garibaldi, depuis laquelle des molotovs sont lancées pour tenter de ralentir les charges des blindés. Pendant l'une d'elles, des agents tirent à plusieurs reprises sur les gens qui fuient et une jeune féministe de 19 ans, Giorgiana Masi, reçoit une balle dans le dos dont elle ne se relève pas. Le ministre de la police et les divers responsables nieront dans un premier temps aussi bien la présence des « sections spéciales » que l'utilisation d'armes à feu du côté des forces de l'ordre, mais certains journaux publieront des images sans équivoque. Dès lors, Kossiga revendiquera la légitimité de la violence exercée par l'État contre la « canaille » contestataire. L'assassinat de cette jeune fille provoqua une grande émotion tant à l'intérieur qu'en dehors du Mouvement, contribuant à faire monter la tension, à creuser encore le dissensus social déjà immense et à augmenter la rage et la détermination de la révolte. Le soir même, une bombe explose à Rome dans le parking central de la police, détruisant une dizaine de véhicules. Dans les jours suivants, dans toute l'Italie, des manifestations sont organisées et se terminent régulièrement par des heurts avec la police. À Milan, le samedi 14 mai, les groupes et l'aire autonome descendent dans la rue pour manifester contre la répression et l'assassinat de Giorgiana – un autre coup avait été porté à l'Autonomie ces jours-là avec l'arrestation des avocats de Soccorso Rosso, un groupe d'avocats et de personnalités qui prenaient en charge la défense du Mouvement. La préparation de la manifestation est très agitée, certains collectifs veulent mener des actions violentes mais beaucoup d'autres, depuis l'histoire de l'Assolombarda, craignent que la situation ne dérape. La manifestation se déroule tranquillement sans que la police ne se montre jusqu'à ce que les autonomes quittent le cortège pour rejoindre la prison. Immédiatement, à un carrefour de la via De Amicis, la police surgit, ce qui donne lieu à un premier échange de jets de pierres et de lacrymogènes. Certains camarades essaient de faire avancer le cortège plus rapidement mais c'est inutile. Le tronçon contrôlé par le collectif de Romana-Vittoria sort du défilé, bloque un tram qui est vite transformé en barricade derrière laquelle une vingtaine de camarades sortent les passe-montagnes et les armes. Au milieu des lacrymogènes et des bouteilles incendiaires, quelqu'un perd la tête et commence à tirer vers la police, déclenchant un combat extrêmement violent au cours duquel un policier est tué. Quelques autonomes sont ensuite « capturés » près de l'université par les staliniens du Movimento Lavoratori per il Socialismo, frappés et remis à la police. La fusillade est immortalisée par un photographe amateur qui vend ses images aux journaux : celle de l'autonome au milieu de la rue, les bras tendus, prêt à tirer, fait le tour du monde. Les photos, du pain bénit pour les médias et les sémiologues, serviront aussi à faire

arrêter quelques jours plus tard trois très jeunes autonomes. Beaucoup des militants les plus connus de l'Autonomie doivent alors prendre la fuite. La presse et les médias se déchaînent comme jamais contre la « subversion ».

Il n'est peut-être pas inutile de s'arrêter un peu sur le problème de la « valeur d'usage » des images de lutte, dans des contextes fortement dominés par les médias, qui peuvent devenir un instrument de délation, mais aussi de mystification : les médias sont définitivement un champ de bataille. Aujourd'hui encore, beaucoup de protagonistes de l'époque, militants de premier ou de second plan, reportent sur l'épisode de la via De Amicis la responsabilité de la fin du Mouvement. Ceci bien évidemment en dehors de toute rationalité historique. Le plus frappant, c'est que leur discours ne fait jamais apparaître qu'on avait *déjà* tiré auparavant pendant des manifestations et qu'un mois plus tôt, à Rome, un policier avait été tué dans une dynamique comparable à celle de Milan, au point que dans les documents de l'époque, tout en « comprenant » ces deux épisodes, l'Autonomie les condamna l'un et l'autre comme des excès militaristes. Mais dans les années suivantes, l'épisode romain ne fut plus mentionné ailleurs que dans les chronologies de la période tandis que celui de la via De Amicis prit une valeur absolue. C'est bien sûr le résultat de l'usage spectaculo-policier des images de l'événement et de l'interprétation qu'en a faite Umberto Eco dans un célèbre article de l'hebdomadaire *L'Espresso* (numéro du 29 mai 1977). Incontestablement, Eco avait raison de montrer l'importance de l'image, artificielle, dans la constitution de la subjectivité contemporaine, tout comme il avait raison sur la question du « symbolique » – ce ne sont d'ailleurs là que des banalités. Là où il commence à tricher, c'est quand il présente l'expulsion de Lama comme un affrontement entre deux « structures théâtrales », entre deux codes de communication, abstraits par conséquent, et non comme un conflit très matériel entre deux formes de vie traversé par toutes sortes de contradictions qui pouvaient témoigner d'une guerre civile latente. Mais il frise la mystification quand, s'appuyant sur la photo de l'autonome qui tire au milieu de la rue, il en fait l'emblème d'un « héros individuel » qui, contrairement à l'iconographie révolutionnaire classique qui montre toujours le héros en victime, mort, outragé (il prend l'exemple de la photo du Che assassiné et exposé sur la table de la caserne), est ici à la fois terriblement actif et isolé du mouvement des masses, pour la seule raison que celles-ci n'apparaissent pas sur la photo. C'est donc une image, continue Eco, qui ne relève plus de la tradition prolétarienne (symbolisée par les grandes foules indistinctes), une image qui, il semble le suggérer sans le dire explicitement, appartient à d'autres types de récit, comme le récit terroriste, voire fasciste. Eco ne dit pas que derrière ces passe-montagnes, il y avait des gens, très jeunes, qui appartenaient à des collectifs de quartier ou d'école et étaient intégrés dans un mouvement prolétarien large et tout ce qu'il y a de plus concret : lui se contente de « symboliser », d'« abstraire », de « déduire ». Quelques années plus tard, au cours de l'enquête, on a découvert d'autres photos, qui n'ont été rendues publiques que très récemment. L'angle est différent et on peut compter une bonne vingtaine d'autonomes armés, avec à l'arrière-plan la *manifestation* dont ils provenaient. Mais entre-temps, la première photo avait paru dans d'innombrables publications sur la « subversion », légitimant l'équation « Autonomie égale terrorisme » qui s'est constituée peu à peu comme « vérité historique » des vainqueurs. Dans un essai plus récent, Maurizio Lazzarato soutient que c'est cette photo qui a imposé à tout le monde des choix, les rebelles poussés en direction du délire luttarmiste comme les institutions vers le délire répressif (« Storia di una foto » in *Gli autonomi III, op. cit.*). Même si c'est déjà plus perspicace et si l'on peut partager son analyse pour ses aspects théoriques, le texte ne convainc pas sur sa thèse fondamentale puisque si l'on suit attentivement le déroulement des événements, on voit bien que les institutions avaient déjà commencé les persécutions

militaires et judiciaires et que dans le Mouvement, les choix qui ne tarderont pas à se concrétiser étaient la conséquence de parcours bien précis et indépendants des processus « symboliques » que finira par enclencher cette maudite photo.

La fusillade de la via De Amicis donna plutôt un coup d'accélérateur à la fragmentation déjà bien amorcée de l'aire autonome milanaise mais aussi, indirectement, de l'Autonomie à l'échelle nationale : l'histoire de *Rosso*, comme réseau partagé de collectifs territoriaux, semble s'arrêter ce jour-là, au moins dans les récits de certains de ses militants. Le journal paraîtra encore pour quelques numéros en essayant de garder le cap et il y aura plusieurs tentatives de accommodages entre les différentes âmes du groupe mais sans succès. Le dernier numéro de *Rosso*, *Giornale dentro il movimento* est d'ailleurs un numéro spécial sur le congrès de Bologne de septembre, celui où les divisions entre les différentes sensibilités autonomes s'affirmeront dans toute leur dureté. Par la suite, le groupe milanais resté lié au journal devra, pour survivre, accepter quelque temps une alliance avec l'Autonomie padouane, toujours florissante, et se résoudre à un changement de nom régressif : le journal devient alors *Rosso*, *Per il potere operaio* (« Pour le pouvoir ouvrier »). Il ne pouvait en effet plus être *dans* un mouvement qui, à Milan, avait imposé en une diaspora de mille bandes et qui, même dans le reste de l'Italie, apparaissait de plus en plus divisé. Les numéros parus en 1978 et jusqu'en mai 1979 témoignent, conformément à la situation générale dans le pays, d'un appauvrissement de cette expérience ; le journal change radicalement et même les choix graphiques reflètent un déclin, qui se manifeste notamment dans le fait qu'on trouve de moins en moins d'articles issus des situations les plus différentes du Mouvement. Finies les pages féministes, homosexuelles encore moins, et beaucoup des collectifs liés à des situations de lutte d'usine ou territoriale n'apparaissent plus non plus. Hormis un ou deux bons articles, la plupart des pages sont noircies par des chroniques étudiantes et de longs documents politiques généralement rébarbatifs qui n'arrivent qu'à répéter pathétiquement un appel à former le Grand Parti de l'Autonomie Ouvrière Organisée. On voit même resurgir l'appel à « briser le PCI » pour en faire ressortir « les vrais communistes » (*sic !*) ; un léninisme velléitaire, stupide et ignorant, l'emporte sur une histoire exceptionnelle qui avait longtemps permis d'affirmer que si les autonomes gagnaient, c'est parce qu'ils étaient les plus forts, mais aussi les plus intelligents.

Pour revenir à l'après-mai 1977, le problème auquel est alors confrontée l'Autonomie, à Milan surtout mais pas seulement, est assez simple. L'analyse partagée par la majorité des collectifs et des structures organisées était que face au tour de vis répressif de l'État, il était impossible de poursuivre comme avant le travail politique légal et qu'il fallait donc étendre le travail illégal, renforcer le niveau d'armement et lancer le mot d'ordre de la guerre civile. Du reste, l'illégalité était devenue une forme de vie commune pour les jeunes qui avaient grandi dans les luttes de la dernière phase du Mouvement. Il était donc assez logique que les collectifs de quartier adoptent une ligne résolument tournée vers le combat. Le numéro de juin de *Rosso* le dit très clairement : il fallait sacrifier une partie des processus de rassemblement du Mouvement, y compris parce que chaque nouveau bond en avant dans ce sens se heurtait invariablement à une extension de la répression, pour privilégier les moments d'organisation interne, militante, et briser ainsi cette « mauvaise dialectique » : « Nous avons besoin du parti en tant qu'organisateur de la guerre civile et direction de l'armée prolétarienne. »

Dans la pratique, ceux qui privilégient une « ligne de masse » fondée sur les avancées du mouvement se concentrent sur les rondes, la lutte contre l'héroïne, l'enracinement dans les quartiers prolétaires et cherchent à maintenir une présence constante dans la rue, tandis que

parallèlement, les *bandes* se multiplient et mènent un nombre impressionnant d'assauts contre des casernes et des centres de pouvoir, ainsi que des opérations d'expropriation pour s'autofinancer. Pendant quelques mois, cette dynamique duale fonctionne – à Milan par exemple, la lutte de masse pour les transports publics est appuyée par l'explosion de deux bombes pour bloquer les métros, et l'activité d'opposition au travail le samedi chez Alfa Romeo se double à un certain moment d'une intervention armée qui fait exploser la centrale électrique alimentant l'usine – et parvient à se coordonner « invisiblement » jusqu'à atteindre, à l'automne, la puissance de feu la plus forte – en dehors de la manifestation du 12 mars – jamais exprimée par le *parti de l'autonomie* italien en tant qu'organisation de l'illégalité diffuse, tout en s'intégrant d'ailleurs à une lutte internationale. Il s'agissait en effet de répondre au massacre des militants de la RAF (Fraction armée rouge) à la prison de Stammheim : pendant toute une semaine, du 20 au 27 octobre, se succèdent prises d'assaut des consulats, bombes et attaques incendiaires contre des objectifs allemands (des concessionnaires automobiles aux entreprises de toutes sortes, des centres culturels aux voitures ou aux bus de marque allemande). À Rome, où ont lieu le plus grand nombre d'actions, pas moins de sept attaques sont lancées en une seule nuit, suivies par une manifestation avec des affrontements très violents. Mais c'est dans toute l'Italie, jusque dans les plus petits villages, que l'Autonomie génère une puissance de feu jamais connue depuis sur une telle durée et une telle étendue. Soulignons qu'il ne s'agissait pas de l'application d'une décision d'une structure centrale mais de la réaction spontanée à une émotion partagée, suite à l'assassinat de camarades considérés politiquement comme des « frères », qui s'est ainsi démultipliée de façon *autonome*. Si Stammheim est apparu comme une défaite du Mouvement, de manière tout aussi lucide, la réaction à Stammheim fut considérée comme la « possibilité » d'une Autonomie européenne – qui fut peut-être ce qui manqua le plus à une définition crédible du processus révolutionnaire même si sa nécessité avait été bien comprise ; on trouve d'ailleurs dans les interventions les plus importantes du Congrès international contre la répression de Bologne en septembre une forte orientation stratégique en faveur de l'approfondissement de ces luttes qui se prêtaient principalement à une organisation continentale, comme la lutte contre le nucléaire ou la répression. Ce qui a manqué, c'est du temps, une durée suffisante pour construire des rapports politiques et personnels plus intenses entre les différentes forces autonomes qui se consolidaient en cette fin de décennie dans des pays comme l'Allemagne, l'Espagne et la France : « L'autonomie a besoin de beaucoup de camarades qui commencent à parcourir l'Europe, comme autrefois les camarades américains de l'IWW sur leur continent, en acceptant la difficulté de ce passage mais en exaltant la continuité révolutionnaire fondamentale. » (« Après Bologne : l'Autonomie », *Rosso*, 21-22, novembre 1977.)

Le congrès de Bologne, la désagrégation, l'enlèvement de Moro, la répression, la « disparition »

Aujourd'hui ils parlent de lui et ils écrivent sur lui / le psychologue, le sociologue, le crétin / oui mais lui, il reste toujours clandestin Gianfranco Manfredi, « Dagli Appenini alle bande » (1977).

Si la combattivité de l'Autonomie ne faiblissait pas, le PCI luttait également sans relâche et toutes ses forces militantes étaient tournées vers le travail de criminalisation du Mouvement, jusqu'à la fameuse phrase de Berlinguer à la Festa dell'Unità de Modène de 1977, où il désigna les protagonistes de la révolte comme des *untorelli*, des semeurs de peste. Par la suite, face aux critiques suscitées par ses propos, il prit le soin de préciser qu'il visait plus particulièrement les autonomes.

À y regarder de près, définir le Mouvement de 1977 comme une *épidémie* n'était pas totalement déplacé. La grande peur des réformistes italiens tenait bien à la contagion irrésistible des comportements et des thématiques de la lutte des mouvements autonomes. La ville, les quartiers, les universités étaient trop poreux et perméables aux spores subversives, c'est pourquoi les sociaux-démocrates, le plus grand parti de la gauche italienne, se voyaient comme les agents les plus qualifiés pour les isoler, les bloquer, les contenir et les brûler sur la place publique. Du reste, cette activité – identifier, séparer, couper, isoler – n'est-elle pas la vocation originelle de toute *police* ? Par la suite, certains au PCI même eurent l'impression d'avoir raté quelque chose dans leur rapport avec les mouvements, mais de 1977 à 1979, pendant la phase la plus aiguë du compromis historique, son action fut digne de Noske : ses ennemis n'étaient pas le capitalisme et l'État démocrate-chrétien mais l'Autonomie et les mouvements. Tout cela pour se retrouver ensuite, en 1980, devant les grilles de Mirafiori, à essayer de récupérer la gigantesque déconfiture ouvrière qu'il avait lui-même contribué à créer : il lui fallut alors capituler, bien sûr, et s'acheminer vers son déclin.

Entre-temps, la machine étatique de la contre-insurrection s'était mise au travail avec, à sa tête, des magistrats liés au PCI qui avaient commencé à chercher de quoi échafauder un théorème judiciaire permettant de mettre un terme à la subversion proliférante. À Padoue, en 1977, le juge Calogero, à travers les grandes opérations de police contre les figures les plus en vue du mouvement autonome de la ville et la mise en cause de l'Istituto di Scienze Politiche où travaillaient Negri et ses proches, commença à tisser la trame qui devait aboutir deux ans plus tard, le 7 avril 1979, à la décapitation de l'autonomie organisée sur tout le territoire national, puis à l'arrestation et à l'emprisonnement de milliers de camarades. L'appareil étatique détermina ainsi la précipitation vertigineuse dans un affrontement politique généralisé où les pratiques de libération furent contraintes à refluer dans un « ghetto » et les forces organisées de l'Autonomie condamnées à un combat désespéré.

Bifo s'est alors réfugié à Paris pour échapper aux mandats d'arrêt du parquet de Bologne. Il est hébergé par Félix Guattari avec qui une amitié et une complicité politique fortes se nouent. Ensemble, ils lancent une importante campagne contre la répression et le compromis historique

en Italie, qui sera soutenue par un grand nombre des intellectuels militants français les plus en vue comme Gilles Deleuze, Jean-Paul Sartre, Roland Barthes et Michel Foucault, ce qui ne manquera pas d'indigner les plumitifs italiens les plus serviles.

Dans les derniers mois de 1977, l'aire qui s'était formée autour d'*A/traverso* chercha à mener une bataille contre ce qu'elle considérait comme une dérive politicienne et militariste de l'Autonomie. Dans l'accélération, et dans l'acceptation de la part des autonomes de la spirale répression/combat/répression, ils voyaient la fin des possibilités d'expansion du Mouvement et en particulier de toutes ces pratiques de libération qui avaient fait sa richesse. Ils pointaient aussi le risque que l'État reprenne l'initiative et impose sa propre temporalité aux mouvements. En dépit d'une certaine ingénuité et d'une surestimation de la puissance des facteurs de transformation culturelle, les transversalistes soulevaient des problèmes réels, en premier lieu sur la stratégie du Mouvement et donc sur la capacité effective de l'Autonomie de mener à terme l'insurrection et de se placer immédiatement sur le terrain de la guerre civile.

À Bologne, l'appel à un grand congrès contre la répression, qui s'est tenu du 22 au 24 septembre, avait donc plusieurs fonctions : 1) se réapproprier la ville après les mois de quadrillage militaire et policier qui avaient suivi l'insurrection de mars ; 2) comprendre ce que signifiait alors la « répression » et comment le Mouvement pouvait répondre aux mesures exceptionnelles que l'État avait mises en œuvre contre lui ; 3) formuler une réponse collective à la question du « comment faire » qui émanait du Mouvement. C'est Lotta Continua qui s'occupa de l'organisation des trois jours, et ce fut sa dernière apparition publique, après quoi seul le journal portera encore ce nom, devenant du même coup le triste réceptacle de toutes les thématiques du supposé « reflux ».

Plusieurs parties se jouèrent donc à l'occasion du congrès de Bologne. Il y avait celle du PCI qui, pour tenter de regagner la confiance perdue de larges pans de la population après sa performance stalinienne, accepta d'accueillir le Mouvement à Bologne, mais aussi de mettre les structures publiques de la ville à la disposition des milliers de jeunes. Il y avait la partie qu'auraient dû jouer les transversalistes, qui pouvaient compter sur la présence au congrès de Guattari et sur ce qu'ils croyaient être la capacité « spontanée » du Mouvement à tisser un discours et une pratique capables d'amener l'Autonomie à accepter une sorte de trêve pour approfondir la forme de vie qui s'était construite ces années-là (c'était l'un des sens du titre du dernier numéro de *La Rivoluzione*, « La révolution est terminée : nous avons gagné »). En fait, cette aire demeura pratiquement silencieuse pendant ces trois jours et le numéro d'*A/traverso* qui fut distribué pendant le Congrès se contentait de lancer un appel, éloquent il est vrai : « S'il vous plaît, ne prenez pas le pouvoir. » Puis il y avait les résidus des groupes, à deux doigts désormais de l'institutionnalisation pure et simple, qui cherchaient à reconquérir ainsi une crédibilité face au Mouvement. Enfin, il y avait la galaxie de l'Autonomie, organisée ou non, qui arrivait à Bologne forte de l'hégémonie qu'elle avait conquise par ses pratiques de combat, son engagement théorique et l'extension de son enracinement territorial. Trois éléments qui, jusqu'en 1977, et malgré des hauts et des bas, étaient toujours restés intimement liés, ce qui faisait de l'Autonomie la seule forme d'organisation des forces crédible à la hauteur de l'époque.

Au congrès contre la répression se présentent toutes sortes de gens : ouvriers turinois, chômeurs napolitains, intellectuels français, militants autonomes allemands mais surtout des milliers de jeunes avec leur sac de couchage sous le bras qui campent un peu partout dans la ville. Dans les rues et les restaurants bolognais, c'est comme si cent assemblées se tenaient en même temps et beaucoup de vieux militants du PCI s'arrêtent pour discuter avec les « rebelles » :

ils cherchent à comprendre, comprendre à qui ils ont affaire mais aussi comprendre en quoi leur parti se trompe. À l'institut de formation des enseignants se réunissent les féministes et les homosexuels, sur la piazza Maggiore se tient une énorme assemblée ouvrière et des groupes de théâtre de rue donnent à l'ensemble un air de vieille fête populaire. Des journalistes arrivent du monde entier pour témoigner de l'*anomalie* italienne. Le Palazzo dello Sport, la plus grande salle disponible à Bologne, est choisi comme principal forum de discussion.

Mais c'est précisément à Bologne que la capacité de l'Autonomie à faire tenir ensemble les différents plans de la puissance montre des signes de fléchissement, malgré l'optimisme affecté par certaines aires autonomes qui pensent être enfin en mesure de construire un « vrai » parti de l'autonomie à l'échelle nationale. Dans les témoignages de ceux qui se sont rendus à Bologne en dehors de toute forme d'organisation, en tant que singularités en mouvement, mais aussi de ceux, comme Marshall McLuhan, qui y sont allés pour essayer de comprendre ce qui se passait en Italie, on trouve des descriptions enthousiastes d'une Bologne joyeusement envahie par des dizaines de milliers de personnes simplement heureuses d'être là, ensemble, après une année vécue dans le danger, ce qui ne semble pas vraiment correspondre au climat extrêmement tendu dans l'hémicycle du palais des sports bolognais où dix mille « organisés » ferraillaient sauvagement. Mais le vrai problème n'était pas dans les bagarres entre groupes ni dans la contestation autonome des positions de Lotta Continua, il était au sein de l'aire autonome même, où les fonctions de combat avaient entamé un dangereux processus de séparation. Les contradictions entre les exigences d'organisation et celles des mouvements de libération, peu enclins à sacrifier leurs pratiques et leurs spécificités à une centralisation du Mouvement, éclataient l'une après l'autre.

Pour tous ceux qui choisirent la clandestinité, ou qui y furent condamnés, le plus dur fut de renoncer à cette dimension commune qui avait été jusque-là leur *ethos*, leur maison, leur vie-même :

Mes nouveaux camarades je ne pouvais les découvrir qu'ainsi, peu à la fois, dans les réunions des cellules d'action, dans les structures de l'Organisation, d'un rendez-vous à l'autre. Et la découverte était plus secrète, difficile et pénible, sans la lumière et les temps longs de la lutte, des manifestations, des locaux, des lieux ouverts où la bande se formait comme par enchantement, quelque part dans la ville, pour illuminer mon instinct et mon besoin de tribu. (Teresa Zoni Zanetti, *Clandestina*, Rome, DeriveApprodi, 2000.)

Ce fut comme si se révélait alors, pour le Mouvement, la plus critique des scissions, entre une classe politique toujours plus fragmentée et qui menaçait de sombrer dans l'autoréférentialité et une strate énorme de gens qui se contentaient de vivre *dans* le Mouvement et qui ne pouvaient pas encore continuer à le faire sans les « autres », qui en garantissaient la cohésion et la combativité. Le septembre bolognais porte avec lui le sentiment amer que cette dimension collective, commune, qui avait été la spécificité du récit de 1977, arrive alors à son terme. D'ici peu, les groupes donneront naissance au parti Democrazia Proletaria (« Démocratie prolétarienne »), avec sa cohorte parlementaire, et les « désirants » partiront de leur côté, se dispersant en mille micro-initiatives plus ou moins intéressantes. Au sein de l'Autonomie, la partie est plus complexe. Pendant un certain temps, les Padouans des Collettivi veneti, les Romains des Volsci et les Milanais qui sont restés liés à Rosso sont unis par le rêve de fonder un parti. Mais dès le début, aux vieilles divisions s'ajoutent les tensions nouvelles pour l'hégémonie entre les fractions. L'illusion ne dura que quelques mois, sans jamais dépasser le stade des bonnes intentions. Les Romains et les Vénètes inventèrent d'ailleurs deux sigles et deux projets

différents, le MAO (movimento dell'autonomia operaia, « mouvement de l'autonomie ouvrière ») pour les premiers, et le MCO (movimento comunista organizzato, « mouvement communiste organisé ») pour les seconds, avec chacun leur propre journal – *I Volsci* à Rome et *Autonomia* à Padoue – et la volonté d'« agir en parti » dans le Mouvement. À Milan, certains survivants de Rosso créèrent la revue *Magazzino*, avec pour objectif principal de recommencer les enquêtes pour essayer de reconstruire une hypothèse d'organisation : seuls deux numéros ont paru, après quoi tous les auteurs furent arrêtés dans le cadre des opérations contre-insurrectionnelles qui suivirent le 7 avril. Après une activité intense à la fin 1977 et l'année suivante, les Comitati Comunisti Rivoluzionari, qui ne voulurent jamais se définir comme un microparti, décidèrent de se dissoudre. Oreste Scalzone, Paolo Virno, Lucio Castellano, Franco Piperno et quelques militants autonomes issus de l'aire post-PO créèrent la dernière revue importante de l'Autonomie, *Metropoli – Per l'autonomia possibile* (« Métropole – Pour l'autonomie possible »), en mettant l'accent sur ce « possible ». *Metropoli* continua à sortir jusqu'au début des années 1980 bien que la moitié de la rédaction fût en prison ou en exil, et tout en ayant parfaitement conscience des différences, elle réunit tous les esprits de l'autonomie pour tenter de comprendre ce passage effrayant – c'étaient les années Thatcher et Reagan – au nouveau mode de production qu'on appellera postfordisme, tout en continuant à travailler, bien entendu, sur des thématiques judiciaires liées au procès contre l'Autonomie, mais aussi sur la phénoménologie de la lutte armée.

Dans l'intervalle de quelques mois qui consomme le déclin du mouvement de 1977, il arrive ce que beaucoup redoutaient, la transformation de très nombreux collectifs autonomes en « bandes » combattant principalement pour leur survie. Une explosion de sigles de combat envahit alors la métropole italienne et si l'on regarde la chronologie de la fin 1977 à 1979, on constate un renversement éloquent : plus les manifestations massives et les échéances du Mouvement se font rares, plus les actions portées par cette molécularisation de l'intervention armée sont nombreuses. Comme on l'a déjà dit, c'était la conséquence de facteurs subjectifs mais aussi, bien entendu, de l'offensive répressive qui menaçait et qui, au lendemain de l'enlèvement du président de la Democrazia Cristiana Aldo Moro par les BR, se transforma en une véritable guerre d'anéantissement des mouvements. Mais le problème de cette propagation du « feu » était dans le manque de stratégie, en dehors de la volonté de répondre coup sur coup à l'attaque étatique. Dans ce climat de fragmentation et de confusion, il était naturel que les principales organisations combattantes clandestines absorbent peu à peu toutes les microformations armées autonomes, ne serait-ce que parce qu'elles avaient plus de moyens et d'expérience. Mais la « recomposition militaire » menée par les BR était compromise dès le début par une extériorité au Mouvement pas tant physique que théorique, affective et stratégique, et les éléments de l'Autonomie qui commencèrent à rivaliser avec elles sur ce terrain ne purent que s'enfoncer dans une spirale nihiliste ou, dans le meilleur des cas, se retrouver à produire du « spectacle ». Pour l'importance qu'elle a eue, sur différents plans, dans l'histoire italienne, il est utile de s'arrêter un peu sur l'« affaire Moro » et plus généralement, sur le débat entre Brigade rosse et mouvements autonomes.

Comme on l'a dit à plusieurs reprises, la question de la lutte armée n'était pas étrangère au débat interne au Mouvement et c'était même pour l'Autonomie une dimension importante de ses pratiques. La constitution de groupes armés clandestins *dans* le Mouvement, comme Prima Linea et tant d'autres, dont la portée demeura toujours très limitée, répondait à un désir diffus de s'organiser sur le terrain du combat en se distinguant des modes d'autoreprésentation et de la ligne politique des Brigade rosse. Celles-ci, devons-nous ajouter, ont toujours été très présentes

dans les usines et elles avaient un réel ancrage dans la classe ouvrière italienne, dont elles incarnaient en quelque sorte la rigidité face à la restructuration capitaliste. La sympathie qu'inspiraient les brigadistes aux ouvriers ne s'explique pas seulement par le fait qu'ils étaient perçus comme des « justiciers » : idéologiquement, ils étaient les dépositaires de la longue tradition communiste du xx^e siècle et leurs références étaient les mêmes que celles de beaucoup de vieux militants du PCI qui se reconnaissaient dans le mythe de la « résistance trahie », c'est-à-dire d'une révolution ouvrière qui aurait dû compléter la libération du fascisme. Malgré tout, le modèle commun restait le socialisme soviétique. Les Brigate rosse partageaient en effet également avec le PCI un aveuglement face à la gigantesque transformation sociale qui s'était produite en quelques années. Le problème des BR était donc, face à la conclusion imminente du compromis historique entre PCI et DC, en 1978, de l'empêcher à tout prix et d'essayer de casser le lien entre base et sommet du parti communiste pour s'imposer en tant que nouvelle direction du mouvement ouvrier et recommencer là où, selon eux, l'histoire s'était arrêtée. Du reste, cet objectif avait été écrit noir sur blanc dans la *Résolution stratégique* des Brigades en 1975 : « Il est absurde de déclarer la nécessité de battre le régime et de proposer dans les faits un "compromis historique" avec la DC. La démocratie chrétienne doit être battue, liquidée, dispersée. Le régime doit aussi entraîner dans sa chute cet immonde parti et l'ensemble de ses dirigeants. *Comme ce fut le cas en 1945 pour le régime fasciste et pour le parti de Mussolini* » (souligné par moi).

L'idée des BR était d'ouvrir une série de contre-procès – la révolution contre l'État – au moment même où le procès de leur groupe historique se déroulait à Turin. Il faut dire que cette vision de la lutte révolutionnaire où se profilaient tribunaux du peuple, jurés prolétaires et bourreaux communistes était à des années-lumière de l'imaginaire et de l'éthique du Mouvement. Cette différence, toujours revendiquée par les brigadistes « historiques », ne fit l'objet d'un réexamen critique, et encore, pour certains d'entre eux seulement, que des années plus tard. À cet égard, la réponse de Mario Moretti, dirigeant des BR à l'époque de l'enlèvement de Moro, à la question de leur rapport avec le Mouvement de 1977, est éloquente : « Que ce n'était pas directement notre affaire, c'est évident. Mais que nous n'étions pas présents, c'est faux. C'est une chose d'être présent, c'en est une autre que de diriger le mouvement. Nous n'en avons pas la direction. Cet archipel bigarré qu'était le mouvement de l'Autonomie, personne ne parvenait à le diriger. Mais celui-ci n'exprimait pas la contradiction ouvrière, celle des années précédentes : c'était un mouvement vraiment différent. [...] Pour moi, mais pas seulement pour moi, ce mouvement est resté jusqu'au bout une sorte d'objet non identifié » (Mario Moretti, *Brigate rosse, une histoire italienne*, entretien avec Carla Mosca et Rossana Rossanda [Olivier Doubre, trad. de *Brigate Rosse, Una storia italiana*, Milan, Baldini Castoldi Dalai, 1994], Paris, Éditions Amsterdam, 2010). Il faudra attendre l'essai de Renato Curcio et Alberto Franceschini en 1982, *Gocce di sole nella città degli spettri* (supplément au n° 20-22 de *Corrispondenza Internazionale*, Rome, 1982), pour lire dans un texte issu de leurs rangs quelque chose pouvant se rapprocher des thèmes du Mouvement de 1977 et constituant de fait, une autocritique *a posteriori*. Mais il est vrai aussi que juste avant et juste après la « Campagne de printemps » – comme les brigadistes avaient baptisé la phase au cours de laquelle ils devaient enlever Moro – les BR réussirent à recruter des militants issus de l'aire ex-Potere Operaio et qui gravitaient dans l'Autonomie. C'était ces militants qui, depuis la fin de l'époque de PO, étaient convaincus de la nécessité d'un parti armé mais aussi ceux, encore plus jeunes, issus des services d'ordre des groupes et des structures armées de l'Autonomie. En somme, tous ceux qui considéraient que le temps du Mouvement était derrière et que celui de la lutte clandestine était venu. Dans les faits,

les objectifs des BR, y compris en 1977, furent toujours uniquement liés au monde de l'usine – encore imaginée comme la forteresse de l'ouvrier masse – et à l'appareil d'État entendu au sens traditionnel. Dans les actions armées des groupes autonomes en revanche, les objectifs correspondaient davantage aux thématiques du Mouvement comme, par exemple, en 1977 justement, la jambisation par Prima Linea du psychiatre tortionnaire Giorgio Coda, surnommé « l'électricien de Collegno » en raison de l'usage massif qu'il faisait des électrochocs dans cet hôpital psychiatrique, ou les dizaines d'incursions contre le travail au noir dans les petites usines ou encore les actions liées aux luttes pour les transports publics. Même le « style » des actions était différent de celui des brigadistes, surtout parce que ceux qui les menaient continuaient à pratiquer également l'agitation politique dans les collectifs, dans les écoles et sur les lieux de travail. La « ligne politique » de ces formations autonomes armées, aussi avant-gardiste fût-elle, restait dictée par le Mouvement tandis que celle des BR était issue de leurs raisonnements internes, des documents stratégiques qui devaient orienter l'action militante dans les différentes phases du conflit et qui étaient censés représenter la « conscience armée » de la classe ouvrière, dont ils se jugeaient les « délégués ». Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que dans de nombreuses usines, les militants brigadistes aient parfois été encartés dans les syndicats traditionnels et il n'était d'ailleurs sans doute pas rare qu'au cours d'une lutte, ils se retrouvent face aux ouvriers autonomes. Maintenant, compte tenu du saut qualitatif que représentait l'enlèvement de Moro, il était évident que les BR voulaient provoquer un affrontement militaire avec l'État qui impliquait de fait tout le reste du Mouvement dans quelque chose à quoi non seulement il n'était pas préparé mais qui, stratégiquement, lui était étranger. C'est ce choix qui consumma une vraie rupture politique entre Autonomie et Brigade rosse, jusqu'au point de non-retour lorsqu'elles décidèrent d'« exécuter » Moro, contre l'avis du Mouvement et alors que des militants autonomes s'étaient employés personnellement à tenter de l'empêcher. Ce désaccord ne se fondait pas sur des « questions humanitaires ». La question était toute stratégique, il s'agissait de savoir si en Italie, on pouvait éviter qu'un mouvement révolutionnaire qui était demeuré jusque-là sur l'offensive, soit condamné à se replier et fondamentalement, à cesser de vivre. Si dans le Mouvement, la position résumée dans le slogan « Ni avec l'État, ni avec les Brigade rosse » occupa une place très importante, dans l'Autonomie, les positions allaient de ceux qui voulaient contraindre les BR à une confrontation avec le Mouvement à celle, plus explicite, de Rosso, qui écrivait « contre l'État, différemment des BR ». Par ailleurs, Prima Linea et d'autres organisations armées critiquaient sévèrement le dirigisme stalinien des Brigade rosse et comprenaient bien qu'elles-mêmes risquaient d'être emportées sur un terrain qu'elles n'avaient pas choisi. En revanche, l'exécution de Moro et l'élévation verticale de l'affrontement qu'elle entraînée furent très utiles à l'État, qui ne voyait pas d'autre manière de vaincre le mouvement révolutionnaire italien que de le contraindre à se concentrer sur la seule lutte militaire, domaine où il devenait possible de l'anéantir : l'opération Moro désarticula dans le même temps l'État et les strates organisées du prolétariat révolutionnaire. D'un côté, elle mit fin à la Première République mais de l'autre, tous les niveaux d'organisation du mouvement furent déstabilisés et brisés par l'attaque concentrique de la répression et de la militarisation de la lutte politique poursuivie par les BR. Dès lors, quiconque ne démontrait pas sa fidélité à l'État était au minimum suspect d'être un de leur « partisans » et, pour peu qu'il ait eu un quelconque rapport avec des militants clandestins, passible de détention préventive. Les rues se vidaient, les prisons se remplissaient. Ainsi, en moins d'un an, l'insurrection laissa la place à une sorte de guerre de bandes. Rien d'étonnant dès lors à ce que le recrutement des Brigade rosse ait augmenté dans les mois qui ont suivi l'enlèvement de Moro. Face au niveau de répression extrêmement élevé, qui

rendait toute action politique alternative pratiquement impossible, de très nombreux militants choisirent d'entrer dans les formations armées plutôt que de se rendre. C'est pour cette raison aussi qu'il est impensable de séparer l'histoire des mouvements des années 1970 dans leur globalité de celle de la lutte armée, dans toutes ses composantes.

À ce point, il est possible de tirer au moins une leçon : *un mouvement révolutionnaire tire sa puissance de sa capacité à tenir ensemble les différents niveaux – matériels, spirituels et guerriers – qui le définissent comme une forme de vie : chaque fois qu'il se laisse aller à l'hypertrophie et/ou à la séparation d'un de ces niveaux par rapport aux autres, la défaite est certaine.* Car s'il y a des défaites militaires, la défaite peut avoir lieu aussi sur d'autres plans, comme la transformation en une secte de théoriciens impuissants ou la managérialisation de la protestation. Et on peut dire qu'en Italie, après les années 1970, nous avons vécu, successivement, chacune de ces défaites.

Dans l'intervalle de quelques mois, entre 1979 et 1980, l'aire de l'autonomie dans son ensemble fut frappée massivement par la répression puis dispersée. Dans le document « Do you remember revolution ? », un groupe d'autonomes emprisonnés évalua ce passage de façon aussi lucide que dramatique : « L'autonomie organisée se trouve coincée entre deux lames de ciseaux, le "ghetto" et l'affrontement immédiat avec l'État. Sa "schizophrénie", puis sa défaite, ont pour origine sa tentative de refermer ces ciseaux, en maintenant une articulation entre articulation sociale du mouvement d'un côté et nécessité de l'affrontement antiétatique de l'autre. Au bout de quelques mois, cela s'avère absolument impossible et elle échoue sur les deux fronts » (document publié dans le quotidien *Il Manifesto* du 22 février 1983).

Quoi qu'il en soit, il est intéressant de constater que l'État s'est *d'abord* occupé de détruire l'Autonomie, entre 1979 et 1980, et qu'il ne s'est lancé qu'*ensuite* dans la bataille purement militaire contre les BR. L'État et le capital ont toujours compris que le vrai « ennemi constitutionnel » était dans la subversion généralisée dont l'Autonomie était la forme d'organisation la plus redoutable. Des milliers de militants furent poursuivis et emprisonnés, des centaines contraints à l'exil et quelques-uns assassinés. Mais surtout, la contre-insurrection condamna des dizaines de milliers de camarades à une sorte de clandestinité dans la société qui fut souvent traversée par l'héroïne, la folie, la mort et la trahison. Un exil dans le monde, une traversée du désert, une diaspora qui devint une expérience de masse.

Aujourd'hui, beaucoup de jeunes camarades ont du mal à croire que cette *aire*, ce Mouvement, aient « disparu » pendant les années 1980. Il faut se mettre d'accord sur ce qu'on entend par disparition : si l'on parle des structures organisées, de la capacité à exprimer une réelle puissance de transformation collective au quotidien et du quotidien, alors oui, ils ont disparu. Si en revanche on les voit comme une puissance souterraine qui vivait imperceptiblement dans ces nouvelles strates prolétariennes exprimées par le Mouvement de 1977, comme la capacité à reconstruire dans la discontinuité un récit commun, comme « négatif dialectiquement indépassable », alors c'est autre chose, car cette puissance est bien enracinée dans le monde dans lequel nous vivons : aujourd'hui, dans la « crise » qui déborde la première décennie du nouveau millénaire. Car les révolutions, surtout les ratées, ne s'effacent jamais. Bien sûr, aucune continuité historique n'est possible. Ce qui est possible, écrivait Walter Benjamin, c'est de fabriquer la clé qui ouvre telle pièce du passé, et l'entrée dans cette pièce constitue le *maintenant* destructeur de l'action politique contemporaine. Action qui coïncide avec le fait d'habiter la distance entre ce qui a été possible et ce qui vient.

Il ne s'agit certainement pas de signaler les mérites et les responsabilités subjectives et

objectives ni d'établir ce qui fut la « vraie histoire » : il s'agit du geste de l'avènement d'une aventure révolutionnaire comme de *quelque chose qui nous est commun et contemporain*. Aujourd'hui, alors qu'on parle tant de luttes pour les « biens communs », il est nécessaire de revendiquer cette histoire *non pour son passé mais en vue de son à-venir*, et de sa réappropriation en tant que désir vivant de *ce qui nous est commun* : dans et contre l'Histoire elle-même. C'est cette « remémoration comme tâche » que la tradition des opprimés nous livre de manière ininterrompue, cet exercice éthique où la possibilité de transmission d'une expérience prolétarienne vient de sa remémoration dans le présent et de la réactivation des vérités contenues dans ce fragment temporel donné. Ainsi, *Autonomie*, pour nous, n'est autre qu'un de ces mots incandescents qui viennent à nous depuis la constellation orageuse de notre toujours imparfaite actualité.

S'il est sans doute vrai que tous les mouvements naissent pour mourir, il est plus vrai encore qu'il existe un *reste* de ces luttes, de ces mouvements, de ces vies, qui est indestructible et devient sans fin. Mais pour se réapproprier ce *reste*, il faut avant tout pouvoir opérer une discontinuité dans le présent, c'est-à-dire critiquer théoriquement et matériellement sa propre époque. Parvenus à cette hauteur, qui est toujours vertigineuse, tout ce *reste* redevient non seulement lisible, mais prêt à l'usage.

Chez le même éditeur

Giorgio Agamben, Alain Badiou, Daniel Bensaïd, Wendy Brown, Jean-Luc Nancy, Jacques Rancière, Kristin Ross, Slavoj Žižek, *Démocratie, dans quel état ?*

Tariq Ali, *Bush à Babylone. La recolonisation de l'Irak.*

Tariq Ali, *Obama s'en va-t-en guerre.*

Sophie Auouillé, Pierre Bruno, Franck Chaumon, Guy Lérès, Michel Plon, Erik Porge, *Manifeste pour la psychanalyse.*

Bernard Aspe, *L'instant d'après. Projectiles pour une politique à l'état naissant.*

Alain Badiou, *Petit panthéon portable.*

Alain Badiou & Eric Hazan, *L'antisémitisme partout. Aujourd'hui en France.*

Moustapha Barghouti, *Rester sur la montagne. Entretiens sur la Palestine avec Eric Hazan.*

Omar Barghouti, *Boycott, désinvestissement, sanctions. BDS contre l'apartheid et l'occupation de la Palestine.*

Zygmunt Bauman, *Modernité et holocauste.*

Jean Baumgarten, *Un léger incident ferroviaire. Récit autobiographique.*

Walter Benjamin, *Essais sur Brecht.*

Daniel Bensaïd, *Les dépossédés. Karl Marx, les voleurs de bois et le droit des pauvres.*

Daniel Bensaïd, *Tout est encore possible. Entretiens avec Fred Hilgemann.*

Ian H. Birchall, *Sartre et l'extrême gauche française. Cinquante ans de relations tumultueuses.*

Auguste Blanqui, *Maintenant, il faut des armes. Textes présentés par Dominique Le Nuz.*

Marie-Hélène Bourcier, *Sexpolitique. Queer Zones 2.*

Bruno Bosteels, *Alain Badiou, une trajectoire polémique.*

Alain Brossat, *Pour en finir avec la prison.*

Pilar Calveiro, *Pouvoir et disparition. Les camps de concentration en Argentine.*

Grégoire Chamayou, *Les Chasses à l'homme.*

Ismahane Chouder, Malika Latrèche, Pierre Tevanian, *Les filles voilées parlent.*

Cimade, *Votre voisin n'a pas de papiers. Paroles d'étrangers.*

Comité invisible, *L'insurrection qui vient.*

Christine Delphy, *Classer, dominer.*

Qui sont les « autres » ?

Alain Deneault, *Offshore. Paradis fiscaux et souveraineté criminelle.*

Raymond Depardon, *Images politiques.*

Yann Diener, *On agite un enfant.*
L'État, les psychothérapeutes et les psychotropes.

Jean-Pierre Faye, Michèle Cohen-Halimi, *L'histoire cachée du nihilisme.*
Jacobi, Dostoïevski, Heidegger, Nietzsche.

Norman G. Finkelstein, *L'industrie de l'holocauste.*
Réflexions sur l'exploitation de la souffrance des Juifs.

Charles Fourier, *Vers une enfance majeure.*
Textes présentés par René Schérer.

Françoise Fromonot, *La campagne des Halles.*
Les nouveaux malheurs de Paris.

Isabelle Garo, *L'idéologie ou la pensée embarquée.*

Nacira Guénif-Souilamas (dir.), *La république mise à nu par son immigration.*

Amira Hass, *Boire la mer à Gaza, chroniques 1993-1996.*

Eric Hazan, *Chronique de la guerre civile.*

Eric Hazan, *Notes sur l'occupation.*
Naplouse, Kalkilyia, Hébron.

Eric Hazan, *Paris sous tension.*

Henri Heine, *Lutèce. Lettres sur la vie politique, artistique et sociale de la France.*

Victor Hugo, *Histoire d'un crime.*
Déposition d'un témoin.

Sadri Khiari, *La contre-révolution coloniale en France. De de Gaulle à Sarkozy.*

Yitzhak Laor, *Le nouveau philosémitisme européen et le « camp de la paix » en Israël.*

Gideon Levy, *Gaza. Articles pour Haaretz (2006-2009).*

Laurent Lévy, *“La gauche”, les Noirs et les Arabes.*

Frédéric Lordon, *Capitalisme, désir et servitude. Marx et Spinoza.*

Pierre Macherey, *De Canguilhem à Foucault, la force des normes.*

Pierre Macherey, *La parole universitaire.*

Gilles Magniont, Yann Fastier, *Avec la langue. Chroniques du « Matricule des anges ».*

Karl Marx, *Sur la question juive. Présenté par Daniel Bensaïd.*

Karl Marx, Friedrich Engels, *Inventer l'inconnu. Textes et correspondance autour de la Commune. Précédé de « Politique de Marx » par Daniel Bensaïd.*

Joseph A. Massad, *La persistance de la question palestinienne.*

Albert Mathiez, *La Réaction thermidorienne. Introduction de Yannick Bosc et Florence Gauthier.*

Louis Ménard, *Prologue d'une révolution (février-juin 1848).*
Présenté par Maurizio Gribaudi.

Elfriede Müller & Alexander Ruoff, *Le polar français. Crime et histoire.*

Ilan Pappé, *La guerre de 1948 en Palestine. Aux origines du conflit israélo-arabe.*

Ilan Pappé, *Les démons de la Nakbah.*

François Pardigon, *Épisodes des journées de juin 1848.*

Jacques Rancière, *Le partage du sensible. Esthétique et politique.*

Jacques Rancière, *Le destin des images.*

Jacques Rancière, *La haine de la démocratie.*

Jacques Rancière, *Le spectateur émancipé.*

Jacques Rancière, *Moments politiques. Interventions, 1977-2009.*

Jacques Rancière, *Les écarts du cinéma.*

Textes rassemblés par J. Rancière & A. Faure, *La parole ouvrière 1830-1851.*

Amnon Raz-Krakotzkin, *Exil et souveraineté. Judaïsme, sionisme et pensée binationale.*

Tanya Reinhart, *Détruire la Palestine, ou comment terminer la guerre de 1948.*

Tanya Reinhart, *L'héritage de Sharon. Détruire la Palestine, suite.*

Robespierre, *Pour le bonheur et pour la liberté. Discours choisis.*

Julie Roux, *Inévitablement (après l'école).*

Christian Ruby, *L'Interruption Jacques Rancière et la politique.*

Gilles Sainati & Ulrich Schalchli, *La décadence sécuritaire.*

André Schiffrin, *L'édition sans éditeurs.*

André Schiffrin, *Le contrôle de la parole. L'édition sans éditeurs, suite.*

André Schiffrin, *L'argent et les mots.*

Ella Shohat, *Le sionisme du point de vue de ses victimes juives. Les juifs orientaux en Israël.*

Syndicat de la Magistrature, *Les Mauvais jours finiront. 40 de combats pour la justice et les libertés.*

N'gugi wa Thiong'o, *Décoloniser l'esprit.*

E.P. Thompson, *Temps, discipline du travail et capitalisme industriel.*

Tiqqun, *Théorie du Bloom.*

Tiqqun, *Contributions à la guerre en cours.*

Tiqqun, *Tout a failli, vive le communisme !*

Alberto Toscano, *Le fanatisme. Modes d'emploi.*

Enzo Traverso, *La violence nazie, une généalogie européenne.*

Enzo Traverso, *Le passé : modes d'emploi. Histoire, mémoire, politique.*

François-Xavier Vershave & Philippe Hauser, *Au mépris des peuples. Le néocolonialisme franco-africain.*

Louis-René Villermé, *La mortalité dans les divers quartiers de Paris.*

Sophie Wahnich, *La liberté ou la mort. Essai sur la Terreur et le terrorisme.*

Michel Warschawski (dir.), *La révolution sioniste est morte. Voix israéliennes contre l'occupation, 1967-2007.*

Michel Warschawski, *Programmer le désastre. La politique israélienne à l'œuvre.*

Eyal Weizman, *À travers les murs. L'architecture de la nouvelle guerre urbaine.*

Slavoj Žižek, *Mao. De la pratique et de la contradiction.*

Collectif, *Le livre : que faire ?*

© La Fabrique éditions 2015
64, rue Rébeval
75019 Paris
lafabrique@lafabrique.fr
www.lafabrique.fr

Ouvrage publié avec le concours du Centre national du livre.

e-ISBN : 9782358721288

© 2015, La Fabrique éditions

Ce livre a été réalisé par [Primento](#), le partenaire numérique des éditeurs